


201
3 E
14







COLLECTION D'HISTORIENS CONTEMPORAINS

HISTOIRE

DU

DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

DEPUIS LES TRAITÉS DE VIENNE



IMPRIMERIE POUPART-DAVYL ET Ce, RUE DU BAC, 30

G.-G. GERVINUS

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE HEIDELBERG

HISTOIRE

DU

DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

DEPUIS LES TRAITÉS DE VIENNE

TRADUIT DE L'ALLEMAND

PAR J.-F. MINSSEN

PROFESSEUR AGRÉGÉ AU LYCÉE DE VERSAILLES
PROFESSEUR ADJOINT A L'ÉCOLE MILITAIRE DE SAINT-CYR

TOME QUATORZIÈME

SEULE ÉDITION AUTORISÉE PAR L'AUTEUR

PARIS

LIBRAIRIE INTERNATIONALE

15, BOULEVARD MONTMARTRE

A. LACROIX, VERBOECKHOVEN ET Cie, ÉDITEURS

A Bruxelles, à Leipzig et à Livourne

1866

HISTOIRE

DU

DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

VII. — INSURRECTION ET RÉGÉNÉRATION DE LA GRÈCE (SUITE)

4. — PHILHELLÈNES ET ÉGYPTIENS (SUITE)

B. — LA GUERRE DANS LES ANNÉES 1824 ET 1825 (SUITE)



Situation intérieure de la Grèce.

Les Grecs n'avaient pas encore vu leurs ennemis rester, comme cette année-là, pendant tout un hiver, au cœur même de leur pays, et joindre, pour ainsi dire, deux campagnes d'été par une activité militaire non interrompue. Jamais encore la balance de la fortune des armes, qui pendant si longtemps était restée indécise entre les deux parties belligérantes, n'avait

penché d'une manière si décidée en faveur des Turcs que dans le moment actuel. Jamais encore leurs efforts n'avaient eu tant de résultats qu'à cette époque.

Lorsque, pendant l'été, Ibrahim était devant Nauplia et que la flotte turque se trouvait devant Missolonghi, Metternich avait vu, avec un véritable bonheur, ce qu'il croyait l'agonie de l'insurrection. Les diplomates à Byzance avaient considéré la cause des Grecs comme perdue; le chargé d'affaires russe lui-même avait déclaré qu'il ne restait plus rien à faire, et les hypocrites envieux, avec une compassion aigre-douce, avaient prédit comme certaine la ruine de la Grèce. En effet, l'épuisement des Grecs était allé, à cette époque, jusqu'à l'abattement, et leur découragement jusqu'au désespoir.

Les étrangers qui se trouvaient en ce moment à Nauplia firent un tableau épouvantable de ce théâtre de la confusion la plus incroyable, de cette Babel fourmillant de vagabonds qui appartenaient à toutes les tribus voisines et éloignées, de ce cloaque de boue et de pourriture qui était le siége du gouvernement grec. Ville très-malsaine par suite de sa position, et regorgeant de soldats, d'étrangers, de fugitifs, d'aventuriers et de mendiants affamés, Nauplia offrait à cette époque le spectacle unique de la misère la plus repoussante. En dehors des murs se trouvaient les tentes des fugitifs, venus de Tripolitsa et d'Argos, qu'on ne laissait pas entrer dans la ville de peur d'augmenter les épidémies qui y sévissaient. L'intérieur de Nauplia fourmillait de gens armés, irréguliers et sans aveu, qui portaient des costumes et des armes dont la richesse contrastait avec leur saleté, gens qui faisaient craindre à toute heure le sac de la ville. L'air était empesté par les malades, pour

lesquels il n'y avait pas d'hôpitaux, et par les cadavres en décomposition des musulmans que la superstition empêchait d'enterrer. Dans toutes les rues, on voyait vaguer des bandes de vagabonds affamés et d'indigents qui devaient prévoir une année de disette bien plus terrible encore, quand même les Grecs auraient été délivrés de l'ennemi.

Effectivement, pendant cette année, on n'avait guère pu songer à cultiver les terres et à rentrer les récoltes dans la Morée et dans l'Hellade occidentale; on voyait anéantis, par un seul coup, tous les progrès dans la Péninsule où, dans l'espace de trois ans, les terres cultivées avaient été augmentées d'un tiers. Le gouvernement était plein de pusillanimité et de perplexité; il était tombé en discrédit, haï, méprisé, accusé et attaqué, de tous les côtés, par ceux que le pouvoir accusait lui-même à son tour, qui s'attaquaient les uns les autres, et dont chacun, ce qu'il y avait à déplorer le plus, avait le même droit d'attaquer les autres.

Les marins accusaient les capitaines de terre, et ceux-ci, de leur côté, les marins de s'emparer de ce qui ne leur appartenait pas : tous les deux disaient que le gouvernement gardait pour lui des sommes d'argent provenant de l'emprunt. Le gouvernement reprocha aux marins de profiter des malheurs de la patrie pour s'enrichir par leur solde qu'ils extorquaient aux autorités; il accusa les officiers de terre de multiplier, de la manière la plus éhontée, le nombre de leurs soldats bien au delà des cadres effectifs, en vue de grossir ainsi les sommes qu'ils avaient à recevoir pour les rations et pour la solde.

Dans cette terrible désorganisation de toutes les affaires,

les hommes les plus persévérants, tels qu'Ypsilantis, perdirent courage; le charme que le vieux Kolokotronis avait exercé autrefois n'avait plus de pouvoir; les masses étaient en proie à un terrible abattement; tout patriotisme était comme éteint. Les Hydriotes parlaient de vouloir quitter leur île et de se rendre avec leurs navires en Amérique. Pour la première fois on entendit les pauvres gens sans patrie accabler de leurs imprécations les funestes auteurs de l'insurrection; d'autres se répandirent en plaintes amères contre les Koraïs, les Moustoxidis, les Kapodistrias et autres qui, en y accédant, avaient consacré la révolution, pour s'en retirer aussitôt qu'elle leur paraissait avoir éclaté trop tôt, et qui avaient refusé si longtemps de venir en aide à leurs frères désespérés, après que le sort en avait été jeté d'une manière irrévocable.

De tous les côtés on demandait à grands cris le salut, un roi, un protecteur, un dictateur : le premier venu, un Kolokotronis, aurait pu le devenir, si sa fortune ne l'eût abandonné; mais aussi les hommes les plus étrangers à la Grèce et des pays les plus éloignés auraient été les bienvenus. Tellement tout espoir et toute confiance en lui-même avaient disparu dans ce peuple pendant cette terrible crise, au moment où Ibrahim se trouvait devant Nauplia., Mais, précisément à cette époque du découragement le plus profond, il y avait eu, comme nous l'avons dit déjà en passant, un autre changement complet, amené, pour ainsi dire, par un *deus ex machinâ*, dans la disposition momentanée des esprits; l'aspect sous lequel se présentait l'avenir le plus prochain était devenu tout différent, et l'on voyait s'ouvrir une tout autre perspective pour un temps plus éloigné.

L'effet moral de l'arrivée d'Hamilton et de ses conseils et l'effet matériel produit par le payement d'une nouvelle somme provenant de l'emprunt avaient suffi pour produire ce changement comme par un coup de baguette. Le général égyptien s'était retiré de devant Nauplia, la flotte grecque était partie pour Missolonghi et le boulevard de l'Hellade occidentale avait été conservé. La haine contre les Turcs venait de renaître dans toute sa force ; la résolution désespérée de se laisser plutôt mener à la boucherie que de se soumettre fit tressaillir encore une fois tous les cœurs.

Ibrahim n'avait pas atteint son but ; il n'avait pas amené la capitale, par la frayeur, à se rendre ; il ne s'était pas non plus ouvert le chemin qui conduisait de Tripolitsa à Patras et vers l'Hellade occidentale ; il n'était maître du Péloponèse que là où il avait ses garnisons. En définitive, les espérances de la Porte et de ses amis autrichiens ne s'étaient donc pas réalisées. Metternich se mordit les lèvres de dépit, en voyant le changement subit dans le ton des derniers rapports, envoyés par l'internonce et par le baron Prokesch qui parcourait, à cette époque, toutes les eaux et toutes les côtes ; rapports dont les conclusions étaient en contradiction avec tout ce que, depuis six mois, on lui avait fait croire et penser, et qui l'impliquaient dans un nouveau dédale de difficultés très-inquiétantes pour l'avenir.

Les Grecs cherchent de nouveau à se rattacher à l'Occident. Organisation des troupes.

Ce fut la perspective d'une union plus étendue et plus intime entre la Grèce et l'Occident qui déconcerta Metternich ; ce fut cette alliance nouée plus étroitement entre les Hellènes et les philhellènes qui, dans cette catastrophe,

dut sauver la Grèce de sa ruine. Une nécessité inévitable poussa, à ce moment, les Grecs par toutes les voies dans les bras de l'Occident. Jusqu'alors ils avaient méprisé et maltraité les philhellènes armés ; en effet, à Peta, ces derniers avaient perdu leur réputation de capacité militaire et la mort de lord Byron les avait privés du protecteur que, dans les derniers temps, ils avaient trouvé en lui.

Lors de son arrivée à Nauplia, le comte Santa-Rosa avait été partout reçu avec froideur et avait dû se résoudre à entrer, comme simple soldat, parmi les palikares ; le colonel Fabvier aussi avait dû longtemps parcourir la Grèce sous un nom d'emprunt, afin de se mettre au courant des affaires militaires, sans qu'on fît attention à lui. Mais après les succès des Égyptiens, l'art de la tactique fut tout à coup mis en honneur, et les attaques à la baïonnette de leurs ennemis ne permettaient plus aux Grecs de plaisanter sur leur manière de combattre. Kolokotronis aussi se tirait fort mal d'affaire, lui qui récemment encore avait tonné violemment contre les coutumes étrangères, contraires à toutes les habitudes et à tous les penchants des Grecs ; aussi le peuple et le gouvernement recherchèrent-ils avec avidité des troupes étrangères, des chefs et des instructeurs qui pussent apprendre aux soldats l'art militaire de l'Europe.

Suivant l'exemple donné, dans le temps, par les Américains du Sud, le gouvernement grec, dans ce moment de péril extrême, avait intimé à ses agents à Londres l'ordre d'engager avec les dernières ressources de l'emprunt une troupe de quatre mille mercenaires. Il avait demandé aux autorités de Korfou et de Malte la permission de faire de semblables enrôlements dans ces îles ;

pour encourager les troupes, il avait essayé de gagner sir Charles-James Napier, le gouverneur de Kephallène, ce philhellène d'une grande expérience militaire ; mais tous ces projets s'étaient montrés impraticables.

En revanche, pressé par les besoins du moment, le gouvernement avait nommé (4 juillet) le colonel Fabvier général du bataillon des tacticiens qui, sous le commandement de Rhodios, avait été plutôt une espèce de garde du corps ; on lui avait donné les pleins pouvoirs nécessaires pour former, de la manière qu'il jugerait la plus convenable, un corps de troupes régulières. Cet officier, qui, dans sa jeunesse, avait servi dans l'artillerie française, était resté longtemps en Orient pendant le règne de Napoléon, et y avait appris à connaître les hommes et les choses. Par suite du rôle que, sous la Restauration, il avait joué dans l'état-major de Marmont du temps des troubles à Lyon, Fabvier s'était vu retirer la faveur de la cour ; il était parti de son pays après avoir été en butte à des poursuites judiciaires de diverse nature. Soldat de corps et d'âme, avec une constitution de fer, indifférent quant à l'argent et à la solde, ambitieux et d'une nature énergique, parfois même orgueilleuse et brutale, ce qui était peut-être une qualité inhérente à sa persévérance inébranlable, il paraissait, surtout aux yeux de ses compatriotes, être l'homme qu'il fallait pour organiser les affaires militaires de la Grèce d'une manière solide.

Le gouvernement publia une loi de conscription (22 septembre) ; il choisit Athènes pour lieu de formation du nouveau corps de tacticiens qui devait compter de trois à quatre mille hommes. Il régla la solde et les rations, et nomma intendant du corps le comte Porro de

Milan, à côté du commandant en chef, tandis que Regnault de Saint-Jean-d'Angely reçut le commandement de la cavalerie. Il est vrai qu'avec tout cela rien n'était fait pour le moment actuel et immédiat ; on n'avait eu recours qu'à des remèdes d'un succès douteux pour un avenir également douteux.

Afin d'avoir des troupes régulières, il fallait payer leur solde régulièrement, et on n'était pas du tout sûr que l'avenir en fournirait les moyens; il était même très-probable qu'on n'aurait pas les ressources nécessaires pour former un corps de troupes régulières plus nombreux, puisqu'on avait reçu en automne (22 octobre) les dernières 50,000 livres sterling de l'emprunt. Mais pour qu'un corps de tacticiens eût été utile, il aurait été indispensable d'en augmenter le nombre ; car une troupe plus faible, entourée d'irréguliers, aurait été toujours exposée au danger d'être sacrifiée, comme à Peta.

D'ailleurs, les philhellènes les plus expérimentés contestaient l'opportunité de toute cette mesure. En effet, la population, surtout celle de la Morée, manquait des éléments nécessaires pour former une semblable troupe. Les conditions particulières du terrain indiquaient par elles-mêmes, comme la meilleure stratégie, la liberté complète pour les individus de combattre comme ils l'entendaient, guerre dans laquelle les Grecs étaient passés maîtres. Précisément les meilleurs guerriers ne se retrouvaient pas et ne se reconnaissaient plus eux-mêmes, quand on les serrait dans les rangs d'une ligne régulière, où ils ne pouvaient rien déployer de ce qui leur semblait constituer le véritable guerrier, où ils ne pouvaient se servir ni de leur souplesse, ni de leur force musculaire, ni de leur vue pénétrante, ni de leur habileté dans le tir.

Beaucoup de personnes craignaient ainsi qu'après avoir d'abord trop exagéré le mérite de leur manière de faire la guerre, et après avoir trop rabaissé la tactique européenne, les Grecs ne tombassent dès lors dans l'extrême opposé qui, dans leur pensée, aurait des conséquences également nuisibles.

Suite. Constructions navales à l'aide du second emprunt anglais.

Mais tout poussait et entraînait les Grecs, à ce moment, dans ces nouvelles voies, où ils n'attendaient leur salut que des secours fournis par les Francs. Même par rapport à la marine, à l'égard de laquelle les Hellènes avaient commencé à connaître la supériorité des Égyptiens plus tôt que pour la guerre continentale, ils avaient, comme nous l'avons vu déjà, pris des mesures, pendant l'année précédente, pour jeter en Angleterre les bases d'une nouvelle flotte. A cette époque qui voyait naître tant de projets à la suite de l'invasion de l'Argolis par Ibrahim, tout le monde demandait de nouveau à grands cris des navires plus puissants et des amiraux européens.

Mais aux premières démarches faites par les Grecs pour provoquer des innovations dans ce département, la confiance que leur inspiraient les sympathies philhelléniques de l'Occident allait être mise à une rude épreuve par les expériences les plus amères. Pour un premier commencement, les agents grecs à Londres avaient pris des informations à New-York sur l'achat ou sur la construction d'un certain nombre de frégates, en même temps qu'ils avaient fait entreprendre la construction d'une corvette à vapeur (*la Persévérance*) à Londres. Mais l'achèvement de ce navire souffrit des retards fâcheux dans lesquels on était disposé à reconnaître un mauvais vouloir du constructeur des machines, Galloway, dont

un fils était employé dans les établissements manufacturiers de Mehmet-Ali au Caire.

Pendant que cette affaire se poursuivait, et au moment même où Nauplia courait de si grands dangers, lord Cochrane revint du Brésil en Angleterre; aussitôt les radicaux parmi les philhellènes anglais, les Burdett, les Hume, les Hobhouse et autres, proposèrent aux agents grecs d'augmenter le nombre des bateaux à vapeur sous la direction du célèbre amiral. En présence de ses exploits en Amérique, tous les enthousiastes pouvaient facilement faire croire à eux-mêmes et à tous ceux qui partageaient leur exaltation que, muni de cette nouvelle arme de vapeurs de guerre, cet amiral détruirait la flotte turque dans une seule expédition maritime, et que, huit jours après, il bombarderait Constantinople.

Les banquiers voyaient dans ce plan, qui devait inévitablement faire un bruit énorme, un excellent moyen de faire hausser les papiers grecs. Les Ricardo opinaient donc aussi pour ce projet, qui cadrait si bien non-seulement avec les vœux et les besoins du pays, mais encore avec tout le système actuel du gouvernement. Les agents firent donc un contrat (17 août) avec lord Cochrane, qu'ils engagèrent au service de la Grèce, jusqu'à la fin de la guerre, pour la somme de 57,000 livres sterling, dont l'amiral se fit payer d'avance 37,000 livres; une forte somme de cet emprunt fut ensuite destinée à l'achat de cinq autres bateaux à vapeur.

Pendant qu'on se mit ensuite à la recherche de vapeurs qu'on pourrait acheter, les agents apprirent que MM. Ricardo, sans en avoir été le moins du monde chargés par eux, avaient, de leur côté, donné ordre d'en *construire de tout neufs* chez Galloway. Cependant, c'était le même

constructeur qui était déjà si suspect et qui n'avait pas même achevé la première corvette, et encore les banquiers anglais ne lui avaient-ils pas imposé de dédit à payer, s'il manquait à ses obligations ou s'il ne terminait pas les constructions dans un délai fixé d'avance. Les agents, Louriotis et Orlandos, dont le premier était considéré en Angleterre comme un homme d'un bon naturel, mais sans talents bien remarquables, tandis que le second y passait pour un caractère très-entêté, mais très-honnête, firent des remontrances contre cette manière arbitraire d'agir ; cependant ils furent éconduits d'un ton hautain.

Fortement embarrassés sur ce qu'ils avaient à faire ; dépourvus de pleins pouvoirs bien précis ; assaillis de tous les côtés par des solliciteurs qui leur demandaient de se servir de leur mandat dans un sens ou dans l'autre ; ne s'entendant pas entre eux ; tantôt défiants et trop prudents envers des amis, tantôt confiants et imprudents à l'égard d'ennemis ; peu habitués à se mouvoir sur un marché universel tel que celui de Londres ; ignorant complétement ce qu'étaient les agioteurs (*stock-jobbers*) anglais : ces hommes n'osèrent se mettre en opposition avec ces gens de banque impudents. Déjà ils les avaient laissés faire, lorsqu'ils avaient donné plusieurs milliers de livres sterling de l'emprunt, à titre de présent, à des amis de la Grèce « qui avaient bien mérité du pays », et lorsque, pour acheter des obligations du dernier emprunt, ils avaient mis en compte bien des milliers de livres sterling pour ces obligations, qu'ils calculaient au taux de 50 à 55 pour 100 à un moment où elles ne valaient pas la moitié de cette somme !

Il arriva ainsi que de toute la flottille de bateaux à vapeur, qui avait dû arriver en Grèce vers la fin de

l'année 1825, le premier vapeur n'y parvint qu'au mois de septembre 1826, et le second et le troisième seulement pendant l'automne des années 1827 et 1828, lorsqu'il n'y avait plus rien à sauver en Grèce. Pendant tout ce temps, les trois autres pourrissaient sur les chantiers de Londres, et lord Cochrane, que les vœux ardents des Grecs appelaient pourtant à leur secours, se cachait, sans navires, pendant plus d'une année, dans une obscurité mystérieuse!

Les commandes de vaisseaux faites en Amérique par les Grecs causèrent un scandale plus grand encore. Les agents maladroits avaient envoyé (mars) à New-York le général de cavalerie français Lallemand, homme tout à fait incapable et en outre peu honnête, auquel ils avaient donné de gros appointements, en le chargeant d'y acheter ou d'y faire construire deux frégates de grandeur moyenne. Les deux maisons Rowland et Le Roy, Bayard et Cie en entreprirent la construction, bien qu'elles sussent, ce qu'elles nièrent cependant, que c'était contre les lois du pays; elles l'exécutèrent ensuite avec une escroquerie systématique. Elles évaluèrent les frais de construction pour chacun des deux vaisseaux à environ 250,000 dollars, et promirent de les livrer en six mois.

Là encore les agents furent assez étourdis pour ne pas faire de traité rigoureux et pour payer, en outre, de fortes sommes d'avance. Lorsque, après beaucoup de retards, les vaisseaux étaient enfin près d'être finis, les constructeurs demandèrent, par suite de calculs éhontés, plus du double de la somme stipulée, de sorte qu'on ne put les payer. En outre, on avait à craindre que l'une des deux maisons ne suspendît ses payements; le capital et les vaisseaux auraient donc été perdus en même temps,

si, par l'intervention d'hommes influents à Washington qui avaient encore un sentiment de honte, le gouvernement ne s'était interposé. Effectivement il acheta l'un des navires, afin de rendre possible, de cette manière, l'achat au moins de l'autre vaisseau, de *la Hellas*, qui arriva fort tard, vers la fin de l'année 1826, à Aigina.

Les journaux anglais avaient exprimé une grande indignation vertueuse, lorsque les matelots grecs, à demi sauvages, avaient été assez cruels pour profiter des malheurs des Chiotes, afin de s'enrichir. Mais on chercha toujours à cacher et à excuser autant que possible ces honteuses spoliations, exercées aux dépens d'une nation qui était sur le point de périr et à laquelle on enlevait les moyens les plus indispensables pour son salut.

Sir Henry Lytton Bulwer, un des commissaires qui, en 1824, avaient apporté en Grèce un versement du premier emprunt, avait encore le front d'accuser le gouvernement grec, dans une lettre d'une impertinence tout anglaise, d'avoir détourné pour des intérêts particuliers (1) les sommes empruntées. Cependant c'était lui qui, tout jeune encore et sans expérience aucune, avait été un des premiers à inspirer aux Grecs la fâcheuse idée

(1) Cf. *An autumn in Greece*, by H. Lytton Bulwer, 2e edition, London, 1826, p. 193. — Finlay aussi, en parlant en détail de la manière dont le gouvernement grec avait gaspillé les emprunts, trouve beaucoup trop de plaisir à s'arrêter à une longue série d'accusations contre les Grecs. Cependant, il n'y en a presque pas une seule qui soit pesée avec équité, et quand même elles seraient toutes reconnues justes, elles sont bien loin de jeter sur ce peuple de pauvres klephtes, éblouis par la possession soudaine de richesses, le même déshonneur que celui dont se couvrirent ces nations qui comptent parmi les plus riches et les plus civilisées, et qui volaient ces voleurs au moment même de leur agonie.

d'employer des fractions du second emprunt pour le but déterminé de construire des frégates; ce fut lui qui éleva à une théorie et à un droit la pratique pernicieuse des agioteurs anglais, quand ils se mêlaient de l'emploi des sommes provenant des emprunts. Son accusation détermina ensuite le gouvernement grec à publier les documents relatifs à cette affaire : révélations par lesquelles tous ceux qui en prirent connaissance furent remplis du dégoût le plus profond; car ils virent dans ces affaires honteuses un des exemples les plus rebutants d'un trafic anglais sordide et usuraire (1).

Le philhellénisme en France.

La race anglo-saxonne continua, comme elle avait commencé, à retirer aux Grecs, pendant leurs malheurs, les secours qu'elle leur avait « prêtés » dans leur bonne fortune. Mais le malheur des Grecs que cette race avait, en grande partie, aidé à attirer sur eux par le mauvais emploi de l'argent des emprunts, retomba sur elle d'une manière très-sensible, quand elle spéculait ainsi sur leur bonne fortune. Jamais les Anglais n'ont reçu un seul liard d'intérêts pour leurs prêts que les Grecs paraissaient encaisser tout naïvement, comme une partie de cette dette de l'Europe acceptée par l'enthousiasme des philhellènes. Jamais les Anglais ne semblent avoir même trouvé des marques de compassion au sujet de cette perte. En effet, déjà à une époque où le monde ne pouvait même pas encore connaître l'ignominieuse issue de ces affaires d'em-

(1) On trouve un rapport des agents Orlandos et Louriotis dans la *Gazette d'Augsbourg* du 26 juillet 1826, et le récit d'Alexandros Koulostavlos, envoyé à New-York pour remplacer Lallemand, dans : *A narrative of the material facts in relation to the building of two greek frigates*, New-York, 1826.

prunt, on commença à juger, avec une amertume croissante, toute l'attitude que la société anglaise avait prise à l'égard de la cause grecque. Effectivement, la part que les Anglais y prenaient semblait, dès ce moment, rejetée dans une ombre de plus en plus profonde, par suite des sympathies enthousiastes et désintéressées qui s'emparaient de tout le continent dans cette époque de la décadence des affaires grecques, et précisément parce qu'on reconnaissait que c'était l'Angleterre qui avait provoqué cette ruine. La force de plus en plus impétueuse et entraînante de ces sympathies de l'Europe put seule arrêter les Égyptiens, sous l'attaque desquels le Péloponèse aurait succombé sans espoir de salut.

Au moment même où Ibrahim avait débarqué en Grèce, Blaquière accusa publiquement ses compatriotes anglais de leur égoïsme qui, disait-il, n'était en harmonie ni avec le caractère, ni avec les institutions de la nation; en jugeant l'Europe d'après l'exemple donné par l'Angleterre, il désespérait de trouver encore quelque part, *après* cette catastrophe, des secours de quelque importance. Mais ce fut *précisément à ce moment* que la France se mit à la tête d'un nouveau mouvement philhellénique qui, d'une manière vraiment exemplaire, était exempt de toute vue secondaire égoïste, nationale, politique ou financière, si toutefois on fait abstraction de ce que, dans ses rapports avec les affaires intérieures de la France, ce philhellénisme indiquait certainement une rupture politique avec le royalisme rigide.

Dès le commencement même de l'insurrection des Grecs, la voix de tous les partis s'était prononcée, à Paris (1821), en faveur de cette cause. A cette époque régnait encore Richelieu dont toutes les sympathies

étaient pour la Russie ; il ne suscitait aucune difficulté aux corps francs des philhellènes et il laissait aux amiraux qui commandaient les stations dans la Méditerranée liberté entière de remplir du moins les devoirs de l'humanité envers les Grecs, quand ils étaient poursuivis ou en péril.

Mais tout cela avait changé dès que les royalistes étaient arrivés aux affaires. Depuis le congrès de Vérone, on sentait partout et à chaque occasion la défaveur avec laquelle tous les gouvernements regardaient les Grecs, bien qu'elle se manifestât plutôt par de petits coups d'épingle pleins de malveillance que par des mesures énergiques, signes d'une hostilité ouverte.

Dès ce moment, la France avait empêché les philhellènes de traverser son territoire et de s'embarquer à Marseille. Les royalistes, et même ceux d'entre eux qui, tout d'abord, n'avaient pas caché leurs sympathies pour la cause grecque, se turent tout à coup ; en effet, les feuilles gouvernementales leur donnèrent le mot d'ordre, en disant que l'insurrection des Grecs se rattachait à la Révolution, et qu'elle avait été couvée à l'ombre du « comité directeur (1) ». Par leur manière de traiter les Grecs, les amiraux Viella et de Rigny effacèrent, depuis cette époque, le souvenir de la bienveillance que Halgan avait auparavant témoignée à ce peuple. A la fin de l'insurrection grecque, les Français semblaient vouloir montrer, à son égard, le même froid et la même défaveur dont l'Angleterre avait fait preuve au commencement de la révolte.

Lorsque les Égyptiens préparaient leur expédition,

(1) Cf. Fiévée : *Sur l'Espagne*. 1823, p. 74.

la goëlette d'État française *l'Amaranthe* fit plusieurs voyages pour le service du vice-roi et s'offrit pour transporter de l'argent et des munitions en Morée. On reprocha, en outre, hautement au gouvernement d'avoir permis à un agent égyptien, au général Livron, de faire construire des vaisseaux de guerre dans des ports français et d'acheter des munitions de guerre, et même de lui en avoir cédé.

Quant au rôle que jouaient dans l'armée égyptienne les renégats et les instructeurs français, tous ceux qui en France avaient le sentiment de l'honneur national en rougissaient. Ce fut précisément cette cause-là qui produisit un revirement soudain dans l'opinion de ce peuple si sensible de sa nature. Au moment où la flotte égyptienne aborda à Modon (février 1825), il se forma à Paris « la Société philanthropique pour l'assistance des Grecs » dont le comité réunit les personnages les plus considérables et les plus divers. On y voyait en même temps Chateaubriand et Lafitte, La Rochefoucauld et Dalberg, le duc de Fitzjames, le comte Dumas et le comte Saint-Aulaire. Cet intérêt général ouvrit promptement au philhellénisme l'accès de toutes les conditions sociales jusque dans les sphères les plus élevées, et même dans la famille royale. Les souscriptions s'ouvrirent sous des auspices qui leur promettaient le succès; les départements suivirent l'exemple de la capitale, qui donna, dans toutes les directions, l'impulsion la plus énergique au mouvement.

A ce moment, la presse française publia ces écrits d'une assez grande importance sur la Grèce, les ouvrages de Pouqueville, de Raffenel, de Raybaud, et le *Lascaris* de Villemain, qui eut, en peu de temps, trois éditions. A ce

moment aussi, Chateaubriand, rougissant des secours donnés aux païens par des chrétiens, et effrayé par les progrès des armes égyptiennes, écrivit sa « Note sur la Grèce » que la *Gazette de France* désigna comme un véritable manifeste en faveur de toutes les rébellions. Il y combattit les raisons que les légitimistes opposaient au rétablissement de la Grèce. Pour réaliser ce dernier, Chateaubriand recommanda, comme un moyen très-simple, d'adopter la politique que l'Angleterre avait suivie à l'égard des colonies espagnoles, c'est-à-dire de reconnaître son indépendance, ce qui n'amènerait pas plus la guerre en Grèce qu'en Amérique. Il insista, auprès du gouvernement de la Restauration en particulier, sur les honneurs qu'il recueillerait s'il se mettait à la tête de l'opinion publique. Le monde savant et politique, disait-il, soupirait après le rétablissement de la mère des sciences, comme la religion soupirait après ses autels dans cette ville où saint Paul avait prêché le Dieu inconnu!

La chaleur et le courage avec lesquels on embrassa de nouveau, dans ces sphères, la cause des Grecs, firent sentir leur influence bien au delà des frontières du pays, et réveillèrent, en premier lieu en Suisse et en Allemagne, les anciennes sympathies pour les Hellènes. Ce fut d'abord l'association hellénique de Genève, qui s'unit à celle de Paris comme un puissant auxiliaire; elle était dirigée par le banquier Eynard, qui, en 1814, avait représenté Genève au congrès de Vienne. C'était un philhellène de sentiments plus helléniques que n'en avaient les meilleurs citoyens de la Grèce; lui aussi, tourmenté et aiguillonné par les dangers dont les Égyptiens menaçaient les Grecs, portait ses secours moraux et matériels à un tel point qu'il devint le centre de tout le mouvement philhellénique

et le médiateur entre la Grèce et l'Europe ; il savait raviver, augmenter et unir l'action de toutes les associations philhelléniques, et diriger leurs ressources réunies vers un but rationnel.

Toutes les associations en Allemagne et en Suisse, et plus tard celles des États du Nord, se rattachèrent plus étroitement aux comités de Genève et de Paris. Ces derniers restèrent dans la meilleure intelligence dès le premier moment où Eynard s'était rapproché du comité de Paris; il lui offrit une contribution de 6,000 francs; il mit à sa disposition une autre somme de 25,000 francs et, par son influence, il fit monter les souscriptions de l'association de Genève, en automne 1825, jusqu'à la somme de 30,000 francs.

Ceci se passa à l'époque où le comité de Paris fit partir une première expédition de Marseille (commencement de septembre), avec des approvisionnements et des troupes à bord des navires; parmi les volontaires embarqués se trouvèrent Reybaud, l'ancien aide de camp de Mavrokordatos, et le docteur Bailly, homme de mérite à qui l'on avait donné pour mission l'établissement d'un hôpital militaire. Déjà auparavant, immédiatement après sa fondation, le comité avait fait partir pour la Grèce le général Roche, chargé de s'informer de quelle manière on pourrait le mieux servir la cause de la Grèce. Ses instructions (12 mars) lui prescrivaient de la manière la plus précise de rester, dans toutes ses affaires, complétement étranger à tous les mouvements de la politique des Grecs, à l'intérieur aussi bien qu'à l'extérieur; l'impartialité consciencieuse avec laquelle l'association maintint ces instructions ne fut pas le moindre de ses titres d'honneur.

Acte demandant le protectorat de l'Angleterre.

De cette manière les Grecs virent s'ouvrir devant eux une nouvelle source de secours généreux, au moment même où celle des emprunts vint à tarir en Angleterre. Mais toute cette perspective de ressources pécuniaires, de soldats et de vaisseaux, qui devaient venir de l'étranger, n'offrait pas de secours immédiats, énergiques et efficaces. C'est pourquoi, dans leur profond abattement, à l'époque des triomphes d'Ibrahim, les Grecs eux-mêmes avaient cherché leur dernier moyen de salut dans un protectorat étranger, dans une union avec l'Europe; union qui n'aurait pas un caractère privé, mais qui lierait leur État aux autres États; union qui ne serait ni militaire, ni financière, ni humanitaire, mais politique.

Déjà auparavant, chaque fois qu'un péril imminent avait menacé leur patrie, cette pensée s'était toujours présentée à l'esprit des Grecs, pour en disparaître aussitôt que le danger diminuait. Ainsi, à l'époque de l'expédition de Dramali, on avait entamé des négociations avec le gouvernement ionien au sujet du protectorat anglais (Cf. t. XII, p. 308); ainsi on avait essayé de se concilier à Vérone le bon vouloir de toutes les puissances. Et même, dans l'année plus heureuse de 1823, des membres de l'assemblée législative avaient songé (Cf. t. XIII, p. 149) à demander au Portugal de leur donner dom Miguel comme roi; ce fut à la même époque que Negris avait posé la contre-candidature du roi Jérôme, tandis que d'autres encore avaient appuyé celle du duc de Leuchtenberg.

En 1824, le projet russe de pacification, publié à Paris (Cf. t. XIII, p. 137), avait effrayé les Grecs tout autant

que les Turcs ; à ce moment seulement, un sentiment plus prononcé d'indépendance nationale et une répugnance plus forte contre tout contact avec les étrangers semblaient pénétrer dans le peuple grec, même malgré la chute de Psara et malgré le danger dont le menaçait l'Égypte.

On pouvait observer, avec une exactitude mathématique, quelles étaient à cette époque les sympathies des Hellènes pour les coreligionnaires et les amis naturels du Nord. En automne 1824, Varvakis, cet homme riche qui comptait alors quatre-vingts ans, était venu d'Odessa en Grèce, son cœur grec couvert de décorations russes ; il avait contribué de la manière la plus grandiose à soulager la misère de ses compatriotes de Psara, qui s'étaient enfuis de leur île natale, et à subvenir aux besoins de la patrie en général. En même temps, il s'était élevé énergiquement contre les alliances financières avec l'Angleterre, et il avait essayé de fonder un parti russe, en recommandant Kapodistrias comme président. Élevé aux nues, dans les premiers moments après son arrivée, comme un grand bienfaiteur du pays, il fut considéré immédiatement après comme un homme suspect ; après avoir été traité avec un certain manque d'égards et d'estime, et après avoir vu échouer tous ses projets, il se retira d'abord dans l'île de Syra, et plus tard à Zante, où il mourut (24 janvier 1825).

A ce moment où il y avait en Grèce une certaine effervescence du sentiment national, le gouvernement grec, dans une Note officielle (1) adressée à Canning (24 août 1824), avait formellement protesté contre toute

(1) Cf. Trikoupis, t. III, p. 390.

immixtion des puissances, et en particulier contre le projet de pacification russe. Canning répondit (1) à cette Note du gouvernement grec (1er décembre), qu'il traitait ainsi comme une puissance reconnue, en le gourmandant un peu, il est vrai, au sujet de ses susceptibilités, mais en ajoutant, pour terminer, ces paroles bien claires « que « si les Grecs voulaient, plus tard, avoir recours à la « médiation anglaise, et s'ils en exprimaient le désir à « l'Angleterre, ils la trouveraient prête à s'en charger ». L'occasion pour faire cette offre surprenante avait été fournie, non-seulement par les projets russes que la publication du Mémoire avait révélés, mais encore par des intrigues plus récentes des Français; en effet, après le prélude aristocratique joué auparavant par les chevaliers de l'Ordre de Saint-Jean à Paris, les Français voulaient mettre en scène un intermède monarchique en Grèce, comme ils l'avaient fait, quelques années auparavant, à Buenos-Ayres.

Vers le milieu de l'année 1824, le docteur Vitali s'était présenté devant Mavrokordatos à Missolonghi, muni de lettres écrites par des personnages considérables de l'entourage du duc d'Orléans, afin de proposer comme roi de Grèce le second fils de ce dernier. Bien qu'il y vît à la vérité tout de suite des difficultés, à cause de la jalousie avec laquelle les Bourbons regardaient les Orléans, Mavrokordatos envoya cependant ces propositions à Kontouriotis, qui les enterra dans ses cartons.

Lorsque ensuite le délégué du comité des philhellènes à Paris, le général Roche, vint en Grèce (avril 1825), lui aussi fit au président et à quelques-uns des hommes

(1) Cf. Trikoupis, t. III, p. 393.

du gouvernement des ouvertures qui n'étaient cependant qu'une vaine allégation. Il dit qu'il était chargé d'agir dans l'intérêt de ces projets orléanistes, pour la réalisation desquels le premier moment de consternation, causée par le débarquement d'Ibrahim, lui semblait très-propice. La plupart des députés et des membres du gouvernement étaient opposés à ce projet, parce qu'ils avaient plutôt confiance dans l'Angleterre que dans la famille d'Orléans.

Roche fit ensuite, avec des moyens licites et illicites, de l'agitation dans d'autres classes de la société. Pendant le terrible moment des succès d'Ibrahim, une assemblée réunie à Megara (juillet) délibéra sur l'élection d'un prince de la famille d'Orléans, et l'on forma une espèce de parti français auquel se rallièrent aussi Ypsilantis, bien qu'il appartînt de cœur à la Russie, de même que Kolettis, qui devait devenir le tuteur du duc de Nemours (1), et quelques-uns de ses partisans rouméliotes, tels que Gouras, qui n'avaient pas une idée des choses politiques. Or, pendant ces agitations, le gouvernement s'était souvenu de l'offre bienveillante de Canning. A l'instigation d'Hamilton, il résolut d'envoyer Spaniolakis au gouvernement anglais pour expliquer à

(1) Les renseignements sur cette affaire sont pleins d'obscurité et en quelque sorte contradictoires, puisque les auteurs qui la mentionnent parlent tantôt de la candidature du duc de Chartres (fils aîné de Louis-Philippe et plus tard duc d'Orléans), tantôt de celle du duc de Nemours. Il est cependant certain que le parti français en Grèce voulait pour roi le duc de Chartres; c'était dans ce sens que travaillait Kolettis, qui était l'âme de ce mouvement orléaniste. Les intrigants français, au contraire, et peut-être Louis-Philippe (alors duc d'Orleans) lui-même, auraient destiné au trône de Grèce le second fils, le duc de Nemours, si d'ailleurs ce projet orléaniste avait eu quelque chance d'être réalisé. (*Note adressée par l'auteur au traducteur.*)

Canning qu'une monarchie était nécessaire à la Grèce, et qu'on accepterait tout monarque qui serait proposé par l'Angleterre; en même temps il fit comprendre, d'après les conseils de l'archevêque Ignatios à Pise, qu'on prendrait avec plaisir le prince Léopold de Cobourg.

Pendant ce temps, Ibrahim avait paru devant Nauplia. Les Français recueillaient, dans les provinces, des signatures pour leur prince de la famille d'Orléans, qu'ils voulaient mettre sur le trône. L'arrivée de Hamilton à Nauplia (t. XIII, p. 305) avait essentiellement contribué à faire naître dans le parti anglais une activité semblable. Dès que la capitale n'était plus exposée à un grand danger, ce parti eut recours au même moyen, et mit en circulation à Nauplia (1er août) un Acte dans lequel on demandait le protectorat britannique pour la Grèce (1).

Jusqu'à cette époque, l'Angleterre s'était toujours maintenue en faveur auprès des primats grecs. Son attitude indépendante à l'égard de la Sainte-Alliance; la liberté avec laquelle sa politique pouvait se mouvoir; l'antagonisme qui régnait entre elle et la direction que suivait le gouvernement de l'empereur de Russie, qui s'était mis dans une dépendance complète au sujet de l'Autriche; la reconnaissance des blocus grecs par les Anglais et la modification dans leur manière d'observer la neutralité; l'attitude bienveillante prise par la marine anglaise; mais surtout l'espérance que faisait naître le seul Canning, l'unique homme d'État qui inspirât un peu de confiance aux défenseurs de la cause de la liberté et

(1) Cf. Trikoupis, t. III, p. 397.

de l'humanité : toutes ces causes réunies avaient tenu les regards des Grecs fixés sur l'Angleterre, comme on l'avait vu auparavant dans l'Amérique du Sud.

Dans les îles Ioniennes, pays intermédiaire indiqué par la nature des choses entre la Grèce et l'Angleterre, tout avait pris un autre aspect ; en effet, à Maitland, le plus odieux de tous les hommes, avait succédé le noble sir Frederick Adam, qui, marié avec une dame korfiote, avait à cœur la cause des Grecs. Avec son assentiment et avec sa coopération, un comité formé à Zante et composé d'hommes pleins de sympathies pour leurs frères en Grèce (Romas Stephanos et Dragonas), avait même fait la première ébauche de l'Acte dans lequel on demandait le protectorat anglais. Cet Acte avait été envoyé ensuite à Hydra et dans le Péloponèse, pour qu'on y fît ajouter, par l'influence de Kolokotronis et de Miaoulis, les signatures de l'armée et de la marine.

Le gouvernement lui-même ne devait pas faire cette démarche, parce qu'il n'était pas reconnu ; mais c'était le peuple qui devait parler. Les membres du gouvernement ne devaient que signer cet Acte, afin de manifester ainsi leur assentiment à ce qu'avait résolu la voix populaire, à savoir « de placer sous la protection illimitée de « la Grande-Bretagne le joyau de la liberté, de l'indé- « pendance et de l'existence politique de la Grèce ».

Pendant qu'on recueillait les deux mille signatures dont cet Acte fut revêtu, le parti opposé trahit sa faiblesse par les efforts qu'il fit pour contrecarrer ce mouvement. Il se cacha derrière les étrangers. Un aventurier du nom de Townshend Washington, agent venu de l'Amérique du Nord, protesta formellement contre cet Acte. Son exemple fut suivi par Roche ; mais le comité

de Paris désavoua aussitôt cet agent et lui fit perdre ainsi tout son crédit en Grèce. Deux ou trois députés, Ypsilantis, Kolettis, Kontouriotis (par suite de jalousies toutes personnelles que ce dernier nourrissait à l'égard de Miaoulis et de Tombazis) et enfin Gouras, refusèrent leurs signatures.

Même ce dernier cependant fut de nouveau détaché du parti français par sa femme. Jeune, pleine de vie et fière de son mari, elle tenait sa cour dans l'akropolis d'Athènes comme une vraie princesse ; mais, avec la réserve et la pudeur d'une bonne épouse, elle maintenait la discipline et les bonnes mœurs même au milieu de ses servantes; elle était assez intelligente pour se laisser convaincre (1) de l'absurdité de ces accusations qui prétendaient que, par cet Acte relatif au protectorat, on voulait changer la Grèce en colonie anglaise.

Mais au sujet de ce qu'on voulait et de ce qu'on pouvait au fond atteindre à l'aide de ce document, que le fils de Miaoulis, Dimitrios, alla porter en Angleterre (5 août), les opinions des auteurs de ce projet eux-mêmes étaient, sans aucun doute, fort partagées. Sans avoir le moindre doute sur l'inutilité de cette démarche, les plus intelligents avaient peut-être seulement l'intention d'arrêter le général égyptien dans sa course victorieuse et d'encourager les Grecs par des espérances éblouissantes, jusqu'à ce que la crise fût passée. Beaucoup de personnes aussi croyaient peut-être que l'Angleterre ne dédaignerait pas d'étendre sur la Grèce le pro-

(1) Ce ne fut pas sans le concours de Prokesch, grand adorateur de celte « Pallas Athênê aux yeux bleus ». Cf. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 692.

tectorat qu'elle exerçait sur les îles Ioniennes, comme la Russie avait appliqué aussi à la Servie le droit de protection qu'elle avait sur les Principautés.

D'autres encore calculaient que la seule offre de ce protectorat serait le moyen le plus propre pour réveiller toutes les puissances de l'inertie indifférente qu'elles montraient à l'égard de la Grèce. Lorsque le jeune Miaoulis arriva à Londres, il y causa immédiatement une grande agitation et provoqua des interpellations diplomatiques. Canning cependant déclara aussitôt qu'on n'accepterait pas cette offre des Grecs. Puis il répondit aux délégués grecs « que, si l'Angleterre accédait à leur « demande, elle se trouverait engagée dans une guerre « injuste contre la Turquie, et que les puissances ver- « raient une violation des traités dans un pareil agran- « dissement de l'Angleterre ». En même temps, le ministre anglais les engagea sérieusement à ne pas s'adresser à un autre État, mais à rechercher plutôt une médiation faite en commun par toutes les puissances.

Ceux qui avaient eu connaissance des démarches encourageantes du lord haut-commissaire des îles Ioniennes furent consternés par ce refus auquel ils ne s'attendaient pas. Ils ne surent pas bien pénétrer les véritables motifs qui avaient fait agir ainsi le gouvernement anglais. Nous aussi, nous ne pourrons les reconnaître clairement, qu'après avoir jeté un coup d'œil rétrospectif sur l'état des négociations diplomatiques pendant cette période de décadence dans la fortune de la Grèce.

C. — ÉTAT DES NÉGOCIATIONS DIPLOMATIQUES ENTRE LES PUISSANCES.

—

Premières conférences de Saint-Pétersbourg.

Nous avons déjà raconté plus haut (t. XIII, p. 136) que l'empereur de Russie avait invité ses alliés à donner à leurs plénipotentiaires à Saint-Pétersbourg l'ordre de se réunir en conférences avec les ministres russes, afin de délibérer avec eux sur la question de la pacification, et qu'il avait fait expédier son fameux Mémoire du 9 janvier 1824 qui traitait ce même sujet. D'une manière plus déterminée que jamais, il avait repris la pensée de se faire charger par la Sainte-Alliance de la pacification en Orient, comme l'Autriche en avait été chargée en Italie et la France en Espagne. Il aurait de préférence exécuté cette commission l'épée à la main, parce que ce dénoûment lui aurait procuré tous les avantages d'une guerre faite par la Russie seule, sans en présenter les inconvénients.

Comme déjà auparavant, l'Angleterre et l'Autriche se montraient, au moment actuel, l'une aussi peu disposée que l'autre à se prêter à ce désir du czar. Ces deux puissances étaient également consternées en voyant quels projets la Russie venait de trahir elle-même dans ce Mémoire que la France et la Prusse seules avaient accueilli sans y voir malice ; elles ne voulaient pas permettre à la Russie de prendre pied dans l'Hellade, comme elle l'avait fait déjà sur le Danube.

Ni l'une ni l'autre ne voulait entendre parler de guerre. ni de médiation armée, qui auraient été inévitables pour atteindre le but que se proposait le projet de pacification russe. Ce que Canning voulait le moins, c'était de charger la Russie de l'exécution d'une semblable mission au nom de l'Europe et comme représentant des puissances alliées. Ce que Metternich voulait le moins, c'était de la voir se tourner isolément en ennemie contre la Turquie : car, d'après ces théories, « on n'aurait, en saine logique, « jamais dû songer à prendre des mesures coercitives, « *si ce n'était contre les rebelles* ». Bien qu'ils poursuivissent ainsi le même but, ces deux hommes, qui étaient personnellement l'un l'antagoniste de l'autre, ces défenseurs de la politique de l'Autriche et de celle de l'Angleterre, si différentes par les principes qu'elles suivaient, se séparaient pourtant par le choix des moyens avec lesquels ils contre-balançaient l'action du czar.

Canning s'opposa aux conférences ministérielles proposées par la Russie ; dans les instructions qu'il adressa à Bagot (7 janvier 1824), et plus tard dans une Note qu'il écrivit au prince de Lieven (29 mai), il insista avant tout sur le rétablissement de l'ambassade russe à Constantinople, qui avait été si solennellement promis après les succès de Strangford. Metternich, au contraire, était prêt à prendre part aux conférences. Il espérait enchaîner le czar encore une fois, surtout si l'Angleterre y participait; il se fiait à l'habileté de son ambassadeur, le comte Lebzeltern, auquel sa circonspection réfléchie, sa clarté et son habileté dans la rédaction assuraient un des premiers rôles dans une pareille réunion. Il comptait sur le poids de ses raisons qu'il fit exposer par Gentz (avril) dans un écrit qui devait com-

battre le Memorandum russe; il se reposait, en outre, sur l'influence et sur l'assistance de ceux des Russes qui, comme Tatistchev, approuvaient ses vues.

Sûr de l'approbation de l'Autriche, l'empereur Alexandre s'était donc avancé et avait fait ouvrir les conférences (17 juin) auxquelles Bagot pourtant prit part aussi, dès que la nomination (Cf. t. XIII, p. 132) et le départ de Ribeaupierre pour Constantinople semblèrent assurés. Suivant les principes établis dans le Memorandum de janvier, et approuvés, en général, par le protocole de la première séance, le czar fit faire, dans la seconde (5 août), une proposition d'après laquelle les puissances devaient offrir à la Porte leur médiation, qui serait préparée par une suspension des hostilités. Mais on ne tarda pas à s'apercevoir qu'aucun des plénipotentiaires qui assistaient à la conférence n'était autorisé à voter des mesures exécutives, de telle sorte qu'ils durent d'abord demander des instructions sur cette proposition qui impliquait, pour ainsi dire, la nécessité de transférer ces conférences à Constantinople.

Pendant que cette demande était en route pour l'Angleterre, elle se croisa avec une contre-proposition de Canning, qui venait de nommer son cousin Stratford Canning à la place de Strangford; il offrit d'envoyer le nouvel ambassadeur par Vienne à Saint-Pétersbourg, pour qu'il pût s'entendre, avant son entrée en fonctions, avec le cabinet russe. Cette offre, acceptée avec reconnaissance, fit qu'on laissa tomber la proposition russe à Saint-Pétersbourg; on envoya de cette ville à Londres la notification officielle de la nomination de Ribeaupierre (28 août), par laquelle on comptait lever toutes les objections ultérieures de Canning contre les conférences.

Néanmoins, même à ce moment, ce ministre ne voyait que difficultés sur difficultés. Il blâma Bagot d'avoir pris part aux premières conférences. Il exprima le désir qu'on commençât par délibérer sur un plan détaillé à suivre, et qu'on le votât ensuite. Il ne voulait pas qu'on eût recours à des mesures coercitives, et il ne désirait pourtant pas non plus qu'on fît des démonstrations inutiles. Il voulait d'abord attendre l'arrivée de Ribeaupierre à Constantinople, du départ duquel il n'était déjà plus question peu de temps après. Il trouva, en outre, que le moment n'était pas bien choisi, puisque les deux parties belligérantes, dont l'une avait trouvé des forces nouvelles dans les armes égyptiennes, et l'autre dans l'or anglais, étaient dans une exaspération trop violente.

Metternich, de son côté, qui voulait détourner les pensées du czar, vit pour cela une occasion favorable dans la manière dont le gouvernement français procédait à ce moment en Espagne; la marche de ce dernier lui causait plus de soucis que tout le reste. Un voyage que fit l'empereur de Russie dans les provinces méridionales de son empire contribua à interrompre, pendant assez longtemps, les conférences à Saint-Pétersbourg. Mais lorsqu'il revint et qu'on voulut rouvrir les négociations, l'Angleterre se tint, de la manière la plus décidée, sur la réserve. Canning venait de recevoir (14 novembre) la Note officielle du gouvernement grec avec sa protestation contre les projets exprimés dans le Memorandum russe, protestation dont le ministre anglais était plus content « que de tout ce que les Grecs avaient jamais fait « depuis les jours d'Épaminondas (1). » Canning déclara

(1) Cf. Stapleton : *Canning and his times*, p. 458.

que cette réclamation, aussi bien que la protestation de la Porte, survenant en même temps, changeait toute la position du cabinet anglais, qui ne pourrait pas consentir à se faire le médiateur contre la volonté *des deux* parties belligérantes.

Ce fut en vain que tous les représentants des puissances orientales, l'Autriche à leur tête (1), exprimèrent leur désapprobation au sujet de l'importance que Canning attribuait à ce document, qui émanait d'un gouvernement de rebelles, et que ses ennemis l'accusaient d'avoir provoqué lui-même. Il déclara formellement que Stratford Canning, qui se mit à ce moment en route (5 décembre) pour Saint-Pétersbourg, n'assisterait pas aux conférences : « Il faudrait d'abord, disait-il, laisser les « parties belligérantes s'épuiser et s'amollir davantage, et « les puissances devraient premièrement tomber d'accord « sur les moyens à employer dans cette intervention. » Aussitôt, Lieven reçut l'ordre (2), conçu en termes impérieux et hautains, de déclarer au cabinet de Londres que le czar cesserait toute discussion ultérieure avec lui au sujet de la question d'Orient.

A cette communication Canning répondit avec ménagement dans une dépêche adressée à Stratford Canning (25 février 1825), mais non sans revenir sur la mission de Ribeaupierre, dont le retard était considéré par lui comme un manque de parole. Ceci produisit une nouvelle irritation à Saint-Pétersbourg, d'où l'on aurait peut-être envoyé le ministre, à ce moment même, à

(1) Metternich au prince d'Esterhazy. Vienne, le 5 décembre. MS.
(2) Nesselrode au prince de Lieven. Saint-Pétersbourg, le 31 décembre. MS.

Constantinople, si cette dépêche n'était pas parvenue.

L'exaspération contre Canning était déjà arrivée à un très-haut degré; mais elle devint bien plus violente encore, lorsqu'on apprit que le ministre anglais avait reconnu l'indépendance des colonies d'Amérique. Cette démarche porta aux dernières limites la tension entre les deux cours impériales et l'Angleterre, et elle amena une crise décisive dans la position de Canning à l'égard de son roi. Pendant tout ce temps et afin de miner la position de son adversaire qu'il détestait, Metternich avait suivi à Londres la même politique dont nous avons parlé plus haut; elle consistait à ne montrer, en public, aucune confiance au ministère de Canning et à agir sans cesse et en secret sur le roi et sur Wellington, qui considéraient la marche du gouvernement comme un scandale.

Ce fut cependant précisément la question américaine qui devait faire éclater et détourner l'orage suspendu sur la tête de Canning. Bientôt Esterhazy eut à rapporter à son cabinet que toute l'Angleterre s'abandonnait à l'ivresse de son bonheur causé par les succès du ministre. Néanmoins, Metternich continuait à se bercer d'illusions au sujet de la position de cet homme d'État, position qui ne lui semblait pas tenable, et il usait, sans cesse, de toutes ses ressources pour l'ébranler. Pendant que son cousin Stratford se trouvait, à son passage, à Vienne, Canning avait fait faire par lui une tentative pour détacher l'Autriche des conférences; mais Metternich avait rejeté comme imprudente la proposition du ministre anglais avec lequel il ne voulait pas agir en commun.

Ensuite le prince conçut l'idée de profiter d'un voyage que l'empereur d'Autriche projetait de faire, au prin-

temps, à Milan, pour aller à Paris. Il se rendit dans cette ville sous le prétexte d'y conduire la princesse, sa femme, à cause de l'état de sa santé, mais en réalité afin d'y rattacher plus étroitement la France à l'Alliance, afin d'isoler ainsi l'Angleterre d'une manière complète et de ne plus lui parler d'aucune des grandes affaires qui occupaient la politique. Il voulait préparer à Paris « à la politique insidieuse de l'Angleterre le même sort « qu'auparavant au plus puissant de tous les usurpateurs « qui eussent jamais existé! » A l'époque où les familiers du prince divulguèrent ces vaillantes intentions, les conférences à Saint-Pétersbourg allaient se rouvrir prochainement (fin de février).

Dans sa haine contre Canning et dans la crainte que l'empereur versatile ne finît cependant par se rapprocher de l'Angleterre, Metternich fit préalablement (18 févr.) rendre compte de ses opinions au cabinet de Saint-Pétersbourg. Il y fit dire « qu'il ne fallait plus admettre « l'Angleterre aux conférences, quand même elle vou- « drait y prendre part »; plus tard, il mit même sur le tapis des mesures que « la véritable Alliance », c'est-à-dire les trois puissance orientales, devaient prendre en commun contre l'Angleterre! Et même, pour le cas où la Russie montrerait néanmoins le désir de se laisser entraîner à partager les vues de Canning dans sa politique américaine et à entamer des négociations avec le gouvernement grec, le grand chancelier semblait vouloir prendre ses mesures de précaution. Effectivement, il établit une nouvelle théorie de médiation qui fit fléchir un peu son unique vœu lui-même qu'il maintenait pourtant avec tant de rigidité et qui consistait à réduire la rébellion par la force des armes.

Le magicien politique qu'il avait chargé des affaires grecques apprit au monde, dans un nouvel écrit (1), qu'il fallait chercher l'instrument pratique pour la médiation dans les oligarques militaires en Grèce. Il opposa au parti « démocratique », à ce « bâtard de l'esprit du « siècle », qui était en possession du pouvoir en Grèce, les klephtes qui, dans leur lutte contre le parti du gouvernement, combattaient, en même temps, le principe révolutionnaire! « C'était par ces derniers, ajoutait-il, « qu'on pourrait maintenir le principe de la légitimité, si « l'on pouvait seulement les décider à s'accorder paisi-« blement avec les Turcs! » En première ligne, la destruction du peuple chrétien des Grecs, digne de respect uniquement à cause de ses malheurs, sous le sabre et sous le joug de l'esclavage turc; en seconde ligne, une petite modification dans l'avilissement de ce peuple qu'on soumettrait au pouvoir des brigands qui devaient, selon l'auteur, livrer la cause des Grecs à leurs ennemis héréditaires; sur les deux lignes, l'alliance d'une puissance chrétienne et allemande avec les Turcs ou avec les klephtes, et tout cela pour le salut et pour la glorification de la légitimité : voilà quels étaient les dignes projets que l'art politique de l'Autriche s'était proposé de réaliser et dont le dernier n'avait été, avant tout, inspiré que par une résistance impuissante qu'on voulait opposer à Canning! « Ici comme ailleurs, disait en terminant ce Mé-« moire, fruit de la sagesse politique de Metternich et de « Gentz, la marche suivie par le gouvernement anglais, « *sous sa direction actuelle*, doit nous servir d'instruc-« tion et de leçon, non pas pour l'imiter, mais pour

(1) Mémoire secret sur les partis en Grèce. Février 1825. MS.

« adopter la marche contraire. L'Angleterre ne voit la « Grèce que dans les démagogues de Nauplia et d'Hy- « dra. Ceux qui veulent *le véritable bonheur de la Grèce* « doivent le chercher *de l'autre côté*. Par toute autre « voie on fera naufrage! »

Seconde série de conférences à Saint-Pétersbourg.

Lorsque l'empereur de Russie invita ses alliés à reprendre les conférences de Saint-Pétersbourg, les conjonctures avaient été essentiellement modifiées, et les motifs qui poussaient à l'action étaient devenus bien plus pressants qu'auparavant. Tant que la fortune avait souri aux Grecs, les négociations diplomatiques, de même que l'intérêt que les hommes privés prenaient à la cause de l'Hellade, avaient manqué de l'aiguillon de la nécessité urgente. Ce fut ainsi que, même pendant la campagne égyptienne de 1824 dont on n'avait pas prévu la stérilité, les premières conférences à Saint-Pétersbourg avaient pu être remises, ajournées et oubliées.

Mais lorsque, au milieu de l'hiver, Ibrahim prépara sa campagne maritime contre la Morée; lorsqu'on eut à craindre que les Grecs, exposés à un péril plus grand, ne se rapprochassent de plus en plus de l'Angleterre, comme on l'avait vu encore dans leur dernière protestation, Alexandre trouva en lui-même et en dehors de lui des raisons beaucoup plus urgentes pour ne plus rester inactif. Déjà depuis l'année dernière, comme Canning l'avait prédit, les conférences à Saint-Pétersbourg avaient, à elles seules, réveillé de nouveau dans les Russes de plus grandes sympathies pour le sort des Grecs. Elles furent excitées de plus en plus vivement par la marche que prenaient les affaires; partout on désapprouva hautement la modération de l'empereur; les cercles de la haute

société surtout étaient dans des dispositions tout à fait belliqueuses.

Le bruit se répandit que Yermolov, appelé par l'opinion publique au commandement suprême de l'armée, avait été mandé à la cour. Dans son audience de réception, l'empereur avait assuré au plénipotentiaire français, de la Ferronnays, que, pour l'amour de la paix en Europe, il continuerait à résister à la pression de la voix populaire en Russie, comme il l'avait fait déjà depuis quatre ans; cependant la diplomatie craignit sérieusement que le parti de la guerre, s'appuyant sur l'armée prête à combattre, ne poussât néanmoins à l'action ce prince si mobile. Il est vrai qu'à ce moment, comme auparavant, rien que par son irrésolution personnelle, le czar se trouvait empêché d'entreprendre la guerre pour lui seul. Il en aurait été empêché, à ce moment, en outre par l'état de sa santé, par un ancien mal à la jambe dont il avait eu à souffrir dernièrement et qui l'accablait aussi moralement. Pour cette guerre il aurait encore trouvé les mêmes obstacles politiques dans lesquels Metternich voyait les alliés constants et fidèles de son art diplomatique et qui étaient : l'attachement du czar à l'alliance ; sa crainte de la révolution; son appréhension de provoquer l'Angleterre à prendre part à la lutte et, enfin, le mauvais état des finances russes.

Mais il fallait s'attendre que, dans les nouvelles conférences, le czar pousserait avec un zèle d'autant plus grand à une action commune avec ses alliés. Cependant, plus il voulait aller vite et plus ses anciens adversaires lui mettaient des bâtons dans les roues, et lui suscitaient des obstacles, difficiles à surmonter. Canning se tint tout à fait hors du jeu. Il prévit que de cette manière le dissen-

timent entre les deux cours impériales éclaterait ouvertement, et que les conférences cesseraient sans résultat aucun, puisque, pour satisfaire le czar, l'Autriche n'avait d'autre moyen que d'entrer dans des principes dont l'adoption serait, à ses yeux, une souillure.

Il est vrai que la sagacité de Canning lui-même n'aurait pu deviner que, n'oubliant jamais son but principal, qui était d'assurer aux Turcs le temps et les moyens nécessaires pour vaincre l'insurrection par la force des armes, Metternich prendrait, dès le principe, part aux conférences avec l'intention astucieuse de les rendre stériles. Le prince Hatzfeldt avait trahi ce secret, déjà vers la fin de l'automne de l'année dernière (1), en disant « qu'à Saint-Pétersbourg on rivaliserait à qui montrerait « le plus de bon vouloir à l'empereur, puisqu'on savait « d'avance que toutes ces belles négociations n'amène« raient aucun résultat ! » Afin d'atteindre ce but négatif, les plus grands efforts de Metternich tendaient à gagner à ses vues (et surtout pour l'empêcher de donner son consentement à des mesures coercitives) le cabinet français qui, par gratitude pour le rôle qu'on l'avait chargé de jouer en Espagne, était prêt à faire toutes les concessions et même à prêter son assistance matérielle dans une guerre éventuelle.

Mais quant à la Russie, il chercha à la leurrer, même avant l'ouverture des conférences (2), en lui donnant l'assurance positive que, *par des concessions spontanées*, la Porte donnerait les garanties sur lesquelles les puis-

(1) Rapport de Vienne, en date du 20 novembre 1824. MS.

(2) Par exemple, dans une dépêche adressée à Lebzeltern en date du 15 janvier 1825.

sances voulaient fonder la pacification en Grèce. Ce fut ce moyen qu'il proposa pour trancher le nœud, parce qu'il savait qu'il ne mènerait à rien; il le proposa uniquement parce qu'il savait cela. Sa véritable conviction était la même que celle des Strangford et des Kapodistrias, qui savaient qu'on n'obtiendrait jamais rien de la Porte par les voies de la douceur et d'une manière spontanée (1).

En ouvrant les nouvelles conférences (2) qu'on tenait dans le plus grand secret et encore avec moins de formes diplomatiques qu'à Troppau et sans faire de protocole, Nesselrode présenta, dans la première séance (24 fév.), un nouveau Mémoire (3). C'était un « Aperçu, » dans lequel on ne parlait plus des desseins et du but de l'intervention proposée, but qu'on comprenait comme contenu dans les propositions du Mémorandum en date du 9 janvier 1824, mais dans lequel on proposa directement, et pour préluder par un fait à l'intervention, la demande d'une suspension d'armes, avec menace de rappeler les ambassadeurs, si la Turquie n'y consentait pas.

Mais dès cette première démarche, la Russie trouva, encore à ce moment, tous les plénipotentiaires unanimes

(1) L'internonce à Constantinople l'exprima, un peu plus tard, d'une manière confidentielle; il permit ainsi à son collègue l'ambassadeur de Prusse, qui pourtant ne manquait pas d'esprit, de voir clair dans beaucoup d'affaires, et lui donna la clef de beaucoup d'énigmes que jusqu'alors il n'avait pu s'expliquer. — Rapport du baron de Miltitz, en date du 7 septembre 1825. MS.

(2) Nous nous contentons de ces indications très-concises sur le contenu peu récréatif de ces joutes oratoires et épistolaires, au sujet desquelles Lebzeltern envoya des montagnes de rapports à Vienne.

(3) Aperçu du cabinet de Russie sur la marche à suivre dans les affaires du Levant. Du 12 février. MS.

à s'opposer à tout emploi de la force. Stratford Canning déclarait aussi à toute occasion, dans ses conversations non officielles, que l'Angleterre considérait également comme un point de la dernière importance la nécessité de s'abstenir de toute mesure coercitive; il sonda les autres ambassadeurs pour voir si, au prix de cette concession, on voulait peut-être acheter sa coopération.

Tous les trois plénipotentiaires autorisés à prendre part à ces conférences déclarèrent, après la première proposition de Nesselrode, qu'ils s'opposaient même à la seule menace d'employer seulement des mesures coercitives morales. Mais l'ambassadeur d'Autriche trouva que, si l'on jugeait même nécessaire d'y avoir recours, la menace de reconnaître l'indépendance de la Grèce serait mieux appropriée à son but. Se laissant diriger par la malignité de Metternich et ne pouvant donner de la couleur demandée par la Russie, il joua contre la carte du czar une autre couleur, car il savait que celui-ci n'en fournirait pas, parce qu'il redoutait plus que toute autre chose l'indépendance de la Grèce.

En outre, en déclarant que cette politique, si énergiquement repoussée au sujet de la conduite de l'Angleterre dans les affaires d'Amérique, était en contradiction avec tous les principes défendus jusqu'alors, Nesselrode fit une objection que Metternich désirait précisément lui entendre faire; « car certainement, disait-il plus tard « dans un de ses Mémoires, l'Autriche n'avait pas à « regretter qu'on lui épargnât le plus grand de tous les « sacrifices qu'il eût pu faire à la conservation de la paix « européenne!

Dès la seconde conférence (1er mars), où il se prononça pour le maintien de la paix à tout prix, l'ambassa-

deur d'Autriche fit de nouveau bouillonner le sang du ministre russe. Ce dernier ne cacha pas sa mauvaise humeur; effectivement, il ne pouvait s'empêcher de remarquer que les autres plénipotentiaires supposaient toujours à la Russie le désir d'amener ses alliés à faire la guerre à tout prix. Cependant ces premiers différends mêmes déterminèrent Nesselrode à exprimer le désir que les ambassadeurs voulussent bien faire eux-mêmes leurs propres propositions dans cette affaire qui, depuis l'acceptation des propositions russes à Vérone, avait pris, on ne saurait le nier, un caractère européen.

On répondit à ce désir en présentant, dans la troisième conférence (4 mars), un Mémoire élaboré en commun (1); dans le développement de ce document, on s'était laissé guider par le principe qui consistait à s'en tenir aussi près que possible aux propositions contenues dans l'Aperçu russe; mais on voulait éviter tout ce qui devait mener à une rupture avec la Porte.

Ce fut à ces « idées » que Nesselrode donna ensuite, dans un résumé pour la conférence suivante (la quatrième) (6 mars), la forme de propositions formulées. Bien que l'empereur, son maître, ne les eût pas approuvées, le ministre russe s'en référa dans ce document à la demande d'une suspension d'armes, qui était indispensable, disait-il, si l'on ne voulait pas encore, pendant des années, se laisser payer de belles promesses.

Et même dans la conférence suivante (la cinquième) (10 mars), Nesselrode revint obstinément sur son Aperçu et sur la suspension d'armes, en faisant en même temps

(1) Idées puisées dans l'aperçu du Cabinet de Russie et combinées avec les instructions des Plénipotentiaires. MS.

une tentative pour effrayer l'Autriche par un mouvement de conversion vers l'Angleterre. « L'empereur, déclara- « t-il, voulait cependant entendre les explications de « l'Angleterre, afin de lui donner une preuve de sa modé- « ration. »

Mais le comte de Lebzeltern ne broncha pas et donna lecture, dans la conférence suivante (la sixième) (12 mars), d'un vote des plénipotentiaires contre les dernières propositions de Nesselrode. Aussitôt, le ministre russe les retira d'une façon encore plus inattendue que lorsqu'il les avait faites, et il se déclara prêt à signer les propositions des plénipotentiaires, telles qu'il les avait présentées lui-même dans le Résumé.

D'après ce document, on voulait se conformer aux suggestions fallacieuses de l'Autriche et proposer à la Porte non-seulement d'invoquer librement et d'une manière toute spontanée l'intervention des puissances pour apaiser les troubles en Orient, mais encore d'approuver la conclusion d'une suspension d'armes. Si la Turquie s'y refusait, on devait, dans une Note collective, formellement offrir la médiation et, si l'on essuyait encore un autre refus, adresser au divan une autre Note « plutôt avertissante que menaçante », pendant que dans l'intervalle les agents des puissances iraient en Grèce pour y préparer les esprits à l'œuvre de la pacification.

Mais lorsque dans la séance du lendemain (la septième) (13 mars) les ambassadeurs signèrent cette convention sous la forme de protocole, l'empereur remit entièrement en question ce premier et unique résultat des conférences, en présentant une « Déclaration » des raisons (1)

(1) Projet de déclaration du Cabinet de Russie au protocole. MS.

qui l'avaient déterminé à consentir à signer le protocole. En donnant complétement tort aux plénipotentiaires et à toute leur manière d'agir, le czar exprima, dans ce document, le dessein d'adresser aux cours des communications directes sur la suite qu'il faudrait donner aux résolutions de la conférence. Dans toute cette Déclaration, on voyait dominer l'insolence opiniâtre du parti russe qui était pour la guerre. Matouszevicz, un de ces champions de la guerre, exprima ouvertement son étonnement railleur de ce que des hommes d'esprit eussent consenti à accoucher d'un produit aussi misérable que ce protocole du 13 mars! Comme pour répondre sur le même ton à cette opiniâtreté insolente, Lebzeltern mit sur le tapis, dans la même séance, la proposition délicate des garanties à donner par la Russie, et qui répondissent aux puissances de ce que les mesures qu'on prendrait pour la pacification de l'Orient ne troubleraient pas la paix en Europe.

Dans la conférence suivante (la huitième) (19 mars), il toucha même le point chatouilleux de la question du territoire, en exprimant l'espoir que dans l'Aperçu on ne comprît sous le terme de territoire grec rien que la Morée et les îles, mais non pas la grande extension qu'on lui avait donnée dans le Mémorandum du 9 janvier.

L'agitation que produisit ce ballon d'essai semblait cependant déterminer les plénipotentiaires de France et d'Autriche à présenter, dans la séance suivante (la neuvième) (4 avril), des propositions plus propres à apaiser le czar au sujet de la délimitation de la Grèce, et qui embrassaient à peu près l'étendue du royaume

actuel (1). Dans cette même séance, Nesselrode surprit encore les ambassadeurs par une nouvelle proposition dont le but était de faire cesser toutes les négociations avec la Porte jusqu'à ce que, par suite des ouvertures adressées directement aux cours, les puissances fussent tombées d'accord sur leurs projets, dans le cas où la Porte refuserait leur intervention. « La Russie, disait-il, ne « pourrait s'exposer à un refus de la part des Turcs, sans « avoir la certitude d'obtenir, dans ce cas, de ses alliés, « ce que les conjonctures exigeraient. »

De cette manière, même les résultats les plus faibles des négociations étaient continuellement remis en question. La crainte seule de préparer un triomphe à l'Angleterre amena les ambassadeurs, dans la dixième conférence (5 avril), à un accord superficiel sur une résolution qu'ils consignèrent, à la séance suivante (7 avril), dans un nouveau protocole. Ils y déclarèrent que, pour le moment, ils ne donneraient suite qu'à cette partie du protocole en date du 13 mars qui concernait les premières ouvertures confidentielles au sujet d'une médiation pacifique. Les ambassadeurs convinrent d'adopter cette forme, à la place de la remise solennelle de Notes officielles, afin que la Porte ne parût pas céder à la puissance et à la pression des alliés, mais qu'elle eût l'air de suivre spontanément les inspirations d'une saine politique. On désirait évidemment se séparer du moins avec les apparences d'union et de concorde. Mais l'irritabilité étroite du czar détruisit à la fin même ces apparences.

L'empereur de Russie fut poussé à toutes ces dernières

(1) Propositions des Plénipotentiaires d'Autriche et de France relatives à la Grèce. MS.

démarches par la jalousie que lui inspirait l'influence dont l'Angleterre jouissait en Grèce; pendant que les négociations se poursuivaient, il finit par devenir jaloux aussi de l'influence que ses alliés exerçaient sur la Porte et du rapprochement plus étroit qui s'était opéré entre eux.

Depuis que, par le départ de Strangford, l'ambassade anglaise à Constantinople avait entièrement perdu sa puissance, le nouvel envoyé français, Guilleminot, s'y était mis au premier plan. Il était venu, vers le milieu de l'année précédente (7 juin 1824), dans la capitale turque, où il avait fait son entrée en grande pompe et avec un cortége nombreux. Il essaya dès lors de rétablir les anciens rapports entre la Turquie et la France, et de ressaisir l'influence dont celle-ci y avait joui autrefois. Le czar en ressentit une vive inquiétude; car il craignait que la France ne regagnât sa prépondérance en Orient, surtout parce qu'il voyait qu'il existait de nombreux rapports d'amitié entre elle et l'Égypte; mais les nouvelles influences que l'Autriche exerçait sur le cabinet des Tuileries lui inspiraient des inquiétudes plus vives encore et l'aigrissaient encore davantage.

Au milieu des conférences, on avait appris, à Saint-Pétersbourg, que le prince Metternich avait réellement exécuté le projet de son voyage à Paris. Personne ne crut avec plus d'assurance que le grand chancelier lui-même à tous les grands effets et à tous les grands succès qu'on appréhendait à Saint-Pétersbourg comme le résultat de cette visite. Il trouva Villèle imbu des principes monarchiques les plus purs; c'est pourquoi il le consolida dans sa position. Il pensa avoir complétement gagné le roi, et il était convaincu que, dans toutes les grandes questions politiques, la France marcherait dorénavant de concert

avec l'Autriche. Il crut avoir si bien miné l'influence de Pozzo, qu'il espérait le voir sous peu passer du service de la Russie dans la pairie française avec quatre cent mille francs de rentes.

Toutes ces manœuvres piquèrent de plus en plus l'empereur de Russie et augmentèrent encore le dépit que lui inspirait l'Autriche. Un mot dit par Metternich à Paris, où il avait fait entendre que le czar ne voulait pas sérieusement éviter la guerre, fit qu'Alexandre concentra sa mauvaise humeur en particulier sur son ancien maître. Par son départ pour Varsovie (17 avril 1825), l'empereur interrompit les conférences, qui déjà avaient dû être discontinuées pendant quelque temps après l'expédition des instructions pour Constantinople ; mais, la veille de son départ, il avait signé une dépêche circulaire (1) dans laquelle il avait fait développer son intention qu'il n'avait que donné à entendre en présentant sa « Déclaration » dans les conférences.

Il avait ajouté à cette dépêche un résumé qui répétait la justification des vues russes, en particulier au sujet du cas où l'on serait obligé d'avoir recours aux mesures coercitives. Il y était dit « que deux cas étaient à prévoir : Ou les Turcs resteraient victorieux, et l'expérience « avait démontré quel usage ils feraient de leurs succès ; « mais quant à l'empereur, il ne pourrait rester spectateur « oisif d'une pareille issue qui, en anéantissant la Grèce, « détruirait en même temps la prospérité des provinces « méridionales de la Russie, et leur commerce auquel « les Grecs servaient en majeure partie d'intermédiaires. « Ou bien, la révolution grecque triompherait et pro-

(1) Dépêche circulaire du 16 avril 1825. MS.

« duirait une fermentation dans toute l'Europe, où, au « sujet de la cause grecque, tous les partis s'étaient mis « d'accord au nom de la religion, du patriotisme et de « la cause libérale; la révolte se propagerait ensuite dans « d'autres provinces de la Turquie, comme la Servie en « était menacée déjà. Avec une semblable perspective, « disait-on, la médiation n'était plus laissée au choix des « puissances, mais elle leur était imposée par la nécessité : « c'est pourquoi il fallait l'exécuter malgré *tous* les obs- « tacles et, en cas de besoin, même par des mesures « coercitives ». Pour terminer, on exprimait l'espoir que, pendant qu'on faisait les démarches confidentielles à Constantinople, les opinions se rapprocheraient au sujet de ces questions, et on ajoutait que « dans le cas con- « traire, le gouvernement russe croirait inutile de re- « prendre les conférences ». Pour le cas où cette dépêche serait accueillie avec faveur, on avait ajouté pour les ambassades une série de sept propositions, de l'acceptation immédiate desquelles le cabinet de Saint-Pétersbourg faisait dépendre la continuation des conférences.

La cour de Berlin fut cependant la seule qui reçut ces communications favorablement. La Russie manqua son but, qui était de faire désavouer par les cours alliées la manière d'agir de leurs plénipotentiaires. Le cabinet français déclara (24 mai), dans une dépêche adressée à de la Ferronnays, qu'il ne pouvait découvrir la divergence qui mettait la cour de Russie en si grand émoi. Le plénipotentiaire français lui-même ne crut pas bien sérieuse cette dépêche circulaire, qu'on ne lui semblait avoir écrite avec une telle roideur que pour tenir un peu compte des vœux du peuple et « pour orner les archives russes ».

Comprenant très-bien à qui s'adressait en réalité cette dépêche, dirigée surtout contre lui-même, Metternich prit la chose sur un ton moins plaisant. A ce moment, il était arrivé de nouveau, comme auparavant à Vérone, à l'apogée du sentiment de sa valeur. Plein de suffisance, il revint de Paris rejoindre l'empereur, son maître, à Milan. Il croyait avoir la France dans sa poche, de même qu'il parlait tout seul et tout haut en Espagne; il se sentait le maître en Italie comme en Allemagne, où, dans son château de Johannisberg, on lui avait fait la cour comme à un empereur.

Dans la position où il se trouvait, il crut avoir poussé assez loin les égards dus au czar. Il jugea nécessaire de dissiper complétement, dans ses prochaines instructions qu'il adressa à Lebzeltern (fin de mai), les illusions d'Alexandre, et de lui faire comprendre qu'il ne réussirait jamais à entraîner les alliés à des démarches hostiles contre la Porte. La vive lumière jetée sur les propositions du Mémorandum russe en date du 9 janvier, par l'aversion déclarée d'Alexandre pour l'indépendance de la Grèce, donna à la réponse autrichienne (1) un ton encore plus amer que n'en avait montré la dépêche circulaire russe. On y énumérait les questions et les vœux exprimés par la Russie, en commentant un point après l'autre à l'aide des doutes qu'ils inspiraient à l'Autriche. Ces points étaient : la nécessité d'une intervention dont l'Autriche n'avait jamais méconnu ni caché les difficultés; l'emploi éventuel de mesures coercitives morales, parmi lesquelles l'Autriche avait donné la préférence à la reconnaissance

(1) Elle était adressée à Tatistchev et partit, vers la fin de mai, de Milan pour Varsovie. MS.

de l'indépendance de la Grèce, tandis que la Russie n'en avait pas voulu ; enfin l'emploi de mesures coercitives matérielles qui donneraient des armes invincibles à l'insurrection qu'on voulait abattre : mesures qui engageraient peut-être l'Angleterre à l'action et qui exposeraient les alliés au danger d'avoir à renoncer aux principes sur lesquels reposait l'Alliance.

On s'opposait de la même manière aussi à tous les vœux exprimés par la Russie à l'égard de projets concertés d'avance pour une action commune, projets qu'on ne saurait concevoir pour l'avenir sur un terrain aussi mobile que cette lutte en Orient. Dans les nouvelles instructions qu'on expédia (18 juin) à Lebzeltern, avec des gloses marginales dans lesquelles Metternich avait commenté les protocoles des conférences, on lui avait indiqué, comme la raison principale qui jusqu'alors avait toujours obscurci les jugements du cabinet russe, la confusion continuelle de deux questions complétement séparées. On lui avait expliqué que le cas serait tout à fait différent, si la Russie allait demander l'emploi de mesures coercitives dans l'affaire de la pacification grecque, ou si elle venait réclamer l'appui de ses alliés à cause d'une violation des traités. Dans le premier cas l'Autriche serait obligée de se rappeler toujours ses principes et de se demander à elle-même, ainsi qu'à ses alliés, si l'on ne causerait pas de la sorte un mal plus grand que celui auquel on voudrait mettre un terme. Dans l'autre cas, l'Autriche, comme elle avait à le montrer aussitôt, serait toujours prête à appuyer la Russie, dès que celle-ci aurait prouvé par les faits qu'elle avait raison de réclamer son aide.

Ce langage décidé, qu'on était peu habitué à entendre

tenir à Metternich, ne fut pas, il est vrai, si mal jugé par Tatistchev, qui, comme les Caraman et les Hatzfeldt, était entièrement gagné aux vues du chancelier d'État, et se trouvait plus souvent d'accord avec lui qu'il ne le jugeait lui-même utile. Mais la mauvaise humeur avec laquelle on accueillit à Saint-Pétersbourg cette manière de parler de Metternich n'en était que plus grande, bien qu'elle ne se prononçât pas encore aussi fortement que l'on s'y était attendu (1). Rien n'aurait pu venir plus à propos aux ennemis de Metternich, dans les cercles des hommes d'État russes qui guettaient tout ce qu'il faisait, que cette imprudence avec laquelle se démasquait cet ami équivoque.

Accueil fait aux ouvertures confidentielles adressées à la Porte.

Canning n'avait pas été trompé dans ses prévisions, quand il avait cru que les conférences feraient naître des querelles violentes entre les deux cours impériales; son désir de voir les effets de ces négociations se réduire à rien se réalisa avec plus d'exactitude encore. Il est vrai qu'on n'aurait pu choisir un moment plus défavorable pour faire les démarches convenues à Constantinople. D'après les lois et les traditions des Turcs, la Porte n'aurait pu à aucun moment consentir à la médiation proposée. Mais elle aurait été le moins disposée à le faire à cette époque où deux tiers du territoire en révolte avaient été subjugués; où la place de Navarin avait été prise; où l'Hellade occidentale était envahie, et où l'on croyait Missolonghi sur le point de tomber au pouvoir des assiégeants. En outre, elle aurait été le moins disposée à prendre en considération des propositions d'un caractère

(1) Rapport du comte Lebzeltern, du 13 juillet 1825. MS.

aussi peu décidé, et qui lui montraient que leurs auteurs eux-mêmes n'étaient pas du tout d'accord sur le but qu'ils se proposaient d'atteindre, ni sur les moyens à employer à cet effet.

Quand même la Porte n'aurait pas si bien pénétré ces discours qui divisaient les alliés entre eux, elle aurait toujours eu ses sources d'informations sûres à Vienne. Elle savait très-bien que l'Angleterre s'était continuellement tenue à l'écart, ce qui l'avait, dès le commencement, confirmée dans son principe, qui était de ne pas vouloir entendre parler d'intervention. Elle connaissait les projets de la Russie et même les modifications qu'ils avaient subies à Saint-Pétersbourg. Elle savait ce que les alliés *ne voulaient pas;* il est vrai qu'elle savait moins bien ce que les puissances *voulaient réellement*, parce que celles-ci ne le savaient pas elles-mêmes; mais tout cela l'affermissait dans sa résistance opiniâtre qu'une *action* unanime aurait seule pu briser.

Avant que les instructions de ceux des ambassadeurs qui avaient pris part aux conférences de Saint-Pétersbourg fussent parvenues à Constantinople, les ministres accrédités auprès de la Porte avaient essayé d'y préparer un peu le terrain pour ces projets. L'internonce se borna à faire des allusions vagues et éloignées du but. Guilleminot se mit en rapport avec Chosrev-Pacha, homme équivoque qui, allié à un parti anti-égyptien, lui donna l'espoir (avril) que les négociations aboutiraient, mais sans y avoir été nullement autorisé et sans lui donner de garanties.

Lorsque les instructions données par les membres de la conférence arrivèrent à Constantinople (13 mai), les ambassadeurs convinrent (23 mai) de faire parvenir à la Porte leurs ouvertures confidentielles, par les drog-

mans, non pas en commun, mais en prenant tous pour base les instructions données au drogman français. D'après le conseil de l'internonce, ils résolurent, en même temps, d'éviter soigneusement le terme d'intervention, pour lequel les Turcs n'ont pas d'autre mot que celui de *tevassut*, ce qui signifie « médiation par arbitrage », et de n'employer à sa place que le terme de *bons offices* (*mesaii djemile*).

Aussitôt, le dissentiment, qui s'était montré à Saint-Pétersbourg, éclata aussi au camp des ambassadeurs. Minciaky trouva à redire à l'expression de « bons offices »; en outre il essaya d'introduire, par contrebande, dans les instructions de son drogman, un passage d'après lequel le refus du divan aurait entraîné l'emploi de mesures coercitives; mais heureusement on réussit, dans une autre conférence, à le ramener à l'attitude calme qu'il avait observée jusqu'alors. Ensuite les différents drogmans s'acquittèrent de leurs commissions (3-13 juin).

Les instructions données au drogman français (1) motivaient l'offre des quatre puissances « par l'absence « de résultats dans les campagnes des quatre dernières « années, par la résistance désespérée des Grecs et par « l'appui moral et matériel que lui prêtaient les peuples « de l'Europe; mais, avant tout, par la considération que, « par suite de l'excitation des passions que les cabinets « avaient essayé d'étouffer depuis dix ans, l'influence de « ces troubles en Orient s'était étendue sur toute l'Eu-

(1) Copie des instructions données par l'ambassade de France à M. Desgranges, 29 mai. — Les instructions données par l'Autriche et par la Prusse sont datées du 28 mai; celles données par la Russie sont du 6 juin. MS.

« rope ; qu'elle avait causé au commerce le préjudice le « plus grave, et que, par les différends entre la Porte « et la Russie, elle avait miné la paix en Europe et mis « en péril ce système des puissances auquel la Porte « devait tant ; système qui depuis cinq ans l'avait « sauvée malgré elle, et qui pourrait la sauver encore « cette fois-ci, si toutefois elle voulait s'y rallier sérieu- « sement. »

Les instructions données au drogman de l'Autriche cherchaient à aller au-devant des objections qu'on pourrait vouloir tirer de la position favorable dans laquelle se trouvaient les Turcs sur le théâtre de la guerre. « En « s'adressant à la magnanimité du sultan, y était-il dit, « on avait précisément choisi le moment actuel (où Kolo- « kotronis avait reparu sur la scène), où l'on pourrait « espérer trouver les chefs des insurgés plus disposés « à écouter les représentations des puissances (c'est- « à-dire à conclure des capitulations). »

La réponse que le reïs-effendi fit aux ambassadeurs était un refus net, exprimé d'une manière presque railleuse et méprisante. « Il avait cru (3 juin), disait-il à Des- « granges (1), que cette affaire était terminée depuis « longtemps. La Porte avait seule le droit d'arranger ses « affaires intérieures. Sa loi religieuse, la seule règle de « sa conduite, la dispensait de la nécessité de demander « les bons offices de personne. » A l'argument spécial présenté par le drogman autrichien, le ministre fit une réponse spéciale, en disant qu'il priait les puissances de

(1) Copie d'un rapport du sieur Desgranges sur son entrevue avec le reïs-effendi, le 3 juin 1825. — Comme les autres rapports en MS.

s'adresser d'abord aux rebelles et de les déterminer à se soumettre.

La réponse qu'on fit au drogman russe était la plus acrimonieuse : « Lord Strangford, lui dit le reïs-effendi, « avait, à son retour de Vérone où le czar lui-même « avait repoussé les rebelles, déclaré solennellement au « nom des puissances, que celles-ci approuvaient les « mesures prises par la Porte contre les rebelles ; il y « avait donc lieu de s'étonner de ces nouvelles proposi- « tions, qui provenaient de sentiments entièrement « changés. Cette intervention diplomatique, ajouta-t-il, « ressemblait beaucoup à une immixtion dans les affaires « d'un harem turc, immixtion que la loi sacrée ne per- « mettait pas. Mais ce qui était plus décisif encore, « c'était que les Européens avaient des institutions qu'ils « pourraient modifier selon les circonstances, tandis que « celles de la Turquie étaient sacrées, venues du ciel et « immuables. » Le reïs-effendi dit encore au drogman de la Prusse, ce qu'il n'aurait pu dire au drogman russe lui-même sans trop lui manquer, « qu'ils savaient fort « bien ce dont il s'agissait, où était le véritable foyer « des complots contre leur indépendance, et d'où venait le « coup dont trois des alliés n'étaient que les instruments ; « qu'on connaissait le Mémorandum russe dont les « révélations étaient cause que tout acte par lequel la « Porte irait, dans cette affaire, au-devant des puissances « équivaudrait à une apostasie ; et enfin qu'en acceptant « la médiation, la Porte craindrait de river le premier « anneau de sa propre chaîne, et de favoriser elle-même « les desseins de la Russie, qui voulait expulser les Turcs « de l'Europe. »

Ce fut ainsi que ces négociations échouèrent, comme

on l'avait désiré à Vienne et prévu à Saint-Pétersbourg. Les discussions au sujet des Principautés suivirent une marche différente. Déjà avant les négociations sur la pacification, Minciaky avait eu avec le ministre turc un premier entretien paisible (1er juin) sur cette affaire russe toute spéciale. Après la rupture des négociations, il présenta (6 juillet) une Note conçue en termes fort énergiques (1) et demandant catégoriquement le rappel des bach-bechly-agas et le rétablissement du *statu quo* (Cf. t. XIII, p. 111, 129, sq.).

Mais cette demande fut repoussée par le divan, au sein duquel le ministre de l'intérieur, Sadik-Effendi et Housny-Bey l'avaient entièrement emporté, à ce moment, sur le reïs-effendi, cet homme si conciliant. Au moment où le rapport de Minciaky, rendant compte de la manière sèche dont on l'avait renvoyé, arriva à Saint-Pétersbourg, on y avait précisément préparé pour lui une dépêche (24 août); l'empereur y avait exprimé sa profonde indignation, causée par le résultat des démarches faites à Constantinople, et plus encore par les réponses des cabinets de Paris et de Vienne à sa dépêche circulaire en date du 16 avril. Nesselrode y ajouta un post-scriptum pour répondre à ce rapport qui, disait-il, avait poussé aux dernières limites l'irritation du czar, et qui lui avait, pour la première fois, entièrement ouvert les yeux sur l'attitude prise à Constantinople par les représentants de ses alliés. Minciaky reçut l'ordre de ne plus prendre part à aucune démarche des autres ministres.

Pendant ce temps, et fidèle à toutes les habitudes de sa

(1) Note présentée à la Haute-Porte par le chargé d'affaires de Russie, 4 juillet. MS.

politique, Metternich s'empressa de se montrer, dans cette affaire, aussi complaisant pour la Russie qu'il était intraitable dans l'affaire grecque. Il donna (5 septembre) à l'internonce des instructions très-précises, par suite desquelles, et après avoir fait une première démarche infructueuse, celui-ci présenta à la Porte une Note (26 septembre) dans laquelle il disait « que l'empereur demandait « le rétablissement du *statu quo* dans les Principautés « comme une *marque particulière de la complaisance* du « sultan ». Dans le cas où la Porte s'y refuserait, l'internonce devait insister avec fermeté sur cette demande, et faire un rapport à sa cour, qui jugerait ensuite « si la « Porte voulait avoir l'Autriche pour amie ou pour « ennemie ».

Cette démarche eut un succès complet : on donna ordre pour le rappel des agas (11 octobre), ce qu'on notifia ensuite à M. de Minciaky. Il y eut en outre, encore avant la fin de l'année, dans le gouvernement de la Porte un changement ministériel qui semblait être de bon augure. On éloigna le kiaya Sadik-Effendi, créature vénale du favori, le silichdar, sur le compte duquel il fallait mettre beaucoup de démarches hostiles de la Porte, et on le remplaça par Achmed-Houlousi-Effendi, homme intègre et ami du reïs-effendi.

Dispositions de l'empereur de Russie.

Dès que l'empereur Alexandre fut de retour de Varsovie (juin), on s'était partout attendu à lui voir reprendre les conférences. Mais, immédiatement après l'issue négative des démarches confidentielles à Constantinople, on put voir par l'attitude des diplomates russes dans la capitale turque, que le czar considérait comme terminée son action commune avec les alliés. Minciaky disait

(juillet) à qui voulait l'entendre que dorénavant les affaires russes seraient traitées sans l'Alliance.

Nesselrode déclara la même chose à Lebzeltern (août), en disant que, par suite du manque complet d'égards de la part du cabinet d'Autriche relativement aux motifs et aux intérêts de la Russie, l'empereur se trouverait probablement obligé de tenir à l'avenir conseil sans l'Autriche. Une dépêche circulaire (18 août) annonça à tous les cabinets que, dans la question d'Orient, l'empereur n'agirait désormais que suivant ses droits et suivant les intérêts de son empire. On annonça (24 août) à M. de Minciaky l'envoi prochain d'instructions analogues.

Les conférences furent formellement closes (fin d'août). Dans la dépêche circulaire on donna à tous les ambassadeurs, accrédités près des grandes cours, l'ordre d'observer à l'avenir la plus grande réserve dans cette affaire; ils devaient envoyer, en attendant, au cabinet impérial, des rapports au sujet de l'accord qui, disait-on, semblait s'être rétabli entre les alliés, dans un sens hostile à la Russie; de plus, ils auraient à lui communiquer les moyens nécessaires pour neutraliser cet accord, et les mesures les plus propres pour sauvegarder le droit, les intérêts et la dignité de la Russie, sans mettre en péril la paix de l'Europe.

Deux de ces rapports envoyés à Saint-Pétersbourg ont été publiés (1). Celui du prince Lieven (30 octobre) répondit négativement à la question de savoir s'il existait une combinaison entre les puissances. En tout cas, disait-il, l'Angleterre n'y appartenait pas, et aucune ligue ne

---

(1) Cf. *Recueil de documents relatifs à la Russie*. Paris, 1854, p. 4-56.

serait à craindre sans elle. C'est pourquoi il conseilla à son cabinet de préparer prudemment et de frapper rapidement, si c'était nécessaire, un coup vigoureux, afin de maintenir les droits et les intérêts de la Russie. Mais il prévoyait aussi, et nous verrons plus tard avec quel fondement, d'autres tournures que prendrait cette affaire, comme par exemple, un rapprochement de l'Angleterre, tournures qui pourraient éviter l'emploi de moyens extrêmes.

Pozzo di Borgo, saisissant avec avidité cette occasion de laisser un libre cours à sa haine contre Metternich, écrivit (16 octobre) dans un sens beaucoup plus belliqueux. Sa dépêche est de la dernière importance; en effet, s'ajoutant à d'autres rapports envoyés plus tard, elle n'aida pas peu à décider l'esprit du successeur d'Alexandre par les mirages d'une politique grandiose, mais établie sans tenir compte des moyens matériels et réels dont on pouvait disposer; c'était une politique qui devait maintenir systématiquement le monarque de toutes les Russies dans le rôle d'un modérateur de l'Europe, rôle qui avait été donné à Alexandre par la direction accidentelle des circonstances.

Dans ce document on n'avait attaché que peu d'importance à la clause qui traitait de la conservation de la paix en Europe. Pozzo y avait songé aux cas extrêmes des complications possibles, et il démontra qu'il fallait leur opposer des remèdes extrêmes; mais en examinant attentivement la position des différentes puissances, il trouva très-peu probable qu'aucune d'elles résistât les armes à la main. C'est pourquoi, dans la partie positive de sa dépêche, il s'en tint simplement aux faits donnés, en disant « que les conférences à Saint-Pétersbourg

« avaient arrêté une intervention en commun qui avait « été rejetée par le Divan ; que, pour ce cas, l'empereur « avait proposé des mesures coercitives que les alliés « avaient écartées ; dans cette position, le czar serait « obligé d'exécuter à lui seul le projet qui avait été « accepté de tous ; il lui faudrait procéder à l'occupa- « tion des Principautés, sans changer de projet ni de « langage, et sans fermer la porte à l'action commune « ultérieure. Que si les puissances, ou plutôt Metternich, « dont dépendait tout, voulaient la paix, l'empereur « ferait ce que le simple bon sens lui prescrivait. Dans « le cas contraire, la politique de la Russie ordonnait de « menacer l'Autriche de la tempête la plus terrible. »

Mais tous ces bons conseils n'eurent aucun résultat, parce que les questions du gouvernement russe, de même que les réponses de ses agents, étaient écrites dans la supposition que, dans les affaires spéciales à la Russie et relatives aux Principautés, la Porte ne céderait pas non plus, ce qui venait pourtant d'arriver à l'époque même de cet échange de Notes diplomatiques. Cette circonstance rejeta nécessairement Alexandre dans son ancienne indécision, bien que, précisément dans ces temps-là, on eût cru généralement remarquer un changement prononcé dans ses sentiments.

Un voyage que l'impératrice de Russie, accompagnée du czar, faisait à ce moment-là, à cause de sa santé, à Taganrog, fut souvent, bien qu'à tort, interprété dans ce sens que l'empereur voulait passer en revue les troupes du Midi, destinées à occuper les Principautés. Dans le camp français, on commençait à craindre d'être entré trop avant dans les vues de Metternich et d'avoir manqué la véritable nuance, et par conséquent aussi le but des der-

nières explications. Metternich lui-même ne se sentait pas bien à son aise, quand il songeait que l'empereur de Russie pourrait vouloir chercher à obtenir, pour son propre compte, une satisfaction dont la conséquence serait peut-être d'assurer le triomphe de l'insurrection grecque et d'encourager tous les partisans de cette cause.

Cependant il connaissait trop bien le caractère de ce prince pour qu'une telle appréhension pût l'inquiéter longtemps. Il comptait jusqu'au dernier moment que le czar, bien qu'il fît beaucoup de projets, n'en viendrait jamais à l'action ; car il savait qu'Alexandre ne restait que trop fidèle à son adage favori et caractéristique : « Applique la mesure dix fois avant de couper une seule « fois. » Il prit sur lui de se porter formellement garant, à Paris, des résolutions de la Russie. Effectivement il eut plus tard la satisfaction d'apprendre, de la meilleure source (1), qu'il avait eu bien raison de ne pas croire à la guerre, malgré toutes les apparences contraires.

Avec cette conviction et après que les négociations avec la Porte eurent échoué, Metternich avait fait semblant de repousser la seule pensée, que la Russie pourrait être tentée de s'avancer avec des mesures qui la sépareraient de l'Alliance. Il crut donc pouvoir attendre tranquillement ce que ferait la réflexion et ce qu'amènerait la marche des événements. Le rôle sans influence aucune que, pendant tout ce temps, l'Angleterre, le seul adversaire qu'il redoutât, avait joué à Constantinople comme à Saint-Pétersbourg, acheva de l'endormir dans

(1) D'après ce que disait le grand-duc Constantin au comte de Bombelles.

la sécurité la plus complète et de lui inspirer la conscience vaniteuse de la supériorité acquise à son art diplomatique.

Canning.

Mais, par une fatalité maligne qui poursuivait le prince grand chancelier pendant tout le cours de ces affaires grecques, il arrivait toujours que, lorsqu'il croyait pouvoir se reposer sur une épaisse couche de lauriers, lorsque le sentiment de sa propre valeur le berçait des plus douces illusions et qu'il pensait s'étendre avec le plus de sécurité sur le lit de repos le plus moelleux, il lui était réservé de tomber sur des épines d'où il devait se relever en sursaut avec le dépit le plus profond, en voyant ses illusions se dissiper.

Il était bien vrai que, depuis le départ de Strangford, l'influence de l'Angleterre avait complétement baissé à Constantinople. Le résident anglais, Turner, qui y était resté à sa place, homme très-honorable et d'un grand savoir, connu par un livre sur la Turquie, dans lequel l'auteur avait tout représenté sous les couleurs les plus noires, était toujours d'une si mauvaise santé que l'ambassade anglaise était, comme on le disait en plaisantant, sous tous les rapports, en souffrance.

Dès son installation même, on avait refusé de lui accorder une audience pour la remise de ses lettres de créance, tant que Strangford ne serait pas formellement rappelé. A ses plaintes impertinentes la Porte répondait toujours vertement; et lorsque celle-ci fut informée de la nomination de Stratford Canning, dont on avait appris à connaître l'énergie déjà auparavant pendant qu'il avait été chargé d'affaires à Constantinople, elle s'attachait de plus en plus à traiter sans égards cette nouvelle

Angleterre qui devenait de jour en jour plus visiblement l'alliée des rebelles.

Lorsque peu à peu on pénétrait les véritables rapports entre Hamilton et les Grecs; lorsqu'on entendit parler de l'asile organisé, dans l'île de Kalamos, pour les réfugiés, et qu'on apprit que lord Cochrane avait été engagé au service de la Grèce, les ministres de la Porte s'étaient même demandé s'il ne fallait pas user de représailles. En tout cas, ils ne ménagèrent pas les paroles pour reprocher, de la manière la plus amère, ce changement de rôle à l'Angleterre, qui avait, disaient-ils, renié dans le principe toute velléité d'intervention, et qui avait gagné toutes les puissances à ce principe si juste; puis, ajoutaient-ils, elle avait tout à coup changé de système, sous le prétexte indigne d'avoir à sauvegarder une prétendue liberté du peuple, liberté qui, poussée à un tel degré, rendrait illusoires les traités les plus sacrés.

L'Angleterre avait joué aussi, pendant les conférences à Saint-Pétersbourg, un rôle semblable d'abaissement apparent : Stratford Canning y était allé avec la mission de vider, avant tout, une affaire relativement à un règlement de frontières dans l'Amérique du Nord (1). On se hâta de terminer ces négociations. La position de

(1) Pendant que l'autorité de l'empereur Alexandre était à son apogée, un ukase, en date du 4 septembre 1821, avait, avec l'impudence particulière à la puissance russe, défendu aux bâtiments de toutes les nations de naviguer sur les côtes nord-ouest de l'Amérique, depuis le détroit de Behring jusqu'au 51° de lat. N., par la raison que « tous ces pays appartenaient à la Russie ». Les États-Unis et l'Angleterre avaient protesté; les négociations entamées à ce sujet avaient conduit à la conclusion d'un traité avec l'Amérique, en date du 1er avril 1824; en février 1825, la Russie conclut avec l'Angleterre un autre traité, qui reculait les frontières russes dans l'Amérique du Nord jusqu'au 54° 40' de lat. N.

Stratford devint ensuite très-difficile, parce qu'il ne devait pas assister aux conférences; il n'avait plus de motif pour rester, et l'Autriche aurait bien désiré le mettre poliment à la porte. Une des qualités éminentes de cet homme plein d'esprit était, dit-on, la facilité avec laquelle il savait se procurer des informations et des éclaircissements par les artifices d'une dialectique habile; mais toute la causticité, tout l'orgueil et toute la froideur qui le distinguaient ne pouvaient lui être d'aucun service dans cette situation fausse.

Les Notes que Canning adressait à Stratford et dans lesquelles il se répandait en éloges sur les propositions présentées par la Russie à la conférence; les dires de Stratford, qui déclarait que l'Angleterre était d'accord avec les alliés, quant à leurs projets, et qu'elle n'en différait que relativement à la forme qu'il fallait leur donner et aux moyens qu'on devait employer : tout cela indiquait, du côté de l'Angleterre, le désir manifesté de se rapprocher un peu de la Russie. Du côté de cette dernière puissance, les fréquentes conférences entre Nesselrode et Stratford, à l'époque même où il était de mise de montrer, dans les conférences, de la froideur à l'Angleterre, et en dernier lieu une réponse conciliante et bienveillante que le cabinet russe fit à la Note si susceptible de Canning en date du 25 février (1), tout cela constituait des démarches si ouvertes en faveur d'un rapprochement entre la Russie et l'Angleterre, que de la Ferronnays supposait, dès cette époque, que le czar essayerait de s'entendre avec l'Angleterre seule au sujet des affaires d'Orient.

(1) Nesselrode au prince Lieven. Saint-Pétersbourg, 6 avril 1825. MS.

Mais dans toutes les démarches peu sincères que faisaient ces puissances pour se rapprocher l'une de l'autre, le dessein secret de l'Angleterre de détacher d'abord seulement la Russie de l'Autriche, et le désir caché de la Russie de rendre l'Autriche mieux disposée pour elle, l'emportaient tellement sur toutes les autres considérations, que les deux cabinets ne pouvaient pas espérer obtenir de résultat favorable, et qu'au contraire ils aidaient à consolider encore la position et l'influence de l'Autriche. Metternich se confirma dans sa conviction qu'en ébranlant le gouvernement de Canning, il avait isolé l'Angleterre, de même qu'en déjouant l'œuvre de la pacification à Constantinople, il avait forcé aussi l'empereur de Russie à se mettre tout seul dans son coin pour bouder.

Or ce fut à ce moment que se produisit l'incident qui bientôt devait mettre sens dessus dessous toutes ces relations apparentes dans le monde diplomatique. L'Acte par lequel les Grecs demandaient le protectorat anglais arriva à Londres. L'année précédente la protestation des Grecs contre le Mémorandum russe avait été, aux yeux de Canning, un acte déjà très-méritoire ; mais la proposition qu'on venait de lui faire devait avoir pour lui infiniment plus de poids, bien qu'il ne soit guère probable qu'au premier moment cet homme d'État ait entièrement compris toute l'importance de ce papier.

S'il y avait été lui-même pour quelque chose, s'il avait provoqué ce document qui venait de Korfou, il ne pouvait pas avoir eu d'autre but que d'écarter les intrigues orléanistes et d'empêcher la Russie d'agir trop précipitamment. Mais, en réalité, ce document relatif au protectorat promettait de lui rapporter beaucoup plus

que ces résultats-là, et il en aurait retiré bien plus de fruit si d'autres circonstances, qu'on ne pouvait pas du tout prévoir, n'étaient pas venues en neutraliser l'effet.

Sur le terrain même de la lutte, en Orient, cet événement eut une très-grande influence : l'Angleterre regagna en Grèce la forte position qu'elle avait perdue pour quelque temps à Constantinople, et elle s'y trouva dans une situation modifiée qui était en harmonie avec le système de Canning. Les avantages que le cabinet anglais retirait de cette nouvelle consolidation de son influence allaient entraîner sur-le-champ l'humiliation de la diplomatie du continent, qui venait de montrer tout récemment tant de morgue présomptueuse dans ses rapports avec l'Angleterre.

Nous avons vu de quelles inquiétudes la présentation de l'Acte du protectorat avait rempli les ambassadeurs à Londres. Metternich comprit bien que le sort de l'insurrection grecque et les rapports futurs entre l'Angleterre et les puissances continentales dépendraient des résolutions que prendrait Canning au sujet de la proposition que les Grecs venaient de lui faire. Cependant le prince avait à ce moment une si haute idée de son autorité et de sa puissance, qu'il ne se laissa pas déconcerter par ce fâcheux événement ; la patience dont jusqu'alors il avait fait preuve à l'égard de l'homme d'État anglais si hardi semblait au contraire être sur le point de lui faire défaut ; il se trouva tenté de parler à l'Angleterre sur un ton encore plus hautain et plus arrogant qu'à la Russie.

Il songea à envoyer (fin d'août) un courrier extraordinaire à Esterhazy, pour le charger de poser les questions catégoriques que voici : Quelle était l'intention de Canning au sujet des affaires qui, avec la coopération du

lord haut-commissaire des îles Ioniennes, avaient commencé à se tramer entre Hamilton et les insurgés? Si Hamilton y avait été autorisé, et sinon, s'il serait puni de mort? Dans le cas contraire, le cabinet impérial se trouverait dans l'impossibilité de continuer à traiter avec le gouvernement anglais, qui ne savait pas maintenir ses subordonnés dans l'obéissance. Un courrier partit (8 septembre) effectivement avec une missive de ce genre; mais nous ne savons pas si les ordres dont il était porteur étaient réellement exprimés avec la même vaillance.

Pendant ce temps, Canning avait refusé la proposition grecque, et il fit suivre cette démarche d'une proclamation, très-anodine il est vrai, qui était dirigée contre l'expédition de Cochrane. Esterhazy croyait que Metternich n'aurait pas trop lieu de se réjouir de ces faits, surtout parce qu'ils étaient accompagnés du départ de Stratford, qui se rendit à son poste, à Constantinople. Mais il se trompait : Metternich en fut très-content. Quelques éloges, que Canning fut assez malin pour lui prodiguer dans une conversation avec Esterhazy, éblouirent le grand chancelier à un tel point, qu'il crut que les mauvaises intentions de Canning étaient paralysées et même que son système avait été un peu modifié.

Les réponses faites par le ministre anglais aux questions que lui adressa Esterhazy « dissipèrent pour lui « toutes les appréhensions de ce côté-là ». Metternich espérait même que le cabinet anglais ferait encore un pas plus loin, et qu'il mettrait ainsi fin aux calculs que la Porte établissait sur la division entre les puissances; il espérait qu'il coopérerait avec les alliés, afin de prendre des arrangements qui pussent contenter les deux parties belligérantes en Orient.

Dans la plus vive impatience, il attendait que la victoire qu'il croyait avoir remportée fût complète, sans cependant deviner qu'il avait essuyé une défaite et qu'il était tombé dans un piége qu'il avait tendu lui-même. Sa politique astucieuse à l'égard de la Russie avait eu pour résultat de faire oublier de plus en plus au czar si irritable le peu d'amertume que lui avait inspirée l'Angleterre, tandis que l'aversion qu'Alexandre avait pour l'Autriche devenait de jour en jour plus profonde.

Dans la première émotion que lui avait causée l'Acte par lequel les Grecs demandaient le protectorat anglais, et sans qu'on s'y fût attendu, Metternich avait fait proposer au czar de faire auprès de la Porte de nouvelles démarches collectives en faveur de la pacification; mais l'empereur de Russie envoya de Taganrog l'ordre à Tatistchev de continuer de garder le silence absolu qui lui avait été prescrit. Quant à l'Angleterre, le cabinet russe avait, au contraire, fait pendant ce temps de nouvelles démarches pour s'en rapprocher encore davantage. Déjà pendant l'été, on avait pu remarquer de nouveaux symptômes d'une meilleure intelligence entre ces deux cabinets; on reçut à Vienne les avertissements les plus précis de Paris, d'où on lui fit remarquer avec beaucoup d'insistance les dangers qui menaceraient l'Alliance si, par son entêtement et par son emportement, l'empereur de Russie se laissait pousser dans les bras de l'Angleterre.

Pendant longtemps, Canning avait montré au sujet de ces tentatives de rapprochement une réserve froide et indifférente, sans qu'elle fût cependant hostile. Il fallait deviner quels étaient ses véritables projets. On savait qu'il désirait éviter une rupture entre la Russie et la

Turquie; mais on croyait deviner qu'il n'en avait pas une aussi grande peur que les puissances continentales, et que, dans le cas où la rupture se produirait, il ne se mettrait nullement du côté de la Porte, comme l'Autriche avait toujours voulu le faire croire à la Russie pour l'effrayer. Mais, depuis l'arrivée de ce vote de confiance donné par les Grecs, par lequel l'Angleterre se trouva tout à coup placée dans la position que jusqu'alors l'opinion publique avait attribuée à la Russie seule; depuis qu'elle était devenue la puissance à laquelle l'insurrection cherchait à s'attacher en grandissant, et sur laquelle le nouvel État essayait de s'appuyer, on comprit tout à coup le rôle mystérieux que jouait la Grande-Bretagne.

Les intérêts naturels que les puissances eurent dès lors à sauvegarder vis-à-vis de l'Angleterre devinrent absolument identiques à ceux qu'ils avaient eus à protéger jusqu'à ce moment vis-à-vis de la Russie. Afin d'empêcher le cabinet britannique, si c'était possible, de faire des démarches extrêmes, il s'agissait pour elles d'essayer de s'attacher à cette puissance, en la caressant et en se prêtant à ses désirs, et de lui abandonner le premier rang dans les affaires d'Orient, rang que jusqu'alors on avait reconnu à la Russie seule le droit d'occuper.

Mais Canning et l'Angleterre n'avaient pas avec la Grèce ces rapports qui auraient pu provoquer l'ambition et l'égoïsme anglais, comme on avait tant à le redouter dans les relations entre la Russie et les Grecs; le cabinet anglais trouvait donc moins de difficultés que le cabinet de Saint-Pétersbourg à éviter ces démarches extrêmes, à faire preuve de modération et à gagner la confiance des autres puissances. Canning savait très-bien pour quelles raisons il avait à décliner la proposi-

tion des Grecs; il eut seulement soin de le faire de manière que d'autres États ne pussent profiter de ces avantages que l'Angleterre refusait d'accepter pour elle-même. Il avait à se garder d'indisposer la Russie et la France; en évitant cet écueil, il n'avait pas besoin d'aller au-devant de ces deux puissances; il savait qu'elles devaient nécessairement venir à lui.

Ce qui rendait cette force attractive de l'Angleterre beaucoup plus puissante encore, c'était la position modifiée dans laquelle le ministre anglais se trouvait placé à l'égard de sa cour; c'était la paix qu'il venait de faire avec son roi, paix par laquelle Canning était devenu personnellement une puissance. Encore pendant l'automne de cette même année, dans laquelle Metternich croyait avoir complétement miné l'influence de Canning, et dans laquelle le czar irrité avait rompu toute discussion ultérieure avec l'Angleterre, il arriva que Lieven quitta (24 octobre) Brighton pour trouver Canning à Seaford. Il s'y rendit pour lui présenter un nouveau Mémorandum au sujet des affaires d'Orient; il lui témoigna, en même temps, une confiance telle que, depuis longtemps, aucune puissance continentale n'en avait montré à l'Angleterre; enfin, il exprima le désir « que « Canning voulût bien prendre cette affaire en main, « puisque l'Angleterre était la seule puissance qui pût « la terminer d'une manière satisfaisante! »

Après cette première démarche, inspirée au czar exclusivement par sa colère contre la politique traîtresse de Metternich, Canning vit que le moment d'agir *approchait*. D'après son opinion, ce moment ne serait *venu* (1)

(1) Lettre adressée à Liverpool, le 25 octobre 1825.

« lui ; ce n'est pas seulement son habitude d'agir ainsi ; « dans notre cas, il y trouverait aussi un sujet d'orgueil « et de bonheur (1). » Canning ne croyait pas non plus ni à la loyauté ni à la bonne foi de la France, dont la politique était si vacillante ; il ne trouvait de droiture et de fermeté dans aucune des puissances. C'est pourquoi il comptait essentiellement sur l'action isolée de l'Angleterre ; car, disait-il, une action commune serait un non-sens dans un cas où, entre les principes de l'Angleterre et ceux des puissances continentales, il y avait une aussi grande différence qu'entre leurs projets et leurs intérêts.

Avec une confiance beaucoup trop exagérée, il croyait que l'Angleterre, en agissant même seule et sans les alliés, pourrait triompher à l'aide des mêmes démarches et des mêmes arguments avec lesquels les alliés avaient échoué sans l'Angleterre. A ce moment cependant, où le système ultra-conservateur avait été si complétement battu en brèche dans les conférences, Canning n'aurait pas éprouvé de scrupule à se servir, dans un dessein louable, des éléments de ce système qui auraient pu lui convenir. Il ne lui répugnait aucunement de marcher d'accord avec la Russie. Il se serait attendu à trouver auprès du czar flexible le moins de difficultés et les plus grandes facilités pour l'accomplissement de ses desseins. Mais tout à coup tous les chiffres de ses calculs furent brouillés, lorsque la nouvelle inattendue de la mort d'Alexandre se répandit dans le monde.

Mort de l'empereur Alexandre.

Alexandre avait conduit (13 septembre) l'impératrice

(1) Cf. Stapleton : *Canning and his times*, p. 466.

sa femme, qui était malade, à Taganrog, pour qu'elle y passât l'hiver. Dès les premiers moments, ce voyage avait rempli de sombres pressentiments le czar et tous ceux qui partageaient sa manière de voir. Accessible à toutes les idées superstitieuses, il était encore beaucoup plus ouvert à toutes ces impressions depuis que, dans les derniers temps, de grands malheurs étaient venus l'accabler. En 1824, il avait été profondément ébranlé par une inondation de la Néva, dont les eaux furent refoulées par une tempête et causèrent un désastre, tel qu'on n'en avait pas vu depuis 1777, malheur qui, aux yeux du czar, devenait plus terrible encore par les interprétations que le peuple lui avait données. Dans la même année, il avait perdu sa fille naturelle qu'il avait eue de la princesse Narychkine et qui mourut fiancée à un prince Cheremetev, à l'âge de dix-sept ans.

A ces chagrins s'ajoutait encore une affection physique très-douloureuse dont souffrait le czar et qui l'abattait profondément. Il devait se sentir très-malheureux, quand, avec les dispositions que faisaient naître en lui ces événements, il jetait un regard en arrière sur les vingt-cinq ans de sa vie publique et de son règne. Effectivement, la première moitié de son règne avait commencé au milieu de grands périls et de grandes tempêtes et, à un certain moment, il était arrivé à un point culminant où son autorité et la plénitude de sa puissance étaient dignes d'envie. En faisant cet examen rétrospectif, il devait se sentir oppressé par des sentiments pénibles, toujours réveillés de nouveau en lui précisément par la marche accablante des affaires en Orient.

En même temps, l'éclat éblouissant de ce règne avait été peu à peu terni et affaibli, et ses heureux succès à

l'extérieur s'étaient évanouis en même temps que toutes les splendeurs qu'Alexandre avait jadis rêvées pour l'intérieur de son empire. Mais ce qui plus que toutes ces considérations générales le saisit et l'émut, beaucoup plus douloureusement et bien plus personnellement, ce fut cette circonstance qu'il devait voir, encore de son vivant, se dresser devant lui en chair et en os ce fantôme de la Révolution qui, depuis si longtemps déjà, avait torturé son imagination.

Encore avant son départ, il avait reçu des rapports sur l'existence d'une conspiration dans son armée, conspiration qui avait pour but un attentat immédiat contre sa personne et son trône. Arrivé à Taganrog, il apprit des détails encore plus inquiétants qui le forcèrent à sortir de sa longue indécision et à prendre des résolutions et des mesures contre les instigateurs.

Au milieu de ces émotions, souffrant et malade de la fièvre gastrique qui règne à l'ordinaire en automne dans ces contrées, il retourna d'une excursion en Crimée à Taganrog. Après avoir refusé avec un entêtement superstitieux les secours des médecins, il fut enlevé (1er décembre), dans cette ville, par la maladie avec une rapidité inattendue (1). Les derniers moments de ce prince dévoué à la cause de la paix furent troublés par la sombre appréhension qu'une catastrophe sanglante, semblable à celle qui avait accompagné son avénement, ne signalât aussi le moment où il allait quitter le trône pour descendre dans la tombe.

---

(1) Cf. *Les derniers jours de l'empereur Alexandre*, par Œrtel. Saint-Pétersbourg, 1827. — Robert Lee : *The Last days of Alexander*. London, 1854.

Ce fut précisément ce qui allait arriver. La surprise extrême causée par la nouvelle de sa mort ne s'était pas encore calmée, lorsque le bruit de l'institution d'un interrègne mystérieux à Saint-Pétersbourg fit naître dans les esprits une émotion sinistre ; émotion qui, à son tour, fit place à une surprise plus grande encore, lorsqu'on commença à apprendre par la rumeur publique qu'une révolte militaire, dans la résidence impériale, avait fermé à Nicolas, le successeur de son frère, l'accès des marches du trône, en les teignant de sang. L'influence que cet intermède exerça sur l'attitude prise par le nouvel empereur dans les affaires d'Orient nous force à intercaler ici, comme un épisode, le récit de ces événements.

INTERMÈDE DE LA RÉVOLTE MILITAIRE A SAINT-PÉTERSBOURG

—

Sociétés secrètes et conspirations en Russie et en Pologne.

Nous avons raconté ailleurs (Cf. t. V, p. 357) l'origine et le développement peu important des Sociétés politiques en Russie et en Pologne. Elles n'y avaient que faiblement pris racine, jusqu'au moment où les puissances se préparaient à ouvrir le congrès de Vérone et où ces Sociétés furent interdites par une défense formelle, après que l'association russe *Pour le Bien public* s'était déjà dissoute d'elle-même en 1821. Cette sévérité, dé-

ployée par le gouvernement russe, eut pour conséquence immédiate de diminuer le nombre des affiliés à ces Sociétés; mais, en même temps, leurs sentiments devinrent plus hostiles et leurs desseins plus dangereux; en outre, les beaux esprits manqués et les poëtereaux des anciennes Sociétés inoffensives se transformèrent en conspirateurs et les réformateurs en révolutionnaires.

En Pologne, où cette défense avait été publiée dès 1821, Ouminski, dont le centre d'action était à Posen, rétablit, dès cette époque, le club franc-maçonnique de Loukasinski (Cf. t. V, p. 361) qui avait lentement dépéri. Il lui donna, sous le nom de *Société patriotique* (qu'on appelait aussi *les Faucheurs*), un but politique plus précis. Des Polonais de Prusse et de Russie s'étaient déjà fait recevoir dans cette Société pour coopérer au même but; en Volhynie, les deux frères Borissov avaient même, dès 1823, fondé la Société des *Slaves réunis*, première tentative panslaviste, faite pour jeter les bases d'une alliance entre huit États slaves et qui, plus tard, servit d'intermédiaire pour former une conspiration entre Russes et Polonais.

Une commission, nommée (8 juillet 1822) pour rechercher les membres de ces associations sévèrement défendues, siégea à Varsovie sans interruption, pendant presque deux ans, et fit arrêter Loukasinski. L'institution de cette commission eut bien le même résultat, il est vrai, que les défenses publiées en même temps en Russie; elle intimida et empêcha le développement de la *Société patriotique*, mais elle ne put pas en faire cesser l'existence. Cette Société reçut, au contraire, plus tard une autorité beaucoup plus grande, lorsque Stanislas Soltyk, âgé alors de soixante-quinze ans, se mit (1824) à sa

tête. A côté de lui, le jeune prince Antone Iablonovski et le lieutenant-colonel Krzyzanovski agissaient au sein de cette Société. Son comité supérieur s'occupait de projets d'une révolution nationale à laquelle on n'avait nullement songé auparavant, tant que l'état constitutionnel, établi dans leur pays, laissait encore aux Polonais le moindre espoir d'un développement continu de leurs institutions.

Absolument la même chose arriva aussi pour les associations en Russie (1), où les membres nombreux, pour lesquels il ne s'était agi que de trouver dans les clubs un aliment fortement assaisonné pour leur esprit, reculaient devant la défense, tandis que ceux qui étaient plus hardis passaient outre. N'entendant plus parler qu'eux seuls, quand ils faisaient des discours dans leurs conciliabules dénués de toute forme et de jour en jour moins nombreux, ils s'habituaient, à force d'en parler et d'y penser, à former des projets révolutionnaires de plus en plus criminels.

Quelques membres de la *Société du Bien public*, qui se trouvaient au quartier général de la seconde armée, à Toultchine, n'avaient pas accepté la dissolution de leur Société en 1821. A Saint-Pétersbourg aussi, il y eut quelques novateurs qui songeaient à une transformation

(1) Voici les sources dans lesquelles nous avons puisé nos renseignements pour le récit qui va suivre : *Rapport du comité d'enquête*, Paris, 1827, ainsi que l'excellente critique du vénérable Tourguenev : *La Russie et les Russes*. — La relation officielle de cette insurrection qui a paru dernièrement dans von Korff : *Die Thronbesteigung des Kaisers Nicolaus I.* Fr., 1857, a trouvé un contradicteur dans Herzen, l'auteur d'un ouvrage écrit en langue russe : *Le 26 décembre 1825 et l'empereur Nicolas*, dont l'ouvrage intitulé *La Conspiration russe de 1825*, Londres, 1858, n'est qu'un extrait.

de leur Société, mais sans que les uns ou les autres eussent donné à leurs réunions la forme d'associations. Il est vrai que les rapports officiels de la commission qui, plus tard, dans une fameuse enquête, dévoila l'histoire de ces associations prêtaient à ces nouveaux cercles, dès leur origine même, des formes précises, un développement considérable et une grande importance. Ce qui est assez étrange, les descendants politiques de ces hommes accusés et poursuivis, les radicaux russes du jour, s'accordent sur ce point avec les dires de la commission.

D'après ces deux sources, la *Société du Bien public* aurait été de nouveau établie dans la capitale, déjà vers la fin de 1822, par Nikitas Mouraviev, capitaine d'état-major dans la garde et parent éloigné des anciens membres Alexander et Mikaïl Mouraviev (Cf. t. V, p. 360), aussi bien que par le jeune prince Obolenski, par Tourguenev et autres. Dans le midi de l'empire, au sein de la seconde armée, commandée par le comte Wittgenstein-Berleburg, et dans la première armée, celle de l'Ouest, commandée par le comte de Sacken, la même Société s'était réorganisée, suivant les mêmes renseignements, sous la direction de Pavel (Paul) Pestel, de Youchnevski, de Sergui (Serge) Mouraviev, de Bestouschev-Roumine et autres, et elle s'était rapidement développée dans différentes branches.

Mais le témoignage du coaccusé Tourguenev, qui devait être cependant le mieux renseigné, donne un démenti à cette assertion relative à l'existence d'une association à Saint-Pétersbourg, et surtout à l'égard d'une Société à Toultchine, au sujet de laquelle Pestel lui avoua lui-même (comm. de 1824) qu'elle était limitée au nombre de cinq ou six personnes. Ces quelques gens hardis à tout oser couvaient effectivement des desseins

dangereux, mais qui, pour la plupart, provenaient du penchant qu'ont naturellement les jeunes gens à faire les importants avec des projets téméraires et audacieux, et qui restaient longtemps à l'état de simple conception théorique.

D'après les accusations officielles, ces membres de la Société de Toultchine auraient délibéré d'abord à Kiev (1823) sur une modification de la constitution de l'empire et sur l'anéantissement de la maison régnante. Ils auraient conçu ensuite, dans la même année, le projet d'enlever l'empereur, dans les environs de Minsk, à l'occasion d'une revue de la neuvième division. Plus tard encore (avril 1824), ils auraient eu le dessein d'assassiner le czar, quand il passerait en revue le troisième corps d'armée. Mais, encore vers la fin de l'année 1824, des trois frères Mouraviev-Apostol, bien que profondément initiés à tous ces secrets, l'un, Matteveï (Mathieu), ne voyait dans tous ces projets que les inspirations de la folie la plus aveugle. D'après lui, les conjurés se trompaient eux-mêmes et les autres, non-seulement sur le nombre des membres de cette conspiration, qui était limitée à quelques jeunes enseignes, mais encore sur les sympathies que trouvaient leurs desseins dans la nation et dans l'armée. En réalité, le peuple tout entier restait étranger à toute innovation et n'était nullement disposé à y prendre part.

En effet, les conspirateurs s'agitaient sans cesse dans le même cercle restreint d'esprits étroits, parmi lesquels on rencontrait constamment la réflexion des mêmes sentiments et de la même manière de penser. Bestouchev-Roumine apprit que la *Société patriotique* des Polonais avait un comité à Kiev, sous la présidence de Grodecki. Aussitôt il concerta, pendant la foire de Kiev (janvier

1824), avec Krzyzanovski, une réunion qui fut suivie de plusieurs autres; mais on n'y fit pas non plus autre chose que de parler, dans des discours vaniteux et insolents, du meurtre des princes, de soulèvement, de république polonaise et du partage des territoires russo-polonais.

A la même époque (comm. de 1824), Pestel vint à Saint-Pétersbourg, avec la mission de réunir les Sociétés du Midi et du Nord, qui, en réalité, n'existaient ni dans l'une ni dans l'autre partie de l'empire. Il ne trouva que parmi les débris des anciennes associations quelques hommes exaltés, tels que les Mouraviev et les Bestouchev, le prince Troubetskoï, le colonel Poggio, dit Mitkov, le prince V. Galitzyne et Conrad Ryleyev, qui était comme l'âme de ce cercle. Mais de tous ces hommes-là chacun suivit ses propres inspirations; ils se brouillèrent, même avec Pestel, au lieu de se mettre d'accord avec lui. Cet homme, colonel du régiment Vyatka, à Toultchine, était le fils de Pestel, gouverneur général de Sibérie, qui, accusé en 1822 de malversations, avait perdu sa place et vivait depuis lors dans une condition voisine de l'indigence.

Suivant le jugement de ceux qui l'ont condamné et de ceux qui l'ont admiré, le fils Pestel était de beaucoup le plus hardi parmi tous ceux qui trempaient dans les mêmes conspirations. Résolu de détruire la famille impériale, il était socialiste, et voulait, par une loi agraire, faire des paysans des propriétaires. Il était un Washington, suivant sa profession de foi républicaine; pour plaire à ceux de ses amis qui ne partageaient pas ses opinions, il adoucit, il est vrai, cette profession de foi, en lui donnant, dans son code constitutif pour la Russie, des formes constitutionnelles. Mais il était un Napoléon aux yeux des

conspirateurs de Saint-Pétersbourg, qui le redoutaien ; en le voyant se mettre en avant pour s'emparer de la direction des associations, ils étaient jaloux de l'influence qu'il exerçait dans le midi de la Russie, et ils craignaient ses projets dans lesquels il allait fort loin.

On n'arriva donc pas à un accord; cependant, cette impulsion ainsi donnée fit renaître dans la capitale le simulacre d'une Société. Cette dernière comptait vingt ou trente membres, après que Ryleyev, homme d'un grand zèle, se fut mis (fin de 1824) à sa tête; conjointement avec son ami Alexander Bestouchev, il essaya de gagner des partisans, moins pour former une association que pour les associer à leurs opinions politiques. Ces dernières ne trouvèrent nulle part plus d'adhérents que parmi les jeunes officiers de la marine de la garde, qui étaient travaillés par Arbousov. Cependant ils n'appartenaient pas à la Société dont le recrutement se faisait surtout parmi les hommes qui se sentaient froissés ou auxquels le gouvernement avait fait du tort dans leur avancement, tels que le lieutenant-colonel Batenkov, le baron Steinheil, Sergui Volkonsky et autres.

De ce nombre étaient aussi le prince Obolenski, d'une famille illustre mais pauvre, et qui avait une haine personnelle contre l'empereur; puis le capitaine de dragons Yakoubovitch, qui, en 1817, à cause d'un duel, avait dû quitter la garde pour rentrer dans un régiment de ligne, et qui, dès lors, plein de vengeance, faisait le fier-à-bras, en disant qu'il voulait assassiner l'empereur, sans cependant trouver la moindre approbation dans son entourage et sans y songer sérieusement. Pestel lui-même, qui était pourtant de tous les hommes audacieux le plus téméraire, s'éleva avec beaucoup de force contre un projet qui con-

sistait à enlever le chef du corps d'armée à Toultchine, en 1825, parce qu'il prévoyait qu'on ne pourrait rien entreprendre de décisif.

Cependant tous ces esprits remuants du Midi étaient dans un état continuel d'agitation sourde et profonde, et formaient toujours de nouveaux desseins, qui ne trouvaient un aliment nouveau que dans le bonheur de plus en plus grand avec lequel ces hommes admiraient leur propre témérité. Dans tout autre pays, les grands événements politiques et les conjonctures générales auraient donné une puissante impulsion à des menées et à des tendances semblables.

Les idées qui, pendant la guerre avec la France, avaient pénétré en Russie auraient pu devenir dangereuses, si elles avaient continué à y fermenter ; par leur action silencieuse, les mouvements militaires en Espagne et en Italie auraient pu exercer une grande influence sur les officiers russes et stimuler leur émulation. La question d'Orient ne touchait aucun peuple de si près que la nation russe ; l'attitude prise par l'Angleterre à l'égard de la Grèce et l'explosion des sympathies philhelléniques à Paris, comparées au rôle languissant et terne qu'y jouait la Russie, auraient pu exciter dans ces jeunes gens, enthousiasmés pour les innovations, l'ambition militaire, religieuse et nationale. Elles auraient dû l'exciter en eux, s'ils avaient été capables de concevoir une grande pensée, et elles l'auraient indubitablement fait naître en eux, s'ils avaient été résolus à agir d'une manière énergique et efficace. En effet, le prétexte qu'offrait la cause grecque aurait été la seule chose qui eût donné à leurs entreprises un appui et un soutien dans le peuple russe.

Mais les sympathies pour cette cause-là étaient dans

des cercles de l'armée russe tout différents. On ne découvre nulle part parmi les conspirateurs ces motifs d'action ; c'est précisément cette circonstance qui prouve que leurs projets peu cohérents provenaient entièrement des quelques rares idées fixes émises par leurs propres cercles si restreints. Ce fut ainsi qu'en 1825 on reprit de nouveau les négociations stériles avec les Polonais. Le prince Iablonovski et Pestel eurent une entrevue à Kiev, dans la maison du général prince Sergui Volkonski, qui vénérait Pestel comme un oracle. Le colonel Chveïkovski, du régiment *Saratov*, était destiné à rester en communication avec la *Société patriotique*, à Varsovie ; Bestouchev-Roumine se mit, pendant l'été, en communication avec les *Slaves réunis*.

Grâce à ces relations qu'on venait de renouer, les conjurés montraient dans leurs menées une assurance de plus en plus grande. La confiance que leur inspiraient leur influence sur l'armée, leurs ramifications et leur position dans ses rangs augmentait de jour en jour. Pestel était l'aide de camp du commandant en chef, comte de Wittgenstein, dont il avait la confiance ; son ami Iouchnevski était intendant général ; deux généraux en activité : Volkonski et van Viesen ; six colonels : Artamon Mouraviev, Narychkine, Chveïkovski, Abramov, Tiesenhausen et Vranitzkoï, de même que les lieutenants-colonels Sergui et Matteveï Mouraviev, étaient parmi les initiés.

De cette manière, on possédait les secrets de l'état-major et de l'intendance. Au moment où le régiment de Pestel était de service, on pouvait facilement arrêter le commandant en chef et donner ainsi le signal de la révolte. On avait fini par parler si haut et si imprudemment de tous ces projets, qu'on avait à craindre de plus grands

dangers des paroles des conjurés que de leurs actions. Pestel commençait à craindre la trahison, lorsque celle-ci était déjà à l'œuvre. On retira le commandement de son régiment au colonel Chveïkovski, sur le compte duquel l'autorité avait conçu des soupçons.

Ce fut là le premier indice qui montra que le gouvernement était sur les traces de la conspiration. De nouveaux projets surgirent dès lors; on voulut soulever le corps d'armée et envoyer à Taganrog des émissaires pour assassiner l'empereur, mission pour laquelle s'offrit le colonel de hussards Artamon Mouraviev, le beau-frère du comte Kankrine. A ce moment, la nouvelle de la mort de l'empereur vint traverser tous ces plans confus; non-seulement le désaccord tout à fait étrange qui régnait dans la famille impériale au sujet de la succession au trône, mais encore l'interrègne qui dura plusieurs semaines, et qui en fut la conséquence, modifièrent la position et les pensées des conjurés, et leur inspirèrent la résolution de profiter de ces troubles et de frapper le premier coup à Saint-Pétersbourg.

L'interrègne.

Dans tous les quatre fils de l'empereur Paul, mort assassiné, le souvenir de la fin horrible de leur père semblait avoir étouffé tout désir excessif d'arriver au trône et au pouvoir. Déjà pendant sa jeunesse et durant ses heures de sombre mélancolie, l'empereur Alexandre avait été occupé par des pensées d'abdication qui, dans les derniers temps, lui étaient revenues à l'esprit. Dans l'âme de son successeur légitime, le grand-duc Constantin, l'aversion pour le trône était encore beaucoup plus forte et plus prononcée.

Masson avait reconnu dans ce prince, déjà pendant

sa jeunesse, l'image de Paul, son père, son humeur irascible, ses duretés et ses bizarreries, mais sans trouver en lui les connaissances ni l'esprit du père; c'était un mélange de qualités contradictoires dont la nature l'avait doué d'une manière étrange. Quand, en présence de ses recrues, il faisait le bouffon, à la façon d'un Souvarov, personne ne lui aurait supposé la passion pour le système à la fois barbare et puéril de la discipline militaire rigide et exagérée dans les plus petits détails; système qui faisait son bonheur. Quand on colportait ses mots spirituels et pleins de bon sens, personne ne pouvait deviner les petitesses et les absences d'esprit qu'il trahissait à d'autres instants. Ceux qui le voyaient dans ses moments de faiblesse pour les femmes n'auraient pas su se figurer que ce même homme fût capable de la cruauté la plus froide, et qu'il pût succomber aux accès furieux d'un emportement aveugle.

Avec ces singularités de son caractère, on pouvait craindre, dans sa famille, la répétition de la catastrophe de 1801, pour le cas où le grand-duc monterait sur le trône, et lui-même ne semblait pas être exempt de la crainte d'un sort pareil. Il disait, chez la reine douairière de Saxe, qu'il avait le cou trop chatouilleux pour vouloir devenir empereur de Russie. Wangenheim aussi lui avait entendu dire, un jour, qu'il redoutait la corde. De cette manière, la disposition qu'il montrait lui-même à renoncer au trône, et que dès 1819 il avait exprimée à l'empereur, allait au-devant des désirs de sa famille.

On prit pour prétexte son union morganatique avec la comtesse Ioanna Groudzinska (princesse de Lovitz). De même qu'Alexandre, Constantin avait été marié trop tôt (1796) par sa grand'mère; il en résulta d'autres inclina-

tions qui produisirent la séparation entre lui et sa femme, la grande-duchesse Anna Feodorovna, princesse de Saxe-Cobourg, puis le divorce formellement prononcé, et enfin (24 mai 1820) son mariage avec la comtesse polonaise.

Longtemps après, le grand-duc déclara, dans une lettre adressée à l'empereur (26 janvier 1822), sa résolution irrévocable de renoncer en faveur de celui qui devrait lui succéder. Cette lettre fut communiquée à l'archevêque de Moscou, Philarète, par le ministre des cultes, Galitzyne, qui le chargea en même temps d'élaborer un manifeste en vertu duquel le grand-duc Nicolas devait être nommé successeur au trône, acte politique qui donna aussitôt force de loi à la renonciation de Constantin. Ce document, qui devait être ouvert et publié par l'archevêque, après la mort de l'empereur, fut déposé dans la cathédrale de Moscou et, en copies scellées, au synode, au conseil d'État et au sénat.

On observa un secret si profond sur toute cette transaction, que ni le gouverneur de Moscou, ni Constantin lui-même, ni le prince destiné à succéder au trône, n'en furent instruits. Ce dernier n'avait été qu'accidentellement informé par sa mère de cette lettre de famille écrite par son frère et illégale à cause de son contenu même. Une superstition aveugle et inspirée par son fatalisme avait influencé Alexandre, lorsqu'il agissait dans cette affaire avec ce mystère aussi insensé que funeste. Au moment même du départ de l'empereur pour Taganrog, Galitzyne lui fit remarquer combien cette clandestinité était inopportune et dangereuse; mais Alexandre voulut qu'on s'en remît pour cette affaire à la direction de Dieu.

Lorsque ensuite la mort surprit le czar à Taganrog, personne de sa suite n'avait le moindre soupçon de la re-

nonciation de Constantin. Mais aussitôt que le grand-duc apprit le décès de son frère, il confirma immédiatement son désistement dans des lettres qu'il adressa (8 décembre 1825) à son frère Nicolas et à sa mère, et que le grand-duc Michaël alla porter à Saint-Pétersbourg. Immédiatement après avoir reçu (9 décembre) la nouvelle du décès d'Alexandre, Nicolas, de son côté, avait prêté serment de fidélité à l'empereur Constantin dans la chapelle du palais impérial.

Galitzyne, le seul possesseur du secret à Saint-Pétersbourg, accourut aussitôt; il était hors de lui, lorsqu'il apprit cet acte inspiré par une délicatesse consciencieuse trop empressée, acte que le grand-duc excusa par l'ignorance dans laquelle il avait été tenu au sujet de la renonciation formelle faite par son frère. Galitzyne se rendit au conseil d'État, afin de faire ouvrir le papier qui y avait été déposé ; mais les membres de ce corps d'État, qui, disait-on, « n'était autre chose qu'une chancellerie de l'empereur », ne voulurent pas assumer la responsabilité d'un grand acte politique, surtout après que Nicolas lui-même eut déclaré qu'il renonçait aux droits que lui conférait ce document qu'il ne croyait pas être autre chose que la lettre adressée par son frère à sa famille.

La copie qui avait été déposée au sénat y fut laissée également par le ministre de la justice sans qu'elle fût décachetée; en même temps, on défendit à l'archevêque d'ouvrir celle qui avait été remise au synode. Sur les demandes réitérées du grand-duc, les membres du Conseil d'État eux-mêmes prêtèrent entre ses mains le serment de fidélité à l'empereur Constantin. En effet, même après avoir reçu, par le conseil d'État, communication de l'acte solennel et formel de la renonciation de son frère, Nico-

las continuait à suivre la voie dans laquelle il était entré, en engageant aussi tous les autres dignitaires à prêter ce serment.

L'archevêque, à Moscou, n'osa pas non plus faire son devoir; il attendait avec inquiétude les événements qui s'accompliraient à Saint-Pétersbourg. Lorsqu'il reçut (11 décembre) de la capitale seulement l'ordre verbal de prêter serment de fidélité à l'empereur Constantin, sans ouvrir le document qui lui avait été confié, il obéit sans faire la moindre objection. Pendant ce temps, Nicolas était à Saint-Pétersbourg, à la tête d'un véritable gouvernement d'interrègne; il était obligé d'ouvrir tous les papiers adressés « à l'empereur » qui y arrivaient, car on ne reçut aucune nouvelle de Varsovie.

Bientôt, cependant, le grand-duc Michaël arriva avec les lettres qui confirmaient le désistement de Constantin. Mais ce n'étaient pas là des documents officiels, et ces lettres avaient été, en outre, écrites avant que Constantin eût eu connaissance de la cérémonie de la prestation du serment de fidélité qui avait été faite à Saint-Pétersbourg. A ce moment encore, le grand-duc Nicolas était retenu par ses scrupules de conscience, ou par la crainte, dans des limites que jusqu'alors il n'avait pas voulu franchir. Il répondit, par le courrier de cabinet Byelousov, qu'il se soumettrait à la volonté de son frère s'il la lui déclarait encore une fois formellement.

On renvoya aussi le grand-duc Michaël à Varsovie pour engager Constantin à venir en personne dans la capitale. Michaël se croisa en route avec un messager de Constantin qui apportait la réponse (du 14 décembre) du grand-duc à la notification de la prestation du serment de fidélité, réponse qui confirmait l'acte de renon-

ciation. Mais encore à ce moment on résolut d'attendre le retour de Byelousov. Les papiers apportés enfin par ce dernier (24 décembre) firent cesser tout doute. Aussitôt le nouvel empereur fit élaborer par Speranski un manifeste qui devait être publié le 26 décembre et accompagné de la prestation de serment. Mais, le jour même de l'arrivée de Byelousov, on avait reçu, avant son message, d'autres nouvelles qui projetaient des ombres noires sur les marches du trône sur lequel l'empereur allait monter.

Révolte militaire à Saint-Pétersbourg.

Un paquet adressé par le baron Diebitch à l'empereur, et portant l'inscription : « Pour l'empereur en personne. Très-urgent! » était arrivé ce jour-là de Taganrog. Il contenait les révélations qui avaient assombri les derniers jours d'Alexandre. Dans ces communications, on avait indiqué Toultchine comme le siége principal de la conspiration; on avait désigné comme suspect le régiment des chevaliers-gardes dans la capitale et nommé quelques conjurés de Saint-Pétersbourg qui, disait-on dans ces dépêches, étaient absents à ce moment-là, afin de tenir une réunion avec leurs amis politiques.

On trouva ces indications vraies, ce qui semblait être une garantie aussi pour l'exactitude des autres renseignements. Cependant on manquait d'autres points d'appui plus précis, et on donna au gouverneur, comte Miloradovitch, l'ordre de faire d'autres investigations. C'était un soldat de mérite, mais autrement un brave homme sans malice, qui avait même laissé s'établir des relations intimes entre lui et l'un des conjurés, le capitaine Iakoubovitch, qui avait gagné toute sa confiance; pendant tous les derniers temps, le gouverneur avait été dans la plus grande sécurité, bien que, dès le 9 décembre, les

mécontents se fussent mis en mouvement. Un certain nombre de ces enthousiastes semblaient avoir espéré que le conseil d'État prendrait l'initiative et imposerait une Constitution au nouvel empereur. Ce jour-là même, Obolenski fit sonder le cornette Alexander Mouraviev au sujet d'un soulèvement; mais celui-ci en repoussa la pensée comme une folie.

Dès ce moment, on avait informé le gouverneur de réunions suspectes. « Ce sont des folies, avait-il dit; « laissez donc ces jeunes gens se lire tranquillement leurs « mauvais vers! » Lorsque ensuite le grand-duc Michaël fut arrivé, le 18, on remarqua avec surprise qu'il ne prêtait pas le serment de fidélité à Constantin; aussitôt le bruit se répandit rapidement que le grand-duc avait renoncé au trône. Immédiatement, quelques-uns de ces jeunes gens étourdis et pétulants conçurent le projet de profiter du jour où l'on prêterait le second serment de fidélité pour soulever les troupes, sous le prétexte que Constantin n'avait pas, en réalité, renoncé au trône.

Depuis le 20, les conjurés s'étaient concertés ensemble; le 24, dix-sept des conspirateurs les plus désespérés, parmi lesquels les frères Bestouchev et le lieutenant Kachovski, se réunirent chez Ryleyev, afin de délibérer sur les moyens et sur la manière d'exécuter leur projet. Pour mettre un nom considérable à la tête de leur entreprise, ils choisirent pour chef le prince Troubetskoï, issu d'une maison qui, dans les années 1612-13, avait concouru pour le trône avec les Romanov, lors de l'élection décisive d'un czar.

Tout cela restait caché aux investigations infructueuses de Miloradovitch; mais le jour même (24 décembre) de l'arrivée des dépêches de Diebitch, Iakove (Jacques)

Rostovzov, aide de camp du général Bystrœm (infanterie de la garde) et tout jeune homme de vingt ans seulement, dénonça l'explosion imminente de la révolte, sans cependant donner de détails plus précis. De cette manière, on apprit qu'il y avait encore d'autres séditieux que ceux qui avaient été nommés par Diebitch, et que le changement de règne allait être pris par eux pour prétexte et pour motif de la révolte. L'empereur était ébranlé jusqu'au fond de l'âme. Il écrivit ce jour-là même à Volkonsky qu'il se tenait encore sur ses pieds, mais qu'il ne savait pas ce qui adviendrait plus tard. « Me voilà « déjà maintenant presque diaphane ; que Dieu veuille ne « pas m'abandonner, ni moralement ni physiquement ! »

Cependant la délation de Rostovzov l'avait mis en état de prendre ses mesures. Le jour (26 décembre) où les troupes devaient prêter serment, l'empereur, assailli de sombres pressentiments, lut de grand matin son manifeste aux commandants réunis des divisions, des brigades et des régiments des gardes du corps. Il les rendit responsables de la tranquillité dans la capitale, et leur enjoignit de prêter leur serment à l'hôtel de l'état-major, de se rendre ensuite auprès de leurs subordonnés, de leur faire prêter serment à leur tour et de faire ensuite un rapport sur ce qui aurait été fait.

L'empereur reçut successivement les rapports sur la prestation du serment de fidélité qui venait d'être faite dans la garde à cheval, dans le régiment des chevaliers-gardes, dans les régiments Preobrachensky, Semenov et Paulov, dans les chasseurs de Finlande et dans le bataillon des sapeurs de la garde. Dans l'artillerie à cheval de la garde, on avait entendu des voix qui s'y étaient refusées; on y envoya aussitôt, pour rétablir l'ordre, le

grand-duc Michaël, qui venait d'arriver fort à propos à Saint-Pétersbourg.

Mais immédiatement après qu'on eut reçu cette nouvelle, il en vint une autre plus effrayante qui annonça que le régiment Moskva arrivait en pleine révolte sur la place du Sénat. Les frères Bestouchev, dont l'un, Alexander, se donnait pour un délégué de Varsovie, et qui prétendait avoir reçu l'ordre de ne pas permettre la prestation du serment, avaient excité les soldats à la résistance. Les majors généraux Friedrichs et Chenchine avaient été blessés par un des officiers révoltés; ensuite les mutins avaient entraîné avec eux la plus grande partie du régiment sur la place, leur rendez-vous, où ils furent bientôt rejoints par le bataillon de la marine de la garde qui venait de refuser le serment.

Les rebelles se placèrent là autour du monument de Pierre le Grand, en mettant en avant une compagnie de tirailleurs, qui ne laissa passer personne. L'empereur ordonna de faire venir le premier bataillon du régiment Preobrachenski, dont la caserne était la plus rapprochée du palais d'Hiver; il se rendit lui-même devant le palais où, jusqu'à l'arrivée du bataillon, il occupa la foule curieuse en lui lisant son manifeste. Pleins de dévouement, ceux qui étaient assemblés là se prosternèrent devant le czar. En disant : « Ceci est pour vous tous, mes enfants! » l'empereur embrassa ses voisins, « pressés, « pour ainsi dire, contre sa poitrine; pendant un cer« tain temps, on n'entendit, dans le silence absolu, que « le bruit des baisers (1). »

En arrivant devant le palais, le bataillon Preobra-

(1) Telles sont les paroles du rapport de von Korff.

chenski offrait dans son attitude « l'image granitique du « sentiment du devoir ». L'empereur le fit ranger au coin du bâtiment de l'état-major qui était à ce moment en voie de construction. Il indiqua d'autres positions convenables à six compagnies de deux autres régiments, tandis que lui-même les suivit avec une compagnie de fusiliers dans la direction de la place du Sénat, après avoir expédié le général Alexéi Orlov avec l'ordre d'amener la garde à cheval. Elle parut au moment où l'empereur, en s'avançant, était arrivé au bout de la place de l'Amirauté, et elle reçut l'ordre de prendre, sur la place du Sénat, une position qui ne laissât entre elle et le monument de Pierre le Grand qu'une distance de cinquante pas.

Les rebelles, masse confuse de soldats, de bourgeois et d'hommes du peuple ivres, criards, affamés et gelés, étaient placés de manière à tourner le dos au palais du Sénat. C'était un pêle-mêle sans discipline, sans ordre et sans aucune force qui le fît mouvoir ou qui le dirigeât. Les instigateurs n'avaient trouvé aucune difficulté à provoquer une émeute en mettant en avant le nom de Constantin, de même que jadis il n'avait pas été difficile de faire naître dans cette nation, qui veut à tout prix avoir un maître, des soulèvements à l'aide du faux Dimitri et du faux Pierre III.

Lorsque les soldats, entendant les hourras qu'on poussait en l'honneur de la Constitution, demandèrent si c'était la femme de Constantin, les chefs trouvèrent commode d'entretenir en eux cette nouvelle illusion. Mais ils manquèrent absolument d'un chef suprême qui eût pu remplacer la personne du grand-duc absent. Le prince Troubetskoï, qui avait été nommé le chef et qui, par son

nom, aurait peut-être imposé à la multitude, ne se rendit pas sur la place. Les autres meneurs avaient bien assez de résolution sauvage pour souiller l'émeute par des crimes; le lieutenant Kachovski était assez lâche pour assassiner le vieux Miloradovitch, expédié pour rappeler les émeutiers à l'ordre, en lui envoyant une balle dans le dos; mais il ne se trouva personne qui eût assez de courage, de pouvoir et de sang-froid pour prendre l'offensive et pour frapper un coup vigoureux ou décisif.

S'il s'était montré un homme résolu qui, avec la confiance en lui-même, eût eu celle de la multitude, le sort de la dynastie n'aurait tenu qu'à un fil; car, dans l'autre camp aussi, on voyait régner non-seulement l'hésitation, l'irrésolution et l'incertitude quant aux mesures à prendre, mais encore une grande défiance à l'égard des propres ressources. Le prince Eugène de Würtemberg avait déjà perdu patience en voyant l'attitude pleine d'hésitations et de ménagements de l'empereur; sur ses vives instances, on ordonna enfin une attaque de cavalerie. Alexéï Orlov la conduisit; mais les chevaux glissaient par suite du verglas dont la place était couverte, et les attaques de la cavalerie furent repoussées trois fois.

On se vit dans la nécessité d'avoir recours à l'artillerie; mais on ne pouvait pas se fier à l'artillerie à cheval qui se trouvait dans le voisinage, et l'on ne songea qu'en ce moment-là à faire venir l'artillerie à pied. Dans l'intervalle où l'on attendait son arrivée, lorsque, par suite des dispositions prises par le grand-duc Michaël, les révoltés étaient déjà cernés de tous les côtés, même sur leurs derrières au delà de l'église de Sviatoï-Issaaki (Saint-Isaac), il y eut un moment où, faute d'une volonté quelconque de l'un et de l'autre côté, l'aveugle hasard semblait aller se

prononcer en faveur des rebelles. Le régiment des grenadiers des gardes du corps s'était ameuté lors de la prestation du serment; une compagnie alla se jeter tout droit sur la place du Sénat; deux autres compagnies du même régiment y furent conduites par le lieutenant Panov par des chemins détournés, lorsque l'idée vint à cet officier de s'emparer du palais d'Hiver et de la famille impériale.

Par l'effet du seul hasard, le bataillon des sapeurs de la garde venait d'arriver, à l'instant même, dans la cour de ce palais, de sorte que Panov se vit obligé de se retirer. Sa troupe, courant dans le plus grand désordre dans la rue, rencontra, devant l'hôtel de l'état-major, l'empereur qui retournait au palais d'Hiver. Lorsque le czar leur cria : « Halte! » les soldats répondirent : « Nous sommes pour Constantin! — Alors votre chemin « est par là! » dit le prince déconcerté; il ordonna aux troupes d'ouvrir leurs rangs et de laisser passer les grenadiers, au milieu desquels le colonel du régiment, Stürler, qui rappelait les soldats à leur devoir, fut tué d'un coup de feu par le même Kachovski qui avait tué déjà le gouverneur.

Dans ce moment terrible, les masses populaires qui entouraient les partisans de Nicolas et qui, le matin, avaient fait preuve d'un respect plein d'enthousiasme, montrèrent tout à coup une témérité insolente et commencèrent à lancer des pierres contre les troupes; quelques-uns des soldats quittèrent, dans leur ivresse, les rangs des régiments dévoués à l'empereur, et passèrent du côté des émeutiers. Aussitôt Nicolas donna secrètement l'ordre de préparer des voitures pour la famille impériale et de tenir le régiment des chevaliers-gardes prêt à l'accompagner.

Si, à ce moment, les rebelles avaient fait une attaque énergique, ils auraient probablement pu disperser les forces bien supérieures qui les entouraient ; car, même lorsque l'artillerie arriva enfin avec quatre canons, les boulets manquaient encore. L'empereur semblait si peu se fier même aux troupes qui étaient de son côté, qu'il alla jusqu'à exposer son frère Michaël au danger d'être tué, en lui ordonnant de faire une dernière tentative pour ramener les rebelles à l'ordre. Lorsque cette démarche aussi resta infructueuse, on appela la religion au secours. Mais la voix du vieux métropolitain Seraphime fut étouffée par le bruit des tambours.

On se vit donc réduit à l'emploi des armes. Les boulets venaient d'arriver ; l'empereur ne put encore se résoudre à s'en servir. Une exclamation échappée au général d'état-major Toll : « La mitraille ferait bien « ici ! » puis le conseil urgent donné par cet officier et par l'aide de camp Vassiltchikov décidèrent enfin l'empereur à agir, mais non sans avoir envoyé encore une fois le général Souchosannet vers les émeutiers pour leur offrir pardon. Déjà on avait donné l'ordre de faire feu, mais l'empereur le retira à plusieurs reprises. Lorsque ensuite on donna sérieusement cet ordre, l'artilleur qui tenait la mèche n'obéit pas, et le lieutenant Bakounine dut faire cesser son hésitation par des menaces. Dès que les premiers boulets pénétrèrent dans les masses ameutées, les rebelles s'enfuirent en se dispersant dans toutes les directions ; les uns furent arrêtés par la cavalerie qui les poursuivait, et les autres retournèrent de leur propre mouvement dans les casernes, pour y implorer le pardon de l'empereur.

A ce moment, où les éléments révolutionnaires peu

dangereux dans ces parties maladives de l'empire russe étaient arrivés à leur plus grand développement, on put, avec la même facilité que dans la capitale, rejeter aussi au Midi les éléments dangereux que renfermaient les corps d'armée commandés par Wittgenstein et par Sacken.

Lorsque les conjurés de Saint-Pétersbourg frappèrent le premier coup, ils avaient essayé de se mettre en communication avec ceux qui, dans ces corps d'armée, partageaient leurs opinions. Le prince Troubetskoï avait envoyé (25 décembre) Ippolyte Mouraviev-Apostol à son frère Sergui, en expédiant en même temps un autre message à Mikaïl Orlov, à Moscou, message qui, dit-on, n'arriva pas à sa destination. Mais déjà Wittgenstein avait reçu des informations de Taganrog, et il avait été exhorté à la prudence par Diebitch, qui, pendant les derniers jours de l'empereur, avait pris sur lui d'ordonner l'arrestation de Pestel et de plusieurs autres des principaux conjurés.

Il est presque certain que sans ces mesures il n'y aurait pas eu dans le Midi le moindre mouvement; mais dès qu'on les exécuta, elles causèrent une petite explosion de mutinerie. On arrêta Pestel (26 décembre) à Toultchine, le jour même de la révolte de Saint-Pétersbourg. et les frères Matteveï et Sergui Mouraviev-Apostol quelques jours plus tard (10 janvier 1826), à Vassilkov. Les officiers du régiment Tchernigov délivrèrent de vive force leur lieutenant-colonel, Sergui Mouraviev; après ce coup de main hardi et inattendu, cet officier résolut de partir de Vassilkov avec le régiment en révolte, afin d'atteindre Kiev ou Chitomir, et d'y entraîner dans la rébellion, à l'aide de ses amis, d'autres régiments en-

core. Cependant, déjà en route une compagnie se sépara de lui et rebroussa chemin.

Le reste du régiment fut attaqué (15 janvier) par les généraux Roth et Geismar, entre les villages d'Oustinovka et Korolevka. Ippolyte Mouraviev, le plus jeune des trois frères, tomba dans le combat; Sergui et Bestouchev-Roumine furent livrés par leurs propres gens. Matteveï aussi fut fait prisonnier, lui qui, fidèle à ses anciennes opinions, avait averti les autres en leur prédisant une issue fatale. Le vieux père, qui se vit d'un seul coup privé de ses trois fils, se répandit en plaintes amères dans une effusion poétique où il disait qu'il ne lui restait plus qu'à cacher ses cheveux blancs sous leurs cendres.

L'empereur Nicolas et son attitude probable dans la politique extérieure.

Nous aurons à revenir ailleurs sur les suites immédiates et sur les conséquences plus éloignées de cette révolte, aussi bien que sur l'importance qu'elle eut pour les affaires intérieures de la Russie. Dans ce moment, il ne s'agit pour nous que d'examiner l'influence réelle ou supposée qu'elle exerça sur la politique russe à l'extérieur dont nous poursuivons ici le développement. La sédition à Saint-Pétersbourg était la répétition tardive, terne et affaiblie des conspirations militaires en France, en Espagne, dans le royaume de Naples et en Piémont. C'était le dernier morceau de tous, la pièce finale avec laquelle cessèrent ces mouvements convulsifs produits par l'ère militaire de Napoléon, qui venait de finir.

Par l'absence de tout appui dans le peuple, cette sédition ressemblait le plus à la révolte militaire en Piémont. Mais elle fut étouffée plus rapidement et dans son germe même, parce qu'elle n'avait pas en face d'elle, comme à Turin, une famille royale où régnait la division, mais au

contraire une maison princière dont les membres vivaient dans une parfaite union et étaient liés, entre eux, par un culte de famille exagéré qui était poussé jusqu'à l'idolâtrie pour l'empereur défunt. La rébellion, à Saint-Pétersbourg, n'avait pas, comme à Turin, affaire à un roi cassé par l'âge et cédant aux premières menaces, mais à un jeune prince qui avait la conscience entière de l'importance qu'aurait pour tout son avenir la conduite personnelle qu'il tiendrait pendant cette première journée de son règne. Il avait passé cette crise redoutable et accablante, non pas avec cette résolution énergique, ce courage plein de vigueur et cette tranquille présence d'esprit que réclamait le moment, mais avec une persévérance tenace qui l'avait retenu au milieu des dangers et qui lui avait fait maintenir la place qu'il occupait.

Les yeux du monde étaient dès lors fixés sur l'heureux vainqueur de la révolution; on attendait avec une grande impatience pour voir si l'on n'apercevrait pas, dans le gouvernement intérieur de son pays, une disproportion entre ses succès et son mérite personnel. On voulait savoir si une telle disparité aurait laissé en lui un mauvais sentiment de rancune qui, malgré les ménagements dont il avait fait preuve dans la lutte, le porterait à profiter sans ménagement de la victoire remportée par lui. Tout le monde était impatient de voir, ce qui était de la dernière importance pour les relations extérieures, si, après s'être rendu maître des troupes révoltées et vaincues, le czar se croirait aussi maître des hommes fidèles qui avaient vaincu avec lui, une fois qu'il avait vu que l'esprit d'une mutinerie turbulente s'était emparé de son armée depuis le Nord jusqu'au Midi de son empire.

A l'égard de la question d'Orient, qui était si impor-

tante et qui se présentait en première ligne, les événements de Saint-Pétersbourg avaient fait naître des suppositions très-différentes dans le monde diplomatique. Elles y avaient été provoquées dès l'origine même et dans les diverses phases successives de ces événements, telles que la vacance du trône, la renonciation de Constantin, la lutte de désintéressement entre les deux frères, et enfin la révolte dans la capitale.

Avant qu'on eût appris le changement dans la succession au trône, on prédisait dans le monde et au loin que le règne attendu de Constantin serait favorable aux Grecs. Dans la Grèce elle-même, à Odessa, à Constantinople, tous ceux qui portaient le nom de chrétien étaient dans l'allégresse, parce que personne ne doutait qu'ils ne fussent secourus par ce prince énergique qui, dès le berceau, avait été destiné à être l'héritier de l'empire de Byzance.

Seulement à Vienne on était d'une opinion différente : on y savait que Constantin était attaché aux principes de la Sainte-Alliance, qu'il détestait et qu'il redoutait le libéralisme, et qu'à Karlsbad il s'était plusieurs fois prononcé dans un sens tout à fait autrichien au sujet de la question d'Orient. On avait des renseignements moins précis et moins exacts sur son frère Nicolas, qui, jeune, peu formé et occupé uniquement des détails du service militaire, avait été plus éloigné du trône et par conséquent peu remarqué jusqu'alors; la sagacité des combinaisons diplomatiques avait encore à deviner quelle serait son attitude future.

Dans ces supputations, il fallait mettre en première ligne de compte la sanglante catastrophe qui avait marqué son avénement au trône. Quelle serait son influence

sur les résolutions de l'empereur? Des raisons également naturelles parlaient en faveur des suppositions les plus opposées.

Les Hellènes et les philhellènes se figuraient que, plus que tout autre motif, le sentiment national de l'armée, froissé par l'abandon dans lequel la cause grecque avait été laissée par Alexandre, avait déterminé la révolte militaire; on espérait que cette circonstance forcerait son successeur à une politique plus énergique, à la guerre avec la Porte. C'est ce que Metternich lui-même redoutait pendant quelque temps; il craignait que le nouveau czar ne se crût inévitablement obligé de calmer, par une diversion, la partie excitée de l'aristocratie militaire et d'occuper l'armée, qui était ouverte aux sympathies pour la cause grecque et fatiguée par une longue attente et par un long repos.

Ces craintes auraient dû être particulièrement confirmées en lui par plusieurs circonstances. Le jeune prince n'était pas exempt d'ambition et de soif de gloire, comme Metternich le savait fort bien. Il était jaloux d'inaugurer une politique russe plus indépendante que n'avait été celle de son prédécesseur. Moins lié que lui par d'anciens rapports diplomatiques, il avait plus de facilité à se rendre indépendant de la politique pénible et traînante de l'Autriche, dont tous les agents russes avaient, dans les derniers temps, parlé avec un grand dédain. Personnellement prévenu contre Metternich, dont tous les adversaires, en Russie, déployaient à ce moment une grande activité pour y miner son influence, Nicolas était beaucoup plus ouvert aux suggestions pleines d'énergie de Pozzo di Borgo que ne l'avait été Alexandre. Une guerre avec la Turquie, entreprise à cette époque où les plus

grands périls menaçaient les Grecs, lui aurait ouvert le chemin le plus court et le plus uni à la gloire et à la popularité.

Néanmoins, en examinant plus attentivement la situation actuelle, Metternich se consola en espérant un avenir plus favorable. En réfléchissant aux dangers qui, depuis si longtemps déjà, avaient toujours entouré tout changement de souverain en Russie, il jugea pourtant la position du jeune monarque trop critique pour que celui-ci pût, à ce moment, songer à une pacification de la Grèce et à une guerre avec la Turquie. Il trouva que la leçon salutaire que la Providence avait donnée au jeune czar, à son avénement au trône, en lui montrant qu'il y avait partout des révolutionnaires, avait été trop forte pour que Nicolas pût avoir la moindre velléité de favoriser la rébellion, sous quelque forme que ce fût.

Néanmoins, on n'eut aucune certitude sur les intentions de l'empereur. Il retarda la formation de son cabinet. On ne savait pas qui étaient ses véritables conseillers. Les premières démarches diplomatiques de la nouvelle cour ne trahissaient pas non plus ses véritables sentiments. Nesselrode expédia une dépêche circulaire qui, dans les plus belles phrases, déclarait que rien ne serait changé dans la politique de la Russie, et que l'empereur continuerait à suivre les errements de son prédécesseur. Mais précisément ces errements avaient été si douteux dans les derniers temps, que cette déclaration acheva de leur donner le caractère de la plus grande incertitude.

Dans toutes ces réflexions pleines de doute, la sagesse politique du cabinet de Vienne finit cependant, comme à l'ordinaire, par s'attacher à l'interprétation la plus

rassurante. Metternich prétendait qu'une guerre, entreprise en faveur d'un principe révolutionnaire et à l'aide d'une armée travaillée par les révolutionnaires, était chose impossible pour l'empereur, puisque, après la paix, elle ne pourrait avoir d'autre conséquence que la révolution au cœur de l'empire. Et même dans un intérêt purement russe, disait Metternich, le czar n'entreprendrait pas de guerre; car lorsqu'un grand empire était obligé d'avoir recours à une mesure aussi importante, les illusions produites par les passions s'évanouissaient bientôt devant la force victorieuse de la vérité, et il arrivait rarement, ajoutait-il, qu'on sacrifiât à des considérations d'un ordre inférieur la tranquillité et le sort d'un État (1).

Développement des dernières relations diplomatiques entre la Russie et l'Angleterre.

Ce qui confirma essentiellement le grand chancelier dans cette manière calme d'envisager les choses, ce fut l'attitude plus rassurante que montrait l'Angleterre, et sur laquelle il croyait toujours pouvoir compter, aussi bien avant qu'après la catastrophe de Saint-Pétersbourg. Au même moment où Canning avait envoyé son cousin Stratford à Constantinople, pour y prendre tout seul en main l'œuvre de la pacification, et où, par de nouvelles avances, il essayait d'exploiter en Russie les sentiments d'amertume qu'on y éprouvait à l'égard de l'Autriche, il avait, par une étrange méprise, nommé lord Strangford ambassadeur d'Angleterre à Saint-Pétersbourg.

L'envoyé anglais y était arrivé encore du vivant

(1) D'après les rapports du prince de Hatzfeld. MS.

d'Alexandre, mais lorsque celui-ci était déjà parti de la capitale. Habitué à sa propre supériorité dans la question d'Orient, aussi bien qu'à la position qu'il avait toujours prise à l'égard d'elle au point de vue de l'Alliance, il avait aussitôt agi de sa propre autorité. Après s'être concerté seulement avec de la Ferronnays, qui était autorisé à faire une démarche semblable, Strangford avait adressé à Nesselrode des propositions relatives à une médiation à faire en commun en Grèce, médiation à laquelle l'Autriche aussi devait prendre part. Nesselrode l'avait envoyé trouver le czar avec ces propositions, qui devaient certainement être fort agréables à Alexandre; mais, à ce moment même, l'empereur mourut à Taganrog.

Dans ces démarches, Metternich voyait avec une joie extrême le retour ouvert de l'Angleterre dans les voies de l'Alliance. Il trouva exemplaire tout ce que faisait et disait Strangford à Saint-Pétersbourg. Il crut avoir de nouveau obtenu ce qui avait été toujours le but de ses plus grands désirs, c'est-à-dire une occasion de gagner, en écrivant et en parlant, un temps précieux qui permît à ses amis turcs d'agir. Il répondit aux rapports de Lebzeltern par un Mémoire (2 janvier 1826) qu'il élabora avec un grand zèle et dont il fit donner lecture aussi à Canning. En même temps il présenta à Berlin (13 janvier) encore un second exposé historique, afin que le gouvernement prussien ne manquât pas de prendre le chemin le plus propre pour exercer son influence sur le cabinet de Saint-Pétersbourg (1).

(1) Exposé historique de l'affaire du Levant depuis son origine jusqu'au moment de la mort de l'empereur Alexandre Ier. MS.

En jugeant dans son Mémoire la politique de l'empereur Alexandre, Metternich n'appréciait pas avec justesse les motifs qui la lui dictaient; il ne tenait pas non plus un compte équitable des embarras dans lesquels s'était trouvé le czar; il le blâmait surtout d'être sorti, à l'égard de l'insurrection grecque, de l'état passif. Ce changement de politique, ajoutait-il, lui avait fait commettre deux erreurs grosses de conséquences : d'une part, pour opérer la pacification, l'empereur avait jugé indispensable d'intervenir dans les affaires d'Orient et de peser, dans ce dessein, fortement sur la Porte; d'autre part, repoussé par la Turquie, il avait rappelé son ambassade et s'était privé ainsi du seul moyen de *pouvoir* agir avec force sur le divan. Ces deux démarches ne lui avaient laissé que la fâcheuse alternative soit de perdre son influence à Constantinople, soit de se précipiter dans une guerre.

En jugeant à ce point de vue tout le développement historique des affaires diplomatiques de la dernière époque, le grand chancelier n'avait laissé passer aucune occasion pour bien faire ressortir aussi bien les fautes commises par la Russie et par l'Angleterre, que les mérites de l'Autriche. Ce n'était qu'à la fin qu'il arrivait au but qu'on voulait atteindre, c'est-à-dire à recommander à la sérieuse considération du jeune empereur les propositions de lord Strangford en faveur de l'Alliance, propositions qui montraient que l'Angleterre voulait rentrer dans la bonne voie, et que l'empereur Alexandre n'aurait pas repoussées.

Les ministres russes opposèrent à cet Exposé un document semblable, dans lequel ils présentaient à l'empereur Nicolas, également dans un Exposé historique, un

tableau des rapports de la Russie avec la Porte (1). On y avait rejeté la faute de l'insuccès de toutes les nombreuses démarches, pendant ces longues années, sur les efforts constants faits par les alliés, et surtout par l'Autriche, pour ne pas laisser sortir la Russie du cercle des négociations les plus illusoires. Les dernières propositions faites par lord Strangford, et tant recommandées par l'Autriche, y avaient été attribuées exclusivement à de la Ferronnays; on les avait froidement écartées, tandis qu'on mentionnait avec un plaisir visible la disposition que montrait l'Angleterre à entrer en négociations au sujet des affaires grecques, et qu'on accentuait d'une manière toute particulière la condition que Canning y avait mise, et qui était que l'on négocierait avec la Russie *seule*.

Effectivement, Canning avait désavoué, de la manière la plus formelle, les démarches par lesquelles lord Strangford venait de faire rentrer au jeu l'Autriche, qui arrêtait continuellement la marche de la politique. Ces démarches de l'ambassadeur anglais avaient donc été aussi désagréables au ministre anglais qu'aux conseillers actuels du czar. Cette circonstance ainsi que le Mémoire russe auraient dû désabuser Metternich, qui, sans être nullement justifié dans cette opinion, s'attendait que l'Angleterre ou la Russie continuerait à faire avec lui de la politique dans le sens de l'Alliance. Néanmoins, le prince ne se laissa pas ébranler dans les espérances qu'il

(1) Précis de l'exposé des différends survenus, en 1821, entre le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et la Porte Ottomane, présenté à l'empereur Nicolas à son avénement au trône par le ministère russe. — Contenu dans le *Recueil de documents relatifs à la Russie*. Paris, 1854, p. 207.

avait fondées sur la conduite future de la Russie, aussi bien que sur celle de l'Angleterre.

Le czar avait envoyé M. de Ribeaupierre à Vienne pour qu'il s'y orientât. Le grand chancelier essaya de lui épargner le rôle d'observateur curieux par la franchise et par la confiance qu'il lui montrait; en lui communiquant toutes les dépêches qu'il envoyait à Saint-Pétersbourg et à Londres, il crut l'avoir entièrement convaincu des bonnes intentions de l'Autriche.

Quant à la politique de Canning, Metternich croyait toujours qu'elle avait été forcément modifiée, depuis que, contrairement à toutes ses anciennes habitudes, le ministre anglais avait traité Esterhazy avec une confiance qui frappa tout le monde. Le grand chancelier ne semblait pas avoir le moindre doute qu'il ne pût, par de petites avances qu'il lui ferait, gagner son antagoniste, que jusqu'alors il avait toujours repoussé avec tant de hauteur, et qu'il ne lui fût possible de reprendre avec l'Angleterre la même position à l'égard de la Russie que du temps de Castlereagh. Il fut de nouveau confirmé dans cet espoir, lorsqu'il apprit que Canning avait envoyé (8 févr.) le duc de Wellington à Saint-Pétersbourg pour y féliciter le czar. Il trouva que cet excellent choix était essentiellement propre pour aplanir toutes les difficultés. Il y envoya l'archiduc Ferdinand d'Este dans le même dessein, et voyait déjà en esprit les conférences reprises de concert avec l'Angleterre.

Canning croyait que, s'il voulait entièrement rétablir les bonnes relations entre le cabinet de Saint-James et celui de Saint-Pétersbourg, relations troublées par Strangford, il lui fallait envoyer en Russie un homme de premier ordre, afin de mettre entièrement dans

l'ombre un adversaire tel que Strangford; c'est pourquoi il choisit le duc, qui, à ce moment, accepta avec joie la mission qu'un an auparavant il aurait refusée avec fierté. Lieven versa des larmes de joie en apprenant qu'il pourrait annoncer à sa cour une semblable nouvelle, qui prouvait si bien que Canning avait l'intention de continuer le système d'un renouvellement de confiance, système que Strangford avait mis tant de zèle à ruiner (1).

Néanmoins, la Russie montra une certaine réserve dans la confiance avec laquelle elle allait au-devant de l'Angleterre, qui n'avait à s'en prendre qu'à elle-même, puisque Canning aussi n'avait offert l'amitié de son gouvernement qu'avec de certaines réserves. Se trompant dans son jugement sur les conditions politiques de l'empire ottoman et sur ses hommes d'État, Canning s'était peu à peu abandonné à l'espoir ambitieux de pouvoir emporter de haute lutte, par l'autorité exclusive de l'Angleterre, et tout au plus avec la coopération du nom de la Russie, la médiation en faveur de la Grèce, médiation dans laquelle avaient échoué toutes les autres puissances. Ces efforts que faisait l'Angleterre pour faire prévaloir son influence déplurent à tous ceux d'entre les conseillers du czar qui tenaient à la prépondérance naturelle de la Russie en Orient; mais on avait fait déjà toutes les démarches préparatoires pour une médiation à entreprendre par l'Angleterre seule, avant que Nicolas fût bien consolidé sur le trône.

En se rendant à son poste d'ambassadeur, Stratford Canning s'était arrêté (comm. de janv.) vis-à-vis

(1) Cf. *Canning and his times*, p. 471.

d'Hydra, près de Perivolakia, où il avait eu avec Miaoulis et Tombazis des délibérations d'un caractère privé, et avec Mavrokordatos et Zographos, deux délégués du gouvernement grec, des conférences pour ainsi dire officielles. Ces hommes lui firent entendre que, dans les circonstances actuelles, les Grecs se désisteraient du droit de réclamer leur indépendance complète. Cette indication provisoire, le gouvernement grec la changea plus tard en une demande formelle adressée à Stratford Canning, qu'il pria de négocier, au nom de l'Angleterre, avec la Porte, au sujet d'une position plus libre de la Grèce, sous la suzeraineté du sultan. De cette manière, les Grecs eux-mêmes renoncèrent au droit de réclamer leur indépendance entière, demande à laquelle la Porte, à ce moment moins que jamais, n'aurait voulu souscrire. La médiation de l'Angleterre avait été formellement invoquée; cette puissance se trouvait donc autorisée à intervenir sans s'être arrogé ce droit d'après l'esprit de la Sainte-Alliance.

Or Canning désirait mener rapidement à bonne fin cette médiation, sans conférences et sans alliés : sans l'Autriche, qui était, pour ainsi dire, alliée à la Turquie; sans la Prusse, qui avait des sentiments par trop dévoués pour la Russie, et sans le faible gouvernement français, qui était méprisé de tous et qui intriguait à la fois en Grèce et en Égypte. Par conséquent, Wellington devait faire, suivant ses instructions (10 févr.), à Saint-Pétersbourg, et Stratford Canning à Constantinople, la proposition de laisser à l'Angleterre le soin d'entreprendre la médiation non-seulement entre les Russes et les Turcs, mais encore entre les Grecs et les Turcs. Il n'y aurait aucune objection, disait-on, à ce que la Russie négociât en commun

avec l'Angleterre; seulement, dans tous les cas, et même dans celui où l'on verrait échouer les négociations entamées par l'Angleterre isolément, ou faites en commun par la Russie et l'Angleterre, il faudrait que la Russie s'engageât à n'entreprendre aucune guerre; en effet, par rapport à la Grèce, elle n'en avait pas le droit, et à l'égard des demandes purement russes, elle n'avait pas de motif suffisant pour la faire.

Le grand capitaine que Canning avait envoyé à Saint-Pétersbourg semblait être fait pour exposer tout cela au cabinet russe; néanmoins, Canning eut lieu de n'être content ni de lui, ni de la Russie. En voyant le cabinet anglais, de sa propre autorité, se mettre en avant dans cette pacification de la Grèce, le czar s'irritait et voulait rendre la pareille à Canning pour son entêtement, en observant la même attitude par rapport aux intérêts de la Russie.

L'empereur était si peu disposé à appuyer la médiation en Grèce à la remorque de l'Angleterre que, vis-à-vis de Wellington, il faisait semblant de montrer plutôt de la froideur que de la chaleur pour la cause des Grecs, de faire preuve plutôt d'indignation contre les rebelles que de compassion pour ses coreligionnaires; enfin il lui déclara que, d'après sa conviction, il était impossible de leur donner une existence politique, parce qu'ils manquaient complétement de toute civilisation. Dans ses conversations avec le duc, de même qu'avec l'archiduc Ferdinand d'Este, Nicolas séparait, ce que Metternich trouvait parfait, la cause grecque, qui était, disait-il, du domaine des alliés, d'avec les griefs particuliers à la Russie.

Peu de temps avant le départ de l'archiduc, disent les

rapports de ce prince, rapports qu'on tenait très-secrets, Nicolas lui avait communiqué sa résolution de laisser entièrement tomber la cause de la Grèce comme question de guerre et de droit, et d'arranger seulement ses affaires particulières avec la Porte (1). Mais, d'après la manière dont le czar avait parlé à Wellington sur ce dernier point, Canning, ne partageant nullement les illusions que Metternich se faisait au sujet des intentions pacifiques de Nicolas, croyait reconnaître dans les paroles du czar le désir le plus prononcé de faire la guerre. Le ministre anglais ne fut pas même rassuré par la confiance que Wellington aussi avait dans les assurances pacifiques de l'empereur. Effectivement, il se souvenait bien qu'à Vérone, Wellington avait montré, dans une circonstance semblable, une confiance égale relativement aux intentions belliqueuses que les puissances nourrissaient à l'égard de l'Espagne, et que cette confiance avait complétement trompé le duc. L'attitude même prise par le cabinet russe vis-à-vis de Wellington justifiait cette méfiance.

Lors de l'arrivée du duc à Saint-Pétersbourg, on avait préparé le projet d'un nouvel ultimatum qu'on voulait adresser à la Porte, et auquel Pozzo se vantait d'avoir contribué pour une bonne part. L'empereur l'avait déjà approuvé, mais on n'en dit rien à Wellington. Seulement, deux jours après que la dépêche avait été expédiée (17 mars) à Minciaky, on en fit part au duc en lui faisant croire, par des allusions, que des modifications seraient encore admissibles et que l'ultimatum ne partirait que quelques jours après. Metternich aussi n'a-

(1) Gentz à Adam von Müller, le 29 mai 1826. — *Correspondance*, p. 390.

vait pas lieu de vanter la sincérité du cabinet de Saint-Pétersbourg. D'après les rapports de ses agents, il avait espéré trouver dans l'ultimatum, au sujet des demandes russes fondées sur les traités, la déclaration expresse que désormais la Russie ne s'immiscerait pas dans les affaires grecques ; mais on avait simplement passé ces dernières sous silence.

Au sujet des griefs russes, ce document fit, dans des formes très-tranchantes, les trois demandes suivantes : d'abord, qu'on rétablit dans les Principautés le *statu quo* de 1821, aussi bien pour les affaires *civiles* que pour les affaires militaires. Mais, aux yeux de Canning, cette demande semblait exiger d'abord un examen approfondi pour voir si, sous ce rapport, la Porte n'avait pas déjà satisfait aux réclamations qu'on lui avait adressées dans le temps. En second lieu, l'ultimatum russe demanda au gouvernement turc de mettre en liberté les députés serbes qui, depuis 1820, avaient été retenus par la Porte, dans une captivité décente, afin de servir d'otages pour la tranquillité en Servie pendant l'insurrection grecque (Cf. t. XII, p. 11). Cet acte constituait une violation du droit des gens et Canning en entendit parler pour la première fois à ce moment-là. Enfin, en troisième lieu, la Russie exigea qu'on envoyât des plénipotentiaires turques à la frontière russe pour traiter toutes les questions qui, en vertu du traité de Boukharest, avaient été débattues depuis 1816 à Constantinople. Dans l'opinion de Canning, la Russie n'avait à alléguer aucun motif qui lui conférât le droit de faire cette dernière demande ; du reste, c'était celle des trois réclamations à laquelle le czar était le plus disposé à renoncer si l'on faisait droit aux deux autres.

La médiation anglaise et l'ultimatum russe.

De cette manière, il y avait deux négociations séparées qui marchaient de front à Constantinople (1), l'une au sujet de l'ultimatum présenté par la Russie, et l'autre relative à la médiation à faire en Grèce pour sa pacification, à laquelle l'Angleterre se chargea de travailler seule et avec ses propres ressources. Lorsque Stratford Canning était arrivé à Constantinople (27 févr.), il avait observé à l'égard de ses collègues, les diplomates, un silence absolu, excepté toutefois vis-à-vis de Minciaky, avec lequel il avait accidentellement des entrevues.

Dès son arrivée, Stratford avait demandé au divan une conférence; mais elle lui fut refusée sous le prétexte qu'on n'en accordait pas avant la présentation des lettres de créance; cependant, lorsqu'il insista (9 mars) vivement sur l'ouverture immédiate des négociations, il obtint (15 mars) ce qu'il avait demandé. On garda le plus profond secret sur les sujets traités dans son entrevue avec les ministres turcs; les diplomates discutèrent longtemps sur la question de savoir si l'on avait seulement parlé de la pacification; on reconnut ensuite qu'elle avait été l'objet principal de la délibération.

Stratford engagea très-sérieusement la Porte à se tenir sur ses gardes en face des dangers dont la menaçait la Russie; car la mort d'Alexandre, disait-il, n'avait fait qu'ajourner la guerre résolue par lui, et les dispositions belliqueuses de son successeur ne laissaient aucun doute sur les décisions qu'il allait prendre. Pour prévenir la guerre, ajoutait-il, il n'y avait qu'un seul moyen, qui

(1) La plus grande partie de la relation suivante a été empruntée à divers rapports du baron von Miltitz. MS.

était de satisfaire aux demandes russes par rapport aux Principautés et d'effectuer, en Grèce, la pacification pour laquelle la Porte n'avait à se reposer que sur les soins de l'Angleterre seule. L'ambassadeur anglais était chargé de faire remarquer au divan, entre autres choses, aussi le grand mouvement philhellénique dans toute l'Europe et même en Amérique, mouvement qui gagnerait d'autant plus en intensité que la réduction de la Grèce deviendrait plus imminente (1).

Même dans le projet qu'on attribuait à Ibrahim-Pacha, et qui consistait à changer toute la population de la Morée, Stratford avait trouvé un autre levier pour donner plus de force à sa proposition de médiation. Dans le principe, lorsque Lieven l'avait informé de ce projet monstrueux, Canning n'avait pas voulu y croire ; cependant les rapports envoyés par Stratford, de Korfou, avaient confirmé ces renseignements. Sir Frederick Adam avait fait adresser au pacha une demande directe à ce sujet ; mais au lieu de lui répondre, Ibrahim, usant d'un subterfuge très-suspect, l'avait renvoyé à la Porte, dont, disait-il, il n'était que le serviteur.

Stratford protesta solennellement contre un pareil établissement de l'État barbaresque en Europe ; il crut avoir trouvé ainsi un point d'appui d'une efficacité particulière pour faire sortir par intimidation la Porte de son système qui lui faisait rejeter, par principe, toute immixtion dans ses affaires. Mais l'orgueil anglais échoua devant l'obstination turque, comme celui de la Russie et des alliés y avait échoué. Toutes ses propositions furent

(1) Dépêche du comte Münster, en date du 1er novembre 1825, dans Hormayr's : *Lebensbilder*, t. II, p. 325.

rejetées, comme l'avaient été jadis celles de toutes les autres puissances.

Tout autre fut l'issue qu'eurent les négociations russes. Dès que Minciaky eut reçu (2 avril) ses instructions (du 17 mars), il remit au reïs-effendi une Note (5 avril) qu'il communiqua, en même temps, aux représentants des autres puissances. Il y ajouta l'observation froide que la Russie n'aurait pas recours à la coopération des alliés, mais que ceux-ci pourraient rendre un service à la Porte, s'ils la déterminaient à se montrer facile dans les négociations. Si la Turquie se refusait à prendre les mesures réclamées, on avait enjoint à Minciaky de quitter Constantinople, après un délai de six semaines ; les troupes sur le Prouth avaient reçu ordre de se tenir prêtes à marcher.

Des arguments de ce genre purent seuls agir avec efficacité sur la Porte ; l'exécution effective de la résolution d'agir sans les puissances (résolution qui, dans la bouche d'Alexandre, n'avait été qu'une menace) était également le moyen le plus sûr de pousser aussi les autres cabinets à une coopération active. Dès que Metternich eut pris connaissance de l'ultimatum, il avait enjoint à l'internonce de l'appuyer énergiquement, puisqu'il n'y était pas question de la Grèce. La Porte accorda (4 mai) tout ce qu'on lui demandait. Elle fit partir sur-le-champ l'ordre d'évacuer les Principautés, ordre qui fut effectivement exécuté dans le plus bref délai ; elle relâcha les députés serbes et nomma deux plénipotentiaires Hadi-Effendi et l'ulema Ibrahim-Effendi, pour continuer les négociations sur la frontière russe.

La cause principale de cette condescendance prompte et complète était que, dans l'ultimatum russe, on n'avait

pas dit un seul mot de la pacification. Metternich l'attribua à *sa propre* influence et à son mérite. Gentz chanta victoire. Jusqu'au 28 avril, disait-il, les Turcs n'avaient pas soufflé mot; mais ce jour-là même l'internonce avait reçu ses instructions, et le 30 tout avait été arrangé! Mais il faut dire aussi que l'influence autrichienne n'avait eu cet effet que parce que Metternich avait fait faussement confirmer la fausse interprétation que la Porte donnait au silence observé par la Russie au sujet de la question grecque; en effet, le grand chancelier avait fait déclarer que le czar avait entièrement abandonné cette cause. Cette même déclaration fallacieuse, qui avait rendu les Turcs si maniables à l'égard des Russes, avait, au même degré, augmenté leur opiniâtreté intraitable à l'égard des Anglais et au sujet de la pacification, qu'ils croyaient avoir dès lors, avec une certitude deux fois plus grande, entre leurs propres mains.

Même sous ce rapport, Metternich avait inspiré au divan toute sa sagesse politique. Lorsque, pendant l'hiver, les armes reposaient un peu, on avait, dans le plus profond secret, envoyé Housny-Bey et Nedjib-Effendi comme commissaires, dans la Morée, afin d'y entamer des négociations avec ceux des chefs des révoltés que l'Autriche croyait très-accessibles à une pareille démarche.

En même temps, on avait de nouveau recommandé très-vivement de rester fidèle au système d'humanité dans la guerre, et on avait donné suite à une proposition du mufti, qui avait demandé (13 mars) de rappeler aux généraux l'ordre « d'être avares du sang des rayas « pour ne pas dépeupler les provinces ». Metternich se

sentit encore une fois maître de la position : il avait prescrit à la Porte la politique qu'elle avait à suivre à l'égard de la Russie; il l'avait gagnée à sa méthode de la pacification effective; il avait aidé à déjouer la médiation de l'Angleterre, et il était convaincu que l'empereur de Russie s'était converti à *son* opinion *à lui*, qui était qu'il fallait abandonner les Grecs à leur sort et aux Turcs. Les diplomates pouvaient encore une fois pousser un soupir de soulagement et dire : qu'enfin le résultat de leurs efforts, reposant cette fois-ci sur des faits matériels, leur donnait le droit de déclarer que le danger était passé !

Le protocole de Saint-Pétersbourg, du 4 avril.

A ce moment même (26 avril), la foudre tomba sur les châteaux en Espagne de Metternich; on apprit que Wellington, Nesselrode et Lieven, qu'on avait mandé pour cela, venaient de signer (4 avril), à Saint-Pétersbourg, un protocole (1), dans lequel la Russie et l'Angleterre s'étaient entendues sur une médiation commune à offrir à la Porte pour la pacification en Grèce! Dans l'introduction qui précédait ce protocole, on avait indiqué comme motifs de cette intervention, pour le roi d'Angleterre, l'appel que les Grecs lui avaient adressé pour réclamer sa médiation, et pour l'empereur de Russie, le désir de voir la guerre terminée en Orient.

Les propositions qu'on voulait faire à la Porte concordaient, dans les points essentiels, avec les modestes demandes que les Grecs eux-mêmes avaient faites à Stratford. Elles consistaient dans les points suivants : la suzeraineté de la Porte; un tribut à payer; la liberté de

(1) Cf. *Portfolio*, t. IV, p. 546.

conscience, du commerce et de l'administration; des magistrats élus par le peuple et sur la nomination desquels la Porte n'aurait qu'une certaine influence ; enfin, en vue de séparer complétement les deux nations, les Turcs devaient, pour une compensation ou pour un achat de leurs biens, céder les territoires grecs dont la délimitation restait encore indécise (1). L'Angleterre devait faire les premières démarches que la Russie s'engageait à appuyer par son influcnce. De quelle manière et à quelle époque la Russie prendrait part aux débats ultérieurs qui pourraient être la conséquence de la médiation, c'est ce qu'on voulait réserver pour un nouvel arrangement. Dans le cas où la Porte rejetterait la médiation, et quels que pussent être les rapports entre la Turquie et la Russie, on était néanmoins convenu de considérer, des deux côtés, les stipulations de ce protocole comme la base de tout accommodement des différends turco-grecs. Les deux puissances s'engageaient ensuite à saisir toute occasion qui se présenterait à elles pour effectuer cet accommodement, soit en commun, soit séparément; elles renonçaient en même temps non-seulement à tout agrandissement de leurs territoires, mais encore à toute influence exclusive et à des avantages commerciaux qui constitueraient des priviléges.

Tel fut le contenu de ce protocole, qui avait été pré-

---

(1) Immédiatement après qu'on eut écrit cette clause, on reçut un rapport de Minciaky, daté du 22 avril, au sujet des propriétés turques dans la Morée (*Portfolio*, t. V, p. 544); ce rapport donnait comme résumé le fait qu'en 1821 beaucoup plus de la moitié du sol appartenait aux Turcs. Si l'on avait voulu acheter ces propriétés, les revenus grecs de bien des années auraient, d'après l'évaluation approximative de l'éditeur du *Portfolio*, suffi à peine à payer seulement les intérêts du capital.

paré et élaboré dans un si profond secret qu'aucun être vivant n'en avait eu le moindre pressentiment. Rarement un document diplomatique a causé une surprise aussi vive. Pendant les jours où l'on signait ce protocole, la mauvaise humeur et les soupçons que le cabinet anglais nourrissait à l'égard de la Russie s'étaient fait jour dans quelques articles du *Times* (du 6 au 8 avril), articles qu'on attribuait généralement à la plume de Canning lui-même.

Néanmoins, Wellington fut à peine de retour à Londres, que le ministre anglais confirma (15 mai) ce document sans la moindre hésitation. Les détails des négociations qui avaient immédiatement précédé la conclusion de cet acte politique sont restés inconnus jusqu'à ce jour. Ce document fut élaboré avec le plus grand mystère ; on avait même fait du secret une condition de la validité du protocole, et on ne le communiqua officiellement aux alliés que plusieurs mois après la conclusion définitive de l'accord. Néanmoins, toutes les cours eurent bientôt connaissance du contenu complet du protocole ; la Russie eut soin de faire ébruiter ce mystère.

L'impression que causa cette révélation fut extraordinaire. Comme nous aurons à le raconter ailleurs, elle laissait le champ tout grand ouvert aux suppositions et aux interprétations les plus diverses ; on se demandait quel était le véritable but et la véritable portée de cet accord : si c'était la sincérité ou bien la méfiance qui avait conclu cette alliance ; si c'étaient les Russes qui avaient dupé les Anglais, ou bien si c'étaient les Anglais qui avaient fait leurs affaires aux dépens des Russes.

Une seule chose semblait être claire au premier coup

d'œil : le protocole servait très-bien les projets de Canning, qui voulait séparer les alliés, neutraliser la France et la Prusse, et, avant tout, porter un coup mortel à l'influence de l'Autriche. On comprend donc parfaitement que, bien que la diplomatie prussienne fût surprise au dernier point, et que les hommes d'État français dussent se sentir complétement mystifiés, les diplomates autrichiens étaient cependant de beaucoup les plus consternés.

Metternich était tout à fait hors de lui. Il se voyait de nouveau trompé dans tous ses calculs. Pendant tous les derniers temps, il avait été déjà plein d'inquiétude, en voyant l'enthousiasme des philhellènes se révolter de tous les côtés contre lui avec une force qu'on ne lui avait jamais soupçonnée. Le prince s'était senti comme brisé, lorsqu'il avait vu l'explosion de cet enthousiasme à Paris; mais il avait été encore plus assourdi lorsque ce zèle pour la cause des Grecs s'était de nouveau emparé de l'Allemagne, et qu'il avait entraîné un roi allemand dans le voisinage immédiat de l'Autriche. Dès que le philhellénisme avait pénétré même à Berlin, Metternich avait commencé à y envoyer des dépêches empreintes d'une telle amertume, que le baron Maltzahn fut autorisé à lui déclarer sèchement que la Prusse ne demandait pas à contrôler les démarches du cabinet de Vienne, mais qu'elle ne lui permettrait pas non plus de lui prescrire ce qu'elle avait à faire (1).

Surtout à l'époque actuelle si importante, où le philhellénisme sortait des cercles privés pour pénétrer même dans la politique d'une grande puissance occidentale, le

(1) Münster au comte Meerveldt. Cf. *Lebensbilder*, t. II, p. 338.

grand chancelier perdit toute patience. Ce n'était certainement pas sans motif. En effet, ce réveil du philhellénisme marqua le moment où l'on jeta la corde de sauvetage à la nation grecque, qui était sur le point d'être engloutie par l'abîme, bien qu'il lui fallût lutter encore longtemps pour échapper à la mort. Cet enthousiasme renaissant pour la cause de la Grèce marqua aussi le moment où la politique si habile de l'Autriche échoua sur le sable, quelque longs et quelque pénibles que fussent les efforts dans lesquels elle s'épuisait pour se remettre à flot.

Metternich considérait le protocole comme la dissolution effective du système de l'Alliance. Il craignait que l'Angleterre, en ajoutant les territoires grecs à l'État ionien, placé sous son protectorat, ne commençât, sur le flanc droit de l'Autriche, le même jeu que jouait la Russie sur le Danube; il prévoyait qu'avant deux ans la révolution éclaterait de nouveau en Italie.

Jamais on n'avait encore vu le prince si agité et de si mauvaise humeur. Avec quel dédain ne s'exprimait-il pas sur le compte de Wellington, ce mauvais politique, que, peu de temps auparavant, il avait pourtant tenu en si grande estime. Et que ne disait-il du « philhellène » Nesselrode! et surtout de Canning! « Ce n'est pas un « incendiaire, disait le prince en parlant du ministre « anglais, mais dès qu'un incendie éclate, on est sûr de « le trouver entre le feu et les pompes! » Depuis longtemps, le prince Hatzfeldt avait considéré cette lutte entre l'Angleterre et l'Autriche comme un combat à outrance entre le principe révolutionnaire et le principe conservateur, comme un duel politique entre Metternich et Canning.

Jusqu'à ce moment, Metternich avait encore paré coup après coup avec tant d'habileté que, chaque fois, il avait pu se vanter de sa parade; mais, cette fois-ci, le coup fut imprévu et fit une profonde blessure. Quelle ne devait être la joie maligne avec laquelle Pozzo, cet homme si odieux au prince, assistait, en second, à ce duel! En effet, il avait déjà poussé des cris de joie en voyant que, par son ultimatum, la Russie parvenait enfin à prendre une attitude indépendante, et il devait voir, dans le protocole, une punition infligée à la politique de l'homme d'État autrichien, pour avoir toujours traversé celle de la Russie.

Et même ce document n'avait été publié avec une si grande promptitude que pour défier Metternich et pour se venger de ses dernières supercheries perfides qu'il venait de faire à Constantinople. On voulait que la Porte apprît, aussitôt que possible, combien la Russie était loin d'abandonner la cause grecque, et combien les conseils et les assurances de l'Autriche servaient mal les intérêts de la Turquie. Dès que Stratford Canning eut reçu (3 avril), par Wellington, seulement les premières informations au sujet du protocole, il avait d'avance (20 avril) averti secrètement le reïs-effendi de ce qui se faisait alors à Saint-Pétersbourg. Renseigné ensuite plus exactement par des informations ultérieures (du 25 avril), il lui fit, par son drogman, donner lecture (22 mai) de ses instructions. Il y exprimait l'espoir que la Porte se convaincrait dès lors de la justesse des communications que *lui, l'ambassadeur anglais*, faisait au divan relativement aux sentiments de l'empereur de Russie; il l'exhortait à ne pas *se laisser égarer par les autres ministres*, et de ne pas se bercer de l'illusion dangereuse que dorénavant

l'empereur de Russie ne se mêlerait pas des affaires grecques; en effet, ajoutait-il, suivant ce que lui dictaient la justice, la religion et l'humanité, le czar ne pourrait que suivre les voies de son prédécesseur.

Ce coup, par lequel on dissipa toutes les illusions de la Porte, avait pour elle une gravité infiniment plus grande que pour l'Autriche. Jusqu'alors les Turcs et les Francs n'avaient discuté l'intervention qu'avec de vaines paroles; mais dès lors on en menaça la Porte très-sérieusement, au moment même où elle était sûre de dompter les rebelles. Cette intervention fut accueillie par le sultan tout aussi sérieusement, comme une question de guerre nettement posée, qui sur-le-champ fit mûrir en lui les résolutions les plus énergiques.

Trois jours après avoir reçu les dernières communications de Stratford, le padichah décréta une mesure à laquelle il avait bien réfléchi et qu'il avait préparée depuis longtemps; elle commença à changer pour un long avenir la nature et la forme de tout l'empire ottoman et, à une époque très-rapprochée, elle fit éclater la guerre avec la Russie, malgré tous les soins qu'on avait pris, depuis si longtemps, pour l'éviter. Par ses conséquences immédiates, cette mesure retarda les négociations déjà concertées avec la Russie, et elle ajourna aussi au delà de l'année courante la médiation proposée par l'Angleterre.

C'est un nouvel intermède que nous avons à intercaler ici en épisode et qui forme le pendant complet de celui de Saint-Pétersbourg que nous venons de raconter, à la seule exception près qu'il eut une bien plus grande importance. Souvent nous avons pu observer avec quel parallélisme étrange la politique de la Russie et celle de

la Turquie marchaient l'une à côté de l'autre; nous avons vu combien de fois le sultan avait essayé de se placer, avec toute la fierté d'un pair, ou comme une doublure singeant le maître, à côté du czar, qui l'aurait volontiers rabaissé jusqu'à faire de lui son vassal. A aucune époque ce parallélisme n'était plus frappant qu'au moment de la révolte militaire à Constantinople, qui faisait concurrence à celle de Saint-Pétersbourg; mais le sultan y déploya évidemment beaucoup plus d'habileté que n'en avait montré le czar. L'auréole, dont la victoire, remportée sur une révolution de quelques heures, avait entouré l'empereur Nicolas, semblait stimuler le sultan et l'engager à s'élever, par un acte plus grand, contre une révolution séculaire.

L'INTERMÈDE DE LA RÉVOLTE MILITAIRE A CONSTANTINOPLE

—

Réforme des janissaires.

Pendant la marche de la guerre de l'insurrection grecque, on avait vu à tout moment et sous plus d'un rapport combien les anciens abus de l'anarchie des janissaires étaient incurables et pernicieux. A cette époque où la Turquie était exposée à l'extérieur aux dangers de la guerre, et à l'intérieur aux troubles de la capitale, on avait ressenti plus qu'autrefois la gravité de ce mal, de

ce désordre, de cet arbitraire, de ces violences et de ces mutineries. Les dernières accusations officielles portées contre l'*odjak* (1), comme corps militaire, montrent que cette troupe était aussi complétement désorganisée à l'extérieur qu'elle était abrutie à l'intérieur.

Le même état de choses qui avait déjà duré plus d'un siècle continuait à exister toujours, mais tous les abus étaient devenus plus criants. Quand on avait réussi à mettre en campagne une troupe de janissaires, leur métier journalier était la rapine et le meurtre dans les pays amis. Quand il leur arrivait, par hasard, de tenir bon sur les champs de bataille, ils tiraient comme des insensés, sans discipline, sur l'ami et sur l'ennemi. Ils pillaient et enfouissaient sous terre leurs camarades blessés et pendant qu'ils vivaient encore; ils excusaient leurs atrocités et leurs abominations par des quolibets railleurs qui trahissaient une indifférence bestiale ou diabolique. Mais, le plus ordinairement, la moitié de chaque contingent à qui l'on avait donné ordre de partir rentrait dans ses foyers immédiatement après le départ; c'étaient des ouvriers du plus bas étage, incapables de porter les armes, et qui trouvaient fort commode d'exploiter jusqu'au bout tous ces abus de la vie de caserne et du séjour dans les villes qui s'étaient glissés dans ce corps.

En 1823, les grands armements pour la campagne de cette année-là, l'arsenal et la fonderie de canons à Top-Chané furent détruits par un incendie dont tout le monde attribuait l'origine aux janissaires. Plus d'une fois ces milices avaient refusé tout net d'aller à la guerre

1) Le mot *odjak* (foyer) désigne tout le corps des janissaires.

contre les Grecs et les Perses : c'était toujours par suite des instigations des *moutavallis* (quartiers-maîtres), des *oustas* (maîtres cuisiniers) et des sous-officiers, dans le corps desquels était le siége principal du mal, puisqu'ils neutralisaient entièrement l'influence des capitaines (*odabachis*), et qu'ils excitaient les soldats, par leur exemple, à piller systématiquement l'État et la société.

Ce fut ainsi que, par leurs abus, les janissaires exerçaient sur la société civile une influence encore plus funeste pendant la paix que pendant la guerre, parce qu'elle se faisait sentir d'une manière continue. Ce n'était pas assez pour eux de commettre contre tous les infidèles les cruautés les plus révoltantes, et de pressurer juifs et chrétiens par de lourdes taxes, les musulmans eux-mêmes n'étaient presque pas plus que les autres à l'abri de leurs exactions. Aucun jardinier ne pouvait porter ses fruits au marché, aucun batelier ne pouvait débarquer les objets qu'il avait à vendre, sans avoir à leur payer une redevance ; aucun entrepreneur ne pouvait commencer des travaux publics, sans voir ses ouvriers chassés par les janissaires et remplacés par les leurs. Les portefaix, dont tout le corps appartenait à leur communauté, pratiquaient dans l'exercice de leur métier, d'une manière régulière, les exactions les plus inouïes.

On mettait la plupart des incendies, si fréquents à Constantinople, sur le compte des janissaires, parce que, d'intelligence avec les portefaix et avec les pompiers, ils faisaient avec les gens riches des quartiers incendiés des traités pour se faire payer des sommes énormes s'ils éteignaient le feu. Dans un rayon très-étendu autour de la capitale, il n'y avait pas de bande de vagabonds et de détrousseurs dont les chefs n'eussent

été des janissaires déserteurs et poursuivis, ou bien des gens venus des *yamaks*, ces garnisons intraitables qui exerçaient un pouvoir difficile à restreindre dans les forteresses à l'entrée de la mer Noire.

Dans les années 1823 et 1824, où, avec la fortune croissante des armes grecques, les soldats étaient de moins en moins disposés à faire la guerre, on observait dans la capitale des symptômes nouveaux et bien plus effrayants encore. Avec la grande misère du peuple, épuisé par les exactions, on voyait surgir dans les rues des vagabonds terribles contre lesquels le gouvernement sévissait avec la prison et l'épée, sans pouvoir arrêter les progrès du mal : tantôt ces hordes trouvèrent un appui dans les janissaires, tantôt dans les ulemas, suivant que les uns ou les autres croyaient avoir à se plaindre du sultan.

Au commencement de l'année 1824, les diplomates pouvaient craindre de voir s'écrouler le trône lui-même. Ils croyaient que, s'il s'était trouvé un chef ralliant autour de lui les classes moyennes et délivrant les ulemas des appréhensions que leur inspiraient les janissaires, il y aurait eu depuis longtemps déjà une révolution. Mais ce qui maintenait le sultan sur le trône, c'étaient précisément les intérêts opposés de ces deux grandes classes privilégiées; puis les dangers dont la Russie et l'insurrection grecque menaçaient la Turquie, et, enfin, le défaut d'un successeur adulte du Grand Seigneur qui représentait, toujours pour ainsi dire seul, la race d'Osman. Il faut ajouter à cela encore cette circonstance que le padichah lui-même n'ignorait nullement sa position, et qu'il avait pris ses mesures pour combattre la révolution par une contre-révolution.

Depuis les temps de son oncle Sélim, le sultan Mahmoud, comme nous l'avons vu plus haut (Cf. t. XI, p. 302), avait maintenu d'une manière inébranlable et avec autant de vengeance rancunière que de prudence dissimulée, la résolution de briser la domination de ces bandes indisciplinées qui continuaient à se considérer comme les maîtres du pays, « attisant le feu de la « révolte sous la chaudière de la mutinerie ». Au commencement même de l'insurrection grecque, lorsque la nécessité lui imposait le devoir de former une armée purement musulmane, d'une fidélité éprouvée, Mahmoud avait fait une tentative pour gagner les janissaires par de bons procédés. Il leur avait accordé que leur état-major fût représenté au sein du divan, afin de les disposer à faire la guerre, et à accepter l'introduction de la tactique européenne qu'il poursuivait ouvertement.

Dans un conseil des ministres (19 mai 1821), les officiers supérieurs avaient donné eux-mêmes leur consentement à cette mesure, à la condition qu'on ne changerait pas le costume et qu'on éviterait le nom de *nizam-djedid*, qui était devenu si odieux; mais peu de temps après (23 juin), ils déclarèrent que les masses s'obstinaient à s'opposer à cette innovation. Sans attendre, le sultan donna à l'*odjak* une leçon qui devait servir d'avertissement à ce corps. Il destitua le favori des janissaires, Benderli-Ali, le grand vizir; puis il le fit exécuter, en ordonnant, pour rendre sa mort encore plus ignominieuse, de remplir la peau de sa tête non de coton, comme c'était dû à son rang, mais de paille, et de l'exposer non pas dans un plateau d'argent, mais sur une simple planche, comme s'il s'agissait de la tête d'un criminel ordinaire. Il choisit, en outre, pour cette exécu-

tion, le 26 ramazan, l'anniversaire de la révolution qui, en 1808, avait coûté la vie au réformateur Moustapha-Beïraktar.

Le fier sultan ne craignait presque jamais de s'opposer ouvertement, par des procédés semblables, aux abus criants des janissaires. Un an plus tard (été de 1822), plusieurs ortas firent naître des troubles et formèrent un complot contre la vie du grand vizir. Le sultan déclara aussitôt, dans un chat-cherif, « que lui-même se glorifiait « d'être janissaire; mais que si les soldats se déshono- « raient eux-mêmes et s'ils voulaient se conduire comme « les égaux de meurtriers et d'incendiaires, il cesserait « d'appartenir à ces ennemis des lois, et que si l'aga « ne savait pas rétablir l'ordre dans la capitale, il se « verrait obligé de la quitter avec ses fils. »

A côté de ces menaces ouvertes, le sultan employa un moyen plus efficace pour réduire les janissaires, en minant toute l'institution dans son organisation elle-même. Il ne se fit pas faute d'exiler et de faire exécuter les *oustas* les plus dangereux; mais on trouva qu'un moyen plus expéditif était de remplacer toujours tous ces hommes, écartés de cette manière, par les plus mauvais sujets; car, par cet avancement, on exposait ces derniers aux attaques de la jalousie, et, plus tard, on pouvait se débarrasser d'eux avec d'autant plus de facilité. Quant aux officiers supérieurs, on les gagnait par un système de corruption dans lequel on persévérait longtemps, en leur prodiguant de l'or et des promesses.

Pour affaiblir le pouvoir de l'aga des janissaires, on avait recours à un autre procédé : comme ceux qui étaient revêtus de ces fonctions changeaient à tout moment, par suite d'impulsions venues d'en haut ou d'en

bas, on les remplaçait, à tout hasard, par ceux qui, dans ces moments-là, étaient les lieutenants ; de cette manière on empêchait que ces commandants en chef du corps ne poursuivissent jamais le même but.

Par suite de ces traditions, tout le monde fut singulièrement étonné d'une mesure prise par le sultan et dans laquelle on crut généralement reconnaître le signe avant-coureur d'un nouvel essai de réformes. Par une innovation jusqu'alors inouïe, le sultan éleva (27 juillet 1823) tout à coup l'aga des janissaires, Housseïn, à la dignité de pacha à trois queues. Peu de temps après, il le choisit pour gendre et en fit (20 décembre) le commandant du Bosphore ; ce qui prouvait qu'il voulait tirer profit de la jalousie qui animait les *yamaks* contre les janissaires, ou bien qu'il voulait faire sentir la même main de fer à l'un de ces corps aussi bien qu'à l'autre.

Cet individu comblé ainsi des faveurs impériales était un homme qui jadis, en 1808, comme simple janissaire, avait assassiné le chef de son *orta*, et qui ensuite avait été longtemps complice d'un grand nombre d'actes séditieux. Il était corrompu, de mœurs dissolues, brutal, mais courageux, résolu, sans égards pour personne, incapable de s'occuper des affaires ordinaires, mais disposé à se charger de tout ce qui faisait reculer d'effroi les autres soldats. Son impudence égalait son intrépidité. On raconte que, le sultan lui ayant demandé s'il y avait encore beaucoup de ces anciennes canailles parmi les janissaires de la capitale, Housseïn répondit : « Non, seigneur, je suis le dernier de mon espèce ! » Ce fut donc cet homme-là que le sultan avait choisi pour l'exécution de ses projets, et dont il avait allumé les convoitises et les passions, en le déterminant à trans-

former la corporation de ses camarades, ou bien à l'anéantir.

Lorsque la première expédition des Égyptiens, en 1824, avait si complétement trompé l'attente de tout le monde, le sultan s'adressa (commencement de 1825) encore une fois aux janissaires pour leur demander de former un contingent de huit mille hommes; mais il n'avait pu l'obtenir. Ce projet passager, qui consistait à se servir, pendant la campagne, des milices avec leur ancienne organisation, fut d'ailleurs abandonné dès les premiers succès obtenus en Morée par les tacticiens de l'Égypte; puis la Porte tomba dans l'extrême opposé en voulant, à tout prix, faire triompher la tactique européenne aussi parmi les Turcs.

Cette intention s'ébruita; l'ousta du 27e orta fit naître des troubles (en été), en prenant pour prétexte le seul bruit de ce projet; on l'étrangla. Cependant le sultan continuait tout doucement, avec une grande prudence, à s'avancer dans la même voie. Dans ses premières démarches, il évita tout ce qui pouvait rappeler le *nizam-djedid*. Il annonça (printemps de 1826), au contraire, son intention de remettre seulement en vigueur les *anciennes* ordonnances (*nizami-aatih*) tombées en désuétude, et il convoquait souvent des assemblées dans lesquelles les grands dignitaires délibéraient sur ce sujet.

Les ulemas travaillaient avec beaucoup de zèle pour obtenir ces modifications; on leur assura une grande influence sur les nouveaux régiments dont chaque compagnie devait avoir un imam. On avait trouvé l'appui de la religion pour cette mesure dans un verset du Koran où il est dit: « Opposez à votre ennemi les mêmes armes

« dont il se sert. » Cette maxime se trouvait déjà pleinement confirmée par l'adoption et par l'emploi de la poudre à canon, cette invention des infidèles.

Ce fut au milieu de ces délibérations que Stratford Canning annonça au divan que les deux plus grandes puissances avaient fait un traité d'alliance pour entreprendre la médiation en Grèce. Aussitôt, les plus hauts dignitaires se réunirent (25 mai), pour une délibération préalable, dans la maison du mufti, où ils résolurent de mettre, sans délai, la main à l'œuvre. Puis, dans une assemblée plus nombreuse et plus solennelle, on lut (28 mai) et on mit en délibération un Acte du gouvernement qui proposait l'introduction d'une infanterie disciplinée (*mouallem echkindji*) ; on s'y appuyait surtout sur l'argument que fournissait l'insurrection de ces Grecs qu'on n'avait pas encore réussi à dompter, « de ces faibles roseaux que le torrent impétueux du « courage ottoman aurait dû briser dans un clin « d'œil (1). »

Le reïs-effendi appuya ensuite cette proposition de réforme en présentant des documents destinés à prouver combien était injuste et impérieuse l'immixtion des étrangers dans ces affaires des rebelles, immixtion qui avait pour but d'affaiblir la puissance musulmane ; puis il finit son discours par ces paroles : « Concluez du peu

(1) Nous suivons ici principalement le récit de l'historiographe de l'empire, Assad-Effendi, d'après la traduction française de Caussin de Perceval : *Précis historique de la destruction du corps des janissaires*. Paris, 1833. Ce n'est qu'avec la plus grande prudence que nous nous sommes servi, en outre, de quelques renseignements puisés dans des rapports d'ambassadeurs, puisqu'on ne peut que rarement se fier à ces rapports, quand il s'agit de faits matériels et d'un état de choses tel qu'il règne dans ce pays de la barbarie et du mensonge.

« que je vous dis ici quelles sont toutes les choses que je « ne dis pas. »

Après quelques discours dans lesquels les orateurs donnaient leur assentiment à ces mesures, on lut ensuite le décret impérial qui contenait, en quarante-six paragraphes, les dispositions relatives à l'organisation de cette nouvelle troupe. On donna encore lecture d'un fetva du mufti, où il était déclaré que le devoir de tout croyant était de s'exercer à l'art militaire ; puis tous les assistants apposèrent leur signature à un Acte écrit par lequel ils s'engagèrent formellement à exécuter les ordres du sultan. Ensuite on porta, en procession solennelle, tous les trois écrits dans la demeure de l'aga des janissaires, Mouhammed-Djelaleddin, où deux cent huit officiers des janissaires signèrent l'acte d'engagement.

Le nouvel ordre de choses se distinguait par la plus grande modération. On avait conservé le statut et les priviléges des janissaires ; les soldats devaient continuer à toucher leur solde pendant toute leur vie ; on voulait seulement faire cesser les abus par suite desquels les janissaires vendaient cette solde et la transmettaient par héritage. A la place des instructeurs chrétiens qui avaient scandalisé les musulmans, on avait nommé des Égyptiens. On avait demandé à chaque orta cent cinquante hommes ; on voulait même que les ortas incomplets fussent exemptés. Tout paraissait marcher rondement et sans difficulté. Plusieurs des ortas exemptés offraient même volontairement leur contingent.

Révolte et destruction des janissaires.

Mais aussitôt que l'Acte de réforme fut signé dans le palais de l'aga, l'esprit d'opposition s'était déjà réveillé dans quelques-uns des officiers ; dès que, sur la place de

l'*Et-Meïdan* (1), on commença (12 juin) à faire faire les premiers exercices à un petit nombre de soldats, « l'*odjak* justifia son nom et devint un foyer ardent de « rébellion ». Lorsque, les jours suivants, on continuait à faire faire l'exercice, on remarquait chaque fois les indices d'un complot qui se propageait sourdement. Les *oustas* couvaient une conspiration, par laquelle ils voulaient s'emparer du sultan et le forcer à un régime de terreur à l'aide duquel on comptait se débarrasser de tous les ennemis, aussi bien que des nouvelles institutions.

Les *moutavallis* se prêtèrent aux projets des *oustas*; mais les colonels (les *tchor-bachis*) s'y refusèrent et brisèrent le faisceau des conspirateurs; leurs projets furent ainsi inévitablement trahis, et le sultan, qui était résolu à tout, eut le temps nécessaire pour achever tous ses préparatifs. Néanmoins, on n'avait encore pris aucune mesure extraordinaire, lorsque, quelques jours après (15 juin), les rebelles s'assemblèrent déjà, pendant la nuit, en troupes, sur la place aux Viandes. Ils envoyèrent des députations vers l'intendant Hassan-Aga, pour l'attirer à eux, tandis que d'autres délégués se rendirent dans les demeures du grand vizir, de l'aga et de l'Égyptien Nedjib-Effendi, homme qui leur était particulièrement odieux.

(1) *La place aux Viandes*, où, suivant la coutume, on distribuait aux janissaires leurs rations de viande, est située au centre de la ville; l'entrée de cette place et de la caserne attenante était formée autrefois par une haute porte voûtée. Dans presque toutes les relations qui racontent cette catastrophe fatale aux janissaires, on a confondu cette place avec l'*At-Meïdan* (place aux Chevaux) ou l'hippodrome. — Cf. Walsh : *Narrative of a journey from Constantinople to England*, 1829, p. 82.

Les maisons de ces dignitaires devaient être sacrifiées les premières à la fureur des janissaires. L'intendant sut se soustraire à leurs poursuites; l'aga s'échappa dans une maison voisine; les deux autres étaient à la campagne. Les trois maisons de ces hommes qu'on poursuivait furent toutes pillées et détruites; on força les portes des harems, les femmes de l'aga furent livrées à la brutalité de ces soldats furieux, qui coupèrent en morceaux son fils âgé de douze ans (1).

Le lendemain matin (16 juin) on donna le signal ordinaire de la révolte : on renversa les chaudières sur la place Et-Meïdan, où les portefaix et tous les gens sans aveu se rassemblèrent en grandes masses autour du noyau des rebelles. Aussitôt ces derniers envoyèrent des délégués aux différents autres corps de troupes, pour les gagner à leurs intérêts; pour soulever le peuple, ils firent répandre dans tous les quartiers de la ville le bruit que le grand vizir, l'aga-pacha Housseïn, l'aga des janissaires et tous les grands dignitaires étaient faits prisonniers ou tués.

Pendant ce temps, la nouvelle de l'insurrection qui venait d'éclater parvint d'abord au grand vizir Mouhammed-Selim-Siri-Pacha, qui se trouvait, à ce moment, à sa campagne de Beïlerbeï, sur la côte asiatique. C'était encore le même successeur de Ghalib qui, en se comparant à son prédécesseur, avait, avec tant d'humilité, avoué sa faiblesse; mais, dans cette crise, il se montra froid et d'une résolution ferme. Il ordonna à l'instant à l'aga-pacha Housseïn et au pacha Mehmed de Beïkos de

(1) Le récit officiel ne dit rien de ces atrocités commises dans la maison de l'aga.

conduire leurs troupes au Sérail, où il se rendit lui-même, accompagné d'un seul serviteur. Il envoya, en toute hâte, l'intendant du Trésor auprès du sultan, à sa résidence d'été, à Bechiktach (au nord du port), afin de lui demander la permission de pouvoir déployer l'étendard du Prophète, et pour le prier, en même temps, de venir en personne dans la capitale.

Les deux pachas, accompagnés de leurs troupes, qui étaient presque exclusivement composées de soldats des provinces, rivaux des janissaires, et qu'on avait depuis longtemps réunies sur la côte asiatique; le mufti et les ulemas; les professeurs et les étudiants; l'artillerie et les soldats de marine, sourds à la voix de la séduction : tous coururent dans les vastes cours du Sérail et se réunirent aux *bostândjis*, les gardiens du palais, même avant que le sultan parût.

Aussitôt que ce dernier eut été informé de ce qui se passait, il se jeta dans le bateau qui lui servait pour ses promenades quand il voulait garder l'incognito, et se fit conduire au Sérail.

Ses fidèles le poussaient à l'attaque, les ulemas l'imploraient pour qu'il déployât une sévérité inexorable. Le Grand Seigneur voulut se mettre lui-même à la tête de ses troupes et courir au milieu du danger; mais tous l'en détournèrent par les représentations les plus pressantes, le priant seulement de déployer le *sandjak cherif*, l'oriflamme sacrée. Des crieurs publics parcoururent toutes les rues de la ville et des faubourgs, exhortant le peuple à se rallier autour « du drapeau vert du Prophète, « autour du cyprès majestueux dans le jardin de la « Victoire ». Les étudiants, les hommes de cabinet, les hommes de bien et les amis de l'ordre parmi les bourgeois

accoururent et détachèrent des rebelles le plus grand nombre des masses populaires qui d'abord s'étaient réunies autour d'eux.

Avec le concours d'une multitude nombreuse et pleine d'enthousiasme, on porta l'étendard vert du Sérail à la mosquée du sultan Achmed, sous la conduite des troupes fidèles. Dans la mosquée, on délibéra sur la question de savoir s'il fallait essayer de ramener les rebelles par les voies de la douceur et par des négociations ; on rejeta cet avis.

Les deux pachas s'avancèrent, avec l'artillerie et les soldats de marine, par la grande rue du Divan ; les bombardiers et les sapeurs passèrent par l'arcade de Bouzdoghan (aqueduc de Valens), pour se diriger vers la place aux Viandes.

Les rebelles, consternés par la nouvelle qu'on avait déployé le *sandjak cherif*, essayèrent, en occupant les passages, d'empêcher le peuple d'affluer ; mais leurs postes perdirent courage en voyant la foule agitée. Ils se réfugièrent sur l'Et-Meïdan, en fermèrent la grande porte d'entrée et la barricadèrent avec des pierres. Les pachas cernèrent la place et la caserne de tous les côtés. Le capitaine d'artillerie Ibrahim-Aga « l'Infernal » se rendit à la porte d'entrée pour engager les rebelles à se rendre ; mais les janissaires s'y refusèrent en hurlant comme des chiens.

Un coup de canon enfonça ensuite un des battants de la porte. Les artilleurs escaladèrent la barricade et ouvrirent l'autre battant. Il n'en fallut pas davantage pour jeter les janissaires dans le plus grand désordre et pour ôter toute direction à ces bandes frappées déjà de remords. « Ceux qui avaient tenu l'écumoire de la ré-

« volte, dit un témoin oculaire turc (1), furent lancés « dans l'abîme de la terreur. » Ils renversèrent leurs chaudières et « poussèrent des cris qui pouvaient être « entendus des habitants d'un autre monde! »

Toute la masse des révoltés s'enfuit précipitamment dans la caserne. Un artilleur mit le feu aux étaux dont ce bâtiment était entouré. Les canons chargés de mitraille tiraient de douze à quinze fois en salve sur la caserne, dans laquelle on jeta de tous les côtés des torches enflammées. La plupart des rebelles périrent misérablement dans cet édifice embrasé; ceux qui s'étaient enfuis à temps de la place furent recherchés et arrêtés dans les rues et dans les cachettes de la vaste ville dont on avait auparavant fermé et occupé les portes.

Le lendemain (17 juin), on conduisit les prisonniers devant deux tribunaux qui devinrent en même temps le lieu de leur supplice. Le grand-vizir présidait l'un de ces tribunaux, établi dans la grande salle de l'aile gauche de la mosquée d'Achmed, tandis que l'autre, dressé dans la demeure de l'aga des janissaires, était sous la direction de l'aga-pacha Housseïn. Les prisonniers ne purent espérer trouver aucune pitié devant ces terribles juges. L'aga-pacha, dit-on, cita les coupables devant son siége, en fondant ses accusations sur un livre noir dans lequel on avait noté des criminels et des crimes dès le temps de Sélim.

Cette heureuse issue détermina aussitôt le sultan à étendre son projet, qui d'abord n'avait été qu'une simple réforme d'une partie des milices, et à procéder à une

(1) Cf. Michaud et Poujoulat : *Correspondance d'Orient*. Bruxelles, 1835, t. II, p. 295.

mesure radicale : il résolut d'anéantir l'*odjak*. On prit cette grave résolution dans un conseil tenu pendant la nuit; on l'approuva dans une grande assemblée au Sérail, où l'on avait convoqué un plus grand nombre de conseillers sous la présidence du grand vizir.

Un firman (17 juin) justifia les réformes arrêtées, en rendant compte, en même temps, de la révolte, des atrocités commises et de la juste punition qui venait de frapper les coupables. « Dans l'exécution de ce châtiment, « y était-il dit, on avait trouvé parmi les rebelles des « infidèles portant sur le bras le signe de la croix, ce qui « prouvait avec certitude qu'il y avait toujours eu des « espions chrétiens parmi les janissaires. »

Après avoir de la sorte touché, pour ainsi dire, du doigt l'impossibilité de leur épuration, on avait modifié le statut de la corporation et on avait remplacé le nom de janissaires par celui de « troupes victorieuses de Mahomet. « Tous les membres de la famille musulmane, ajoutait-« on, les grands et les petits, ne formeraient donc désor-« mais qu'un seul corps; tous se considéreraient à « l'avenir comme frères par la même foi; les grands « regarderaient les petits avec les yeux de la compas-« sion, et les petits respecteraient, avec soumission, « les grands; tous seraient unis par la grande œuvre « commune, qui était de conserver le système nou-« veau. »

Les malédictions dont le peuple accompagnait la destruction de ces bandes étaient la justification du sultan. Les bonnets des janissaires, les signes distinctifs des *ortas*, et les chaudières, qui tout à l'heure encore avaient été pour les Turcs un objet de respect et pour les rayas un objet de terreur, furent foulés aux pieds et traînés

dans la boue. Les hommes d'ordre commençaient à respirer. Les ulemas soutenaient le gouvernement comme un fort pilier. Ils le poussaient à une épuration radicale. Le sultan, en juge inexorable et en vengeur terrible, ne manquait pas de bonne volonté pour extirper le mal dans sa racine. L'évaluation la plus modérée indique, comme nombre des vagabonds chassés de la ville, le chiffre de vingt mille.

On supprima à tout jamais l'ordre des *bektach*, formé de derviches sceptiques. Depuis que le fondateur de cette secte, Hadji-Bektach, était devenu, en 1361, le parrain et le chef spirituel des janissaires, ses sectateurs étaient restés dans l'union la plus étroite avec ces milices, et avaient dégénéré avec elles, en s'abandonnant aussi à la luxure, à la paresse et à un esprit d'opposition toujours en révolte contre les lois. Cependant, malgré sa suppression officielle, cette secte se propage encore de nos jours en secret.

On considéra ce décret du sultan comme un des plus grands bienfaits de cette révolution sociale. Sous d'autres rapports, la sévérité du sultan pesait lourdement sur le peuple. Par suite du bannissement de tant de gens, et par la levée de nombreux soldats, toutes les branches des métiers étaient arrêtées dans leur activité. Des corps de métier, tels que ceux des portefaix et des pompiers, avaient été chassés en entier ; la fermeture provisoire des cafés priva un très-grand nombre de personnes de leurs moyens de subsistance. Toute la populace de la capitale se sentait peu rassurée, en voyant le gouvernement déployer cette vigueur toute nouvelle ; ces anciens amis de l'anarchie nouèrent de nouvelles relations avec les *oustas* en fuite et avec d'autres mécontents.

Un terrible incendie éclata quelques semaines après (31 août) et réduisit en cendres un huitième de toute la ville ; la marche irrégulière du feu, qui s'était propagé par bonds, faisait songer à l'action d'incendiaires ; bientôt on ne conserva plus aucun doute à cet égard. Une nouvelle tentative, faite pour incendier la capitale (10-11 octobre), fut prévenue par des dénonciations venues à temps, et dont le gouvernement sut profiter de manière à obtenir des révélations très-importantes. Quelques jours après, il commença à faire des arrestations et à châtier sévèrement les coupables : plus de huit cents personnes furent exécutées et plus de deux mille furent bannies de la ville.

Le peuple turc considère un excès de clémence comme plus dangereux qu'un excès de rigueur; le sultan suivit cette manière de voir comme un principe. Dans ce cas exceptionnel, la sévérité était plus avantageuse que la douceur; elle était même imposée par la nécessité, par la seule raison qu'il s'agissait d'intimider les provinces, où l'on pouvait s'attendre à trouver le moins de goût pour le nouvel ordre de choses, qui était si peu en harmonie avec le penchant du peuple pour le désordre.

Cependant, dans les provinces de l'Asie Mineure les plus rapprochées de la capitale, aussi bien qu'en Roumelie et en Macédoine, la suppression des janissaires s'opéra sans la moindre résistance. Les *yamaks* aussi, dont la fidélité ne les exempta pas plus que tous les autres corps de troupes de la réforme, furent relevés, sans difficulté aucune, dans leurs châteaux, où on les avait crus inattaquables. Pendant quelque temps, les jeunes gens s'empressaient de se faire enrôler dans cette nouvelle troupe, à la tête de laquelle on mit comme seraskier l'aga-pacha

Housseïn, pour le récompenser de ses services et de la bravoure qu'il avait montrée dans la révolte. Après six mois, on eut sous les armes quarante mille volontaires, parmi lesquels on put prendre, déjà vers la fin de l'année, un certain nombre de tacticiens en uniforme pour les envoyer rejoindre l'armée de Rechid-Pacha.

Le sultan Mahmoud et la réforme.

Cette entreprise gigantesque avait été exécutée avec un succès qui touchait au miracle; aussi les édits du gouvernement l'attribuaient-ils à un effet particulier de la puissance divine. Plein d'outrecuidance, Housseïn-Pacha demanda au drogman français Desgranges « combien « de temps avait duré leur révolution en France? » Et lorsque celui-ci répondit : « De vingt-cinq à trente « ans », il lui répliqua : « Eh bien! écrivez à Paris que « nous en avons terminé une en vingt-trois minutes! »

Le sultan Mahmoud avait accompli déjà auparavant ce qui n'avait réussi à aucun de ses ancêtres depuis Mahomet IV. Il avait extirpé les derebeys et soumis l'Albanie; à ces exploits il ajouta dès lors la plus difficile de toutes les entreprises, l'anéantissement des janissaires, entreprise dont la conception lui était venue entièrement à lui seul. Aussi le voyait-on, après l'exécution de ce projet, plus enorgueilli et comme délivré d'un joug qui, pendant dix-huit ans, avait pesé sur lui; il était content de lui-même et montrait une confiance tranquille dans sa propre valeur. Son maintien plein de dignité, sa large poitrine et ses beaux traits exprimaient encore plus de fierté qu'auparavant, et le regard tranquille et mélancolique que jetaient ses yeux noirs semblait plus étincelant qu'autrefois.

Si, jusqu'à ce moment, les personnes de son entourage

immédiat l'avaient adoré, il était alors, pendant quelque temps, le Béni du peuple. En jouant ce grand coup, il avait risqué tout l'avenir de son empire : il pouvait en résulter l'anéantissement ou la renaissance de l'ancienne vigueur martiale, la destruction ou la régénération de l'État turc. Il ne faut voir que la phraséologie ampoulée des Orientaux dans les louanges dont son historiographe comblait le Grand Seigneur, en disant « qu'il réunissait en « lui le respect pour la loi tel que l'avait montré Abou-« Bekr, la fermeté d'Omar, la modestie d'Osman, aussi « bien que le courage d'Ali, et que, par ses exploits, « par ses discours et par sa libéralité, il était un objet « d'admiration pour les hommes charitables, pour les « sages et pour les guerriers ».

Mais on ne peut méconnaître un sens plus profond dans les paroles de son panégyriste, quand il dit qu'il voyait en lui se confirmer la promesse du Prophète, telle qu'elle avait été transmise par la tradition, et qui avait annoncé « qu'au commencement de chaque siècle, Dieu enverrait « un homme avec la mission de rétablir la foi ». Les hommes d'État francs eux-mêmes partageaient en assez grand nombre l'opinion de ceux qui disaient que ce prince avait prouvé, par des actes, qu'il était fait pour devenir le régénérateur de l'empire turc dont la ruine irréparable n'avait été, trente ans auparavant, l'objet d'un doute pour presque personne dans le monde de l'Occident.

Le sultan lui-même savait quelle était l'importance de l'acte qu'il venait d'accomplir. Le jour de la victoire, il avait fait appeler deux fois le reïs-effendi, le bon Saïda, pour lui dire « qu'un nouveau règne commençait dès ce « moment; que dorénavant, le trône ne serait plus la

« terreur, mais bien l'appui du peuple ». Le lendemain, le Grand Seigneur déclara publiquement, dans la salle du divan, au Sérail, « que désormais il ne s'occuperait que « du salut de la nation, et qu'il parerait l'administration « de son empire des bijoux de la sagesse et de l'équité, « comme on pare le front d'une jeune épouse ».

En même temps, il annonça son intention de lever le séquestre mis sur les biens des rebelles ; il promit même de laisser aux enfants de ces derniers le butin dont s'étaient enrichis leurs pères ; effectivement, peu de temps après parut la loi qui devait effacer cette tache qui avait souillé le règne du sultan. Dès le principe, on projetait d'autres grandes réformes dans les finances, une élévation de la valeur des monnaies et l'introduction d'une contribution foncière qui devait servir de base pour tous les revenus fixes de l'empire ; de même que du temps de Sélim, la réforme militaire n'avait été que le prélude d'une amélioration de toute l'administration.

On savait bien quelle lutte incessante on aurait à soutenir contre tous les préjugés, si l'on voulait faire triompher ce projet, et quels étaient les vices qu'on entreprenait de combattre. Mais le reïs-effendi paraissait être armé de la patience nécessaire pour une si grande œuvre, et le sultan semblait posséder toute la volonté inflexible, toute la hardiesse et toute l'opiniâtreté orgueilleuse propres aux novateurs.

Continuant l'œuvre de Sélim, Mahmoud était le dernier retardataire des nombreux princes réformateurs du dix-huitième siècle. Comme Turc, il était éclairé et exempt de préjugés ; il aimait à montrer aussi souvent que possible à ses sujets l'exemple des Francs, afin qu'ils apprissent « à devenir des hommes » ; il ouvrit même par son exemple

l'accès de la capitale au scepticisme superficiel des Francs. Quelque sérieux et grave que Mahmoud pût paraître parfois et quelque dur qu'il se montrât à l'occasion, ses manières n'avaient cependant pas le caractère sombre particulier aux Osmanlis; même dans des audiences solennelles, quand il voyait son drogman embarrassé, il lui arrivait quelquefois de partir d'un éclat de rire tout joyeux. Il n'était que trop adonné aux spiritueux des Occidentaux, et il favorisait ceux des Turcs qui ne craignaient pas de boire du vin en public. Quelques années plus tard, il ne se faisait pas scrupule de rendre visite à des dames chrétiennes ou de regarder de jeunes filles grecques danser dans les îles des Princes; on le voyait même, contrairement à tous les usages, paraître aux banquets diplomatiques pour s'entretenir avec les assistants. Dans une de ses processions publiques, il serait entré dans une église chrétienne, si elle n'avait pas été justement fermée; Sélim n'aurait même osé en approcher.

Mahmoud attaquait ouvertement et hardiment la superstition et le fatalisme des Turcs, en ordonnant de renverser, dans les cimetières, les pierres tumulaires ordinaires couronnées d'un turban de janissaire; en faisant vacciner ses enfants, et en fondant un collége de médecine où il était permis de disséquer les cadavres. Par ces réformes énergiques qui ne reculaient devant rien, il froissait vivement ses sujets, et par toutes ces frivolités il faisait naître des doutes dans l'esprit des observateurs étrangers, qui se demandaient si le sultan ne manquait pas, dans ses mœurs et dans son intelligence, du sérieux nécessaire et de la vigueur conséquente et tenace indispensable pour mener à bonne fin la grande œuvre qu'il avait commencée.

Élevé à la turque, ayant grandi dans la réclusion et dans la mollesse du sérail, habitué à être entouré de favoris et de vils adulateurs, il éparpillait constamment ses penchants et ses inclinations. Il s'occupait tour à tour d'études, des femmes, du tir à l'arc, de l'exercice militaire, de même qu'au moment actuel il ne pensait qu'à la grande réforme.

Il était évident qu'il manquait de la force d'intelligence et de la culture intellectuelle nécessaires pour voir dans la civilisation autre chose que la surface, et pour la juger autrement que d'après les apparences. C'était ainsi que ses réformes, bien que commencées sérieusement et d'une manière effective, n'avaient souvent pour résultat que de nouveaux enfantillages, si elles ne revenaient pas facilement aux anciens abus. Il est vrai qu'il abolit légalement les confiscations; mais, presque au même moment où le sultan prit cette mesure, on fit cependant à un riche juif un crime de sa fortune, qui devint la cause de sa ruine.

Mahmoud voulut relever l'agriculture, et fit venir d'Angleterre des instruments aratoires; mais il ne songea ni à protéger la propriété et à lui donner de la sécurité, ni à délivrer ses sujets des taxes qui les écrasaient. La réforme militaire aussi perdait bien souvent le caractère sérieux que cette grande entreprise aurait dû toujours conserver, pour aboutir à des enfantillages et à des puérilités. Dans le principe, on avait conçu un projet très-vaste, connu de quelques étrangers seulement (1),

(1) Les détails suivants ont été empruntés à des Notes prises par un des rares attachés d'ambassade qui avaient été ainsi privilégiés. MS.

et d'après lequel on voulait, en dix ans, complétement transformer toute l'armée : bâtir des casernes, établir une manufacture d'armes, créer une nouvelle administration militaire et sanitaire, et, enfin, fonder une école navale.

On voulait construire, chaque année, un vaisseau de ligne et un nombre correspondant de frégates et de bâtiments plus petits. On avait le projet de fortifier, par les ressources de l'art, le centre de gravité de la défense du pays, placé par la nature elle-même au Nord de l'empire : on voulait agrandir les fortifications de Choumla. et faire de Braïla une place de premier ordre, en unissant ses lignes par de forts ouvrages de défense à celles de Matjine.

Une grande partie de l'armée devait former la garnison de ces forteresses. Quarante mille hommes devaient être envoyés à Erzeroum pour garder les frontières d'Asie, tandis que cinquante mille soldats étaient destinés à couvrir la capitale. On voulait ainsi rendre ce centre de l'empire complétement inaccessible du côté de la terre, de sorte qu'il serait le modèle gigantesque des nombreuses forteresses maritimes de ce pays, dont la position seule a permis que l'empire byzantin durât tant de siècles de plus que celui de Rome.

Mais tous ces grands projets furent déjoués par l'exiguïté des ressources qu'on employait, ou bien par la petitesse des buts secondaires qu'on voulait atteindre. L'État devait dorénavant fournir aux troupes régulières leur habillement et leurs armes; par cette décision, on enleva aux gens de guerre ottomans ce qu'ils avaient de plus cher; les soldats, qui étaient déjà mal disposés, on les rendit indifférents à l'égard des capitulations et peu

soucieux de se défendre quand l'ennemi les sommait de mettre bas les armes.

Mais on pouvait, il est vrai, se donner le plaisir d'avoir le même jouet que les princes européens et d'habiller les troupes en uniformes. On alla même, un jour, jusqu'à essayer de former un régiment de cuirassiers, bien que cette mesure fût en opposition complète avec le climat et avec toutes les habitudes des Turcs. Ces prodigalités vaines et inutiles firent cependant bientôt reconnaître, au grand étonnement des novateurs, combien ce nouvel ordre de choses était coûteux. On prit des informations à Berlin sur l'organisation de la *landwehr* prussienne, mais en même temps aussi sur un jeu militaire qu'on y avait inventé et que le roi de Prusse s'empressa de faire parvenir au sultan.

La réforme militaire fut ainsi arrêtée dans son commencement même ; néanmoins, cet événement causa l'impression la plus extraordinaire dans les autres pays, et fit naître dans les uns les espérances les plus grandes, et dans les autres les craintes les plus vives. Un homme tel que Strangford se vit, par cette révolution, confirmé dans la haute opinion qu'il avait de la capacité des Turcs, opinion qu'il transmit à une petite école parmi ses compatriotes.

Un observateur prussien (von Kanitz) déclara que cette transformation de l'armée turque pourrait donner au Grand Seigneur le pouvoir nécessaire pour concentrer les forces de l'empire entre ses seules mains ; pour transformer les pachas en serviteurs qui dépendraient de sa volonté, et pour augmenter ainsi considérablement la puissance défensive de l'empire. Metternich aussi comprit que, par cette réforme, la Turquie avait brisé l'an-

cien état féodal et qu'elle venait de fortifier le pouvoir monarchique; qu'elle avait fondé un système d'impôts réguliers, et qu'elle annonçait ainsi le désir de s'élever à une réforme à l'intérieur, par laquelle elle assurerait davantage les destinées de l'empire ottoman.

Mais aussitôt le prince fut saisi d'inquiétude, à la pensée que la Russie pourrait trouver, dans ces innovations, des raisons pour soupçonner la Turquie et pour s'en méfier, aussi bien que l'Autriche y avait vu un sujet de satisfaction et de consolation. Il prévit qu'il y avait là un motif de guerre tout nouveau qui arrêterait à temps les effets de cette réforme, motif qu'on n'avouerait jamais, mais qui agirait peut-être avec plus de force qu'aucune des autres raisons.

Le prince avait bien pressenti ce qui allait arriver. Le czar devait être irrité rien qu'à voir que, dans les États de son voisin qu'il méprisait profondément, on reproduisait en caricature la victoire qu'il avait remportée lui-même sur les rebelles de Saint-Pétersbourg, mais que la pièce jouée avait pris des proportions bien plus grandioses! En effet, on comparait, à ce moment, le « vainqueur » Mahmoud à Pierre Ier, qui avait dompté les strelitz. En vérité, à quelque distance qu'on place le sultan au-dessous du czar, quand on compare une individualité à l'autre, il faut avouer cependant que Mahmoud venait de faire preuve d'une grande énergie. Plus on réfléchit aux raisons qui font que la culture intellectuelle et la nature de l'esprit des Turcs sont inférieures à ce qu'on voit chez les nations de l'Occident, et plus on doit rendre hommage à la valeur et à l'importance de ce coup hardi que ce prince porta à la puissance cinq fois séculaire des janissaires, que les sultans les plus énergiques, à

l'apogée même de la domination ottomane, n'avaient pu vaincre; si l'on songe à toutes les difficultés qui s'opposaient à l'exécution de cette mesure, on ne peut méconnaître l'importance de cette révolution qui semblait devoir rajeunir l'État turc, arrivé à une vieillesse décrépite.

Toutes ces considérations firent naître à Saint-Pétersbourg les réflexions les plus sérieuses. Si l'entreprise du sultan échouait, elle pouvait amener une anarchie terrible, l'extermination de la dynastie et la chute de l'empire. Dans ce cas, la Russie avait, en première ligne, à songer aux combinaisons par lesquelles il faudrait combler le vide. Mais, comme les affaires ne semblaient pas prendre cette tournure, il fallait réfléchir à ce qu'on avait à faire après un succès qui « pouvait fortifier de « nouveau le gouvernement turc et lui donner une telle « confiance dans ses forces que la Russie en ferait immédiatement l'expérience à ses dépens (1) ». Nous verrons donc d'abord de quelle manière la Russie essaya de prévenir un pareil effet de l'œuvre de la réforme en Turquie.

Dès le moment où les Grecs s'émancipèrent, la réforme du sultan conduisit plus tard, de degré en degré, à la déclaration de l'égalité devant la loi entre chrétiens et Turcs, pour aboutir ensuite à l'émancipation des rayas dans l'intérieur de l'empire. Cependant, dans la première démarche que fit Mahmoud, non-seulement il ne s'agissait pas du tout pour lui de ce principe de tolérance religieuse et de réconciliation des races, mais en-

(1) Dépêche adressée à M. de Ribeaupierre en date du 23 janvier 1827. *Portfolio*, t. III.

core le padichah semblait regarder la prompte réduction des rayas grecs, par tous les moyens et à tout prix, comme le complément naturel et obligatoire de la destruction des janissaires.

Si les Grecs s'étaient soumis de leur plein gré, le sultan leur aurait peut-être fait bien des concessions, pourvu toutefois que ses sujets ne s'y fussent pas opposés; cependant, en face des rebelles, il n'écoutait que son orgueil de souverain. Plus il venait de déployer de vigueur pour détourner la source de l'insurrection turque, et plus il était irrité par celle des rayas, tant qu'elle était debout. Il avait vu dans les concessions accordées aux Serbes une première rupture des digues qui consolidaient la domination ottomane; toutes les concessions ultérieures qu'on aurait faites aux rayas eussent été, à ses yeux, autant de brèches faites dans les digues de l'empire.

C'est par ces raisons qu'il faut expliquer l'opiniâtreté inflexible avec laquelle il employait toutes ses forces à subjuguer les Grecs; c'est ainsi qu'on peut comprendre pourquoi il s'opposait à toute tentative d'immixtion dans ses affaires avec le même entêtement par lequel il s'était attiré depuis longtemps la haine du monde, comme il allait finir par provoquer l'inimitié des puissances. Lorsqu'il accomplit ses desseins contre les janissaires, le courage qu'il lui fallait pour cette entreprise hasardeuse avait été fortement augmenté par un événement qui s'était produit dans la guerre de l'insurrection, événement qui, sans aucun doute, lui semblait être, à ce moment, un coup mortel porté à la révolution des rayas. Il nous faudra donc d'abord tourner nos regards en arrière et suivre la marche de la guerre.

D. — LA GUERRE DANS LES ANNÉES 1826 ET 1827.

—

Plans d'opérations militaires d'Ibrahim-Pacha pendant l'hiver.

Pendant tout l'hiver de 1825 à 1826, comme déjà dans l'hiver de l'année précédente, Ibrahim-Pacha n'avait pas un seul moment interrompu ses armements. Déjà vers la fin de l'automne, une flotte turco-égyptienne, commandée par le kapoudan-pacha, avait de nouveau quitté Alexandrie (17-19 octobre 1825) avec dix mille hommes de troupes de terre, composées pour la plupart de tacticiens qu'elle avait débarqués sains et saufs dans le port de Navarin (5 novembre).

Le général égyptien conçut dès lors la pensée ambitieuse d'exécuter, au cœur de l'hiver, ce que Rechid-Pacha n'avait pu accomplir pendant tout l'été : il voulut amener la chute de Missolonghi. Dans ce dessein, il fit embarquer son artillerie et une partie des troupes pour Patras, forces dont Youssouf, qui fut appelé en Magnesia, dut lui céder le commandement après avoir défendu cette ville pendant de longues années. Ibrahim lui-même se mit en route pour se rendre par terre à Patras avec la cavalerie et le reste de l'infanterie.

Lorsque la flotte fut arrivée près des Petites Dardanelles (18 novembre), elle expédia quelques bâtiments pour bloquer Missolonghi. Les forces de terre arrivèrent à l'embouchure de l'Alpheios (20 novembre), sans avoir vu un seul ennemi. Kolokotronis prétend qu'à la nou-

velle des projets d'Ibrahim il avait offert au gouvernement grec d'aller à Gastouni, d'en enlever toutes les provisions et de les faire transporter à Missolonghi, mesure pour l'exécution de laquelle les Grecs auraient eu vingt jours devant eux. Si cette affirmation est conforme à la vérité, on peut dire que les Grecs, qui, du reste, ne firent rien pour venir au secours de Missolonghi, n'ont jamais montré une insouciance plus coupable qu'en négligeant de prendre encore cette précaution qui aurait pu sauver la ville.

On ne fit rien pour inspirer au pacha des craintes au sujet de Tripolitsa, qui était fort mal défendue, ou à l'égard des places de Modon et de Navarin, qui n'étaient pas mieux protégées; on ne prit aucune mesure pour lui barrer le passage des défilés de Kleïdi. Les Éliens ne firent rien non plus pour lui disputer le passage du Rouphias. Sans s'inquiéter du danger qui les menaçait, ils restèrent tranquillement dispersés dans leurs villages, et ne tentèrent aucun effort en commun pour résister aux ennemis. Seulement, dans quelques endroits isolés, où la nécessité et le désespoir les forçaient à combattre, ils montrèrent que tout courage n'était pas encore éteint dans le cœur des Péloponésiens.

Ce fut ainsi que, sans trouver d'obstacles sérieux, Ibrahim arriva (29 novembre), jusqu'au golfe de Korinthos, où ses troupes, venues par mer, avaient établi un camp près de Rhion. Le pacha se fit passer à Lepanto pour examiner la position de Missolonghi; puis il balaya le golfe korinthien jusqu'à Galaxidi, en chassant devant lui les petits cabotiers grecs, tandis que Housseïn-Bey réduisit les Éliens de vive force ou par les voies de la douceur.

De retour à Rhion (9 décembre), Ibrahim, en laissant derrière lui la plus grande partie de sa cavalerie, fit passer son armée, forte de douze à treize mille hommes, au delà du golfe dans la Grèce continentale, où il établit son quartier général d'abord (24 décembre) près de Kryoneri. Ensuite il assit un camp devant Missolonghi (7 janvier 1826), à côté de Rechid-Pacha, qui était fort irrité en voyant le général égyptien s'immiscer dans ses affaires et porter ainsi préjudice à sa réputation militaire.

L'outrecuidance d'Ibrahim fit que, dès les premiers moments, les rapports entre les deux généraux s'envenimèrent à un tel point, qu'il en résulta une rupture formelle. Lors de leur première entrevue, le pacha demanda au seraskier comment il se faisait que, pendant huit mois, il n'avait pu prendre « cet enclos, » puisque lui, Ibrahim, s'était emparé de Navarin en quelques jours? Dans une discussion violente, le général égyptien laissa à Rechid le choix de s'engager à prendre lui-même et seul la ville dans l'espace d'un mois, ou bien d'abandonner cette tâche à Ibrahim, qui se chargeait de l'accomplir dans quinze jours.

Rechid-Pacha délibéra avec ses généraux. Tahir-Abbas déclara « que cet Arabe croyait avoir ici affaire à « des hommes tels que les Péloponésiens ; quant à *eux*, « les Turcs, ajouta-t-il, ils savaient ce que valaient les « hommes de Missolonghi, et ils avaient eu des preuves « de leur bravoure ; que si Son Altesse avait envie de « l'essayer, il fallait lui en laisser faire l'épreuve à son « tour ». Le seraskier abandonna donc au général égyptien la lutte et la perspective d'en recueillir la gloire. Il se retira dans les ouvrages extérieurs, en stipulant seu-

lement qu'Ibrahim lui promît de le dégager de toute responsabilité auprès du sultan. Les Égyptiens prirent ensuite successivement possession de toutes les batteries qui jusqu'alors avaient été occupées par les Turco-Albanais.

La flotte grecque.

Pendant qu'on armait la dernière flotte à Alexandrie, les Hydriotes qui s'attendaient à une attaque contre leurs îles, avaient fait la garde dans leurs eaux. Dès qu'ils eurent appris la véritable destination de l'escadre, Miaoulis était parti (mi-nov. 1825) en se dirigeant vers Navarin. Mais cette fois-ci encore, des désastres, la mollesse et la discorde l'empêchèrent d'obtenir même le plus petit succès. L'amiral voulut tenter une attaque contre la flotte mouillée dans le port de Navarin; mais les conducteurs des brûlots s'y refusèrent, si toute l'escadre ne venait pas les accompagner.

Au moment même où un certain nombre de vaisseaux turcs quittaient le port (15 nov.), pour se rendre à Patras, des vents contraires et une tempête forcèrent les Grecs à retourner à Vathika, où les Spetsiotes et les Psariotes abandonnèrent Miaoulis. Aussitôt que le temps se fut remis au beau, le navarque retourna avec ses Hydriotes au golfe de Korinthos. Près du cap Pappa, il soutint contre les forces supérieures du kapoudan-pacha des combats (25 nov.) qui se prolongèrent pendant plusieurs jours sans amener cependant de résultats décisifs.

Ce ne fut qu'avec peine qu'il réussit deux fois (comm. de déc.) à faire entrer, avec des chaloupes, quelques faibles provisions dans Missolonghi. Les vivres de la flotte elle-même s'épuisèrent, et elle dut rentrer dans

ses ports au moment où elle rencontra les navires spetsiotes qui venaient pour prendre la position de cette escadre devant Missolonghi, position qu'ils quittèrent plus tard à leur tour aussitôt que les Hydriotes revinrent. Dès que Miaoulis fut de retour, les primats d'Hydra demandèrent avec instance au gouvernement de leur venir en aide avec des subsides, pour qu'ils pussent de nouveau faire sortir leurs vaisseaux.

Le gouvernement voulut dès lors procéder à une vente de biens nationaux ; mais l'assemblée législative, liée par une résolution prise antérieurement à Astros, crut devoir refuser son consentement à cette mesure. En revanche, elle fit un appel aux Grecs, afin de les engager à une souscription volontaire ; elle en donna elle-même l'exemple, en souscrivant pour 82,000 piastres, tandis que les ministres et les membres du gouvernement y contribuèrent (19 déc.) pour 42,000, et les négociants de Syra pour 40,000 piastres.

Tout le monde était dans l'enivrement de l'enthousiasme, semblable à celui qui avait déjà une fois, en 1822, contribué à sauver Missolonghi ; mais on comprit qu'il fallait, au moment actuel, des secours plus grands et durables. Le gouvernement réitéra sa proposition relative à une vente de biens nationaux, tandis que l'assemblée législative vota un emprunt d'un million de piastres d'Espagne, emprunt qui fut, en effet, décrété (5 janvier 1826) et publié, mais sans avoir de succès. Pendant ce temps, les dons volontaires avaient mis Miaoulis en état de se diriger de nouveau, avec quinze vaisseaux d'Hydra et avec quatre bâtiments de Psara (17 janv.), vers les eaux de Missolonghi.

Après avoir mouillé près du fort Vassiladi (21 janv.),

il réussit à faire parvenir quelques provisions dans la ville. Dès cette époque, la place était tourmentée par une disette tellement grande que, dans les derniers temps, on avait dû restreindre les rations de pain de tous les jours au poids de 30 *drammes* seulement; dès ce moment, son sort dépendait de la réussite ou de l'insuccès de cette expédition de la flotte, qui devait ravitailler la ville.

Le lendemain (22 janv.), lorsque le vent soufflait très-fort, Miaoulis fut attaqué par les Turcs et forcé de se retirer derrière les Skrophades, après avoir subi de fortes avaries. Cependant le courage abattu des Grecs se releva encore, lorsque, peu de temps après (27 janv.), Politis réussit pendant la nuit à faire sauter, avec son brûlot, une corvette turque qui avait fait côte près de Prokopanistos, et qui portait trois cents hommes. Le lendemain, les Grecs engagèrent un combat de trois heures avec toute la flotte turque, forte de soixante voiles et de dix-huit brûlots; après avoir perdu deux brûlots, la flotte se retira honteusement dans le golfe, derrière les châteaux-forts.

Ce coup heureux permit aux Grecs de faire entrer, sous la conduite de Sachtouris, des munitions et des vivres, du biscuit et 7,000 kilogrammes de maïs dans la forteresse, qui reçut ainsi des approvisionnements pour deux autres mois. Après s'être heureusement acquitté de sa tâche, Miaoulis retourna au port, emmenant avec lui quelques délégués de la ville de Missolonghi, qu'on avait chargés d'informer le gouvernement plus exactement des vœux et des besoins de la ville et de ses défenseurs.

Troisième siége de Missolonghi.

Pendant ce temps, les Égyptiens avaient continué à avancer le siége sans presque jamais recourir aux armes et en ne s'occupant que des travaux préparatoires. Les assiégés étaient décimés par les combats antérieurs; les besoins et les privations de toute espèce les avaient horriblement fatigués. Pendant cette saison froide, ils n'étaient, pour la plupart, vêtus que de guenilles. Exposés à l'air malsain d'une ville située au milieu des lagunes et à moitié détruite par le canon; épuisés par les travaux et les fatigues qui les attendaient sans cesse dans les ouvrages et dans les fossés pleins de vase où ils avaient à réparer les endroits dégradés et les brèches, ils avaient perdu quinze cents hommes parmi ceux qui portaient les armes.

Devant eux, dans la plaine, ils apercevaient, au contraire, les longues lignes des tentes égyptiennes; ils y voyaient les tacticiens, les Gallo-Arabes, faire l'exercice et s'apprêter à l'assaut. Des batteries nouvelles, plus fortes et plus habilement construites, s'élevaient (mi-févr.), sous leurs yeux, plus près d'eux, en face de leurs bastions.

Dans le voisinage du petit port de la Saline-Blanche, où gisaient les débris des canonnières de Youssouf, ils pouvaient voir s'élever une nouvelle batterie dirigée contre les petites îles de Schylla et de Kleïssova. En outre, ils y apercevalent un grand mouvement qui leur faisait comprendre que les ennemis travaillaient à rétablir la flottille des lagunes, dans le dessein de donner, suivant les recommandations des officiers européens, assaut du côté de la mer, où les fortifications manquaient complétement.

Malgré tous ces préparatifs menaçants, les intrépides Rouméliotes avaient, à deux reprises, rejeté les propositions d'Ibrahim, qui les avait engagés à capituler; à cette occasion, ils firent preuve d'une énergie beaucoup plus grande que lorsque, pendant l'été, le seraskier leur avait envoyé un message semblable. Déjà, avant l'arrivée de Miaoulis, lors de sa seconde expédition qui les sauva d'une ruine immédiate, les assiégés avaient répondu (mi-janv.) au pacha, qui leur avait demandé de lui envoyer des hommes versés dans la connaissance des langues, pour négocier avec eux, « qu'ils étaient des « gens ignorants, n'ayant pas appris les langues et ne « sachant que combattre ».

Pendant que Miaoulis se trouvait dans la ville, le capitaine anglais Abbot (de la corvette *The Rose*) avait été chargé par le pacha de notifier (27 janv.) aux assiégés que, dans huit jours, les préparatifs pour l'assaut seraient terminés, et qu'il désirait savoir à quelles conditions les assiégés rendraient la ville. Dans leur réponse, ils renvoyèrent le pacha au gouvernement grec, ajoutant qu'ils étaient prêts à soutenir son assaut. Néanmoins le pressentiment qu'ils avaient de ce qui allait arriver démentait, déjà à ce moment, cette confiance des assiégés. La flotte grecque était partie; celle des Turcs, augmentant de plus en plus en nombre, était mouillée dans les eaux de Missolonghi.

Quand les approvisionnements pour deux mois arriveraient à leur fin, devaient-ils se dire, il serait tout à fait incertain si, et à quelle époque, le faible gouvernement et la faible marine trouveraient les moyens nécessaires pour envoyer des secours suffisants. Du côté de la terre, Karaïskakis était beaucoup trop faible pour leur donner

une assistance efficace; il avait de la peine à maintenir réunis cinq cents hommes dans les montagnes. En effet, toute la contrée depuis Salona jusqu'au golfe d'Ambrakia était un désert où l'on ne trouvait ni hommes ni vivres.

Les défenseurs de Missolonghi, aussi bien que les assiégeants, pressentaient une issue tragique. Toutes les lettres venant de Grèce et d'Italie, et qui jusqu'alors avaient parlé avec tant de confiance du sort de la ville sainte, changèrent tout à coup de ton et n'exprimèrent que des inquiétudes et des appréhensions. Cependant le pacha avait retardé l'attaque dont il avait menacé la ville jusqu'à ce qu'il pût entreprendre un assaut combiné du côté de la terre et du côté de la mer. Dès qu'il eut pour cela les ressources nécessaires, il ouvrit (24 févr.), de toutes ses batteries, un feu tellement violent contre la ville, qu'en trois jours il abattit complétement les derniers débris des maisons avec huit mille boulets et bombes.

Cependant ce bombardement ne causa pas une grande effusion de sang, car les assiégés avaient appris à mieux se protéger dans les fossés et dans les galeries couvertes. Après que ce feu meurtrier eut cessé, des troupes turques prirent, pendant une nuit (28 févr.), un ouvrage extérieur que les assiégés avaient construit avec les débris de la grande levée de terre de Rechid, pour protéger le bastion *Botsaris.* Soutenus par huit compagnies d'Arabes, ils s'y maintinrent pendant toute la nuit; mais à l'aube du jour, les Rouméliotes reprirent cet ouvrage l'épée à la main. Ibrahim arriva en personne afin de pousser les siens à une seconde attaque; mais les Grecs firent jouer une fougasse et chassèrent de nouveau les assaillants.

A cette occasion, le pacha apprit par l'expérience que ses Arabes résistaient beaucoup plus mal aux Grecs, quand ceux-ci les attaquaient au sabre, que ne le faisaient les Turcs et les Albanais. De cette manière, l'ouvrage de terre fut encore une troisième fois gagné et perdu par les Égyptiens. Le seraskier regardait cette lutte de loin avec un véritable bonheur. Après que le combat eut cessé, il demanda au pacha : « As-tu encore « aujourd'hui la même opinion que l'autre jour sur cet « enclos? » Le fier Égyptien se vit obligé de lui donner une double satisfaction; il dut demander à Rechid de lui promettre sa coopération et d'écrire lui-même à Constantinople qu'il en avait besoin.

Après que cet assaut contre les remparts eut échoué, les deux pachas essayèrent de prendre la ville du côté de la mer. Outre les bateaux plats (*lanzonia*) qu'Ibrahim avait fait construire près de la Saline-Blanche, il avait reçu de Patras (6 mars) encore d'autres chaloupes dont on pouvait se servir dans les eaux les moins profondes. Il donna à Housseïn-Bey l'ordre de prendre le fort Vassiladi, cette clef du canal dans les lagunes, qui n'était défendu que par une seule batterie armée de misérables canons et par quatre-vingts hommes, dont vingt artilleurs, sous les ordres de Giachomuzzi, Italien d'une grande expérience.

L'attaque se fit (10 mars) avec quarante bateaux plats et autant de canons; ces masses d'ennemis firent bientôt reculer les quelques artisans qui se sauvèrent dans la ville, en passant presque tous les lagunes à gué. Ensuite, l'ennemi dirigea (12 mars) ses bateaux contre l'île de Dolma, où le capitaine Liakatas, avec deux cents hommes, avait à se maintenir, dans une seule batterie,

contre les forces bien supérieures de deux mille assaillants. Cette île ne fut prise qu'après un terrible combat qui dura sept heures, et qui coûta la vie à presque toute son héroïque garnison. Dès lors, les communications avec Anatoliko étaient complétement coupées; les habitants de cette ville sans défense se virent obligés de conclure avec les pachas une capitulation (13 mars), par suite de laquelle ils furent transportés à Arta avec une faible partie de leur avoir.

Cette reddition détermina le lord haut-commissaire Adam à se rendre à Kryoneri (17 mars), dans l'espoir que les assiégeants consentiraient encore à entrer en négociations aussi avec les défenseurs de Missolonghi. Mais les pachas, qui croyaient la chute de la ville certaine, évitèrent de se rencontrer avec lui. Néanmoins, ils firent adresser encore une fois un message verbal aux habitants de Missolonghi eux-mêmes, pour les engager à se rendre. Après avoir essuyé un refus, ils leur envoyèrent encore leurs propositions par écrit : les assiégés devaient tous partir sans leurs armes, ou bien encore les indigènes pouvaient rester, s'ils le voulaient, avec tous leurs biens à Missolonghi.

Les défenseurs de la ville dirent dans leur réponse écrite « qu'ils n'avaient pas cru que les pachas pussent « avoir une telle idée. Croiraient-ils qu'on leur livrerait « huit mille armes ensanglantées (1) ? » Réduits à l'emploi de la force, les pachas tournèrent dès lors leurs efforts contre l'île de Kleïssova, à l'est de la ville. Cent trente et un Rouméliotes y tenaient garde, avec quatre

(1) Cette correspondance, en date du 3 avril, se trouve dans Trikoupis, t. III, p. 401, 402.

canons, dans les retranchements qui avaient été établis autour de l'église de la Sainte-Trinité. Leur chef, Hadschi Petros, était malade et avait été transporté dans la ville; mais le vaillant Kitsos Tsavelas, qui, à ce moment, commandait sur la plage, se fit aussitôt transporter, avec dix hommes, vers le lieu du danger; cent cinquante autres Grecs suivirent son exemple héroïque (1).

Rechid-Pacha conduisit (6 avril) en personne deux mille de ses gens, montés sur quatre-vingt-treize *lanzonias*, au combat contre cette île. Ils renversèrent les palissades extérieures; mais ils n'eurent pas d'échelles d'assaut pour attaquer la tour de l'église, dont les meurtrières vomissaient un feu terrible avec lequel les Grecs accueillirent leurs ennemis. Après avoir essuyé de grandes pertes, ils furent obligés de battre en retraite; le seraskier lui-même avait été blessé. Ibrahim tenta un second effort, pour voir ce que ses tacticiens pourraient faire sous les ordres de Housseïn; mais ils ne furent pas plus heureux. Housseïn lui-même tomba. Cependant le pacha tenace fit continuer jusqu'au soir ce combat inutile par ses victimes résignées.

A ce moment, Tsavelas fit une sortie contre les ennemis qui se retiraient; il leur enleva sept bateaux et éleva un trophée avec dix-sept cents fusils européens. Il ne comptait parmi les siens que trente-cinq morts et blessés; plus de mille cadavres des ennemis flottaient sur les vagues, suivant les rapports des Grecs. Si les assiégés, qu'un ennemi plus terrible qu'Ibrahim, la famine, com-

(1) D'après Favre, qui suit ici un récit écrit immédiatement après le combat.

mençait à combattre, eussent profité, dans la nuit après ce combat, de la première terreur inspirée à leurs adversaires, ils auraient, suivant l'opinion alors généralement accréditée, pu s'échapper avec toute la population de la ville à travers le camp des Égyptiens.

Mais Missolonghi avait été sauvée déjà plusieurs fois à des moments où le péril était le plus grand. Tant qu'il leur restait encore les moindres vivres, les défenseurs de la ville attendaient donc avec fermeté quel serait le succès du message qu'ils avaient adressé au gouvernement grec.

Faiblesse du gouvernement.

Mais cette autorité sans puissance et sans direction était condamnée à prévoir, dans une paralysie complète, le coup terrible qui menaçait l'Hellade occidentale. En effet, dans le découragement qui s'était emparé de tous les esprits, nul ne voulait prêter ses ressources et ses forces à des entreprises qui auraient pu sauver le pays; chaque tentative qu'on fit dans ce sens n'amena que de nouvelles catastrophes. On aurait dû s'attendre qu'immédiatement après le départ d'Ibrahim, tout le Péloponèse se serait énergiquement levé comme un seul homme, et qu'on se serait jeté sur les quelques faibles garnisons des Égyptiens.

En effet, dès le commencement de l'année, beaucoup de gens s'étaient ralliés autour de Kolokotronis dans les environs de Tripolitsa, pour donner assaut à la ville. Mais lorsqu'on trouva (8 janvier) les Turcs préparés à recevoir les Grecs, ceux-ci se débandèrent tous dans une fuite générale; Kolokotronis se plaisait dès lors à rester dans l'inaction et à se montrer hostile au gouvernement qu'il accusait d'avoir ébruité ses projets par les

journaux. De cette manière, toute diversion sur les derrières d'Ibrahim avait été déjouée, et rien ne l'inquiétait non plus sur les flancs de son armée.

Le gouvernement aurait bien voulu donner l'ordre à Karaïskakis d'entreprendre une expédition pour secourir et pour débloquer Missolonghi. Fabvier était tout prêt à se porter avec ses tacticiens sur ce point menacé; mais, après avoir épuisé l'emprunt, le gouvernement n'aurait pu maintenir le moindre corps de troupes dans les montagnes inhospitalières de l'Aitolia qui, à cette époque, était dénuée de toute ressource.

Fabvier préféra donc faire la tentative d'une diversion plus éloignée et moins énergique dans l'Eubée, qu'on lui avait dépeinte comme un pays plus riche et pouvant mieux subvenir aux besoins d'une armée. Mais lorsqu'il partit de Marathon et de Vrana pour se faire passer dans cette île (14 mars), et qu'il se rendit aussitôt de Stoura (Styra) à la ville de Karystos, devant les murs de laquelle tant de capitaines étaient déjà venus épuiser leurs forces, il fut accueilli partout par les auspices les plus décourageants. Il ne réussit pas à rallier autour de lui le plus petit nombre de partisans de Styra. Les paysans, que d'amères expériences avaient rendus circonspects, s'enfuyaient à son approche; tout le pays était un désert.

Arrivé devant Karystos (17 mars), il se convainquit que, pour prendre le château-fort, il fallait l'assiéger dans toutes les règles, ce dont il n'avait pas les moyens nécessaires. Une tentative (24 mars) qu'il fit pour s'emparer du faubourg, afin d'investir la citadelle plus étroitement, échoua complétement. Fabvier se vit obligé de ramener ses jeunes novices, qui n'étaient pas encore ha-

bitués aux fatigues, à Lykorrena, sur le bord de la mer. Il y fut enfermé, du côté de la terre, dans les anciens retranchements de Kriëzotis par l'énergique Omer-Pacha, que le courage et la fortune n'avaient jamais abandonné; en même temps, onze vaisseaux turcs coupèrent (2 avril) les approvisionnements de Fabvier, de sorte que bientôt le camp des Grecs se trouva dans la position la plus désespérée.

Heureusement le comte Porro, l'intendant, avait appris, à un moment où la mer était encore ouverte, le péril extrême dans lequel se trouvait le colonel. Il lui avait envoyé en toute hâte des navires qui, après avoir dispersé la flottille turque, embarquèrent (6 avril) les troupes de Fabvier, réduites à la dernière misère, et les sauvèrent en les ramenant sur la terre ferme. Ce fut un grand désastre, semblable à celui de Peta; mais on le ressentit plus douloureusement, parce que les chefs durent s'en accuser eux-mêmes.

Il est vrai que le gouvernement détourna les accusations portées contre Fabvier, et qu'il essaya de lui donner le temps et les ressources nécessaires pour reformer sa troupe sur le cap Methana; mais rien ne put effacer, dans l'opinion publique, l'effet de ce coup qui avait encore une fois atteint la réputation des tacticiens et celle de leur vaillant chef. Cette arme, dans laquelle le gouvernement avait mis, dans les derniers temps, tout son espoir, avait entièrement trompé son attente, et se brisa au moment même où, à l'ouest, les meilleures forces des Rouméliotes étaient près de succomber. Le Péloponèse, les hommes tels que Kolokotronis et Mavromichalis ne remuaient pas; les vaisseaux de guerre européens n'arrivaient pas plus que le célèbre héros sur mer dont les

services avaient été engagés depuis longtemps déjà. On ne pouvait donc compter que sur la seule marine grecque pour porter secours aux défenseurs de Missolonghi.

Sur les représentations pressantes des délégués de Missolonghi, et afin de trouver les moyens nécessaires pour armer la flotte, l'assemblée avait pourtant fini par consentir (18 février) à la vente de biens nationaux jusqu'à concurrence de trois millions de piastres. Mais, même dans le cas le plus favorable, cette mesure ne promettait que des secours bien trop tardifs; c'est pourquoi le gouvernement adressa encore un autre appel aux citoyens, afin de les engager à faire spontanément des sacrifices. On donna tout ce que possédait la caisse de l'État; on remit cent vingt mille piastres aux Hydriotes, et deux cent trente mille piastres aux délégués de Missolonghi, qui s'embarquèrent (31 mars) ensuite avec Miaoulis.

Jamais une flotte grecque n'avait encore quitté le port avec des armements si misérables. Elle ne comptait que trente bâtiments, dont plusieurs ne portaient que vingt matelots. Lorsque le navarque arriva près de Zante (12 avril), la flotte ennemie formait une ligne non interrompue depuis les Skrophades jusqu'au cap Pappa (Araxos), interceptant ainsi toute communication avec Missolonghi. Un seul petit passage, presque imperceptible, avait jusqu'alors échappé à la vigilance des Turcs; de petites barques s'en servaient quelquefois pour porter de Petala un peu de blé dans la ville.

C'était par cette voie que Miaoulis avait encore pu recevoir les nouvelles qui lui avaient annoncé la position terrible des assiégés; mais à ce moment les Turcs dé-

couvrirent aussi ce passage, de sorte que les dernières communications avec la ville se trouvèrent coupées. Miaoulis essaya de lutter (15 avril) contre la flotte bien supérieure en force; mais tous ses efforts furent infructueux. On voyait clairement, dans l'état d'épuisement complet où se trouvait la Grèce, quelle terrible punition le gouvernement allait s'attirer par son ancienne négligence; car, si, dans la dernière tentative faite pour ravitailler la ville, on eût seulement envoyé le double ou le triple des provisions, les ennemis auraient encore une fois trouvé leur ruine devant ce boulevard remarquable. En effet, le superbe satrape lui-même l'avoua plus tard à de Rigny, qui le questionnait au sujet du siége, en lui disant : « Vois-tu cette neige se fondre sur ces hauteurs? « C'est ainsi que nous aussi aurions fondu, si Missolonghi eût reçu des approvisionnements pour trois autres « semaines! »

Chute de Missolonghi.

Mais, comme la ville ne les reçut pas, ce furent ses vaillants défenseurs qui fondirent comme la neige. Les hommes qui étaient encore bien portants erraient comme des spectres dans les rues de la ville, tandis que les malades succombaient par suite de l'absence complète de tous soins. La chair d'animaux impurs était déjà devenue une friandise; quant au poisson et aux autres aliments que fournissait la mer, on ne pouvait plus se les procurer qu'en exposant sa vie; les algues que mangeaient ces pauvres gens exténués par la faim les affaiblissaient encore davantage par la dyssenterie que produisait cette nourriture.

Le froid s'ajouta encore à la famine. Des myriades de boulets et de bombes avaient changé la ville en un tas de

décombres qui n'offraient plus le moindre abri; on manquait de bois pour se chauffer; le froid des nuits engourdissait les membres de ceux qui étaient encore les plus vigoureux parmi les défenseurs déguenillés. « Quelques « jours encore, écrivait le docteur Meyer, de Suisse, et « ces héros seront des fantômes sans corps! » Miaoulis avait formé le projet de prendre d'assaut le blockhaus de Vassiladi et de frayer, par un coup de main hardi, un chemin jusqu'à la ville à ses chaloupes chargées de provisions. Mais, avant qu'il pût mettre ce dessein à exécution, les assiégés se virent obligés de se tirer d'affaire par d'autres moyens. Ibrahim, bien renseigné sur la position de la ville, offrit encore une fois les mêmes conditions sous lesquelles la ville d'Anatoliko s'était rendue; mais les Grecs les rejetèrent.

Pleins de sang-froid, les Rouméliotes avaient pris la résolution de ne pas se retirer de Missolonghi sans leurs armes; ils décidèrent donc qu'après avoir brûlé tout leur avoir, ils quitteraient, pendant la nuit, la ville, et qu'en plaçant ceux des habitants qui ne pourraient pas se défendre au milieu de la colonne, ils s'ouvriraient, les armes à la main, un passage à travers le camp des ennemis. Cette résolution même ne fut prise qu'après de grands combats. C'était pour eux une pensée pleine d'amertume d'avoir à s'arracher à ce sol où ils avaient souffert des maux indicibles, auquel les rattachaient non-seulement les sentiments les plus profonds et les pensées les plus vives, mais encore le souvenir de tant de victimes chéries, et où chaque pierre était teinte du sang de tant d'héroïques défenseurs.

Mais la dure nécessité ne leur laissa pas d'autre choix. Des Albanais quittèrent la ville; après avoir réussi à se

glisser à travers les rangs de leurs compatriotes parmi les assiégeants, ils informèrent Karaïskakis et les capitaines qui se trouvaient à Platanos que les défenseurs de Missolonghi abandonneraient la ville dans la nuit du 22 avril, et qu'ils s'attendaient à ce que Karaïskakis leur tendît la main par une diversion sur les derrières des ennemis. Les capitaines promirent malheureusement ce qu'ils ne purent tenir. Il est vrai que, dans la soirée du jour indiqué (22 avril), on entendit des coups de fusil dans la direction de la montagne, du côté du couvent de Hagios-Symeon; mais ils ne servirent qu'à réveiller mal à propos l'attention des ennemis et à faire croire à tort aux amis qu'ils trouveraient des secours efficaces.

On jeta quatre ponts de planches sur le fossé extérieur, en même temps qu'une patrouille annonça à tout le monde à quel moment on quitterait la ville; les sentinelles continuaient, comme à l'ordinaire, à donner les signaux et à faire entendre leurs cris habituels. A deux heures de la nuit, tous se réunirent en grandes masses près des dernières batteries à l'est de la ville. Les deux mille cinq cents combattants étaient divisés en trois corps, commandés par Kitsos Tsavelas, par Notis Botsaris et par Makris; ils devaient accompagner et couvrir dans leur marche les garçons armés, la foule des artisans sans armes et les femmes qui, habillées pour la plupart en hommes, portaient les petits enfants attachés à leur dos.

Ceux-là seuls qui, par leur âge, par la maladie ou par leurs blessures, étaient empêchés de les suivre dans cette entreprise audacieuse et terrible, s'étaient enfermés dans les ruines d'un moulin à vent où se trouvait une partie

des poudres. Mille soldats de la garnison se mirent à la tête de la colonne et se couchèrent silencieusement dans l'avant-fossé, en attendant le signal qui devait être donné sur la montagne. Puis venaient les masses des habitants qui, sans ordre et se poussant les uns les autres, franchissaient les ponts; le reste des hommes armés fermait le cortége.

A cet endroit les indigènes s'arrêtèrent longtemps, en faisant leurs adieux qui déchiraient le cœur; leurs lamentations ou bien le bruit qu'on fit en jetant les ponts, réveillèrent les ennemis, qui dirigèrent une canonnade violente sur cet endroit où s'effectuait la sortie. En vain ces malheureux attendaient ici le signal que devait donner Karaïskakis, jusqu'à ce qu'enfin, pleins d'impatience, ils se missent en marche. Notis prit avec sa troupe le chemin de Bochori (Hypochori); Makris se dirigea vers Anatoliko, tandis que Tsavelas suivit la ligne centrale. Les trois colonnes devaient se rejoindre à une lieue et demie de Missolonghi, dans la vigne de Rhazokotsikas, sur le mont Zygos et sur la route de Hagios-Symeon.

Mais à peine ces colonnes se furent-elles ébranlées, que les indigènes qui venaient d'apercevoir les retranchements des ennemis, firent entendre le cri de terreur : En arrière! Tout à coup, tous les habitants de Missolonghi qui suivaient, et même quelques étrangers, sous la conduite de Georgios Tsavelas, rebroussèrent chemin et retournèrent vers la ville. Mais les autres franchirent, avec une impétuosité irrésistible, le fossé et les parapets, et traversèrent le feu des ennemis. A une demi-lieue de la ville, les troupes, sous la conduite de Makris et de Kitsos Tsavelas, rencontrèrent la cavalerie du seraskier ;

le corps de Notis aussi se heurta contre les soldats d'Ibrahim qui accourait de Bochori. Les deux derniers corps eurent peu à souffrir dans ce choc, tandis que la troupe de Makris fut presque anéantie. Après avoir réussi à traverser partout les rangs des ennemis, ils parvinrent, dans différents endroits, jusqu'au pied du mont Zygos, où ils espéraient trouver les secours de leurs frères qu'ils attendaient là. Mais à leur place ils y rencontrèrent de nombreuses troupes d'Albanais, qui les poursuivirent jusque dans la montagne.

De toutes les femmes et de tous les enfants qui avaient été entraînés avec ces troupes, on ne put sauver qu'un petit nombre, et même cinq cents combattants avaient été tués dans cette sortie. Personne n'était venu au-devant des fugitifs pour les secourir : cinquante hommes seulement, conduits par Drakos, vinrent leur apporter quelques vivres. Après avoir passé une nuit terrible sur le sommet de la montagne, les malheureux arrivèrent le lendemain dans la ville de Dervekista; mais cet endroit était dépouillé de tout et ils n'y rencontrèrent que quelques hommes, sous les ordres de Kostas Botsaris, qui disaient pour se justifier que, les renforts attendus n'étant pas venus, ils n'avaient rien pu entreprendre avec leur petit nombre.

Le lendemain, les fugitifs arrivèrent à Platanos, où ils s'arrêtèrent pendant une semaine pour rallier autour d'eux ceux des leurs qui avaient été dispersés; puis ils se mirent en route pour Salona. Des centaines de personnes moururent encore de faim et d'épuisement pendant le trajet; de tous les hommes armés qui avaient quitté Missolonghi, treize cents seulement atteignirent ce lieu de refuge et de salut.

Un sort plus terrible attendait ceux qui étaient restés à Missolonghi ou qui y étaient retournés. Les musulmans avaient pénétré dans la ville à la suite des indigènes qui y étaient rentrés dans leur fuite. Les hommes tombèrent sous les armes des ennemis; les femmes et les enfants furent faits prisonniers et menés ensuite sur les marchés. Seuls les hommes sous les ordres de Georgios Tsavelas se frayèrent un chemin, les armes à la main, jusqu'à Bochori, et s'échappèrent en partie.

Dans l'intérieur de la ville, les ennemis commencèrent à piller et à tuer les Grecs avec une telle ardeur et avec une telle fureur, que les Turcs et les Égyptiens s'attaquèrent les uns les autres pour s'arracher le butin, jusqu'à ce qu'enfin ces derniers parvinssent à chasser leurs rivaux hors de la ville. Pendant toute la nuit, on entendit les hurlements des conquérants, les cris des chrétiens qui furent massacrés par eux, et le bruit des explosions qui ensevelirent les vainqueurs et les vaincus.

Les Grecs mirent d'abord le feu aux poudres placées sous le bastion *Botsaris*, qui sauta en écrasant un grand nombre de musulmans. De la même manière, on fit sauter successivement tous les hôpitaux où périrent, avec les amis, les ennemis qui y pénétraient. Le moulin à vent fut défendu jusqu'au 24, où l'on mit le feu aux matières combustibles qui y étaient entassées. Parmi les hommes notables qui venaient de tomber, on comptait les capitaines Stournaris et Sadimas, l'ingénieur Kokkinis, Meyer de Suisse (1), les proëstes Rhazokotsikas et Konstantinos Trikoupis, le frère de Spyridon, de même que Pappadiamantopoulos, l'un de ceux qui avaient été

(1) Une description du siége faite par Meyer fut perdue avec lui.

députés au gouvernement, et qui, lorsque tout le monde crut Missolonghi déjà perdue, s'y était rendu de Zante, au prix de mille dangers, pour se sauver ou pour périr avec ses héroïques défenseurs.

L'évêque Ioseph, ordinairement appelé Rhogon-Ioseph, d'après le nom de son évêché, avait jeté une torche dans un baril rempli de cartouches au moment où les ennemis pénétraient dans la ville; à demi brûlé, il fut saisi et décapité. La fin du vieux primat Kapsalis fut admirable. La veille du départ des défenseurs de la ville, il avait vu mourir sa femme dans les plus grandes souffrances, mais il n'avait pas versé de larmes; il avait, au contraire, exhorté son fils éploré à se réjouir plutôt de voir sa mère échapper à la captivité. Puis il l'avait pressé de se sauver avec ceux qui partaient, tandis qu'appuyé sur son bâton il parcourait lui-même les rues, ordonnant à tous les malades et à tous les vieillards qui écoutaient son appel de le suivre. Ensuite il s'enferma avec eux dans la manufacture de cartouches, où tous chantèrent des hymnes religieuses et des chants patriotiques, en attendant l'entrée des ennemis, avec lesquels ils s'ensevelirent ensuite sous les mêmes ruines (1).

Premiers effets produits en Grèce par la chute de Missolonghi.

Ces traits isolés d'un courage héroïque et d'un mépris absolu de la mort, groupés autour du brillant tableau de la défense de Missolonghi et autour des sombres scènes nocturnes où l'on ne voyait que la misère endurée par ces hommes vaillants et, au dernier plan, une fin déses-

(1) Immédiatement après cet événement, Evanthia Kaïris a essayé de glorifier cet acte héroïque de Kapsalis dans une tragédie intitulée : *Nikeratos*.

pérée, offraient au monde un ensemble grandiose de ce siége qui produisit un effet des plus extraordinaires sur tous les esprits. La société polie de l'Europe n'est plus habituée à cette ardeur du patriotisme et de la haine contre les ennemis du pays, à cette indifférence pour la vie à laquelle sa civilisation plus raffinée donne un plus grand charme et une plus grande valeur. Mais elle n'est pas encore assez blasée, pour qu'elle ait perdu le sentiment de cette grandeur de peuples plus grossiers et de ces vertus propres à la jeunesse qui nous charment tant, dans notre propre enfance, quand nous les voyons chez les jeunes générations de l'humanité. Les antiques feuilles qui, dans leur langage énigmatique, nous racontent la défense de Sagonte et de Numance, venaient de trouver un commentaire plein de vie et de mouvement dans l'histoire la plus récente.

On comprend donc facilement que, dans le voisinage le plus immédiat comme dans les pays les plus lointains, tous les esprits furent frappés d'une émotion subite et profonde à la nouvelle de cette catastrophe. Partout où se montraient ces hommes qui avaient échappé à la mort, tels qu'un Makris, un Tsavelas, Photomaras ou le vieux Notis Botsaris, septuagénaire à cette époque, on les regardait avec surprise comme des prodiges de bravoure, en leur montrant une vénération muette et humble.

Mais dès qu'on sut que les malheureux prisonniers, exténués de misère, avaient été exposés aux marchés pour être vendus, on vit se réveiller, d'abord dans le voisinage immédiat, la pitié la plus intense et l'indignation la plus profonde qui se répandirent ensuite dans les pays les plus éloignés, dès que le bruit se propagea

qu'on commençait à traîner ces pauvres esclaves en Egypte.

Les habitants de Zante, qui avaient fait des sacrifices assez grands pour subvenir à la subsistance de la ville, déploraient la chute de Missolonghi comme un désastre dont ils auraient été frappés eux-mêmes. Mais ce fut avant tout le gouvernement grec qui dut le ressentir comme tel. Au moment où le péril était le plus grand, une nouvelle assemblée nationale, qui avait été deux fois convoquée en vain, s'était enfin réunie à Epidavros (15 avril). Sous l'impression des nouvelles du péril qui menaçait Missolonghi et de la défaite de Fabvier, la fureur des partis se tut cette fois-ci entièrement, ou elle fut étouffée dans son germe dès qu'elle se montrait de nouveau.

On accepta presque à l'unanimité la médiation de l'ambassadeur d'Angleterre, en modifiant seulement dans quelques points les conditions arrêtées entre Stratford Canning et Mavrokordatos. Lorsque enfin la terrible nouvelle de la chute du boulevard de la Grèce parvint à l'assemblée, il y régna pendant une demi-heure un silence de mort. « Chacun mesurait dans son esprit « l'anéantissement de la patrie. » Il était évident que le faible gouvernement de Kontouriotis et de ses amis, Kolettis et Mavrokordatos, ne pouvait pas survivre à ce coup; mais on l'enterra, pour ainsi dire, silencieusement et sans qu'il y eût la moindre agitation.

Kolokotronis chercha à consoler les députés et à relever leur courage par les paroles qu'il leur adressa. Il les engagea à instituer un nouveau gouvernement et à envoyer les hommes de guerre dans les éparchies. L'entrée du nouveau gouvernement, avec Zaïmis à sa tête,

dans la ville de Nauplia se fit tranquillement, sans le moindre bruit et au milieu d'un deuil universel.

Jamais le découragement n'avait encore été aussi profond; jamais on n'avait eu moins de ressources. Les sommes provenant des emprunts anglais avaient été épuisées, sauf un faible reste qui était encore dû. En 1825, où il y avait encore de l'ordre dans les affaires, les revenus avaient donné 5 millions et demi de piastres; mais, à l'époque actuelle, ils ne rapportaient pas beaucoup plus de 1 million et demi. Au moment où le gouvernement arriva à Nauplia, il avait 60 piastres dans sa caisse. Lorsqu'au mois de mai ceux des Souliotes et des Rouméliotes qui avaient survécu à la chute de Missolonghi vinrent dans la capitale, les Souliotes seuls réclamèrent la somme de 800,000 piastres comme arriéré de solde. Le corps des réguliers de Fabvier était sur le point de se dissoudre, faute de subsistances. Kolokotronis eut de la peine à garder ses troupes réunies pour combattre les Égyptiens dans le Péloponèse.

Les primats des îles mirent leurs trésors en lieu sûr, et se seraient volontiers enfuis. Des hommes tels que Kontouriotis et Botassis demandèrent au gouvernement la permission de pouvoir émigrer dans l'île de Cerigo. Si le gouvernement ionien n'eût pas fermé ses ports, si le peuple jaloux de l'île d'Hydra ne se fût pas aperçu des intentions de ses primats et ne les eût surveillés, les derniers asiles de la résistance, les îles, auraient été perdus pour la cause grecque avec les primats et avec les débris de leurs richesses.

Toute énergie était tellement paralysée, qu'on aurait dit que tout le monde n'attendait plus le salut que d'un miracle quelconque ou d'un *deus ex machinâ*. Les

étrangers commençaient à croire que tous les Grecs se soumettraient spontanément, si on leur garantissait seulement que les musulmans quitteraient le pays. En effet, chacun sentait à ce moment plus profondément que jamais que la haine entre les Turcs et les Grecs était devenue implacable. En effet, les Grecs qui avaient soutenu cette lutte horrible, qui avaient montré cette fureur dans la résistance, qui avaient refusé le salut qu'on venait de leur offrir, qui avaient fait preuve d'une haine si implacable contre les oppresseurs, ces Grecs ne pouvaient jamais vivre en paix avec la race turque, ni à côté d'elle.

L'Occident. Les associations philhelléniques.

Il fallait donner aux Grecs des encouragements moraux, des secours matériels et l'appui de la politique, si l'on voulait encore venir en aide à ce peuple accablé par ses malheurs. La Grèce allait trouver tout cela dans les sympathies plus vives des pays lointains de l'Occident, où l'on était plus que jamais disposé à faire des sacrifices. En effet, l'admiration et la pitié, inspirées par les derniers exploits héroïques et par les souffrances des défenseurs de Missolonghi, n'étaient pas amorties, comme dans le cœur des Grecs, par la consternation et par les mêmes maux qui accablaient ces derniers aussi bien que leurs malheureux frères.

On se sentait, en Occident, stimulé à faire de nouveaux efforts désintéressés dont l'effet fut de relever le courage abattu et de le ranimer complétement. Tous les esprits se sentirent entraînés par un rare mouvement qui eut pour résultat que des faits d'une nature irréprochable furent inscrits sur la page la plus pure de l'histoire contemporaine. Le débarquement des Égyptiens en Morée,

pendant l'année précédente, avait déjà donné une nouvelle vie au philhellénisme sur le continent et au centre de notre partie du monde, en l'associant à la cause grecque; mais les victoires qu'Ibrahim remporta dans l'année qui nous occupe allaient provoquer les efforts les plus actifs des amis de la Grèce.

Pendant l'hiver, et lorsqu'on venait de commencer seulement le siége de Missolonghi, les membres du comité de Paris avaient publié un autre appel pour engager tout le monde à secourir les Grecs. Les dames de la plus haute société formèrent des associations différentes; elles parcouraient les divers quartiers de la ville, pour y faire des quêtes à domicile; dans tous les salons, où l'on n'était pas tout à fait pour les Turcs, la maîtresse de la maison prenait l'habitude de faire une quête pour les Grecs. Ce nouveau zèle prit aussitôt un grand essor, aussi bien dans les provinces que dans la capitale.

Eynard s'occupa activement d'un envoi de vivres qu'il expédia à Missolonghi, dès que cette ville fut en danger. Il y ajouta la somme de 24,000 francs en son nom et en celui de ses amis. Le comité de Paris accorda aussitôt la somme de 60,000 francs qui devait servir au même but. A la même époque, les philhellènes d'Amsterdam mirent 30,000 francs à la disposition de ce comité, auquel l'association de Stuttgard envoya aussi tout l'argent qu'elle avait encore en caisse.

Bientôt la nouvelle lugubre de la chute de la ville parcourut le monde; l'évêque d'Arta invoqua la pitié d'Eynard pour les femmes captives et pour les enfants que les musulmans vendaient comme un vil bétail, et qui, disait-il, une fois transportés en Égypte, n'en reviendraient amais; puis Eynard transmit d'Italie (en mai) cet appel

à Paris, d'où il se répandit dans le monde entier. Aussitôt toute l'Europe fut saisie d'un mouvement d'horreur et de pitié, dont on fera, dans tous les temps, le plus grand honneur à ceux qui le ressentirent, quels que soient les motifs plus ou moins étrangers à la cause des Grecs qui pourront avoir contribué à produire ce résultat.

Dans toute l'Allemagne, le philhellénisme, qui s'y était, pour ainsi dire, éteint, se réveilla tout à coup comme par enchantement. La mort du roi de Bavière (1825) avait porté au trône un prince tout dévoué à la cause des Grecs. Le roi Louis, qui voyageait en Italie lorsque Eynard fit entendre son cri de détresse, envoya, outre la somme de 20,000 florins, pour laquelle il avait déjà souscrit, encore 20,000 francs pour le rachat de captifs de Missolonghi, et, peu de temps après, une autre somme de 20,000 florins sur sa caisse particulière, avec 26,000 francs qui avaient été donnés par les officiers de sa maison. Dans un voyage qu'il fit ensuite en Bavière, pour visiter toutes les provinces, il demanda qu'on renonçât à toute espèce de fêtes, et qu'on consacrât toutes les sommes votées pour sa réception, moitié aux pauvres des communes, moitié aux Grecs.

Il se forma à Munich un comité principal qui envoya, au mois d'août, une première contribution de 65,000 francs à Paris. Tiedge et W. Müller rallumèrent l'ardeur des philhellènes à Dresde et à Leipzig. Un grand résultat fut obtenu, lorsque enfin on put, à Berlin, laisser un libre cours aux sympathies pour la cause des Grecs, sympathies auxquelles on avait dû, pendant longtemps, imposer silence. Hufeland, Neander et quelques autres furent les premiers à adresser un appel à leurs concitoyens, et à les engager à faire des quêtes pour soulager la misère

des Grecs et pour racheter les captifs. Les autorités municipales, le clergé, presque tous les membres de la famille royale contribuèrent à grossir les fortes sommes recueillies par les philhellènes. Dans toutes les provinces, jusque dans les moindres villes, on forma des comités secondaires dont les présidents donnaient leurs cotisations aussi bien que les moindres journaliers et les domestiques.

Jusqu'au mois d'août, le comité de Berlin avait envoyé à Eynard la somme de 240,000 francs, dont la majeure partie fut distribuée aux malheureux qui s'étaient réfugiés dans l'île de Kalamos. A La Haye, à Namur, à Bruxelles, à Luxembourg et jusqu'à Stockholm, on suivit l'impulsion ainsi donnée; la ville de Genève et toute la Suisse firent de nouveaux efforts pour coopérer au même but. Toutes ces associations se mirent, surtout d'après les conseils d'Eynard, dans les rapports les plus étroits avec le comité de Paris, ce qui réagit, avec une nouvelle force, sur ce point central qui possédait et qui méritait la confiance la plus absolue et la plus générale.

Après la chute de Missolonghi, le comité de Paris commença à faire paraître une série de publications périodiques (1) qui devaient donner une expression authentique à la protestation permanente des peuples civilisés en faveur des Grecs. On peut démontrer, à l'aide de ces documents, que le comité, semblable à une petite puissance indépendante, suivait une politique nettement tracée, d'après les principes les plus honorables, et en se proposant d'atteindre, par des moyens très-rationnels,

(1) *Documents relatifs à l'état présent de la Grèce, publiés d'après les communications du comité philhellénique de Paris.* Paris, 1826, sq.

un but bien déterminé. La profonde indignation qu'on ressentit en France, en apprenant que des Français avaient aidé à consommer la ruine de Missolonghi, avec des canons achetés en France, donna tout d'abord un stimulant très-énergique à l'action du comité, parce que le sentiment de l'honneur national avait été vivement blessé.

Parmi ceux des membres du comité qui siégeaient dans les Chambres, Chateaubriand avait, dans la Chambre des Pairs, donné une expression à cette disposition des esprits, même avant la chute de Missolonghi. Effectivement, malgré l'opposition du ministre de la justice, il obtint (13 mars) qu'on votât un amendement relatif à un projet de loi « concernant la punition des crimes commis par des Français dans le Levant », amendement qui avait pour but de défendre aux sujets français de noliser leurs navires pour le transport des Grecs réduits à l'esclavage par les Égyptiens.

Après la chute de Missolonghi, Alexis de Noailles proposa (23 mai) de mettre à la disposition des consuls français un crédit de 300,000 francs pour le rachat d'esclaves chrétiens. Constant demanda (5 juin), avec une très-grande énergie, au ministre de la guerre « si parmi « les officiers français qui, en commun avec les hordes « égyptiennes, avaient plongé leurs mains dans le sang « des défenseurs de Missolonghi, ceux qui se trouvaient « encore sur les listes de l'armée avaient toujours aussi « leur rang militaire, et s'ils touchaient encore leur « solde ».

Pour conjurer ces orages, le ministre des finances se décida à faire des concessions à cette agitation toujours croissante, en déclarant « que l'attitude sage des cabi-

« nets donnait lieu d'espérer qu'on mettrait bientôt un « terme aux malheurs de la Grèce par une pacification « qui ne laissait pas du tout les gouvernements aussi in- « différents que le paraissaient croire les orateurs de « l'Opposition ». Sur de pareils indices, qui annonçaient un rapprochement entre le gouvernement français et la coalition formée par la Russie et l'Angleterre, l'association philhellénique se proposa, comme but bien arrêté de ses efforts, de prolonger l'existence de la nation grecque par les offrandes des peuples. Ces secours devaient être continués jusqu'au moment où la haute politique, au cœur de pierre, finirait par se lasser du spectacle qu'offraient cette longue lutte sanglante et ces victimes palpitantes, et où la diplomatie, aux lourdes allures, arriverait enfin, par ses négociations, à imposer une trêve aux parties belligérantes, et à venir ainsi en aide à la Grèce épuisée.

En prenant cette résolution, l'association philhellénique continuait à rester toujours étrangère à toute jalousie mesquine à l'égard des autres nations. La catastrophe de Missolonghi avait inspiré à Eynard une profonde aversion pour la politique des Anglais, qui n'avaient pas envoyé leurs navires des îles Ioniennes à Missolonghi, pour forcer le blocus et pour porter des vivres aux assiégés lorsqu'ils mouraient de faim. « S'il avait été à la place « du gouverneur, disait Eynard, il aurait agi autrement, « quand même il aurait dû mourir sur l'échafaud ! » Lorsque, un an plus tard, il se trouvait en Angleterre même, il était exaspéré de voir la froideur que continuait à montrer, pour la cause des Grecs, ce peuple qui seul fermait son cœur à ce nouveau mouvement des esprits et à cet enthousiasme avec lequel l'humanité protes-

tait contre l'insensibilité indifférente de la politique.

Néanmoins, c'était à cette même Angleterre que la Grèce avait voulu se soumettre, l'année précédente, par cet Acte de protectorat dont nous avons parlé plus haut, et ce fut elle encore dont les Hellènes implorèrent, au moment actuel, la médiation. C'était là mettre à une rude épreuve le sentiment qu'avaient les Français de leur propre dignité. Néanmoins, cette fois-ci encore, comme déjà l'année précédente, le comité ne permit pas que ces considérations refroidissent ses sympathies philhelléniques ou qu'elles missent la division parmi ses membres.

En Angleterre, on avait élevé des accusations tellement virulentes contre les Grecs et contre leur gouvernement, qu'on aurait dit que les Anglais, pour s'excuser, voulaient se persuader que tous les secours étaient prodigués là à des gens qui en étaient indignes. Mais les chefs de l'association de Paris ne se laissaient arrêter dans leur zèle, ni par les discordes entre les Grecs, ni par les abus dans leur administration, ni par les mauvais traitements qu'ils faisaient subir aux Francs, ni par les malversations du gouvernement grec.

Les rapporteurs que le comité avait envoyés en Grèce surent facilement se mettre au fait. Ils étaient bienveillants dans leurs jugements ; touchés par tant de courage, émus à la vue d' une aussi grande persévérance, ils ne faisaient voir dans leurs rapports que le côté favorable, en passant par-dessus les abus qui devaient nécessairement pulluler dans ce chaos terrible de misères morales et physiques, et presque neutraliser l'influence des lumières et de l'ordre légal.

Quelque fugitives que fussent ces impressions dans

l'âme des Grecs, comme elles le sont chez tous les méridionaux en général, les Hellènes durent cependant être pénétrés d'une gratitude profonde. Leur orgueil et leur haine contre les étrangers s'effacèrent peu à peu. Les capitaines les plus fiers et les plus roides qui, encore à ce moment, se faisaient fort de venir à bout du capitaine égyptien et de ses soldats bien disciplinés, se virent cependant obligés de demander à grands cris du pain pour leurs vieillards, pour leurs femmes et leurs enfants, et même pour leurs compagnons d'armes, « qui portaient « des couronnes de lauriers, disait l'un d'eux, mais qui mouraient de faim ». Ils reconnurent que, sans cette intervention des sympathies bienfaisantes de l'étranger, leur patrie aurait péri. Ils en surent doublement gré précisément aux Français, qui avaient eu à briser d'abord les barrières par lesquelles la politique de leur gouvernement avait voulu arrêter leur élan, et qui, plus tard, avaient pu entraîner presque tous les peuples de l'Europe, et les engager à prendre une part active dans leur œuvre de charité.

Aussi fit-on à ce moment, en Grèce, tout ce qui était possible pour appliquer les secours envoyés au but auquel les avaient destinés les bienfaiteurs du pays. Le comité de Paris resta, il est vrai, sous ce rapport, toujours fidèle à son principe très-désintéressé et entièrement opposé à la manière d'agir des prêteurs d'argent en Angleterre. Il laissa tout ce qu'il envoyait en Grèce, les dons en nature, les secours en argent et en hommes, à la libre disposition du gouvernement grec. Pour répondre de son côté à cette confiance, ce dernier ordonna que la commission permanente de l'assemblée législative se mît en rapport direct avec le comité de Paris. Plus tard, il

institua des commissions mixtes, composées de Francs et de Grecs, en les chargeant de distribuer ces offrandes, dès leur arrivée en Grèce, selon les intentions des donateurs, et avec cet ordre systématique avec lequel on avait recueilli et remis ces secours.

Toutes ces affaires étaient dirigées par Eynard, qui était l'âme de tout ce mouvement philhellénique. Il se chargea de faire presque tous les achats et d'expédier les envois du comité de Paris et des autres associations, tâche dont il s'acquitta avec une circonspection, une patience infatigable et une intégrité qui ne pouvaient être surpassées. Il avait établi ses agents d'affaires à Nauplia, dans les îles d'Hydra, de Cerigo, de Zante et de Korfou. Dans plusieurs ports de la mer Méditerranée il avait si bien organisé la marche régulière des navires, qu'on pouvait avoir par lui les renseignements les plus sûrs sur l'état des choses en Grèce, de même que sur l'arrivée et sur la distribution des secours qu'on y avait envoyés.

Un mois après la chute de Missolonghi (30 mai), Eynard rendit à Paris, pour la première fois, compte des mesures prises par lui, en premier lieu, pour secourir cette ville et ses habitants; à cette époque, il avait expédié environ trente-cinq mille quintaux de vivres et douze cents quintaux de plomb pour le compte des associations de Genève et de Paris, et il avait assigné la somme de cinquante mille francs pour racheter des captifs.

En automne, lorsque les cris de détresse se firent entendre avec le plus de force dans toutes les parties de la Grèce, Eynard put dire, dans son compte rendu, que le 25 septembre trois navires chargés de vivres avaient fait voile de Korfou pour Nauplia; que deux bâtiments

étaient partis, le 1er octobre, de Zante, et deux autres d'Ancône, de même que du 10 au 20 octobre cinq autres navires seraient expédiés de ce port pour le Maïna, pour Grabousa et pour Nauplia. Tous les différents envois de vivres faits depuis le mois d'avril jusqu'au mois de septembre de cette année-là, pour le compte des associations de Paris, de Suisse et d'Allemagne, montaient au chiffre de soixante-treize mille quatre cents quintaux, sans compter de nombreux envois séparés qui étaient destinés à la marine grecque.

Après la fin de cette terrible année de misère et de disette, le comité de Paris publia un aperçu (1) de toutes les recettes et de toutes les dépenses, depuis la formation de l'association jusqu'à la fin de 1826. Les recettes se montaient, en somme ronde, à deux millions et demi de francs. Le général égyptien redoubla, il est vrai, ses efforts, pour rendre inutiles ces secours imprévus et pour prévenir l'intervention des puissances qui avait été annoncée. Il fit tout ce qu'il put pour que les Francs, quand ils interviendraient d'une manière décisive, ne trouvassent plus en Grèce que des cadavres et des esclaves. Mais aussitôt les associations philhelléniques, de leur côté, redoublèrent encore une fois de zèle.

Eynard fit (comm. de 1827) un appel au public, en demandant des cotisations mensuelles et hebdomadaires qui assurassent un revenu fixe et des envois réguliers jusqu'au moment où la Providence tournerait le cours des destinées de la Grèce. On commença aussitôt à recueillir ces souscriptions hebdomadaires, même parmi les artisans et parmi les ouvriers de toutes les classes, dans les

(1) Cf. *Gazette d'Augsbourg*, 1827, février 19 et 21.

trois pays voisins les uns des autres, où tout le monde était sympathique à la cause des Hellènes. Dans la seule ville de Genève, elles rapportèrent plus de quatre mille florins déjà dans la seconde semaine après l'ouverture des listes. A Vienne même, la glace commençait à fondre un peu, de sorte qu'on permit toutes les quêtes qui avaient un but charitable. En Amérique aussi, il se produisit une activité nouvelle, qui eut les résultats les plus considérables.

Cette nouvelle croisade, entreprise par la bienfaisance publique, conserva l'existence de la Grèce encore une seconde fois, jusqu'à l'époque prévue dès le principe par le comité de Paris. Ce fut le moment où les premières résolutions des diplomates, provoquées par les cris de détresse que poussait le peuple grec dans son agonie, et par les appels que faisait l'humanité pour réclamer une intervention, purent enfin devenir des actes. Ce furent des paroles prophétiques qu'Eynard adressa en 1827, au printemps, à l'association de Munich, quand il disait dans sa lettre « qu'il espérait que cette année ne finirait « pas sans que les vœux des amis de la Grèce eussent « été remplis par les puissances. »

Opérations navales.

Le proverbe allemand qui dit que « quand le péril est le plus grand, le secours de Dieu est le plus près », tire les plus fortes preuves de sa vérité des expériences faites dans les temps de révolution. Mais aucune autre nation, luttant pour conquérir sa liberté, n'avait encore vu les calamités fondre sur elle d'une manière aussi imprévue. Nulle part le danger n'était arrivé à la même extrémité, pour se prolonger autant qu'on l'avait vu en Grèce. Dans les plaies d'aucune autre nation on n'avait

versé le baume bienfaisant avec la même lenteur et, pour ainsi dire, goutte à goutte; nulle part la guérison n'avait été aussi incomplète qu'en Grèce.

Après la prise de Missolonghi, la nation grecque était de nouveau menacée d'une destruction complète qui, semblable à une épée de Damoclès, était suspendue au-dessus de sa tête, absolument comme pendant l'automne précédent, lorsque Ibrahim était devant Nauplia. Il ne restait plus aux Grecs qu'un petit nombre de points importants, dont la perte aurait entraîné la ruine de toutes leurs espérances : l'insurrection aurait été terrassée, la Grèce n'aurait pu relever ses membres brisés. La ville d'Athènes était, de toute la Roumélie, la seule place d'armes considérable qui fût encore entre les mains des Grecs. Aussi, dès que Rechid-Pacha eut terminé son œuvre dans l'Hellade occidentale, s'apprêta-t-il à détruire encore ce boulevard de l'Hellade orientale.

Dans le Péloponèse, il n'y avait plus que le Maïna dont le sol n'eût pas été foulé par les Égyptiens ; mais le pacha pouvait espérer changer, par une parole d'autorité, la soumission illusoire de Georgios Mavromichalis en soumission réelle. Si ensuite, en passant par l'Argolis et par Korinthos, il faisait une seconde tentative pour tendre au seraskier une main par-dessus l'Isthme, il pouvait croire que l'insurrection de la Grèce continentale serait vaincue, et qu'on pourrait porter aux îles un dernier coup, sur le succès duquel il ne saurait y avoir de doute.

Mais au siége du gouvernement grec on s'attendait dès ce moment (comm. de mai 1826) que les ennemis porteraient rapidement aux îles ce coup fatal dont les conséquences auraient eu une immense portée. Ce qui

pouvait le faire croire, c'était que les flottes ennemies étaient encore réunies à Navarin, et que jusqu'alors on avait, chaque été, fait une tentative sérieuse pour détruire la marine grecque. La consternation qui saisit les Grecs à cette pensée leur inspira les résolutions les plus énergiques pour parer ce danger.

On avait déployé le plus grand zèle pour déterminer les Spetsiotes à quitter leur île, qui, plus que les autres, était exposée aux attaques de l'ennemi; on avait fait de grands efforts pour les décider à venir s'établir dans l'île d'Hydra, afin d'y concentrer tout le matériel et toutes les ressources qui pouvaient servir à la défense dans cette seule île, dont la position et la conformation rendaient la résistance plus facile. Ce ne fut qu'avec la plus grande peine qu'on réussit à fléchir l'orgueil de ces insulaires, jaloux de leurs rivaux; on n'y serait jamais parvenu sans le grand danger qui les menaçait.

Les Hydriotes abandonnèrent Kamini, leur faubourg sur la mer, à ces nouveaux concitoyens (μέτοικοι); mais, en prenant cette mesure, on n'avait rien fait pour la défense d'Hydra. De plus, tous ces faits se produisirent au moment où le nouveau gouvernement, sous Zaïmis, fit son entrée à Nauplia avec soixante grossia (piastres) dans ses caisses; en outre, les habitants de cette ville avaient à craindre, à tout instant, que leurs maisons ne fussent assaillies et pillées par les Souliotes et les Rouméliotes affamés, qu'ils eurent la plus grande peine à tranquilliser par une quête qu'on fit pour eux en particulier.

Ce fut à ce moment même (en mai) que le colonel Gordon arriva à Nauplia avec un petit reliquat de l'emprunt anglais, montant à quatorze mille livres sterling.

Ce n'était là qu'un mince secours qui, à cette époque d'un grand danger, allait être rapidement absorbé; mais il permit d'attendre le moment où les souscriptions des philhellènes fournirent des suppléments plus réguliers. On dépensa trois mille cinq cents livres sterling pour empêcher la dissolution du corps de Fabvier; on donna trente et un mille huit cent soixante-quinze francs aux défenseurs de Missolonghi, outre l'argent recueilli pour eux à Nauplia; le reste fut employé pour mettre en bon état les défenses d'Hydra.

On jeta dans cette île une garnison de mille irréguliers, que Fabvier renforça de neuf compagnies de tacticiens, avec la promesse qu'il viendrait, en cas de besoin, en personne pour défendre Hydra. Les voisins de Poros, de Kastri et de Kranidi promirent la même chose; de telle sorte qu'on pouvait opposer à une attaque des ennemis soixante vaisseaux, vingt et un brûlots et neuf mille hommes de troupes de terre et de mer. Cependant le danger qu'on avait redouté se dissipa. La flotte turque et la flotte égyptienne avaient quitté Navarin; l'une était partie (11 mai) pour les Dardanelles, l'autre pour Alexandrie (20 mai).

Mais à peine les Grecs en furent-ils certains, qu'ils reçurent, à leur grande frayeur, la nouvelle que la flotte turque, divisée en deux escadres, avait de nouveau quitté les Dardanelles (en juin). L'une de ces divisions, commandée par le kapoudan-bey, se dirigea vers Navarin, où elle resta pendant trois mois dans l'inaction, tandis que l'autre, placée sous les ordres du grand amiral Tahir-Pacha, était destinée à renouveler, comme on l'avait fait dans chacune des dernières années, la tentative contre l'île de Samos. Or, au moment même où les

Samiens firent entendre les cris de détresse les plus pressants, il s'ajouta encore un autre embarras aux complications sans fin qui accablaient le gouvernement grec.

Avec une froide perfidie, le gouvernement autrichien avait guetté cette époque de la plus grande confusion pour envoyer, à ce moment même, presque toutes ses forces navales, sous les ordres du marquis Paulucci, dans les eaux grecques, afin d'y faire cesser de vive force les abus des pirates. Ce fut en vain que le gouvernement essaya de tranquilliser le marquis par une proclamation (14 mai), interdisant sévèrement la course à tous les bâtiments qui n'appartenaient pas à la flotte militaire et même, pour le moment, à ceux qui avaient des lettres patentes.

Le marquis commença (juillet) d'une manière odieuse à rendre toute la marine grecque responsable des méfaits commis par les pirates. Il prit dans les ports de Mykonos et de Tinos leurs premiers et leurs meilleurs vaisseaux de guerre; puis il bombarda (août) la ville de Naxos (qui elle-même avait besoin d'être protégée contre les pirates), parce qu'elle ne voulait pas payer l'indemnité que l'amiral autrichien lui avait demandée. Il fit traiter Thermiai (Kythnos) de la même façon et parut ensuite devant Nauplia, où il ne baissa le ton que parce qu'il était inquiété par des projets hostiles contre ses vaisseaux, et parce que le commandant de la station anglaise lui parla de manière à refréner son ardeur (1).

(1) Cf. Zinkeisen-Gordon, t. II, p. 383. Paulucci fut rappelé peu de temps après et remplacé par Dandolo à qui ses instructions prescrivaient une conduite toute différente. Les bâtiments marchands autri-

Cependant cet intermède pénible n'avait pas empêché les Grecs de secourir Samos avec toutes les ressources qui lui restaient encore. Sachtouris avait quitté Hydra (23 juillet) avec trente-trois bricks et huit brûlots, et avait fait son apparition dans les eaux de Samos (26 juillet). Il engagea aussitôt un combat sans résultat décisif avec l'avant-garde de la flotte turque; mais le lendemain (28 juillet), lorsque le kapoudan-pacha vint avec ses vaisseaux de Chios, tous les navires des deux flottes se trouvèrent en présence.

Les deux adversaires semblaient être, encore cette fois-ci, également peu disposés à entrer en lutte. Les conducteurs des brûlots grecs n'obéirent pas lorsqu'ils reçurent l'ordre d'attaquer, à l'exception cependant de Kanaris, qui traversa les lignes des vaisseaux ennemis, pour se jeter sur une frégate. Mais il y perdit son brûlot et ne s'échappa, à l'aide de sa chaloupe, qu'après avoir été blessé dans un vaillant combat qu'il soutint contre deux barques turques.

Après cet engagement, le kapoudan-pacha retourna à Mitylène, où il perdit tout un mois, jusqu'à ce que Miaoulis et Sachtouris vinssent l'y chercher eux-mêmes (4 septembre). Après avoir été séparés d'abord par d'épais brouillards, les deux navarques se réunirent de nouveau quelques jours plus tard (10 septembre); ils commencèrent à bombarder les vaisseaux turcs pendant la nuit et livrèrent, durant toute la journée du lendemain (11 septembre), une des batailles les plus opiniâtres et

chiens devaient dorénavant respecter tout blocus effectif, et ne pas faire d'entreprises particulières sans être escortés par des vaisseaux de guerre, à moins de le faire à leurs risques et périls.— Instructions pour l'amiral Dandolo, du 31 janvier 1827. MS.

les plus chaudes qui eussent encore été livrées dans cette guerre. Les Turcs se retirèrent d'abord dans la direction du Nord; mais bientôt ils se jetèrent sur les vaisseaux grecs isolés qui, devançant les autres navires, avaient donné la chasse aux Turcs; la flotte grecque les rejoignit et la véritable bataille s'engagea, avec un vent faible et variable.

Les Turcs, commandés par Tahir-Pacha, montrèrent un plus grand courage que dans les rencontres précédentes; les Grecs, avec leurs bricks et leurs brûlots, étaient plus téméraires que jamais. L'issue était indécise; les pertes des Grecs en brûlots et en hommes n'étaient pas sans importance; mais la hardiesse avec laquelle leurs bricks avaient attaqué les plus grands vaisseaux de guerre étonna les Français de Rigny et Guilleminot, qui étaient les spectateurs de la lutte.

La plupart des capitaines de la flotte grecque, convaincus qu'il n'y avait plus rien à craindre pour Samos, rentrèrent, après cette rencontre, dans leurs ports. En effet, le kapoudan-pacha quitta, vers la fin de l'automne, sa position près de Chios et de Tenedos, pour retourner aux Dardanelles. Si l'on excepte le blocus de Missolonghi, la flotte musulmane n'avait donc, encore cette année-là, rien fait pour appuyer, en quoi que ce fût, les opérations des Turcs ou des Égyptiens par terre. Il arriva même à Ibrahim d'être la victime de l'outrecuidance des Grecs : une poignée de Psariotes traînèrent (fin septembre) une barque de pêcheur d'Aigina (Égine), par-dessus l'Isthme, dans le golfe de Korinthos; puis d'intelligence avec deux cents hommes armés, montés sur des barques, ils firent d'abord une tentative pour s'emparer de sept bâtiments de transport près de Dobrena. Ensuite ils enlevèrent,

dans le port même de Salona, une goëlette qu'ils réussirent à conduire heureusement à Aigina, en se glissant, par une nuit sombre, à travers les petites Dardanelles, malgré toutes les forces navales que le pacha furieux mit en campagne contre eux.

Opérations d'Ibrahim-Pacha sur terre.

Si la campagne maritime n'avait pas été brillante, celles que les deux pachas entreprirent dans la Morée et dans la Grèce orientale ne le furent pas beaucoup plus; mais elles eurent des conséquences beaucoup plus funestes. Nous n'en retracerons la marche qu'à grands traits et en passant, autant que possible, sous silence les petits détails. Ibrahim était revenu du siége de Missolonghi à Patras avec une armée bien affaiblie. De tous ses tacticiens il n'y avait plus de valide que trois mille cinq cents hommes. S'il avait voulu rassembler toutes ses forces pour une expédition vers l'Isthme, il n'aurait pu réunir que de six à huit mille hommes à peine, après avoir laissé de faibles garnisons seulement dans les places maritimes.

Cependant le besoin le plus urgent exigeait qu'après son retour il approvisionnât la ville de Tripolitsa dont la garnison était de nouveau réduite à la dernière extrémité. En ralliant autour de lui la cavalerie qu'il avait laissée dans le pays, le pacha se rendit à la capitale, en passant par Kalavryta, afin de permettre aussi à la garnison de cette ville de prendre part à son expédition. Arrivé là, il trouva la ville dépouillée de tout; les Kalavrytiniens s'étaient réfugiés, avec femmes et enfants, sur le mont Chelmos, où, soutenus par quatre cents hommes armés, sous les ordres de Petm·zas, ils s'étaient retranchés. Ils y repoussèrent (17 mai) une première attaque des Égyp-

tiens; mais, après un second assaut contre leur position, ils furent dispersés avec de terribles pertes et durent s'enfuir vers Kastraki; errants dans ces montagnes couvertes de neige, exposés aux mauvais temps et poursuivis par les ennemis, ils eurent à supporter des souffrances tellement atroces que tout le Péloponèse fut rempli d'horreur et d'effroi.

Après une excursion à cheval inutile, entreprise pour rechercher le célèbre couvent de la Grande-Caverne (Megalospileon), qu'il trouva situé dans un ravin escarpé, accessible seulement par un sentier étroit et gardé par les Petmezades, Ibrahim entra (22 mai) avec de riches provisions dans Tripolitsa, et y fit cesser ainsi la terrible famine. Avec ses faibles forces, il n'osa pas avancer de là vers l'Isthme, avant d'avoir couvert les derrières de son armée par la réduction du Maïna. Il suivit donc (29 mai) la route de Karytaina, pour se rendre en Messenie, où Kolokotronis essaya de lui barrer le passage. Le vieux klephte avait gagné à son système de guerre de partisans les Péloponésiens désespérés, qui déjà, de leur propre mouvement, avaient, à l'approche des Égyptiens, quitté leurs villes et leurs villages, pour chercher leur salut sur les hauteurs, aux couvents fortifiés, au sein des grottes et au milieu des rochers dans les montagnes. Sans passer par Karytaina, Ibrahim descendit donc par la route de Nissi vers le golfe de Messenie; il dispersa une troupe de Grecs postés dans le défilé de Makryplagi, et brûla Andritsena.

Suivi partout des partisans de Kolokotronis et de ses parents, qui, en rôdant autour de lui, le harcelaient et l'attaquaient, le pacha arriva enfin à Modon, où il resta un mois sans rien faire. Il somma seulement les Mavro-

michalis de faire leur soumission, avec la menace de dévaster le Maïna; mais ils répondirent par un refus très-laconique. Les Maïnotes, qui jusqu'alors avaient très-mal justifié leur réputation guerrière, et qui avaient encore plus mal rempli leurs devoirs envers la patrie, furent donc, pour la première fois, attaqués dans leur propre pays; mais ils rendirent un nouvel éclat à leur bravoure qui avait commencé à pâlir.

De Kalamata, le pacha mit (3 juillet) toutes ses forces disponibles (sept mille hommes) en mouvement contre le Maïna, tandis qu'il allait lui-même, avec quelques vaisseaux, bombarder différentes villes sur les côtes de la Lakonie, afin de détourner l'attention des Maïnotes du côté de la terre qui allait être menacé par lui. Vis-à-vis d'Armyros et en face du chemin creux de Verga, les Égyptiens trouvèrent les Maïnotes derrière leurs retranchements. Après avoir été repoussés deux fois, ils espéraient trouver les côtes plus dégarnies de défenseurs, et ils envoyèrent quinze cents hommes par mer à Dyron, d'où cette troupe s'avança dans la direction de Tsimova en dévastant le pays la torche à la main.

Arrivés dans leur marche jusqu'à la tour de Tsalapiana, ils furent repoussés par les Grecs; lorsque, le lendemain (6 juillet), après avoir été durement rudoyés par Ibrahim, ils tentèrent encore une fois la fortune de leurs armes, ils furent mis dans un fâcheux état par la population qui accourut, par les prêtres, les femmes et les gens armés sous les ordres de Konstantinos Mavromichalis; ils furent obligés de se retirer dans leurs navires. Le corps principal avait renouvelé, la veille, ses attaques contre la position d'Armyros; mais il dut se retirer à Kalamata, après avoir subi de grandes pertes.

Kolokotronis accourut, à ce moment, avec des troupes auxiliaires; s'il était arrivé un peu plus tôt, il aurait trouvé les Égyptiens au milieu du combat, et il aurait pu les prendre entre deux feux.

Le pacha retourna tout honteux à Tripolitsa, pour ravitailler encore une fois cette ville qui était cernée de tous les côtés. Ce coup manqué releva le courage des Grecs. Kolokotronis publia de Nauplia (24 juillet) un appel au peuple, dans lequel il parla à ses compatriotes des secours envoyés par les philhellènes de France, d'Allemagne et de Suisse. Pour encourager les Grecs, il fit surtout ressortir dans cet appel qu'en venant ainsi en aide à la Grèce, les autres nations avaient reconnu la justice de la cause grecque. Pour inquiéter Tripolitsa davantage dans son voisinage immédiat, il réunit de nouveau une troupe à Vervena, et poussa en avant ses corps de partisans jusque dans la plaine devant la ville, jusqu'à Rhiza et à Machmetaga.

Pendant ces jours-là (30 juillet), trois escadrons d'Arabes tombèrent dans une embuscade, où ils furent anéantis dans l'espace d'une demi-heure. En revanche, les soldats de Tripolitsa battirent les Grecs à Alonistena, et brûlèrent Vytina. Ibrahim lui-même saccagea l'éparchie de Hagios-Petros, et s'avança vers Astros, en dévastant par le feu tout le pays avec une vengeance barbare. Arrivé dans cet endroit, il divisa son armée en trois corps de troupes qu'il envoya par Vambakou à Mistra, à Arachova et dans la Tsakonie, afin qu'elles envahissent le Maïna à la fois par trois points différents.

Cependant Nikitas, qui surtout dans cette petite guerre se distinguait autant que son beau-frère Zacharopoulos, homme sensé et fils du célèbre klephte Zacharias, avait

devancé le pacha et s'était déjà emparé d'Astros, en venant du côté des Moulins. Après avoir occupé le nouveau fort, Nikitas repoussa, pendant deux jours (16-17 août), les attaques impétueuses de treize cents Turcs. Cette division dut donc retourner à Tripolitsa sans avoir obtenu de résultat. Ibrahim lui-même cependant entra en Lakonie, afin d'envahir le Maïna en passant à l'est du mont Taygetos (Taygète).

En s'avançant par Anavryta et Stortsas, il franchit (2 septembre) le « mauvais défilé » du mont Taygetos; mais lorsqu'il y rencontra de la résistance, il repassa par le sommet de la montagne pour en descendre le versant oriental; il passa la nuit dans la plaine de Machmoudbey, d'où il suivit le cours de l'Eurotas jusqu'à son embouchure; puis, en repassant par les communes des Bardouniotes, il se jeta sur l'éparchie de Maleuri, dont il réduisit en cendres toutes les villes et tous les bourgs. Mais, après y avoir trouvé une vigoureuse résistance près de Maniakova, il dut retourner dans la plaine de Passava, d'où un autre Ephialtès voulut le conduire, par le mont Taygetos, à Polyaravo. Mais, comme Ibrahim avait été arrêté dans sa marche près de la tour de Desphina, les habitants de Polyaravo furent informés à temps de son expédition; ils le reçurent, à son arrivée (9 septembre) près de leur ville, avec deux mille hommes, et le pacha, complétement battu, dut rebrousser chemin vers Maleuri et Elos, d'où il se rendit, fort humilié, par Mistra, à Tripolitsa.

Sans perdre de temps, il continua cet affreux système d'expéditions entreprises pour ravager le pays, en allant de Tripolitsa dans d'autres directions. Après être parti pour Dara (20 sept.), il envoya de là un corps de troupes

pour recueillir des vivres et pour détruire les villages circonvoisins; puis il se jeta lui-même sur le centre de l'éparchie de Kalavryta, où il soutint des combats opiniâtres dans les environs de Sopoto, combats qui eurent bien pour résultat la destruction de toute une série de communes, mais sans laisser un seul pied de terrain en son pouvoir. De retour à Tripolitsa, il fit faire encore des expéditions pour ravager l'Argolis et le pays autour de Korinthos, et pour y faire du butin, jusqu'à ce que les approches de l'hiver (novembre) le forçassent à retourner à Modon.

Pendant ce temps où les Grecs avaient été complétement dépouillés de toutes leurs ressources, ils avaient montré, même au puissant général égyptien, qu'ils savaient lui tenir tête. Les capitaines qui s'en étaient vantés auprès de leurs bienfaiteurs, les philhellènes, n'avaient pas fait de vaines fanfaronnades; ils avaient trouvé la manière la plus efficace de faire la guerre au pacha. Les rangs des troupes égyptiennes avaient été éclaircis d'une manière terrible par les fatigues dans leurs expéditions, par les armes dans les combats et par les épidémies dans les forteresses maritimes. Dans ce climat plus rude, le manque de vêtement devint funeste aux Arabes; l'extrême pénurie de vivres s'éleva à un tel point, qu'on paya le biscuit au poids de l'argent, et que les Égyptiens, autrement dociles comme des esclaves, commencèrent à se révolter.

Une nouvelle flotte, qui arriva d'Alexandrie à Navarin (2 déc.), fit bientôt cesser cette disette; mais elle n'amena pas de troupes pour combler les vides. Les ressources pécuniaires du riche vice-roi commencèrent à s'épuiser; on disait que cette guerre gréco-égyptienne

avait englouti déjà 25 millions de piastres d'Espagne. Mehmet-Ali se méfiait de la Porte et de la sincérité de son concours; il s'imaginait que les Turcs le verraient avec plaisir se charger de tout le poids de la guerre, épuiser ses ressources, et baisser néanmoins dans l'opinion publique, sans avoir obtenu de succès. Avec une grande prudence, il suivait avant tout la marche des négociations diplomatiques. Lorsque, vers la fin de l'automne, il était sûr que les puissances interviendraient, il considéra la partie comme perdue et il était décidé à ne plus risquer d'autre enjeu, dans les affaires grecques, que ce qui était absolument nécessaire pour ne pas renier ouvertement son caractère de serviteur de la Porte.

Opérations de Rechid-Pacha sur terre.

Presque au même moment où, après la prise de Missolonghi, Ibrahim avait de nouveau paru dans le Péloponèse avec toutes ses forces, le seraskier avait rassemblé une armée de dix mille hommes, avec une artillerie bien pourvue de munitions qu'il conduisit ensuite (juin) dans l'Hellade orientale. Plus habile que son rival à traiter ses adversaires, il avait su neutraliser l'action d'un certain nombre de capitaines rouméliotes; il avait réussi à prendre à son service d'autres chefs, tels que Iskos et Rhankos, qui, dans le temps, avaient joué un rôle équivoque, et il les avait déterminés à se charger de défendre les défilés.

Après s'être ainsi assuré ses derrières, il put chasser rapidement les Grecs de leurs positions autour de Salona, atteindre Thebai (Thèbes) (10 juill.), et de là s'avancer dans l'Attique. Là encore, il se facilita beaucoup sa tâche, en sachant gagner, par la clémence et par toute espèce de faveurs, les paysans qui s'étaient enfin ré-

voltés contre les exactions dont les accablait Gouras, cet homme insatiable. Les habitants de la ville d'Athènes, qui jusqu'alors n'avaient pas encore joué un rôle brillant dans la guerre de l'insurrection, mais qui, au contraire, à l'approche du danger, s'étaient toujours réfugiés dans l'île de Salamis, se sentirent un peu stimulés par la gloire dont s'étaient couverts les défenseurs de Missolonghi, et ils se montrèrent plus disposés à faire la guerre que les campagnards des environs.

Cette fois-ci, la petite troupe des mille gens armés parmi les habitants, renforcée par un faible corps venu de l'île de Salamis était bien résolue de défendre la longue étendue de ses murs négligés et délabrés dont les vingt-quatre tours ne portaient que quelques rares canons. En outre, Gouras se trouvait avec trois cents mercenaires, plutôt comme un ennemi que comme un ami, isolé et enfermé dans la citadelle d'Athènes, qui avait des provisions pour dix-huit mois, et qui était défendue par dix-sept pièces d'un fort calibre.

Rechid-Pacha se trouvait encore à Thebai lorsque son avant-garde toute seule, sous les ordres de Moustapha-Bey, auquel s'était joint Omer de Karystos, s'était déjà établie dans la Pnyx (ἡ Πνύξ) aussi bien que dans quelques églises qu'on avait mises en état de défense comme des ouvrages extérieurs, et qu'elle avait déjà pris d'assaut la colline du Musée (23 juill.) et dressé trois batteries contre la ville et la citadelle. Quand le seraskier arriva lui-même (28 juill.), le bombardement devint plus régulier et plus violent, et lorsque, quinze jours plus tard, il apprit que les habitants d'Éleusis voulaient envoyer des renforts à Athènes, il se hâta de les prévenir par la prise de la ville. Pendant vingt-quatre heures (14 août), il fit

jouer toute son artillerie contre les murs, et, le lendemain (15 août), il conduisit son armée à l'assaut. Les défenseurs de la ville ne lui opposèrent qu'une faible résistance et se jetèrent ensuite dans l'akropolis, qui, à cause de sa forte position, n'avait pas à craindre un assaut.

Un faible corps de troupes, commandé par Kriëzotis, faisait la garde près d'Éleusis; il avait été renforcé, à cette époque, par six cents hommes, sous les ordres de Karaïskakis, que le gouvernement avait nommé général en chef de l'Hellade orientale, à la place de Gouras, que rien ne pouvait tirer de son inaction. Cette troupe fut encore rejointe par Fabvier, avec neuf cent vingt tacticiens, parmi lesquels il y avait soixante-dix philhellènes que commandait le colonel Pisa.

Ces trois corps, comptant ensemble trois mille cinq cents hommes, partirent (17 août) d'Eleusis et s'établirent au nord-ouest d'Athènes, à une lieue et demie de la ville, dans un jardin entouré de murs, près du village de Chaïdari, et sur quelques collines qui le flanquaient. Ils y repoussèrent (18 août) vaillamment une attaque des Turcs, de sorte que Fabvier put donner à sa troupe l'ordre de descendre la colline qu'on venait de prendre d'assaut, et de s'avancer dans la plaine tout droit sur Athènes; mais les capitaines grecs refusèrent de le suivre dans cette entreprise qu'ils croyaient trop téméraire.

Karaïskakis, au contraire, proposa de conduire l'armée au port de Peiraieus (Pirée), parce qu'elle y trouverait plus facilement à s'approvisionner; mais Fabvier répliqua que c'était là faire un mouvement en arrière qui coûterait du temps et qui ne répondrait pas au but qu'on s'était proposé, puisqu'on voulait débloquer la ville. Pendant le

temps perdu ainsi par l'irrésolution et par les querelles des chefs grecs, le seraskier augmenta ses troupes par des renforts de cavalerie sous les ordres d'Omer-Pacha ; puis il attaqua (20 août) la position des Grecs avec cinq mille fantassins et mille cavaliers.

Devant le jardin, on avait placé un bataillon de tacticiens, qui formaient le carré ; à la seconde attaque des delhis turcs, le commandant de la compagnie de voltigeurs recula et mit ainsi en désarroi le bataillon, qui fut repoussé, dans le plus grand désordre, jusqu'au jardin. Il ne fut sauvé d'une destruction complète que par Karaïskakis et Kriëzotis, de même que par le second bataillon de tacticiens qui accoururent aussitôt. Alors le pacha fit faire deux attaques simultanées, d'une part contre quelques retranchements où Perrhaivos et Lekkas repoussèrent les assaillants, et d'autre part contre une colline occupée par Kriëzotis, et qui se trouvait entre ces retranchements et la montagne.

Dans ce dernier endroit il s'engagea une lutte fort opiniâtre ; les Hellènes s'y trouvaient déjà dans une position très-périlleuse, lorsque, pour surcroît de malheur, la cavalerie turque, qui avait été repoussée près des retranchements de Perrhaivos, vint encore se jeter sur cette colline. Cette fois-ci ce fut Fabvier qui, avec ses deux bataillons, sauva les irréguliers de leur position fâcheuse, en rétablissant l'égalité dans le combat, qui cependant, après ces trois engagements, se changea en une canonnade inoffensive.

Dans le conseil de guerre des chefs grecs, on résolut de conduire, pendant la nuit, les irréguliers à l'assaut contre les retranchements de l'ennemi ; mais au moment où ces troupes devaient s'acquitter de cette tâche, elles s'en-

fuirent épouvantées dans la montagne, sans écouter les ordres de leurs capitaines, donnant ainsi l'alarme aux ennemis et forçant aussi les tacticiens à se retirer à la faveur de la nuit. Après ce honteux échec, dont Fabvier et Karaïskakis rejetèrent la faute l'un sur l'autre, toute l'armée se replia sur Eleusis.

Le désastre de Chaïdari fit naître un tel découragement dans la garnison de l'akropolis, que la plupart des mercenaires de Gouras conçurent le projet de s'enfuir pendant la nuit, projet qui fut effectivement exécuté par quelques-uns de ces soldats. Gouras en eut une telle inquiétude, qu'il fit expédier à l'île de Salamis (24 août) un certain nombre d'hommes impropres au service, de même que trois cents femmes ; de sorte qu'il ne restait plus dans la citadelle que huit cents combattants et seize cent trente âmes en tout.

Comme il n'était pas facile de prendre l'akropolis par un assaut, et qu'il aurait fallu trop de temps pour la réduire par la famine, le seraskier songea à faire fléchir le courage de la garnison, en lui coupant l'eau et en continuant le feu croisé de ses batteries qui devaient causer de grands ravages dans cet espace étroit. Il donna donc l'ordre de miner le bastion qu'Odyssevs avait fait élever, en 1822, au-dessus d'une source découverte par lui sous l'aile nord des Propylées, l'ancienne Klepsydra, dans le voisinage de la double grotte de Pan et d'Apollon.

Mais ces travaux firent peu de progrès, parce qu'on les arrêtait toujours par des sorties heureuses (7, 25 sept.) et par les contre-mines qu'établissait l'habile ingénieur Kostas Chormovitis. Cependant il s'en fallait de beaucoup que les mercenaires de Gouras eussent le courage héroïque des Rouméliotes de Missolonghi et qu'ils fissent

les mêmes efforts pleins de dévouement. Par leurs désertions et par leur licence effrénée, ils causèrent constamment les plus grandes inquiétudes à leur chef, qui songea même à faire venir une nouvelle garnison dans la ville. Mais les deux tentatives faites par les Ioniens nouvellement organisés dans l'île de Salamis pour se jeter dans l'akropolis échouèrent misérablement. Bientôt après, la citadelle perdit même son commandant.

Pendant une reconnaissance de nuit (12 oct.), ou pendant qu'il commandait la garde en dehors du château. Gouras tira par pétulance un coup de pistolet ; il donna ainsi un point de mire aux Albanais dans le camp des ennemis, et tomba frappé de leurs balles. Cependant sa mort semblait avoir un certain effet sur les hommes de la garnison, qui montrèrent dès lors un peu plus de vigueur. « Que pleurez-vous? disait sa veuve aux soldats consternés ; ce sont vos désertions qui ont été la cause de sa mort! Prouvez-moi votre compassion en ne me tuant pas aussi par votre abandon! »

Ces hommes, tout saisis, jurèrent sur l'Évangile de vouloir lui rester fidèles (1). Quelques jours après (18 oct.), le seraskier, qui se préoccupait toujours de l'idée de couper l'eau aux assiégés, donna un nouvel assaut au Leontari, cette position fortifiée qui se trouvait devant la source ; mais les assiégés repoussèrent les Albanais de la position attaquée, bien qu'une mine qu'ils y avaient éta-

(1) Peu de temps après, cette femme courageuse périt elle-même d'une manière malheureuse. Elle habitait le temple d'Erechtheus, dont le plafond avait été couvert d'une couche de terre pour garantir cet édifice de l'action des bombes. Pendant un bombardement violent, une des colonnes du temple se fendit, et le plafond ensevelit, dans sa chute, la veuve de Gouras avec dix autres habitants de l'édifice.

blie vînt à rater. Rechid-Pacha promit de grandes récompenses aux volontaires qui donneraient l'assaut au château-fort lui-même. Des Ghèques audacieux se déclarèrent prêts à l'entreprendre, en se raillant de leurs compatriotes qui avaient en vain essayé leurs forces contre le Leontari.

Le lendemain (19 oct.), ils montèrent de grand matin à l'assaut d'un des retranchements près de la citadelle, et atteignirent l'orifice d'une mine dans laquelle Kostas travaillait à ce moment même. Makriyannis, ayant vu du haut de la citadelle le danger qui menaçait Kostas, accourut et repoussa, après un combat de deux heures, les Ghèques, qui durent se retirer sous les yeux de leurs frères, dont la joie était grande à la vue de cette défaite.

Les Grecs prennent l'offensive.

Cependant les Athéniens enfermés dans leur citadelle et ceux qui s'étaient refugiés dans l'île de Salamis se consumaient dans l'impatience, en voyant que le gouvernement et les chefs militaires, divisés entre eux par leurs discordes, ne faisaient rien pour sauver la ville. Fabvier lui-même conseilla vivement de s'assembler en conseil de guerre. On y résolut de jeter Kriëzotis avec trois cents hommes dans l'akropolis au moment où Karaïskakis, par un mouvement simulé contre Chaïdari, détournerait l'attention des ennemis et que Fabvier ferait, sur les derrières des assiégeants, une diversion contre Thebai.

Le colonel partit donc de Megara et passa par les chemins creux du Kithairon, qu'il occupa avec des troupes irrégulières. Mais celles-ci quittèrent leur poste, comme Fabvier en eut la ferme conviction, sur l'instigation de Karaïskakis, qui était jaloux de lui, et forcèrent de la

sorte aussi le colonel à quitter en toute hâte les bords de l'Asopos qu'il venait déjà d'atteindre. Kriëzotis, au contraire, qui venait de débarquer (23 oct.) avec trois cents hommes à l'embouchure de l'Ilissos, et qui était soutenu par les mouvements de Karaïskakis, réussit à franchir la colline du Musée, et arriva sain et sauf dans la citadelle.

Karaïskakis invita le colonel Fabvier à continuer, même malgré les approches de l'hiver, avec plus de hardiesse, l'offensive qu'il venait de prendre, et à faire une expédition dans l'intérieur de la Roumelie; mais, dans son ressentiment, Fabvier se retira dans ses cantonnements à Methana. Karaïskakis poursuivit dès lors ses projets avec un zèle d'autant plus grand, comme s'il était désireux de montrer à cet officier étranger quel était le genre de guerre le plus approprié à ces localités, et quels étaient les soldats les plus propres à la faire.

Cet Agraphiote, élevé à l'école pernicieuse d'Ianina, avait eu jusqu'alors, par suite de ses mœurs dissolues, une réputation très-fâcheuse, aussi bien sous le rapport de la morale que sous celui de la politique. On se rappelle (Cf. t. XIII, p. 214) qu'on l'avait accusé à Missolonghi d'être entré en négociations avec les Turcs et d'avoir voulu, au prix d'une satrapie, trahir la patrie, comme l'avait fait Odyssevs. Même à l'époque actuelle, il n'était pas à l'abri de tout soupçon de projets ambitieux qu'il aurait formés avec Kolettis. Mais sous le rapport militaire, cet homme, maigre, mobile et de petite taille, se faisait remarquer parmi tous les capitaines armatoles des Rouméliotes par son intrépidité personnelle et par sa connaissance instinctive de la guerre particu-

lière à ces pays-là, par son coup d'œil stratégique sûr et par son habileté à suppléer à l'absence de ressources matérielles par une grande promptitude dans les mouvements et par l'art de diviser les ennemis. Il possédait, en outre, une certaine libéralité, un talent oratoire remarquable et une tournure originale d'esprit qui lui permettait de gagner très-facilement l'amour de ses soldats.

Lorsqu'on discutait à Nauplia la question délicate de savoir s'il fallait le nommer général en chef de l'Hellade orientale, on sentait bien qu'on n'avait pas le choix. Le président Zaïmis, qui avait pour Karaïskakis une haine personnelle, lui donna sa voix, en disant : « Je veux que « la patrie soit sauvée et que mon ennemi soit élevé ! » Vassilis Boudouris, membre estimé de la commission de l'assemblée législative, dit au nouveau général : « Ka- « raïskakis, jusqu'à ce moment, tu n'as pas fait ton de- « voir envers ta patrie ; Dieu te donnera les lumières « nécessaires pour le faire désormais ! — C'est vrai ! « répondit-il ; quand je le veux, je puis être un ange ou « un démon ; doréuavant, je veux devenir un ange ! »

Effectivement, avec cette élévation extérieure, il semblait s'être opéré aussi une exaltation intérieure dans son caractère, telle qu'on aurait pu la produire peut-être aussi dans d'autres hommes de sa trempe, si l'on avait su les prendre avec une connaissance plus juste de leur nature. Dès ce moment même, Karaïskakis devint un modèle d'activité patriotique et militaire, et, par sa prudence et son zèle, il donna encore une fois un essor tout à fait inattendu à la cause de la Grèce continentale, qui était tombée bien bas. Favorisé dans ses desseins par le gouvernement, il fit, en premier lieu, déterminer

les Thessalo-Macédoniens, dans les Sporades, à appuyer ses mouvements, en venant occuper les Thermopyles.

Le nouvel agent du comité de Paris, le comte Eugène d'Harcourt, se trouvait heureusement en état de contribuer aux frais de la guerre pour la somme de 20,000 piastres, ce qui permit de noliser les navires nécessaires pour les y transporter. Mais, malheureusement, le départ (15 novembre) de ces troupes fut tellement retardé que le seraskier put envoyer à leur rencontre une colonne volante, sous les ordres de Moustapha-Bey, qui fit échouer cette entreprise dans sa première tentative contre Talantion.

Cependant Karaïskakis était parti (6 novembre), avec trois mille hommes, du camp d'Eleusis, où peu à peu quatre mille cinq cents hommes des plus exercés à la guerre, Nikitas avec les gens de Missolonghi et les Souliotes s'étaient rassemblés après être venus de la Morée. En passant par Koundoura et par Kaza, on s'était rendu à Dobrena (8 novembre), sur la baie du même nom, dans le golfe de Korinthos. Il y cerna d'abord la garnison turque dans trois tours; mais bientôt il se rappela qu'il ne pouvait pas perdre son temps à faire des siéges; en livrant des combats continuels, il poursuivit sa route (26 novembre) avec toute l'armée, en se rendant par Chostia à Dystomos. Puis il fit occuper Arachova (30 novembre) par cinq cents hommes, sous les ordres de Gardikiotis Grivas, parce qu'il avait appris que Moustapha-Bey, en revenant de son affaire facilement terminée avec les Macédoniens, comptait passer par cet endroit.

En effet, à peine les gens de Grivas eurent-ils été postés dans les maisons, que Moustapha-Bey arriva avec quinze

cents ou deux mille Albanais, hommes d'élite, qui ne s'attendaient à rien moins que de trouver là des ennemis. Le général turc venait de réussir à s'établir, à côté des Grecs, dans une partie de la ville, lorsqu'à ce moment même Karaïskakis, avec tout son corps, vint rejoindre Grivas. Afin de ne pas être cernés, les Turcs se retirèrent sur la crête dénudée d'un rocher près de la ville où, pendant la journée, ils avaient à supporter les attaques des Grecs et, pendant la nuit, la forte gelée d'hiver à laquelle ils étaient exposés en plein air. Comme Karaïskakis tenait occupées les ouvertures de toutes les trois vallées, à la jonction desquelles est située la ville d'Arachova, le manque de vivres força bientôt les Turcs à se résigner à entrer en négociations.

Les Grecs demandèrent qu'on leur livrât non-seulement tous les effets et les armes des Turcs, mais encore les places de Salona et de Levadia. Les Albanais, en guerriers fiers, résolurent de continuer le combat plutôt que de se rendre, surtout parce qu'ils venaient d'apprendre qu'une expédition était partie d'Athènes pour venir à leur secours. Mais le mauvais temps et les ennemis empêchèrent cette troupe d'arriver. Voyant cet espoir déçu ; souffrant du froid intense et de la disette qui augmentait ; découragés par la perte de Moustapha-Bey, qui venait de mourir (4 décembre) des suites d'une blessure à la tête, les Albanais entamèrent de nouvelles négociations. Mais, lorsque celles-ci furent restées infructueuses, ils prirent le parti de quitter leur position pendant la nuit et de chercher à atteindre le couvent d'Ierousalem, soit en s'échappant secrètement, soit en s'ouvrant un passage l'épée à la main.

Sept cents Ghèques, qui ne pouvaient pas attendre le

moment fixé pour le départ, quittèrent de leur propre autorité le camp avant les autres. Poursuivis par les Grecs (6 décembre), les fuyards furent surpris, en outre, par une furieuse tourmente de neige; de sorte que la moitié à peine de ces Ghèques atteignit le couvent. Karaïskakis envoya au gouvernement les têtes de Moustapha et de trois autres beys tués; avec trois cents crânes des soldats tombés, il construisit une tour qui devait servir de trophée.

La nouvelle de ces triomphes de son rival stimula toute l'ambition de Fabvier. A cette même époque, Makriyannis avait eu le courage de sortir de l'akropolis avec cinq cavaliers. Il s'était présenté devant le gouvernement, pour lui faire un tableau effrayant de l'état dans lequel se trouvait la forteresse, dépourvue de toutes munitions. Il disait qu'à la vérité cette place s'était continuellement défendue de la manière la plus vaillante dans une guerre de mines très-habilement conduite, mais que, faute de munitions, elle serait forcée de se rendre, si le gouvernement ne pouvait lui porter secours.

Fabvier résolut aussitôt d'entreprendre en personne une expédition, pour se jeter avec un approvisionnement de poudres dans la forteresse. Il débarqua (13 décembre) à l'est du port Mounychia, avec six cents tacticiens choisis dont chacun portait un sac rempli de poudre : entreprise extrêmement hasardeuse et pleine de péril, à cause de l'imprudence avec laquelle les Grecs maniaient leurs armes à feu ; aussi Fabvier ordonna-t-il à ses hommes d'enlever les pierres à feu de leurs fusils. Par une belle nuit qu'éclairait la lune, cette troupe fit, dans le plus profond silence, ce chemin de trois lieues jusqu'à la citadelle. Arrivés près de la colline du Musée, les tacti-

ciens furent arrêtés par les cris de : Qui vive? des sentinelles qui les accueillirent à coups de fusil, lorsqu'ils ne répondirent pas. Au bruit du tambour, les Grecs repoussèrent les ennemis du fossé qu'ils avaient creusé là, et, soutenus par une sortie de Kriëzotis, ils réussirent à entrer dans l'akropolis avec une perte de huit hommes seulement.

Après avoir porté ces munitions à la garnison de la forteresse, Fabvier avait dû repartir avec les siens ; mais ils échouèrent dans deux tentatives qu'ils firent, pour se frayer, pendant la nuit, un passage à travers les ennemis, et ils durent rester dans l'akropolis jusqu'à la fin du siége. De la sorte, cette forteresse avait reçu à l'intérieur des renforts utiles, et au dehors Karaïskakis menaça très-sérieusement l'existence de l'armée de siége, lorsqu'il envoya les Souliotes assiéger Salona, et qu'il partit lui-même pour Velitsa, afin de couper l'arrivage des approvisionnements de la Thessalie.

A peine arrivé là, il intercepta un grand convoi de vivres, en dispersa l'escorte, qu'il poursuivit jusqu'à Vodonitsa, et envoya ses corps de partisans jusque devant Patratsik (Nea-Patra). Mais à la nouvelle qu'Omer-Pacha s'était mis en marche pour débloquer Salona, il retourna à Arachovo, d'où il se dirigea sur Lidoriki, afin d'y relever aussi la cause grecque; puis il envoya de petits corps de troupes à l'ouest jusqu'à Lobotina. Ensuite il accourut au secours des Souliotes qui étaient à Dystomos et devant Salona, où Omer-Pacha, à la tête de deux mille cinq cents hommes, forces bien supérieures à celles du corps grec, les avait mis dans une position très-fâcheuse (janvier 1827). Après beaucoup d'escarmouches qui se succédaient tous les jours, il força

les Turcs à lever leur camp (18 février) et à s'enfuir en laissant derrière eux beaucoup de provisions. Ensuite, les musulmans qui se trouvaient à Salona abandonnèrent cette position importante, et même les garnisons de Davlia et d'Ierousalem partirent en proie à une terreur panique.

Ainsi, au commencement de la nouvelle année, toute la Grèce continentale, à l'exception de Missolonghi, d'Anatoliko, de Vonitsa et de Lepanto, était de nouveau entièrement entre les mains des Grecs. Après ces succès surprenants, le gouvernement demanda à Karaïskakis de revenir à Eleusis, afin de préparer un coup décisif pour débloquer Athènes. En effet, l'ambassadeur anglais avait donné à entendre au gouvernement que, si l'akropolis tombait, il se pourrait bien que, dans tout accord définitif des puissances, on ne tînt aucun compte de la Grèce continentale subjuguée.

Les grandes appréhensions qu'avaient dû faire naître les campagnes d'Ibrahim et de Rechid-Pacha étaient donc encore une fois dissipées pour cette année-là. Dès l'automne, on avait empêché les deux généraux de se tendre la main par-dessus l'Isthme. A cette époque même, les Grecs avaient intercepté (septembre 1826) deux lettres (1) de Rechid-Pacha, adressées l'une au grand vizir et l'autre au sultan, et dans lesquelles le général turc leur avait exposé les difficultés qu'offrait la prise d'Athènes, en demandant en même temps qu'on chargeât seul d'une telle entreprise un vizir aussi hardi et aussi habile que l'était Omer-Pacha, afin que lui, le seraskier, eût toute la liberté nécessaire pour occuper les

(1) Zinkeisen-Gordon, t. II, p. 412.

Dervennes. Si une fois il était maître de la Roumelie, disait Rechid, il se ferait fort de soumettre en deux mois la Morée déchirée par les querelles des partis.

Mais les Turcs ne devaient parvenir ni à subjuguer la Morée, ni à se rendre maîtres de la Roumelie. Comme presque toutes les autres campagnes, celle-ci aussi avait commencé sous d'heureux auspices, mais elle avait eu une issue peu glorieuse. Il est vrai que cette fois-ci encore on n'avait pas eu non plus les brillants résultats des premières années de la guerre qui avaient été si satisfaisants. L'ennemi restait, comme l'année précédente, pendant tout l'hiver, avec la même ténacité, devant un des derniers boulevards de la Grèce.

Si, l'année suivante, Athènes avait dû avoir le même sort que Missolonghi, le Péloponèse aurait été placé entre deux feux et aurait inévitablement succombé. En effet, la désorganisation, l'abattement et le découragement régnaient partout; la guerre et la dévastation des campagnes faisaient peser sur le pays une charge écrasante; on avait à supporter des privations terribles; un désordre sauvage avait envahi l'armée et la marine, et des dissensions intestines dévoraient la Grèce tout entière.

Jeu des partis politiques en Grèce.

Les grandes ressources pécuniaires, provenant de l'emprunt anglais, par lesquelles Kontouriotis avait pu s'attacher les forces armées, faisaient défaut au gouvernement de Zaïmis; cette circonstance seule suffisait pour rendre sa position nécessairement beaucoup plus faible que celle du gouvernement précédent. Mais déjà sa seule composition et son établissement le condamnaient à une faiblesse plus grande. Il est vrai qu'à la dernière assem-

blée nationale, à Epidavros, on avait plus que jamais senti qu'on avait besoin d'un gouvernement fort qui ne fût pas paralysé, comme tous les gouvernements précédents, par les empiétements des législateurs. C'est pourquoi, déjà avant l'ouverture de l'assemblée, on avait répandu dans le public un projet d'après lequel tous les pouvoirs, excepté les pouvoirs judiciaires, devaient être confiés à un triumvirat, en même temps qu'on ajournerait l'assemblée législative jusqu'à la fin de la guerre de cette année-là. Mais, même à cette époque pleine de périls, ce projet n'avait pu l'emporter sur les intérêts des ambitions personnelles.

On commença par augmenter le nombre des membres de ce gouvernement qu'il s'agissait d'instituer, de trois à cinq, puis à sept, à neuf et même à onze. Cependant, on plaça à côté de cette autorité suprême, affaiblie ainsi par le nombre de ceux qui la formaient, une commission législative permanente; on lui confia le soin de convoquer la prochaine assemblée nationale, de surveiller l'administration des finances et de continuer les rapports diplomatiques avec les puissances au sujet de l'affaire de la médiation.

Les membres de ce gouvernement sans puissance et sans ressources étaient bien peu en état de conserver, aux yeux des hommes de guerre, l'autorité qu'avaient possédée leurs prédécesseurs. C'est ce qu'ils avaient vu dès leur arrivée à Nauplia; les Souliotes et les Roumméliotes, sous les ordres de Photomaras et de Theodoros Grivas, qui étaient en possession des deux forteresses d'Itchkale et du Palamidi, inspiraient à la ville et à l'autorité suprême du pays une terreur si vive, que cette dernière se retira dans la *Tour sur la Mer* de Nauplia,

où elle restait pour ainsi dire enfermée en y traînant une existence complétement nulle.

Autrefois, un grand péril avait ramené tous les Grecs à la réconciliation et à la concorde; mais à cette époque où le désespoir régnait partout, la discorde se répandit dans tous les districts où l'ennemi n'avait pas encore paru. A Korinthos, deux cousins du nom de Notaras se disputaient (août) non-seulement la récolte des raisins de Corinthe, mais encore la main d'une belle et riche héritière. Les indigènes et ceux qui étaient alliés aux familles du pays dévastaient cette province que les Égyptiens avaient épargnée; l'arrivée même des primats les plus considérés, tels que Zaïmis, Kolokotronis et Mavromichalis, put à peine apaiser un peu la guerre civile. Kolokotronis lui-même, mécontent de ne pas avoir obtenu aussi la place de Karaïskakis, outre la dignité de commandant en chef dans le Péloponèse qu'il possédait déjà, excita de nouveau les discordes entre les éparchies. Il se sépara encore de Zaïmis et chercha à gagner à ses intérêts les primats de Vostitsa, les Lontos et les Meletopoulos.

Abandonné de presque tous les Grecs, le gouvernement trouvait son appui principal à l'étranger, auprès des Anglais et d'un petit nombre d'hommes réfléchis, tels que Miaoulis, Boudouris et Tombazis, qui approuvaient sérieusement et par principe le gouvernement dès qu'il se rattacha à l'Angleterre et à sa médiation. Pour donner encore plus de force à cet appui, le gouvernement avait, pendant l'été, appelé le général Robert Church à la tête de toutes les forces de terre de la Grèce. Ce militaire s'était fait connaître à Naples (Cf. t. III, p. 156); beaucoup de Grecs le connaissaient du temps des guerres

françaises, où il avait été, dans les îles Ioniennes, le chef aimé d'un bataillon grec dans lequel Kolokotronis et ses parents avaient servi sous ses ordres.

Le général accepta, et l'on put s'attendre à le voir arriver prochainement. Lord Cochrane, qui depuis fort longtemps était engagé au service de la Grèce, ne venait pas encore, bien qu'on l'attendît avec l'impatience la plus vive. Le commodore Hamilton était toujours considéré comme le conseiller et l'ami le plus sûr. Quant à Stratford Canning, ses instructions (6 septembre) lui avaient expressément enjoint de faire savoir au gouvernement grec qu'il se préparait à agir conformément aux désirs des Hellènes. Aussi entretint-il dès lors des relations non interrompues avec cette autorité, et lui exprima-t-il d'une manière très-prononcée et fort agréable aux membres du gouvernement, le désir de voir rester dans leurs places les fonctionnaires faisant partie des commissions qui avaient commencé à se mettre officiellement en rapport avec lui.

Il était vrai que ces différents rapports avec les étrangers devaient fortifier l'appui que le gouvernement trouvait en dehors de la Grèce; mais on ne pouvait pas contester qu'à l'intérieur les Francs et les philhellènes ne fussent, par suite de ces mêmes rapports, mêlés d'une manière très-funeste au jeu déjà assez embrouillé des partis, et qu'ils ne donnassent aux indigènes de nouvelles occasions de dispute. Kontouriotis, qui, pendant son administration, avait perdu la partie d'une façon si déplorable, poursuivait cependant toujours ses propres projets pour satisfaire son ambition personnelle; dans ses journaux d'Hydra, il accusait le gouvernement de trahir la patrie et de s'entendre avec les Anglais pour

faire de la Grèce un hospodariat. Il s'irritait en se voyant complétement éloigné de toutes les affaires ; il en était de même pour Kolettis, qui, de son côté, en se liant avec tous les partisans de Fabvier, essayait d'opposer un parti français au parti anglais.

Lorsque Kolettis se trouvait, au printemps, à Epidavros, au moment où l'on poursuivait la médiation anglaise, il avait continué à mener l'intrigue orléaniste qui, en 1824, avait provoqué l'Acte demandant le protectorat anglais. Mais, à cette époque, on l'avait calmé en lui faisant comprendre qu'il fallait d'abord s'assurer, par une demande directe, si le duc d'Orléans accepterait le choix qu'on ferait de son fils, et si l'on pouvait s'attendre que le roi de France y donnerait son consentement. Plus tard, il avait été encore plus fortement irrité par le gouvernement de Zaïmis, lorsque celui-ci avait cherché à se venger, par un procès, de son attitude hostile.

Kolettis lui aurait peut-être suscité de graves embarras en provoquant une forte opposition, à l'aide de ses relations parmi les Rouméliotes, et par le parti français dont il était l'âme. Mais tous les malheurs venaient continuellement fondre sur Fabvier, et le duc d'Orléans lui fit faire la réponse décourageante « que l'acceptation de « la couronne grecque dépendait de la situation de la « Grèce et de celle du prince qu'on élirait; mais que le « roi de France non-seulement n'agirait pas en faveur « de l'élection du fils du duc d'Orléans, mais encore « qu'il serait peut-être obligé de la repousser (1). »

(1) La réponse du duc d'Orléans se trouve en traduction grecque dans : Ἀπομνημονεύματα συνταχθέντα ὑπὸ τοῦ Ν. Σπηλιάδου. Ἀθήν. 1851, t. II, p. 393, note.

Le gouvernement grec trouva un adversaire d'autant plus dangereux dans Kolokotronis, depuis que celui-ci, dirigé par Metaxas, l'implacable ennemi des Anglais, s'était mis à la tête d'un parti russe qui tramait ses projets en secret. Le chef klephte travailla dès lors activement à ce qu'on appelât le comte Kapodistrias, et il poussa les Grecs à une rupture ouverte avec leur gouvernement, afin d'obtenir ce qu'il désirait. Depuis que les Onze s'étaient retirés dans la Tour sur la Mer, ils avaient toujours songé à transférer le siége du gouvernement dans une autre ville, afin d'échapper aux demandes impétueuses de la farouche soldatesque rouméliote et en même temps à l'influence de Kolokotronis.

Dans ce dessein, ils avaient d'abord (14 août) convoqué un congrès à Poros, mais ensuite ils s'étaient décidés à se transporter à Aigina (Égine), et à y faire convoquer aussi la nouvelle assemblée nationale par la commission législative. Kolokotronis se rendit (octobre) à Nauplia, où il protesta contre le choix de ces deux endroits, « parce « qu'il avait juré à Hydra qu'il ne voyagerait plus par « mer ». Il se rendit auprès de Zaïmis pour le déterminer à l'action en disant « que le Péloponèse deviendrait tiède si on le quittait ». Zaïmis regarda par la fenêtre sans lui répondre. « Adieu, frère, disait Kolokotronis, « nous ne parlerons plus de cette affaire. »

Zaïmis se rendit donc à Aigina (23 novembre), tandis que Kolokotronis alla à Kastri (Hermione), où lui et son parti firent convoquer un congrès, laissant aux éparchies le choix d'envoyer leurs anciens représentants ou de nouveaux députés. Le gouvernement, au contraire, fidèle à la résolution légale du congrès d'Épidavros,

insista sur une nouvelle réunion des anciens représentants dans la ville d'Aigina.

On aurait dit qu'il ne suffisait pas que les représentants du peuple, s'assemblant ainsi peu à peu dans ces deux endroits, donnassent le scandale public d'une guerre civile parlementaire. Dès que les Onze eurent quitté Nauplia, Grivas et Photomaras, les Rouméliotes et les Souliotes, divisés déjà auparavant entre eux, y firent éclater une nouvelle révolte; au grand effroi des habitants de la ville, les deux forteresses, celle d'Itchkale et le Palamidi, se bombardèrent l'une l'autre. Dans l'île d'Hydra aussi, de violentes querelles s'élevèrent entre les partisans de Kontouriotis et le parti anglais de Miaoulis, querelles que ni les bons procédés ni les mesures violentes de Hamilton lui-même ne purent apaiser.

Ces dissensions entre les insulaires profitèrent, pour le moment, aux adversaires du parti anglais; elles jetèrent le fier Kontouriotis tout à fait dans le parti de Kolokotronis. Oubliant entièrement les outrages que Kontouriotis lui avait faits dans le temps, Kolokotronis reçut à bras ouverts cet homme qui fit reconnaître le congrès d'Hermione par les Hydriotes, par les Spetsiotes et même par les Psariotes qui résidaient dans l'île d'Aigina. Sissinis y parut aussi, et fut nommé président (23 février 1827) de l'assemblée dès qu'elle fut ouverte. Dans son découragement, le parti anglais fit une tentative de réconciliation (31 janvier); mais on le repoussa avec arrogance.

Dès qu'on fut arrivé au nombre légal des deux tiers des membres, ce parti ouvrit donc aussi de son côté un congrès à Aigina, et la Grèce eut encore une fois le triste spectacle de voir siéger deux assemblées nationales l'une

à côté de l'autre. Mais dès lors elles n'étaient plus divisées en deux camps représentant l'esprit des provinces, ou un parti militaire et un parti civil. C'étaient, au contraire, deux partis, dont l'un était pour l'Angleterre et l'autre pour la Russie, et qui indiquaient, comme principal motif ou comme prétexte de leur division, le projet des uns d'abandonner la Grèce continentale, qui était déjà presque perdue, tandis que les autres voulaient la conserver et s'y maintenir.

Congrès de Troizen (Trézène).

On ne peut pas méconnaître que cette modification dans la position des partis à l'intérieur de la Grèce ne fût l'image exacte de l'attitude prise par les puissances, dans leurs rapports diplomatiques, relativement aux affaires grecques. C'était là le commencement des malheurs les plus funestes qui ont accablé la Grèce et qui l'ont forcée à accepter, avec son indépendance, l'héritage le plus pernicieux que lui laissait la domination turque, à savoir cette dépendance continuelle d'influences étrangères, bien qu'elle changeât toujours dans ses oscillations à peine perceptibles.

Le puissant empire des Osmanlis, dans sa totalité, avait été depuis longtemps le jouet des influences rivales de la diplomatie européenne; aucun vassal turc, Ali-Pacha aussi peu que Mehmet-Ali, n'aurait jamais pu parvenir à établir une puissance indépendante et à disposer, en souverain, de ses forces, sans se voir soumis à la même surveillance. Bien moins encore la faible Grèce pouvait-elle se détacher de l'empire ottoman, sans rester dans la position d'une province dépendant de la Turquie, parce qu'elle était toujours exposée à l'influence des étrangers, dont les secours lui permirent seuls d'obtenir

son indépendance. On voit par les nuances délicates par lesquelles, dès cette époque, l'état de choses en Grèce réfléchissait, comme un miroir, l'état des affaires en Europe, combien il était naturel et nécessaire que ces relations réciproques s'établissent entre l'Europe et la Grèce, sans qu'il y eût eu là à l'œuvre des influences directes et puissantes.

Tant que les deux grandes puissances allemandes avaient tourné le dos à la Grèce; tant que l'empereur Alexandre avait condamné la révolution des Hellènes et que le gouvernement français était resté indifférent, tous les regards avaient nécessairement dû se tourner vers l'Angleterre seule. Dans le principe, cette puissance semblait, à la vérité, être animée de sentiments presque plus hostiles que l'Autriche elle-même, mais, dans ses îles Ioniennes, elle possédait un lien trop naturel entre les deux nations; l'attention avec laquelle on s'observait mutuellement, le commerce et les échanges entre la Grèce et l'Angleterre, devaient toujours leur fournir de nouvelles occasions de se rapprocher, jusqu'au moment où les deux pays allaient entrer dans des rapports plus intimes.

Plus tard, lorsque les sympathies philhelléniques se réveillèrent avec une si grande force en France et en Allemagne, la Grèce y répondit par la confiance avec laquelle le gouvernement donna à Fabvier une position importante et une grande influence; elle y répondit encore par la déférence avec laquelle le pouvoir écoutait les conseils du colonel Heidegger (baron von Heideck), que le roi de Bavière avait envoyé en Grèce. Seulement, il était bien naturel que ces influences étrangères, sans excepter même celle de la France, ne pussent pas pro-

duire des partis bien dessinés, puisque les Grecs ne trouvèrent aucun appui dans les gouvernements.

Mais depuis l'avénement de l'empereur Nicolas, les rapports entre la Grèce et la Russie avaient de nouveau changé subitement, et, depuis la signature du protocole d'avril, les Grecs avaient commencé à partager leurs affections entre les deux puissances protectrices qui y avaient participé. Absolument comme dans cette intervention arrêtée à Saint-Pétersbourg, la Russie ne s'était montrée qu'en seconde ligne, tandis que l'Angleterre occupait le premier plan dans cette affaire de médiation. En Grèce aussi le parti anglais était celui qui se mettait ouvertement en avant, pendant que le parti russe y agissait sans être avoué. De même qu'une méfiance et une jalousie secrètes se cachaient sous cette union apparente des deux puissances, de même des discordes continuelles séparaient aussi les deux partis en Grèce, même après qu'ils furent arrivés à un compromis. Cette réconciliation était l'œuvre des philhellènes anglais. Si c'était l'immixtion des Francs qui avait fait cette nouvelle blessure à la Grèce, en donnant une nouvelle intensité aux querelles des partis, le philhellénisme semblait posséder aussi les remèdes nécessaires pour guérir cette plaie.

Quelques jours après l'ouverture de l'assemblée à Hermione, Church débarqua (9 mars) à Cheli, en face de Spetsia. Kolokotronis l'y reçut, l'accompagna à Hermione, l'appela son père et son bienfaiteur et se déclara prêt, « pour l'amour du bien public », à faire un sacrifice et à reconnaître son ancien chef de bataillon comme le généralissime de l'armée. Cependant, à peine Church fut-il instruit de l'état des choses, qu'il déclara qu'on ne

pourrait le considérer que comme simple volontaire, tant qu'on n'aurait pas apaisé toutes les discordes.

A Aigina, où il se rendit (11 mars) avec Hamilton, on était tout de suite disposé à l'accepter comme arbitre; mais il n'en fut pas de même à Hermione. Pour intimider les membres de ce congrès, Hamilton leur dit qu'il écrirait à Stratford Canning, qui tout récemment (1) avait fait annoncer qu'il donnait formellement son autorisation à la médiation, et qu'il lui déclarerait que la Grèce, en voie de dissolution, ne méritait pas que l'Europe fît des efforts pour elle.

Ce langage modéra l'outrecuidance des députés assemblés à Hermione et jeta la division dans leurs rangs. Les insulaires se séparèrent des autres, en suivant Kontouriotis, qui, sur ces entrefaites, avait découvert que le projet secret de Kolokotronis était de faire nommer Kapodistrias président de la Grèce, dignité à laquelle Kontouriotis croyait avoir les premiers droits. Au milieu de ces troubles, les pacificateurs anglais reçurent le plus efficace de tous les renforts. Lord Cochrane, que les Grecs avaient appelé de leurs vœux ardents comme un autre Messie, qu'on avait bien trop longtemps attendu en vain et qu'on n'espérait plus voir arriver, débarqua à Hydra (17 mars), d'où il se rendit à Aigina.

Enveloppé dans une obscurité mystérieuse, il avait, pendant plusieurs mois, rôdé dans la Méditerranée pendant qu'on attendait inutilement les vaisseaux anglo-américains; puis, dans l'automne précédent, il s'était rendu à Marseille et à Genève, où il s'était mis en rap-

(1) Lettre adressée à la commission législative, en date du 8 février 1827. MS.

port avec Eynard. Le comité de Paris avait fait en faveur de lui, l'Anglais, le plus brillant de tous ses efforts; il avait acheté pour lui, au prix de 260,000 francs, le brick *le Sauveur*, armé de dix-huit canons, et il avait épuisé, en outre, toutes ses ressources, afin de pouvoir lui donner la somme de 355,000 francs qui, pour les premiers temps après son entrée en scène, devait le mettre à l'abri de toute vexation de la part du gouvernement grec.

De tous les côtés on lui envoya, pour le saluer, des adresses et des députations pleines d'enthousiasme. Kolokotronis délégua le comte Metaxas pour le recevoir. Mais lord Cochrane parla le même langage, empreint d'une précision hautaine, que ses compatriotes Church et Hamilton. Il répondit aussitôt à l'adresse envoyée par le congrès d'Hermione, « qu'il était profondément affligé « de voir que les représentants du peuple et les primats « gaspillaient leur temps dans des discordes, pendant « que les ennemis s'avançaient en ravageant le pays. « Que si Démosthènes vivait encore, ils entendraient « de sa bouche la première Philippique; ils devraient la « lire devant toute l'assemblée, afin d'apprendre ce « qu'ils avaient à faire. »

La crainte de perdre aussi l'assistance de lord Cochrane fit fondre la glace et imposa silence aux sentiments de haine dans les cœurs des députés : les deux assemblées convinrent de se réunir sur les ruines de Troizen (Trézène), où elles ouvrirent (1er avril) leurs séances dans un jardin de citroniers du village de Damala.

Nous passons sous silence, comme nous l'avons fait pour les autres assemblées, les nombreuses résolutions relatives aux finances et à la guerre, à la Constitution et

à l'administration, résolutions qui passèrent sans avoir de suites; nous ne nous occuperons que des choses les plus importantes. Un décret déclara que l'État indivisible de la Grèce était composé de toutes les éparchies où l'on avait pris les armes. De cette manière, on voulut aller au-devant de tous les bruits calomnieux qui auraient pu prétendre que l'assemblée désirait, en faveur du Péloponèse, séparer de ce dernier toute la Grèce continentale. On maintint les bases de la Convention sur laquelle on était demeuré d'accord, en se proposant pour but la médiation de l'Angleterre.

Les dispositions relatives à la nouvelle condition de l'armée, de la marine et du gouvernement eurent une influence immédiate et pratique. Lord Cochrane prêta serment (10 avr.) comme amiral devant l'assemblée. Le brave Miaoulis, auquel la flotte grecque devait presque toute sa gloire, se montra, à ce moment, tel qu'il avait été toujours, d'une modestie et d'une abnégation extrêmes et fidèle à lui-même aussi bien sous le rapport de la politique que de la moralité. Avec une sincérité et une loyauté entières, il quitta le poste de navarque pour reprendre le rang de simple capitaine de vaisseau.

Kolokotronis ne se subordonna pas avec la même sincérité à Church, qui, peu de jours après (15 avr.), s'engagea formellement au service de la Grèce. Le vieux klephte ne s'était pas opposé à ce que ces deux Anglais entrassent dans leurs fonctions périlleuses, dans lesquelles personne, sans excepter les indigènes, n'avait encore réussi à obtenir de la puissance; il s'y était même prêté, afin d'obtenir ensuite, avec d'autant plus de certitude, qu'on mît à la tête du gouvernement l'homme de son choix.

Lorsque les Onze se démirent (7 avr.) de leurs fonctions, tous les députés, rendus plus circonspects par une longue expérience, étaient d'accord qu'il fallait confier le pouvoir exécutif à un seul homme. Mais lorsque le nom de Kapodistrias sortit de l'urne, les partisans de Kontouriotis se précipitèrent, en pleine révolte, hors de l'assemblée. Cependant l'extrémité à laquelle la Grèce était réduite; l'absence de meilleurs conseils; la confiance vague du peuple dans le nom du diplomate russe; la discorde qui régnait dans le parti opposé entre Kontouriotis et Zaïmis et leurs partisans : tout cela força les Grecs à en revenir toujours à Kapodistrias. Cependant, seulement deux ans auparavant, il avait suffi à un bienfaiteur de la Grèce, tel que Varvakis, de le proposer simplement comme chef du gouvernement, pour qu'il perdît aussitôt la faveur et la reconnaissance de tous ses concitoyens.

On pesa les noms de tous les indigènes, et on les trouva tous usés. Kolokotronis leurra ses compatriotes en leur représentant la nécessité d'élire un *régent*, afin de prouver aux Anglais l'indépendance des Grecs. Les deux chefs anglais parlèrent eux-mêmes en faveur de ce choix, qu'ils supposaient peut-être ne devoir pas être accepté par les Grecs. Kolokotronis gagna à ses vues, dans cette question très-importante, jusqu'à Hamilton. Peu de mois auparavant, il avait dit au commodore qui voulait le sonder « qu'il n'était pas avantageux de nom- « mer un sujet russe, puisque les Grecs dépendaient de « l'Angleterre, qui leur promettait sa protection ».

Kolokotronis se rendit à Poros, pour savoir qui serait celui que Hamilton conseillerait de prendre pour régent, puisque Church et Cochrane avaient été placés à la tête

des forces armées. « L'Angleterre, lui demanda-t-il, « nous donnera-t-elle un roi ou un régent? — Non! — « La France, la Russie, la Prusse, Naples, l'Espagne le « feront-elles? — Non! Cherchez un Grec! — (Hamilton « aurait conseillé de prendre Mavrokordatos.) Nous « n'avons pas de Grec plus digne que Kapodistrias! » A ce nom, Hamilton fixa les regards sur son interlocuteur et lui rappela ce que lui, Kolokotronis, lui avait dit tout récemment. « Eh bien! répondit le chef klephte, c'est « vrai; mais les temps ont changé; l'Angleterre est « notre refuge; nous avons maintenant des comman- « dants anglais à la tête de nos forces de terre et de « mer; nous accepterions volontiers aussi un régent « anglais; mais vous dites vous-même qu'il n'y en a « pas! — Prenez Kapodistrias, dit alors Hamilton, ou « qui diable vous voudrez, puisque autrement vous êtes « perdus! » — Kolokotronis avait donc obtenu ce qu'il voulait. Dès lors, il n'eut pas de difficulté à déterminer ceux qui hésitaient encore.

Kapodistrias fut élu (11 avr.) président de la Grèce pour la durée de sept ans. Le choix des membres du gouvernement provisoire, institué pour le temps de l'intérim jusqu'à l'arrivée du président, était de mauvais augure. On nomma une commission exécutive de trois membres, qui avait à sa tête le beïzadeh Georgios Mavromichalis, homme de mœurs dissolues, et un de ceux qui avaient travaillé avec le plus de zèle à l'élection du comte, mais qui, plus tard, allait causer sa ruine. Ses collègues étaient deux hommes entièrement nouveaux : l'un était le Psariote Milaïtis, dont la réputation était encore plus fâcheuse que celle du beïzadeh, et l'autre, Ioannis Nakos de Levadia, dont le peuple riait

comme d'un vrai sot et d'un imbécile. En même temps qu'on envoya sa nomination à Kapodistrias, on adressa un appel aux peuples chrétiens pour leur demander leur assistance et pour exprimer la reconnaissance de la nation grecque au roi Louis de Bavière, à Canning, à Eynard et aux philhellènes.

Lord Cochrane. Tentatives faites pour débloquer l'akropolis.

L'autorité des commandants anglais et, en dernier lieu, la parole puissante et redoutée de lord Cochrane avaient ainsi réussi à rétablir, pour le moment, la tranquillité dans l'intérieur de la Grèce. Ce sauveur, cependant, n'était pas venu seulement apporter la paix, mais aussi l'épée. C'était dans sa personne que le philhellénisme semblait se faire fort non-seulement d'apaiser la guerre civile, mais encore de terminer la guerre de l'insurrection.

On avait fondé les espérances les plus extravagantes sur les exploits futurs de ce marin, qui, en quelques expéditions navales et, pour ainsi dire, en se jouant, avait fondé et consolidé un empire au Brésil. L'amiral lui-même ne se faisait pas faute d'augmenter encore l'impatience déjà si vive avec laquelle les Grecs s'attendaient à lui voir faire des merveilles. Avant son arrivée, on avait publié une lettre pleine de jactance, adressée par lui à Mehmet-Ali ; on avait élevé des doutes sur son authenticité; mais Cochrane lui-même avoua l'avoir écrite. Il y invitait le vice-roi à ouvrir un champ plus noble à ses forces, à protéger l'industrie, les arts et la culture intellectuelle dans son pays, et à unir des océans lointains. « Il serait glorieux de l'aider dans de pareilles « entreprises, comme il était ignominieux de tolérer sa « manière d'agir actuelle. Il jetait le gant, disait Co-

« chrane, à tous ceux qui travaillaient à éterniser la « barbarie. » Arrivé ensuite en Grèce, l'amiral disait, dans des proclamations d'une emphase fanfaronne, que l'empire byzantin renaîtrait et que le drapeau grec serait arboré sur l'église Sainte-Sophie !

On peut s'imaginer quel effet un pareil langage devait avoir sur les Grecs, heureux d'entendre de semblables hyperboles, et jusqu'à quel point il devait les disposer à croire toutes les merveilles que, dans leurs rêves, ils voyaient déjà accomplies par l'amiral. Ce dernier avait été précédé par quelques-unes de ces redoutables armes navales qu'on avait attendues depuis bien longtemps, mais qui, une fois arrivées, n'avaient pas peu contribué à enivrer d'avance les cœurs des Grecs des plus folles espérances.

Au mois de septembre, le capitaine Hastings avait fait son apparition devant Nauplia, avec le vapeur *la Persévérance* (Καρτερία), et les paysans grecs se racontaient que la vapeur avait poussé le bâtiment jusque sur le sommet du Palamidi. Puis, au mois de décembre, Kontostavlos était venu de New-York avec la belle frégate *l'Hellas.* Ensuite lord Cochrane y avait ajouté lui-même son propre schooner et le brick *le Sauveur;* il avait, en même temps, apporté les provisions les plus précieuses en argent, en munitions et en vivres, qui tirèrent les Grecs des plus grands embarras du moment. Ces sommes furent aussitôt employées à payer la solde des troupes, à réparer les vaisseaux, à construire des brûlots et à acheter des munitions de guerre de différente nature.

En effet, la manière dont lord Cochrane commandait aux Grecs de faire la guerre n'était pas moins dictatoriale

que le langage avec lequel il leur avait ordonné de faire la paix entre eux. Comme il était redevable au comité de Paris des secours qu'il avait reçus, il crut que c'était pour lui une affaire d'honneur et son premier devoir de dégager, l'épée à la main, Fabvier, qui se trouvait, à l'akropolis, dans une position périlleuse. C'est pourquoi, avec le désir ambitieux d'obtenir un succès immédiat et avec une impétuosité insensée, il insista pour qu'on commençât aussitôt cette entreprise dont on n'aurait pu guère manquer le but, si l'on s'y était pris avec plus de prudence.

Depuis son arrivée, Cochrane n'avait cessé de tonner contre les Grecs, qui gaspillaient follement leur temps dans des assemblées nationales. Dans une seconde lettre, adressée au congrès, il avait insisté sur la nécessité de débloquer Athènes, ce qui était pour lui la seule chose indispensable. Après avoir essuyé de nouveaux délais, il avait menacé de son départ, s'il ne recevait pas une réponse satisfaisante le jour même où il avait écrit cette lettre : on avait dû lui promettre tout ce qu'il avait demandé. Il est vrai que sa place aurait été près des Dardanelles, d'où l'a flotte turque devait partir prochainement. Mais il ne pensait qu'à cette seule expédition d'Athènes où, sur un élément et sur un sol étrangers, il devait combattre un ennemi étranger avec une armée étrangère.

Déjà, avant que Cochrane eût fait ces demandes impétueuses, et même avant qu'il fût arrivé, le gouvernement de Zaïmis avait fait une autre tentative pour débloquer l'akropolis, dont le seraskier avait continué de faire le siége avec une patience et une régularité très-grandes. L'arrivée de Fabvier n'en avait pas beaucoup fortifié la

défense, car ses hommes, qui n'avaient pas été préparés à un plus long séjour, et dont les vêtements étaient trop légers, avaient gagné des fièvres, par suite des froids de l'hiver; ils avaient peu à peu succombé, et il ne restait plus qu'un cinquième de la troupe. Se rappelant les avis de Stratford Canning, et désireux, à ce qu'il paraissait, de consolider son gouvernement vacillant par un fait d'armes éclatant et vigoureux, Zaïmis avait, à l'aide des secours pécuniaires donnés par les philhellènes (fin de janv.), réuni à Eleusis une division de cinq mille hommes pour dégager la citadelle d'Athènes. Ces soldats devaient d'abord occuper le port du Peiraicus (Pirée) et se séparer, dans ce dessein, en deux corps, dont l'un ferait d'Eleusis une diversion contre Chassia et Menidi, tandis que l'autre, commandé par le colonel Gordon, débarquerait au Phaleros (Phalère).

En vain les officiers des philhellènes, instruits par l'expérience faite à Chaïdari, avaient-ils recommandé de se borner simplement à empêcher l'arrivage des convois au camp turc; en vain avaient-ils conseillé d'éviter toute lutte ouverte et surtout d'abandonner cette opération séparée si imprudente contre les forces supérieures de l'ennemi : malgré tout, on entreprit cette expédition d'après le plan qui en avait été tracé (1). Le mouvement fait au pied du Parnès par l'un de ces deux corps, sous la conduite de Vassos et du Képhalonien Bourbachis, qui venait de quitter, à ce moment même, le service militaire en France pour rentrer dans sa patrie, y attira le seraskier et donna ainsi à Gordon le temps

(1) Cf. Fr. Müller : *Denkwürdigkeiten aus Griechenland*. Paris, 1833, p. 28.

et la liberté nécessaires pour débarquer dans le port du Phaleros (5 fév.).

Il n'y avait d'autres ennemis dans les environs que sept cents Ghèques occupant Hagios-Spyridon, le couvent du Peiraieus, que les Grecs bombardèrent avec leurs navires mouillés dans le port, en même temps qu'ils firent quelques faibles essais pour le prendre d'assaut du côté de la terre; mais tout fut en vain. Pendant ce temps, l'autre corps, fort de trois mille cinq cents hommes, s'était avancé jusqu'à Chassia (3 févr.), d'où il s'était rendu à Kamateros, près de Chaïdari, sur le bord de la plaine d'Athènes (7 févr.). Ce fut là que, contrairement aux conseils des capitaines expérimentés, Bourbachis poussa les Grecs à livrer bataille, tandis qu'il descendit lui-même dans la plaine, en laissant Vassos derrière lui.

Tout en occupant les Grecs restés au Phaleros par des escarmouches de peu d'importance, Rechid attaqua (8 fév.) Bourbachis dans cet endroit avec deux mille fantassins et six cents cavaliers. Le général turc mit en fuite l'avant-garde grecque; le commandant y fut tué lui-même, et le corps principal se laissa entraîner dans la fuite générale sans que rien pût l'arrêter.

Ensuite Rechid se jeta (10 fév.) avec quatre mille hommes sur le Peiraieus et attaqua la position que les Grecs y occupaient sur les hauteurs fortifiées de Kastella (Mounychia), position que jadis, dans la guerre du Péloponèse, les Spartiates avaient occupée, afin de réduire Athènes, et dont Thrasybule s'était emparé pour attaquer les trente tyrans. Les Athéniens, commandés par Makriyannis, se trouvaient à l'aile droite, protégée par des marais, dans une position presque inaccessible; le centre était occupé par Notaras, tandis que l'aile gauche était

commandée par Kalergis, qui était exposé davantage, mais couvert par le feu des vaisseaux mouillés dans le port. On y répara, dans une certaine mesure, l'échec de Kamateros par une lutte de cinq heures, où le bateau à vapeur de Hastings et le vaillant Makriyannis contribuèrent (11 févr.) le plus à repousser les Turcs.

Dès lors, le seraskier renonça au projet de s'emparer de vive force de la position de Kastella; mais il fortifia davantage ses retranchements près du couvent et sur les bords de l'Ilissos, tout en harcelant les Grecs, tous les jours, par le feu de ses canons et en menaçant leurs approvisionnements. Le gouvernement grec, de son côté, après avoir vu échouer toutes les tentatives faites pour débloquer Athènes, revint dès lors au projet qui lui avait été recommandé d'abord, et résolut, au contraire, de couper les vivres aux assiégeants. Soutenu par un corps de troupes de débarquement sous les ordres de Heidegger, Miaoulis devait faire une tentative contre Oropos, tandis que Kolettis, avec des Thessalo-Magnésiens, reçut ordre de se diriger sur Talantion; mais les deux entreprises échouèrent (comm. de mars).

Heureusement le courage abattu des Grecs fut relevé à ce moment par le retour de Karaïskakis, qui, sur les vives instances du gouvernement (11 mars), revint à Eleusis et prit ensuite une position près de Keratsini, à l'ouest du Peiraieus. Le seraskier l'y attaqua (16 mars) en vain; mais il réussit à maintenir les deux camps grecs du Peiraieus et de Keratsini séparés l'un de l'autre, jusqu'à l'époque où Cochrane pressa les Grecs de faire en commun un grand effort pour délivrer l'akropolis.

Le philhellénisme, qui par ses secours moraux et pécuniaires avait si bien mérité de la Grèce, engagea à

cette occasion encore une fois ses ressources militaires, bien que jusqu'alors les résultats en eussent été toujours si désastreux. Jamais les philhellènes n'avaient mis en campagne tant d'illustrations militaires qu'à ce moment, où un amiral célèbre dans tout le monde, où un général en chef d'un grand mérite et un commandant vaillant, tel que celui qui défendait l'akropolis assiégée, devaient coopérer avec d'autres officiers expérimentés, tels que Heidegger et Gordon.

Les dangers qui menaçaient l'akropolis et la confiance avec laquelle tous regardaient sa délivrance comme certaine, furent cause que, cette fois, tout le monde courut prendre les armes. Cette circonstance aurait dû rendre les chefs des philhellènes beaucoup plus prudents; en effet, on savait par une longue expérience qu'avec l'absence de tout esprit vraiment militaire et national parmi les Grecs, les affaires marchaient d'autant plus mal que les combattants étaient rassemblés en plus grand nombre et que chacun d'eux croyait pouvoir se reposer sur les autres.

Jamais le Péloponèse n'avait été aussi disposé à écouter l'appel que lui adressaient les habitants de la Grèce continentale. Notaras, Gennaios Kolokotronis, Sissinis et les deux frères Petmezas avaient rejoint l'armée de l'Attique, qui atteignit le nombre de dix mille combattants (22 avril). Avant qu'on se décidât à attaquer immédiatement Rechid-Pacha, suivant le désir et sur l'impulsion de lord Cochrane, on délibéra encore une fois sur les propositions de ceux qui conseillaient une plus grande prudence.

L'opinion de Church fut que, par une diversion en Albanie, il faudrait détacher les Albanais du seraskier.

Karaïskakis fut d'avis qu'il fallait occuper les Thermopyles et Oropos, tandis que le colonel Gordon conseilla de se maintenir en possession du Peiraieus et d'opérer conjointement avec le corps d'armée principal dans le canal d'Eubée. Mais dans une entrevue de lord Cochrane et de Church avec Karaïskakis à Keratsini (19 avril), l'amiral insista pour qu'on délivrât l'akropolis en attaquant directement le pacha; il planta un drapeau dans la terre en promettant 4,000 francs à celui qui l'arborerait sur l'akropolis, et 40,000 francs à tous les autres qui tenteraient cette entreprise.

La confiance aveugle que sa présomption fanfaronne avait inspirée à ce peuple crédule lui donna aussi au conseil des chefs une prépondérance que nul ne pouvait vaincre; il n'eut donc pas beaucoup de peine à faire adopter son opinion, et retourna à bord de son navire, emportant avec lui les éloges des capitaines. On avait seulement donné ordre à Hastings de se rendre, avec une escadre détachée, dans le golfe de Volo, afin d'empêcher les communications entre les ennemis. Dès qu'il y parut (20 avril), ce vaillant marin y prit ou détruisit, avec ses hommes bien disciplinés, huit bâtiments turcs chargés de blé dans le port de Volo. Il incendia, à l'aide des boulets rouges de sa *Karteria*, un brick de guerre près de Trikeri, et détruisit un dépôt d'approvisionnements établi à Koumi en Eubée. Tout cela fut fait avec tant de bonheur, avec une si grande rapidité et avec si peu de pertes, qu'il semble hors de doute qu'en acceptant les propositions de Gordon on aurait nécessairement forcé les Turcs à lever le siége de l'akropolis.

L'amiral avait pris à son service particulier et à sa solde douze cents Hydriotes et Krétois qu'il fit débarquer

(20 avril) dans le port du Phaleros sous les ordres d'un de ses parents, le major Urquhart. Se joignant ensuite aux Athéniens sous les ordres de Makriyannis, ces troupes avaient livré tous les jours des combats aux Turcs. Un jour (25 avril), il y eut même une lutte très-opiniâtre, pendant laquelle Cochrane, qui se trouvait fortuitement à terre, accourut, à la tête de la troupe de Kolokotronis, au secours des siens.

Enthousiasmés par son exemple, tous les autres Grecs affluèrent aussi du Phaleros et de Keratsini pour prendre part au combat. Ils prirent d'assaut les retranchements élevés récemment par les Turcs autour du couvent de Hagios-Spyridon, et ils rétablirent, par ce coup hardi, les communications entre les deux camps grecs qui formaient, dès lors, une ligne continue depuis le Phaleros jusqu'au mont Korydalos. Ravi de ces succès, Cochrane disait ce jour-là, dans une de ses lettres, « que de ce mo- « ment datait une nouvelle époque dans le système mili- « taire de la Grèce! » et il se fit fort de débloquer le lendemain l'akropolis, si les Grecs combattaient comme la veille.

Karaïskakis de même que Church, qui connaissaient bien les armées grecques, conseillèrent encore à ce moment de ne pas risquer aussitôt tout ce qu'ils avaient obtenu, et de ne pas mettre tout l'enjeu sur une seule carte; ils insistèrent pour qu'on s'emparât préalablement aussi du couvent. Le lendemain (26 avril), on donna donc, du côté de la terre et de la mer, l'assaut à Hagios-Spyridon, en le bombardant en même temps. Mais les Ghèques, bien qu'ils ne fussent pas soutenus par le seraskier, se défendirent, dans ce bâtiment délabré, avec un tel courage héroïque que l'amiral comprit qu'il

avait là devant lui d'autres ennemis que ceux qu'il avait combattus à Bahia et à Pernambouco.

Après des négociations infructueuses qui furent faites pendant la nuit, Cochrane poussa, le lendemain, à un nouvel assaut; mais les Grecs le refusèrent comme une effusion de sang inutile. Du reste, les Ghèques, dans leur position difficile, furent bien obligés de rouvrir les négociations, et Church profita de l'absence de l'amiral, qui s'était retiré en boudant, pour accorder (27 avril) aux ennemis les conditions que Cochrane leur avait refusées la veille.

Dès que les Ghèques eurent livré leurs drapeaux à Karaïskakis et qu'ils se mirent en marche pour se rendre, en bon ordre, au camp du seraskier, des milliers de Grecs se précipitèrent dans le couvent afin de le piller; mais, n'y trouvant pas ce qu'ils cherchaient, ils suivirent les Albanais qui s'étaient mis en route, et donnèrent le signal d'une attaque générale, violant ainsi la foi jurée. Ce fut en vain que Karaïskakis s'efforça d'arrêter ce carnage; lorsque les Ghèques poursuivis parvinrent jusqu'aux derniers retranchements grecs, occupés par Kostas Botsaris et par Nikitas, ces chefs aussi firent des efforts honorables pour retenir ceux qui poursuivaient les Albanais; mais ils eurent à essuyer le feu des avant-postes turcs, qui tiraient, sans distinction, sur cette masse confuse d'amis et d'ennemis.

Cet événement produisit un désaccord fâcheux entre les chefs grecs et les chefs des philhellènes, et fit éclater de nouvelles discordes entre eux. Cochrane était furieux de colère et de honte; Church se retira pendant quelque temps sur son schooner; Gordon, plein de mécontentement, quitta avec d'autres philhellènes les rangs des Grecs,

comme il l'avait fait déjà une fois après les atrocités commises à Tripolitsa. Karaïskakis tomba malade par suite des efforts surhumains qu'il avait faits. Comme quelques soldats de Ioannis Notaras avaient été parmi les meneurs, les ennemis de ce capitaine, les Kolokotronis, provoquèrent des poursuites contre lui, ce qui fit naître de nouveaux ressentiments parmi les Péloponésiens.

Mais ce qu'il y avait de plus fâcheux, c'était que, dans tout ce chaos, le dernier mot restait toujours à l'amiral, qui, par son entêtement, par sa suffisance arbitraire et même par son manque d'intelligence, rivalisait avec tous les indigènes. Toujours prêt à menacer les Grecs de son départ, il était parvenu, dès les premiers jours après son arrivée, à usurper, pour ainsi dire, outre le commandement sur mer, aussi toute la direction suprême des forces de terre. « Là où je commande, disait-il, tout autre com« mandement doit cesser. »

De la sorte, il poussa avec d'autant plus d'énergie, après la chute du couvent, à une attaque immédiate du camp ennemi, soit pour obtenir que les Turcs levassent aussitôt le siége, soit pour soulager du moins les défenseurs de l'akropolis en les relevant et en les ravitaillant. C'est pourquoi il voulut qu'une division de l'armée débarquât au cap Kolias et que, laissant de côté le bois d'oliviers, elle traversât la plaine entièrement dépouillée d'arbres où la cavalerie ennemie pouvait déployer toutes ses ressources contre la colonne, et qu'elle pénétrât ensuite dans l'akropolis.

Cette folle entreprise fut en vain combattue par Karaïskakis, qui, avec une grande intelligence, lui opposa sa connaissance des choses et de la localité. Ce chef conseilla, au contraire, de s'avancer prudemment du côté

ouest, en profitant du terrain avantageux qu'offrait le grand bois d'oliviers; en effet, par des travaux de longue haleine, on y avait élevé peu à peu toute une série de retranchements et l'on y avait repoussé les ennemis presque de toute la ligne, depuis l'entrée du bois jusqu'au Peiraieus. Les capitaines délibérèrent (3 mai) sous la présidence de Karaïskakis. Makriyannis fut seul de l'avis de Cochrane; néanmoins, la volonté de l'amiral dut être faite. Tout le monde devait se tenir prêt pour le lendemain, où, disait le marin plein de jactance, on dînerait dans l'akropolis.

Chute de l'akropolis.

A droite de la route qui conduit du Peiraieus à Athènes, entre le port du Phaleros et le cap Kolias, il y avait, du côté de la mer, trois redoutes turques; la plus forte, celle qui était la plus voisine du Phaleros, était une étable, contre laquelle des Krétois ivres firent une attaque (4 mai) sans en avoir reçu l'ordre. Bientôt il s'engagea un combat sur une longue ligne, auquel les ennemis accoururent prendre part des deux côtés. Karaïskakis, malade, était au lit; mais il monta à cheval et se rendit au milieu de la mêlée; il y fut mortellement frappé par une balle, pendant qu'il exhortait les Grecs à se retirer. Transporté à bord du schooner du général en chef, il y mourut le lendemain matin, dans des douleurs atroces, mais après avoir pu, avec une lucidité d'esprit entière, satisfaire à ses derniers devoirs.

Ainsi s'évanouit le dernier espoir de ce peuple agonisant. Les ennemis eux-mêmes avaient dit, dans leur admiration : « Les Turcs n'ont qu'un seul Rechid; les Grecs « n'ont qu'un seul Karaïskakis; ce sont deux lions qui « luttent : lequel terrassera l'autre? » La veille de sa

mort, lorsque Cochrane réunit les capitaines encore une fois autour de lui et qu'on n'y entendit plus la voix de Karaïskakis, le silence morne du découragement régna dans ce cercle. Sur la demande de Cochrane s'ils étaient prêts pour le lendemain, tous les chefs se turent. Lorsqu'il répéta sa question, ils répondirent : « Non ! » en ajoutant que leur armée était en désordre, que tous espéraient ne pas être séparés de leur chef, tant que son âme n'aurait pas quitté le corps.

Plein de colère, l'amiral retourna à bord de son vaisseau, en menaçant les Grecs encore une fois de son départ. Aussitôt ils se soumirent à sa volonté. Le lendemain matin (5 mai), les capitaines, réunis dans la tente de Vassos en présence du général en chef, décidèrent que le corps principal, fort de sept mille hommes, s'avancerait le jour suivant, sous la conduite de Kitsos Tsavelas, par le bois d'oliviers, tandis que les trois mille hommes destinés à se rendre au cap Kolias s'embarqueraient dans la soirée, pour mettre pied à terre pendant la nuit.

Le général en chef conduisit cette division à sa destination; mais il resta à bord de son navire et laissa les différents chefs débarquer et placer leurs soldats suivant qu'ils l'entendaient et sans exercer son autorité sur eux; l'amiral aussi, montrant toujours une confiance égale à celle du général, ne se mêla pas non plus de ces mesures prises sur terre. Munies seulement de quelques fascines et pourvues d'un matériel très-insuffisant dont on voulait se servir pour se protéger, par des levées de terre, contre les attaques de la cavalerie ennemie, les colonnes grecques partirent du cap Kolias et s'avancèrent vers la colline du Musée; on ne leur avait même pas adjoint de

la cavalerie, qui dans cet endroit était cependant indispensable.

Lorsque les premiers Grecs, tacticiens et Souliotes, eurent parcouru la moitié de la distance qui les séparait de la colline, les derniers hommes de la division étaient encore bien loin en arrière et près du lieu de débarquement; la colonne en marche était distribuée en treize divisions séparées les unes des autres. Le seraskier hésita à les attaquer, parce qu'il croyait qu'il y aurait en même temps une attaque du côté du Peiraieus et une sortie des troupes de la citadelle. Cependant il observa, avec sa cavalerie, le mouvement des ennemis, et envoya un corps d'infanterie prendre position vis-à-vis de l'avant-garde grecque qui avait élevé deux faibles redoutes construites à la main.

Deux attaques de cavalerie contre les tacticiens et les Souliotes furent repoussées; mais, à la troisième attaque, les delhis pénétrèrent, à bride abattue, dans les retranchements imparfaitement exécutés, et en sabrèrent les défenseurs (1). Les différents corps de l'arrière-garde qui suivaient se précipitèrent alors, dans une fuite désordonnée, vers la mer. Church, qui était parti de la côte pour suivre les troupes, et Cochrane, qui avait quitté son vaisseau, afin de ne pas se faire attendre trop longtemps au banquet triomphal de l'akropolis, durent, pour se sauver, descendre dans la mer et la traverser jusqu'à leurs canots, qui n'osèrent pas approcher de la côte, de peur d'être attaqués par les ennemis.

Tous auraient été infailliblement perdus, si le feu des vaisseaux n'eût pas balayé la côte jusqu'à une grande

(1) Cf. Finlay, t. II, p. 150.

distance et s'il n'eût arrêté ainsi les delhis dans la poursuite. Ce ne fut que pendant la nuit que les chaloupes s'approchèrent de terre, afin de recueillir les masses des fuyards. Beaucoup des meilleurs soldats étaient tombés victimes de l'absurdité de cette entreprise de Cochrane et de la négligence dont le général en chef avait fait preuve dans l'exécution du projet. Mille combattants des plus vaillants avaient péri; de cent quatre-vingt-six tacticiens qui étaient partis, cent cinquante-six avaient succombé, de même que vingt-deux philhellènes sur vingt-six; deux cent quarante prisonniers furent décapités, pour venger les Albanais, trahis après la reddition de Hagios-Spyridon. Parmi les chefs, Georgios Tsavelas, Veïkos, Ioannis Notaras, le colonel Inglessis et Doussas étaient restés sur le champ de bataille. Drakos et Kalergis, ce dernier après avoir été blessé grièvement, avaient été faits prisonniers, au moment où les Turcs s'étaient emparés de la première redoute. Drakos mourut pendant qu'on le transportait en Eubée. Kalergis fut échangé plus tard; mais il revint avec une jambe brisée et une oreille de moins.

Si, à ce moment de la première consternation, les Turcs avaient attaqué le camp grec avec toutes leurs forces, ils auraient achevé la défaite de leurs ennemis. Immédiatement après la bataille, les Moréotes retournèrent à l'Isthme. Trois jours plus tard, l'armée, près des ports où Church dut concentrer ses forces, était réduite au nombre de trois mille cinq cents hommes. Tout le monde se sauva.

On n'avait fait ni le mouvement qui, suivant la convention entre les chefs, devait partir du Peiraieus, ni la sortie à laquelle on s'attendait de la part des assiégés.

Au Peiraieus on n'avait plus Karaïskakis, et à l'akropolis Fabvier était paralysé par l'état de choses autour de lui, de même que par le mécontentement qui s'était emparé de son esprit. Lorsque Church avait été nommé général en chef, Fabvier avait compris qu'on ne l'avait envoyé se jeter dans la citadelle d'Athènes que pour faire place au général anglais, et que Kriëzotis avait reçu l'ordre de ne pas l'en laisser sortir.

Cochrane, auquel il importait avant tout de sauver Fabvier, engagea le capitaine de la frégate *Junon*, Le Blanc, à essayer d'obtenir, par son intermédiaire, une capitulation. Convaincu que l'état des assiégés devait être désespéré, Church y donna son consentement. Lorsque Fabvier reçut le projet de capitulation, il déclara, dans sa mauvaise humeur, que sa présence dans l'akropolis n'était qu'accidentelle et que d'autres auraient à décider. Mais les Grecs, pleins de jactance, et par la seule raison qu'ils redoutaient que les Turcs ne se vengeassent des atrocités commises le 28 avril, rejetèrent deux fois les propositions de capitulation, même lorsque Church leur ordonna (11 mai) de les accepter.

Mais ces Hellènes de l'est étaient bien loin de se montrer les égaux des défenseurs de Missolonghi, bien qu'ils se fussent fait fort de les imiter. Dès que le général en chef eut quitté (27 mai) le port du Phaleros qu'il avait occupé pendant quelques semaines, s'attendant tous les jours à recevoir la nouvelle que les puissances avaient pris une décision, la garnison de l'akropolis demanda elle-même aux commandants des escadres européennes, en station près d'Aigina, de vouloir bien intervenir.

Un heureux hasard permit à l'amiral de Rigny d'obtenir (5 juin) pour la garnison une retraite honorable

avec armes et bagages. Le bruit s'était répandu qu'Ibrahim-Pacha arrivait de l'Isthme avec toute son armée ; aussitôt le seraskier accorda tout ce qu'on demandait, de peur que le général égyptien ne lui volât les honneurs que lui promettait la prise d'Athènes, comme il l'avait fait devant Missolonghi.

Church éprouva des regrets amers, lorsqu'il fut détrompé au sujet de l'état des choses dans l'akropolis, et qu'on commença à mieux savoir quelle avait été la véritable position de la garnison. Cette dernière avait eu à souffrir, à la vérité, les plus grandes privations, par suite de la disette de viande et de bois, à cause de l'absence de tout abri; mais elle avait encore du blé pour quatre ou cinq mois. Si l'on s'était maintenu avec la persévérance résolue des défenseurs de Missolonghi, on aurait vu dans un mois un changement dans les affaires diplomatiques, changement qui aurait assuré le salut de la Grèce, et, dans six autres semaines, on aurait vu apparaître les flottes des alliés qui auraient fait cesser l'effusion de sang! Le peuple était extrêmement irrité contre de Rigny, Church et Cochrane, de même que contre Fabvier, qu'on était obligé de soustraire, à Poros, à la fureur de la multitude, en faisant semblant de le mettre en prison, et contre tous ceux qui avaient contribué à cette reddition précipitée.

En effet, cette capitulation menaçait, sinon d'anéantir toute l'œuvre de la révolution, du moins de la détruire à demi et de briser honteusement les liens qui unissaient les différents membres du jeune peuple, liens qui avaient été fortifiés par le sang versé dans les luttes communes. Toute la Grèce continentale, reconquise par Karaïskakis, fut de nouveau perdue avec sa citadelle. Les capitaines

se soumirent ou bien s'enfuirent dans le Péloponèse. Par un bonheur qu'on ne pouvait pas prévoir alors, Rechid-Pacha demeura, pendant l'été suivant, à Thebai dans l'inaction.

Rien ne s'opposait plus à ce qu'il tendît la main à Ibrahim par-dessus l'Isthme ; mais, ou il ne le *voulait* pas, pour ne pas faciliter sa tâche au général égyptien, ou il ne le *devait* pas, pour ne pas intervenir dans son pachalik, ou encore il ne le *pouvait* pas, parce qu'il était obligé de licencier les Albanais devenus difficiles à manier. Qui aurait pu autrement prévenir la ruine de la Péninsule? En effet, dès le commencement du printemps, Ibrahim y reprit de nouveau son œuvre de destruction et d'asservissement. On voyait dès lors les chefs militaires indigènes et étrangers, divisés par la jalousie et la défiance, par les rancunes et les querelles, former deux camps hostiles, où tous se déchiraient les uns les autres. On trouvait, dans l'Hellade, un gouvernement plus pauvre de ressources morales que n'avaient été tous ceux qui l'avaient précédé, et à ce moment même, plus que jamais, dépourvu de ressources matérielles. Pour comble de malheur, la commission philhellénique elle-même avait, à cette époque, trente mille francs de dettes ; Heidegger disait, dans une lettre en date du 31 mai, qu'il avait avancé son dernier écu!

Tel était l'état de choses au moment où l'on s'attendait au départ de la flotte turque, et lorsqu'on armait à Alexandrie une nouvelle flotte égyptienne : toutes les deux étaient destinées à porter à l'île d'Hydra le coup mortel qui avait été différé si longtemps. Cette île était le dernier boulevard dont la chute devait nécessairement consommer la ruine de la Grèce. Il est vrai que la reddition

de l'akropolis avait renouvelé en Europe la terrible impression qu'y avait causée la catastrophe de Missolonghi ; mais les secours des philhellènes auraient difficilement encore une fois été ce qu'ils avaient été en 1826.

Il était très-urgent qu'une puissance plus forte opposât une digue à la ruine qui approchait à grands pas. C'est ce qui arriva à la dernière heure. Les sympathies de l'Europe, inspirées par le triste sort de ce peuple qui luttait pour sa liberté, avaient donné une forte impulsion à la politique lente et traînante, en aidant à l'amener à la demi-mesure qui avait abouti au protocole d'avril; cette impulsion avait continué à exercer, pendant tout ce temps, une influence salutaire.

On n'était pas encore arrivé, il est vrai, à agir promptement pour sauver la Grèce; cependant les diplomates continuèrent et achevèrent leur œuvre commencée, en grande partie, malgré eux et à contre-cœur. Le protocole qui, quelques jours avant la chute de Missolonghi, avait été signé par la Russie et par l'Angleterre fut, peu de temps après la reddition d'Athènes, changé en convention formelle entre la Russie, l'Angleterre et la France.

A partir de ce moment, le centre de gravité de l'histoire de cette révolution se déplace; il n'est plus sur le théâtre de la guerre, mais on le trouvera dans les cabinets des diplomates. A cette époque, la modification effective dans l'état des choses arracha à la diplomatie l'aveu que la question grecque « devenait de jour en « jour plus étrangère à son ressort ». Toute énergie était paralysée dans le peuple grec, qui n'avait plus assez de vigueur pour se défendre lui-même. Personne ne s'attendait plus à voir les Grecs seuls décider les destinées de leur patrie; les faits matériels eux-mêmes ne

marchaient plus qu'à la remorque de la diplomatie : la question grecque était dès lors réellement de son ressort.

La phase dans laquelle Metternich avait le premier et tout seul désiré voir entrer les négociations diplomatiques, dans l'espoir d'y trouver un motif pour sanctionner « la seule manière correcte de procéder », c'est-à-dire l'emploi de mesures coercitives contre les rebelles, cette phase-là n'était pas du tout arrivée. Dans la première période effective qu'il y eut dans ces négociations, période dont nous avons raconté l'histoire et qui finit à Vérone, les puissances avaient résolu d'observer la neutralité et d'abandonner la Grèce à son sort. Dans la seconde période, celle des conférences de Saint-Pétersbourg, la Russie avait en vain essayé de dépasser cette neutralité et la révolution avait continué sa marche régulière. Une troisième période décisive commença avec le protocole du 4 avril 1826, par lequel les puissances devaient se porter médiatrices entre le sultan et ses sujets rebelles, « résolution insoutenable devant le tribunal de la raison », d'après l'opinion de Metternich (1).

Nous sommes donc forcé de nous placer principalement sur ce terrain de la diplomatie et de jeter seulement de temps à autre un regard sur la marche désormais infructueuse des événements en Grèce, de même que, jusqu'à ce moment, nous avions pris notre position sur le théâtre même de la guerre, pour examiner, de ce point de vue et quand l'occasion s'en présentait, les mouvements jusqu'alors stériles de la diplomatie.

(1) Dépêche du prince Metternich au comte Zichy à Berlin, du 29 mars 1827. MS.

5. — LE SORT DE LA GRÈCE ENTRE LES MAINS DES DIPLOMATES

—

A. — LA TRIPLE ALLIANCE ENTRE L'ANGLETERRE, LA RUSSIE ET LA FRANCE

—

Interprétations du protocole du 4 avril.

Dans notre exposition des relations diplomatiques entre les différentes puissances, nous étions arrivé jusqu'à la clôture du protocole de Saint-Pétersbourg en date du 4 avril 1826, et nous avions parlé de la consternation qui, à la première nouvelle de cette alliance russo-anglaise, avait saisi le sultan et son allié secret, le prince Metternich. Avec sa vivacité orientale et avec un coup d'œil rapide et pénétrant, le sultan avait aussitôt vu les faits qui se cachaient derrière les paroles, et il avait fait immédiatement des démarches par lesquelles il se préparait à contre-balancer les effets de cette alliance. Mais en Occident, où l'on va plus lentement, il fallut beaucoup de temps aux diplomates, pour se torturer l'esprit au sujet du véritable sens qu'il fallait attacher au texte seul de cette convention.

Ce que Metternich appréhendait tout d'abord, c'était l'Angleterre et la force contagieuse du système de Canning, système si profondément odieux au prince et hostile à l'Alliance, et pour lequel le grand chancelier ne croyait pas trouver de terme plus juste que celui de

« libertinage (*Liederlichkeit*) ». Ces appréhensions n'étaient pas des chimères nées dans la tête de Metternich seul; d'autres diplomates aussi les partageaient très-sérieusement. Il y avait des anglophobes parmi les royalistes français qui reconnaissaient une victoire complète du ministre anglais dans la rupture de la Russie avec l'Alliance; ils voyaient ce triomphe dans la perfidie impardonnable avec laquelle cette puissance avait traité le sultan, qu'elle avait attaqué traîtreusement avec une nouvelle prétention et en le menaçant de la guerre, au moment où la Porte avait accordé la satisfaction de toutes les demandes qui lui avaient été adressées ouvertement.

Ces royalistes ne croyaient pouvoir s'expliquer cette victoire de Canning que par l'influence nouvelle de Kapodistrias et surtout par celle de Speranski, homme qui, disaient-ils, s'engouait pour la politique libérale de l'Angleterre, qui était personnellement attaché à Canning et qui lui ressemblait sous tous les rapports. Même les hommes d'État prussiens plus froids ne pouvaient non plus se défendre de temps à autre de la crainte que les premiers intérêts des États et de la société ne fussent en danger d'être renversés par le système populaire de Canning, qui prenait pour loi plutôt les idées et les passions du jour que les principes d'une politique réfléchie.

Tout autres étaient les soucis des russophobes soupçonneux. Ils croyaient que le but suprême du czar était la guerre par laquelle il voudrait aider les destinées pourtant inévitables de l'empire ottoman. Ils ne voyaient donc dans le protocole que le seul dessein de pousser l'Angleterre à consentir à l'emploi de mesures coercitives, après que les négociations auraient échoué, me-

sures que, dans les conférences de Saint-Pétersbourg, Canning avait pourtant repoussées avec une grande persévérance. Ils croyaient (1) que Canning ne trompait pas la Russie, mais qu'il était, au contraire, la dupe de cette puissance, et ils s'imaginaient que les hommes d'État russes le menaient et le faisaient marcher suivant les intérêts et les désirs de la Russie.

Du reste, même les diplomates russes obséquieux qui, peu de temps auparavant, avaient encore baigné de larmes de reconnaissance la main que Canning leur tendait pour les secourir, parlaient avec une satisfaction entière de la docilité du cabinet britannique, docilité que, dans les rapports adressés à leur maître orgueilleux, ils vantaient comme leur propre ouvrage.

Quelque grande que fût d'ailleurs, dans sa première émotion, l'appréhension de Metternich au sujet de l'alliance qu'il soupçonnait exister entre les deux puissances, il était pourtant un trop grand optimiste de sa nature pour se laisser tourmenter longtemps par ces craintes. Du reste, ses inquiétudes commencèrent à s'apaiser, dès qu'il eut fait sonder les dispositions des puissances avec plus d'exactitude. Il s'était empressé de faire demander à Canning (2) « quelles suites on donnerait au protocole « dans le cas où la guerre éclaterait? si la puissance « médiatrice serait alors l'alliée de la puissance belligé- « rante ? et si l'Angleterre s'était bien assurée quelle

(1) C'était, beaucoup plus tard, encore l'opinion de Wurm : *Diplomatische Geschichte der orientalischen Frage*, p. 215-18. — On trouve des vues plus justes dans Roepell : *Die orientalische Frage in ihrer geschichtlichen Entwicklung*, 1854, p. 235.

(2) Dépêche adressée au prince Esterhazy, en date du 29 avril 1826. MS.

« serait l'application que le czar donnerait au principe « des indemnités pour la guerre ? »

Avant qu'on pût recevoir une réponse à ces questions, Metternich apprit successivement la chute de Missolonghi, le retour d'Ibrahim dans la Morée, les armements de Rechid-Pacha contre l'Hellade orientale, l'anarchie qui régnait à Nauplia et le désordre qui jetait une confusion complète dans tout ce chaos révolutionnaire. Aussitôt Metternich sentit renaître en lui ses premières espérances, et il se disait que l'insurrection serait peut-être étouffée avant que le protocole eût eu les moindres suites ; nous avons vu qu'à ce moment il fit même quelques efforts pour aider, par son action, à atteindre ce but, en lâchant toute la marine autrichienne contre les Grecs. Il crut déjà que le protocole était « un enfant « mort-né et un coup d'épée dans l'eau où il n'y avait « que l'alliance qui, cependant, avait reçu une fâcheuse « blessure (1). »

Tous les événements qui se produisirent immédiatement après le fortifièrent dans ces vues pleines de consolations pour lui. De nouvelles démarches, faites à Constantinople par Stratford Canning peu de temps avant (11 juin 1826) et même pendant la destruction des janissaires à Constantinople, furent passées sous silence ou l'on refusait de s'y prêter ; l'ambassadeur anglais accepta ces refus sans rien dire, et, lorsque Canning communiqua confidentiellement le protocole du 4 avril aux cours de Vienne et de Paris, à peu près à la même époque, il y ajouta la déclaration qu'il ne désirait pas lui donner suite pour le moment.

(1) Rapport du baron Maltzahn. Vienne, le 22 mai 1826. MS.

Ces indices étaient pour Metternich des commentaires agréables qui expliquaient la réponse, également agréable, faite, pendant ce temps, par Canning aux questions que le cabinet autrichien lui avait adressées. On lui avait répondu que, dans le cas d'une guerre, le protocole n'aurait pas d'effet, et que l'empereur de Russie avait renoncé avec trop de netteté et de précision à tout agrandissement de territoire pour qu'on pût douter de sa parole. Ces deux propositions renfermaient tout ce qu'il fallait à Metternich pour le tranquilliser.

Effectivement, déjà à cette époque, comme plus tard à chaque occasion qui se présentait, la Russie répéta « jusqu'à satiété » ces protestations solennelles, à savoir : que les principes immuables de la politique russe, fondée sur des intérêts dont aucune puissance ne saurait lui demander le sacrifice, commandaient, à la vérité, la conservation d'une influence russe prédominante à Constantinople, mais rien de plus, et que ni des conquêtes ni la chute de l'empire turc ne sauraient entrer dans les intentions de l'empereur, par la raison même qu'elles seraient plutôt nuisibles qu'avantageuses à la Russie.

« Avant que la Russie eût avancé ses limites vers « l'ouest, était-il dit dans un célèbre document russe de « cette époque-là (1), et avant qu'elle eût fait, sur la « mer Noire, les acquisitions indispensables qui assuraient « ses communications avec la Géorgie, elle n'avait pu « écarter les idées d'agrandissement qui souvent avaient « fait croire à son intention de vouloir anéantir la Tur-

(1) Instructions pour M. de Ribeaupierre, du 11/23 janvier 1827. Cf. *Portfolio*, t. III, p. 127, 266.

« quie; mais, depuis le glorieux règne d'Alexandre I[er],
« sa position était telle, qu'elle regarderait des conquêtes
« plutôt comme un fardeau. L'amour de la paix était
« inspiré à l'empereur non-seulement par les intentions
« bienfaisantes qui marquaient, à l'époque actuelle, la
« marche de tous les gouvernements, mais encore par le
« profond sentiment des avantages qu'un développement
« paisible des ressources intérieures accorderait à son
« empire. »

Metternich redoutait une guerre russo-turque plutôt à cause de la faiblesse de l'Autriche qu'à cause de la force de la Russie; aussi disait-il à lui-même et aux autres, dans des moments (1) où les probabilités d'une guerre étaient beaucoup plus grandes et toutes les fois qu'il croyait pouvoir exprimer sa véritable opinion, « que dans « ces assurances de la Russie il y avait un grand fond de « vérité. Que les temps n'étaient pas propices pour que « la Russie jugeât utile de se brouiller avec toute l'Eu- « rope au sujet de ses projets gigantesques relativement « à la dissolution de l'empire turc; qu'il ne s'agissait « réellement pour elle que de voir la Turquie affaiblie, « désarmée et abaissée, et que, dans le moment actuel, « elle voulait seulement de nouveau user les forces des « Ottomans par la constitution d'une Grèce qui existât « de nom, mais qui, en réalité, fût nulle. »

Si le grand chancelier était donc tranquillisé de ce côté-là, il calmait bientôt encore davantage ses appréhensions au sujet de l'Angleterre. Quand il était en proie à une vive émotion, il voyait toujours, il est vrai, dans

(1) Comme, par exemple, dans une dépêche adressée à Esterhazy, le 12 février 1828. MS.

Canning un esprit extravagant de l'espèce la plus dangereuse; mais quand il s'était calmé de nouveau, il lui arrivait cependant aussi de se rappeler quelquefois l'indifférentisme tenace de cet homme d'État, qualité qui ne ressemblait guère à l'extravagance et au « libertinage » dont le prince accusait, à d'autres moments, le ministre anglais.

Lorsque Canning se décida à prendre en main la cause grecque, il sentit instinctivement « qu'il fallait faire « quelque chose », par la raison *matérielle* que le commerce était sans cesse troublé par la piraterie, et par la raison *morale* que les malheurs de la nation grecque, qui était devenue un objet de pitié pour le monde tout entier, réclamaient une intervention. Mais ce qui avait été fait par le protocole n'était certainement pas en conformité avec les idées d'une philanthropie ou d'un libéralisme chimériques, mais bien avec le point de vue étroit de ce type d'un Anglais jaloux de tout progrès constitutionnel des peuples d'Europe.

Tout en mettant entièrement en ligne de compte les égards que Canning devait à la Turquie et toute la prudence dont il fallait user vis-à-vis de la Russie, on se sentait cependant de l'aversion pour cette indifférence glaciale avec laquelle le ministre anglais pouvait attendre patiemment que les Grecs, dans leur agonie, eussent rendu le dernier soupir; on voyait avec dégoût avec quelle petitesse d'esprit il leur mesura les conditions de leur existence, après qu'ils eurent été sauvés. Il est vrai que le protocole rejetait l'idée émise par le Mémorandum russe de 1824 et qui consistait à diviser la Grèce en plusieurs parties, dans lesquelles les Turcs tiendraient garnison et auxquelles ils imposeraient des hospodars.

Mais dans l'article où il était dit que la Grèce serait soumise à la Turquie et lui payerait tribut, le protocole entrait tout à fait dans les vues et les désirs de la politique russe à laquelle convenait seulement un état de choses tenant le milieu entre l'indépendance et l'anéantissement de la Grèce. En effet, elle voyait dans un peuple grec *indépendant* l'allié naturel, non pas de la Russie, mais bien des États riverains de la mer Méditerranée.

La conformité entre les vues des deux puissances précisément sur ce point aurait ouvert en Grèce une nouvelle source de vexations pour la Porte et elle aurait agrandi l'influence de la Russie; donc elle ne pouvait pas être agréable à Metternich. Cependant les nombreuses lacunes restées dans le protocole firent facilement oublier au grand chancelier cette cause d'inquiétudes.

On n'avait pas précisé l'étendue du nouvel État; Metternich savait que Canning voulait le resserrer dans les limites les plus étroites et le borner à la Morée et aux îles, ce qui plaisait médiocrement à la Russie. Ensuite, le document ne disait rien sur les mesures qu'on adopterait pour exécuter le protocole. A ce trait Metternich reconnaissait, au milieu même de son entente avec la Russie, la même Angleterre qui, à Saint-Pétersbourg, s'était tenue en dehors des conférences. Elle avait dévié de son principe de non-intervention; mais, en agissant ainsi, elle s'était restreinte aux choses les plus nécessaires, commandées par la nature du cas actuel; en outre, elle n'avait fait cette première démarche que sous la réserve de veiller avec soin sur chaque pas qu'on ferait ultérieurement dans cette voie.

A cet égard, la Russie cachait un but différent sous la question des moyens à employer pour exécuter le pro-

tocole. Ce furent précisément ces moyens-là contre lesquels l'Angleterre, au moment actuel, aussi bien que pendant les conférences de Saint-Pétersbourg, se tenait évidemment en garde; il était clair qu'elle essayait « de « retenir la Russie sous son influence », en se chargeant de régler avec elle les destinées de l'Orient. L'empereur Nicolas, de son côté, trouvait de l'avantage à découvrir ou du moins à feindre de voir des projets ambitieux derrière les machinations anglaises en Grèce, afin de pouvoir dire que le véritable but que lui, le czar, poursuivait par cette convention, était « de lier l'Angleterre ».

Or, c'était là le point qui rassura complétement le grand chancelier. Il trouva que les deux puissances comptaient se tenir *mutuellement* en échec; qu'une défiance réciproque avait présidé à la conclusion de l'alliance; qu'on y poursuivait des desseins non avoués et que, par rapport à la question des mesures coercitives, le dissentiment était encore le même que pendant les conférences de Saint-Pétersbourg. Metternich prévoyait que si, par hasard, la médiation arrivait jusqu'à cette limite, ces relations équivoques entre les deux puissances lui fourniraient tout un arsenal de pièces qui lui serviraient à semer la discorde entre les cabinets par des calomnies, et en les excitant l'un contre l'autre, art dans lequel le prince était passé maître. Mais en réalité, il ne croyait même pas que l'Angleterre laissât jamais arriver les choses à un point qui pourrait amener une rupture avec la Turquie.

Bientôt, il parvint même à se persuader qu'on ne communiquerait pas officiellement le protocole à la Porte. A ses yeux, la convention était frappée de stérilité, tandis que sa politique de négation et d'impuissance,

qui n'avait jamais poursuivi ni supporté une idée positive, triomphait de nouveau sur toute la ligne. Les assurances d'Esterhazy, qui lui écrivait que l'Angleterre laisserait tomber le protocole, trouvèrent créance auprès de lui, bien que le prince eût été déjà souvent induit en erreur par cet ambassadeur peu perspicace qui, en face d'un ennemi personnel et irrité, comme l'était Canning, se montrait d'une candeur inconcevable.

Esterhazy semblait voir avec indifférence Canning et l'ambassadeur russe travailler souvent et beaucoup ensemble (août), tandis que ses propres rapports avec Lieven devenaient de plus en plus mauvais. La diplomatie autrichienne ne paraissait pas non plus se préoccuper beaucoup de ce que le protocole avait été communiqué au cabinet de Paris avant d'avoir été envoyé à Vienne ; elle ne semblait pas s'inquiéter de ce que Polignac ne disait rien de cette confiance plus grande montrée ainsi à la France, ni de ce que, dans cette question d'Orient, Pozzo di Borgo se rapprochait de plus en plus du ministère français, même jusqu'à l'importuner.

Il suffisait à Metternich qu'en lui communiquant fort tardivement (22 septembre) le protocole d'une manière officielle, on ne lui demandât pas encore d'y répondre et d'exprimer son opinion à ce sujet (1). D'autre part, quant à la partie la plus importante du protocole, relativement aux moyens de l'exécuter, les puissances avaient fait entrevoir d'abord une autre délibération et ensuite des ouvertures ultérieures. Avant d'avoir reçu ce projet des puissances, Metternich avait eu l'intention de ne pas exprimer d'une manière officielle son opinion à cet égard.

(1) *Canning and his times*, p. 478.

Mais, dans une première réponse verbale, il exprima (1) son adhésion aux clauses du protocole, et fit semblant de souhaiter les meilleurs succès aux puissances. En effet, que lui faisaient ces clauses, quand les affaires en Grèce marchaient, pendant ce temps, tout à fait à souhait! Avec un véritable bonheur, il prit acte d'une parole de Dalberg, ce coryphée des philhellènes, qui disait que c'était jeter son argent par la fenêtre que d'envoyer des secours aux Grecs. « Qui songe encore, disait le grand « chancelier, à la possibilité de délivrer la Grèce? C'est « une chimère, inventée pour jeter ces peuples dans la « ruine et pour semer la discorde entre les cabinets! » Encore au mois d'octobre, Gentz était tout à fait convaincu que le protocole n'aurait pas de suites, que les mesures coercitives n'étaient pas du tout dans la pensée de Canning, bien que Tatistchev, alors ambassadeur à Vienne, l'assurât du contraire de la manière la plus positive et à plusieurs reprises.

Les diplomates autrichiens pouvaient entendre pousser les mauvaises herbes qu'ils avaient vu semer dans la convention russo-anglaise; mais ils ne voyaient pas les causes naturelles et palpables, à la fois grandes et fortes, qui pouvaient faire hésiter les deux alliés à exécuter le protocole. On ne songea peut-être qu'à la fin de l'année, lorsque le fameux discours de Canning frappa les puissances comme un coup de foudre, que les complications hispano-portugaises de cette année-là devaient avoir repoussé, dans l'esprit du ministre anglais, la question d'Orient jusqu'au dernier plan.

(1) C'est ce qu'affirment des dépêches russes adressées plus tard à Tatistchev.

On n'attachait peut-être pas non plus assez d'importance à ce fait, que les révolutions, à Constantinople, paralysaient toute action pendant tout l'été. Comme le czar aussi évitait de s'immiscer trop tôt dans les affaires grecques, afin d'atteindre son but à Akerman, où les délégués de la Russie et de la Porte devaient se rencontrer pour vider les questions litigieuses qui étaient spéciales à ces deux puissances, Metternich croyait déjà que son ancienne opinion allait se confirmer et que le czar avait entièrement abandonné les Grecs.

Traité d'Akerman.

Les plénipotentiaires turcs étaient partis de Constantinople, pour se rendre à Akerman (8 juin), déjà avant la catastrophe qui anéantit les janissaires; cependant, l'arrivée des délégués russes, de MM. de Ribeaupierre et de Voronzov, et l'ouverture des négociations (commencement d'août) furent retardées encore de deux mois entiers. Lorsqu'on avait proposé Akerman comme lieu de réunion, la Porte n'y avait pas regardé de si près et avait accepté, bien que cet endroit ne fût pas une ville frontière et qu'il fût même assez loin de la frontière.

On ne voulait pas troubler les rapports amicaux qui commençaient à se rétablir entre les deux puissances : en effet, avant et après l'acceptation de l'ultimatum, les diplomates russes à Constantinople avaient parlé un langage très-doux et très-bienveillant. Encore à Akerman, les Russes montrèrent, pendant les premiers jours, les plus grandes attentions aux négociateurs, pour lesquels on avait préparé une maison tout à fait d'après les habitudes des Turcs. Mais dès qu'ils eurent les plénipotentiaires turcs entièrement entre leurs mains, les diplomates

moscovites changèrent complétement de ton dans leurs négociations.

L'empereur Nicolas était porté, par son caractère, à partager la conviction de Kapodistrias et de Stroganov, qui croyaient qu'il fallait parler à la Porte non pas un langage de persuasion, mais celui de la contrainte. Il avait donc déjà d'avance annoncé par une dépêche circulaire de Nesselrode (7 juin), que, dans ces négociations, il ferait prédominer cette force et cette vigueur qui, d'après une longue expérience, étaient la condition indispensable du succès dans des discussions avec la Porte.

Cette circulaire avait été écrite déjà avant la destruction des janissaires; mais, depuis que cet acte si hardiment accompli avait fait naître, à Saint-Pétersbourg, des appréhensions au sujet des conséquences possibles de ce succès, le cabinet russe sentit qu'une nécessité beaucoup plus impérieuse l'obligeait, plus que jamais, à faire peser sur la Porte toute l'ancienne influence russe. Il lui fallait reconquérir la supériorité de la position qu'elle avait eue autrefois à Constantinople et même l'augmenter encore; il avait à exploiter aussi promptement et aussi complétement que possible le moment de faiblesse dans laquelle se trouvait la Porte à cette époque critique. Effectivement, l'ancien système militaire était détruit sans que la nouvelle organisation eût été établie; les finances étaient dans un état de dilapidation complète et l'on avait à redouter, tous les jours, des révoltes fomentées par les partisans de l'ancien état de choses.

S'il était possible que la guerre fût déjà auparavant le but du czar, la rupture avec la Porte devait, en tout cas, lui paraître, à ce moment-là, plus que jamais

préférable à la paix, parce que la guerre lui livrait la Turquie sans défense. C'est pourquoi les plénipotentiaires russes demandèrent à Akerman ce qu'ils ne croyaient guère eux-mêmes pouvoir obtenir : Dans les Principautés, les Turcs devaient rétablir le *statu quo* de 1821 et, par conséquent, les divans à côté des hospodars qui, après une administration de sept ans, seraient rééligibles. Quant au maintien de la modification, faite sans le consentement de la Russie et par laquelle on avait admis à ces dignités des boyards, au lieu des phanariotes, on le traita de condescendance généreuse, bien que par cet arrangement on jetât les bases d'une émancipation de la nation roumaine qui, antipathique aux Grecs et aux Slaves, commença, à partir de ce moment, à concevoir l'idée d'une union des deux Principautés. Les dispositions contenues dans le traité de Boukharest, au sujet de la Servie, devaient être confirmées; la Turquie devait rendre aux Serbes quelques territoires qu'elle avait retenus dans sa possession, et les affaires de la Principauté, relativement à la liberté des cultes, à l'élection des fonctionnaires publics, à l'indépendance de son administration, etc., devaient être réglées d'après les propositions des députés serbes. Les Russes demandèrent une indemnité pour les pertes que les Barbaresques leur avaient causées depuis 1806, de même qu'ils exigèrent des garanties suffisantes pour protéger, à l'avenir, le commerce russe contre tout préjudice qu'on pourrait lui causer. Enfin ils stipulèrent la liberté de la navigation dans la mer Noire pour toutes les puissances de second ordre qui ne la possédaient pas encore.

Toutes ces demandes avaient été, pour la plupart, déjà accordées; elles ne firent que rouvrir, en les élargissant

encore, les anciennes blessures de la Porte, à laquelle on rappelait ainsi qu'elle avait perdu son droit de souveraine dans trois provinces et la domination sur la mer Noire. Mais ce qui était beaucoup plus injuste, c'était la demande de la Russie de lui céder les forts sur la frontière d'Asie, dont la possession avait été depuis longtemps un objet de litige. La Russie fondait sa demande sur ce qu'elle possédait la Mingrelie, dont les forts en question n'étaient que des enclaves où les Tcherkesses et les Lesghiens avaient toujours trouvé des secours, sans que la Porte eût jamais pu les en empêcher. La Russie s'appuyait en outre, dans ses prétentions, sur la teneur du traité de Boukharest qui avait stipulé seulement la restitution des forts conquis par les armes, tandis que ceux que la Russie retenait dans sa possession lui avaient été livrés, disait-elle, spontanément par le prince mingrélien Achmed,

Lorsque les plénipotentiaires turcs, qui n'étaient pas autorisés à consentir à cette cession, désiraient écarter cet article pour le moment, les Russes leur déclarèrent avec rudesse que les négociations étaient rompues et leur firent offrir de les ramener à la frontière. Effrayés d'assumer la responsabilité qu'une pareille démarche ferait peser sur eux, les Turcs demandèrent un délai qui leur permît d'attendre de nouvelles instructions. Mais Voronzov leur déclara « que, dans la prévision de semblables retards, et pour couper court à toute discussion « inutile, l'empereur leur avait ordonné de résumer, « dans un seul Aperçu, toutes ses demandes fondées sur « les traités, de même que l'ultimatum de toutes les « concessions qu'il serait possible de faire pour chaque « point en particulier ».

Voronzov remit aussitôt ce résumé à Hadi-Effendi et lui indiqua le 7 octobre comme dernier délai pour la remise des déclarations définitives de la Turquie. Dans ce document, on avait particulièrement accentué la cession des forts asiatiques, les droits des Serbes et le nouveau chat-cherif pour les Principautés (1).

Les ministres turcs à Constantinople firent à M. de Minciaky les représentations les plus sensées sur cette indigne manière d'agir : « La Russie, disaient-ils, se « plaçait sur un tout autre terrain; elle élevait des pré- « tentions tout à fait étrangères aux traités; elle produi- « sait un acte tout rédigé, au lieu d'ouvrir, selon la con- « vention, un échange d'opinions librement exprimées « et, enfin, loin de permettre à la Porte de négocier, « elle lui faisait la loi. »

Les ambassadeurs, même ceux des cours qui étaient les amies fidèles de la Porte, haussaient les épaules. Ils avaient poussé le reïs-effendi vers ce système de concessions; ils l'avaient vivement pressé de déterminer le sultan à accepter l'ultimatum russe; ils l'avaient décidé à envoyer des plénipotentiaires à Akerman, en lui faisant entrevoir « des soulagements », et enfin, ils lui avaient fait remporter la victoire sur le parti opposé du seraskier : mais, au moment actuel, ils eurent le front de lui conseiller de nouveau de se résigner à la nécessité inévitable. On avait d'avance communiqué le projet de ces négociations au cabinet autrichien, qui l'avait approuvé. L'ambassadeur anglais aussi avait reçu l'ordre de l'appuyer auprès du divan et, par les instances pressantes

(1) Rapports du baron de Militz de Constantinople, des 7 et 25 septembre 1826. MS.

de Pozzo, Villèle s'était également laissé décider à exhorter la Porte (1) à accepter les conditions russes dont il ne connaissait pas même les détails.

C'était toujours le même jeu méprisable qui se répétait là : croyant pouvoir conserver la paix dont ils désiraient le maintien, tous aidèrent à plumer le pauvre corbeau que l'aigle voulait déchirer. L'intérêt du moment dut nécessairement l'emporter, au sein du divan, sur toutes les autres considérations. Faible et sans armes, comme elle l'était, la Porte dut faire signer (6 octobre) la convention d'Akerman conçue dans les termes exigés par la Russie.

Mais les plus sagaces parmi les diplomates à Constantinople prédisaient sur-le-champ, qu'on serait trompé si l'on croyait que cette soumission forcée était un gage certain de la paix : la Porte, disaient-ils, attendrait seulement le moment où elle aurait de nouveau recueilli ses forces, pour se débarrasser de ces engagements qu'on lui avait arrachés par la contrainte. Cependant, pour le moment, elle s'appliqua sérieusement à les remplir : les députés serbes quittèrent la capitale turque (3 janvier 1827), après y être restés cinq ans, et les chatcherifs adressés aux voïvodes de la Moldavie et de la Valachie furent publiés un peu plus tard (avril).

Dès que M. de Ribeaupierre fit son apparition à Constantinople (11 février), pour y occuper son poste de ministre plénipotentiaire, on accorda, par son intermédiaire, la liberté de la navigation dans la mer Noire aux États de second ordre. Dans cette affaire, la Russie con-

(1) Dépêche du général Pozzo di Borgo, 8 août 1826. Dans le *Recueil de documents relatifs à la Russie*, p. 268.

tinua à agir avec une brutalité insolente. La Sardaigne avait obtenu autrefois son admission à cette liberté de navigation, sous la réserve que la Turquie aurait le droit de pouvoir acheter la première les cargaisons de ces navires.

La Suède venait de recevoir la même permission pour ses bâtiments, à condition que ceux-ci payeraient un péage. Mais de nouvelles instructions envoyées par Nesselrode (1) au ministre russe l'informèrent que les conventions ultérieures « excluaient toute clause, relative « à ce droit de préemption, comme incompatible avec la « réalité de la concession demandée ».

Aussitôt, on disait à chaque nouvelle restriction qu'on exigeait de la Porte « qu'il ne s'agissait pas là de clauses « ni de conditions, mais bien de concessions pures et « simples ». Ce langage impérieux et empreint d'irritation provenait, sans doute, déjà d'une nouvelle interruption dans l'entente pacifique qu'on venait d'établir seulement.

Mais déjà dans la scène finale d'Akerman, ce langage et tout le résultat des négociations dans cette ville, avaient produit l'impression la plus pénible sur tous ceux qui avaient espéré sérieusement que la paix deviendrait enfin ferme et stable.

Des deux manières de parler, dont on se servait dans les cercles officiels de Vienne, celle qu'employaient les hommes d'un rang inférieur, depuis Gentz jusqu'à Stürmer, s'exprimait sans le moindre ménagement sur les articles funestes et gros de malheurs qui avaient été le

(1) Dépêche du comte de Nesselrode à M. de Ribeaupierre, Saint-Pétersbourg, 22 avril 1827. MS.

résultat de cette manière inouïe de procéder. Le langage officiel du cabinet autrichien restait cependant toujours ce qu'il avait été dans le principe où Metternich avait été spectateur très-satisfait de ce qui se faisait à Akerman. Dans toutes ces négociations, on avait observé un silence profond et complet sur la Grèce. C'est ce qui confirma le grand chancelier dans son idée favorite au sujet de l'indifférence avec laquelle le czar avait traité la question grecque, et c'était là tout ce qu'il voulait.

Cependant le destin ne cessait pas même à ce moment de se jouer du prince dont les espérances se trouvaient toujours de nouveau déçues. En effet, à peine cette pensée pleine de consolations avait-elle jeté quelques racines dans l'âme de Metternich, qu'elle fut de nouveau entièrement déracinée par la nouvelle que, même *avant* la conclusion de la convention d'Akerman, l'empereur de Russie avait déjà commencé à donner suite et un certain développement à ce protocole si odieux à Metternich et que le prince avait regardé comme ne devant plus avoir le moindre effet.

Démarches faites par les puissances contractantes entre elles, pour l'exécution du protocole.

En effet, déjà pendant que les négociations marchaient encore à Akerman, le prince Lieven avait fait de l'exécution du protocole l'objet de nouvelles discussions à Londres, en adressant à Canning cinq questions bien précises qui avaient été puisées dans la considération de toutes les éventualités possibles. On y avait envisagé les divers cas où les premières ouvertures de Stratford seraient repoussées; où la Porte se montrerait complétement inaccessible et où les négociations à Akerman auraient une issue bonne ou mauvaise.

En répondant (4 septembre 1826) à ces questions (1), Canning exprima le vœu « que l'appel adressé, par les « Grecs, au cabinet anglais pour demander sa média- « tion, restât la base des premières démarches à faire « par sir Stratford Canning, démarches que l'ambassade « russe à Constantinople ne pourrait pas mieux appuyer « directement qu'en prenant pour base de son action ce « protocole, auquel Canning espérait voir accéder ulté- « rieurement aussi les autres cours, afin de donner ainsi « le premier exemple d'une intervention commune de « toutes les cinq puissances. Canning faisait ensuite les « représentations les plus pressantes contre l'explosion « d'une guerre, dans le cas où l'on subirait un échec, « soit dans les négociations à Akerman, soit dans la « médiation qu'offrirait Stratford Canning. Si ce dernier « cas devait se réaliser, le ministre anglais proposait « d'autres mesures, soit de rappeler les ambassadeurs, « si toutes les cinq puissances voulaient faire cette dé- « marche en commun, soit de se rapprocher des Grecs « et de reconnaître, à la dernière extrémité, l'indépen- « dance de leur État. »

Ce furent ces principes dont Canning fit aussi la base des instructions (2) qu'il envoya, deux jours plus tard (6 septembre), à Constantinople et par lesquelles il chargea Stratford de s'adresser *seul* à la Porte, dans une première démarche qu'il ferait comme médiateur invoqué par la Grèce, et d'engager le divan à s'occuper des propositions des Hellènes. Canning s'en rapporta au

(1) Note adressée au prince Lieven, en date du 4 septembre 1826. MS.

(2) Cf. *Portfolio*, t. V, p. 1.

jugement de l'ambassadeur, quant à l'époque où il ferait cette démarche et quant à la question de savoir, s'il y ajouterait aussi la proposition d'une suspension d'armes ou s'il la réserverait à un autre moment. Dans le cas où les négociations à Akerman auraient une issue favorable, le ministre anglais trouvait désirable que Stratford attendît l'arrivée et le concours de Ribeaupierre. Cependant il lui laissait liberté entière encore sur ce point, et lui permettait, dans des circonstances urgentes, d'agir plus tôt, en lui recommandant cependant de s'entendre avec l'ambassadeur russe. Immédiatement après que Lieven eut expédié ces ouvertures au cabinet de Saint-Pétersbourg, Canning se rendit à Paris (12 septembre).

Pozzo était bien surpris de voir que le ministre angla avait choisi, pour ce voyage, précisément une époque « où il n'y avait pas un seul point sur lequel Canning fû « entièrement d'accord avec la France ». Néanmoins, dès ce moment, Canning, comme nous l'avons vu, amena le ministère français à faire une espèce de convention, destinée à apaiser les différends hispano-portugais. Il profita, en même temps, de l'occasion pour mettre la France de son côté aussi dans la question grecque, où les deux alliés semblaient redouter quelquefois une collision avec cette puissance, à cause de ses rapports avec l'Égypte.

Canning trouva les ministres et le roi très-favorablement disposés pour la Grèce et tout prêts à agir dans ce sens sur l'Égypte; il put bientôt se convaincre que le cabinet français accéderait au protocole, si l'on ménageait seulement l'orgueil national et si l'on évitait soigneusement tout ce qui aurait pu faire croire qu'on ne

réservait à la France qu'un rôle secondaire. C'est pourquoi Canning écouta très-attentivement Villèle et Damas, lorsqu'ils lui exprimèrent, déjà à cette époque, le désir de voir transformer le protocole en traité formel.

Le ministre anglais se trouvait encore à Paris lorsque l'ambassadeur russe reçut la réponse la plus satisfaisante (du 27 septembre) à sa dernière dépêche (1). Il n'y avait qu'une seule chose qu'on avait recommandée à Lieven de la manière la plus pressante dans ces nouvelles instructions; c'était de s'entendre avec Canning, avant toute autre chose, sur le point capital, à savoir que, « par égard pour la dignité des deux puissances, et en « particulier par considération pour les intérêts les plus « importants et les plus chers de la Russie, il ne faudrait « pas commencer l'œuvre de médiation sans la ferme « résolution d'aller jusqu'au bout, quand même les me- « sures coercitives proposées par le ministre anglais « seraient insuffisantes ».

Canning hésita à y répondre, parce qu'il connaissait bien l'aversion très-prononcée de Wellington et de tous ses collègues du parti tory pour toute espèce de brouille avec la Porte. Mais Lieven, qui ne connaissait pas moins bien ces sentiments défavorables de la majorité des ministres, insista avec d'autant plus de fermeté sur la déclaration demandée à Canning (2). Dans le plus grand secret, ces deux hommes d'État tombèrent alors d'ac-

(1) Des deux dépêches ostensible et confidentielle, qui portent cette date, la dernière a été imprimée dans le *Recueil* déjà cité, p. 260.

(2) Dépêche, et dépêche réservée, du prince de Lieven, Londres, 27 novembre 1826. Cf. *Portfolio*, t. IV, p. 575; t. V, p. 80.

cord sur la rédaction d'une Note officielle (du 19 novembre) que Lieven devait remettre à Canning, avec une lettre confidentielle où il répéterait, dans ses points essentiels, les arguments que renfermaient ses instructions du 27 septembre qu'il venait de recevoir.

Dans cette Note, Lieven fit au ministre anglais une déclaration très-flatteuse, en disant que ses instructions, adressées le 6 septembre à Stratford Canning, devaient, en même temps, servir de règle de conduite à M. de Ribeaupierre, et que la manière de procéder, qui y avait été proposée, était parfaitement approuvée et acceptée par la Russie. Mais, dans le cas où toutes les mesures, sur lesquelles on s'était entendu, n'auraient aucun résultat, Lieven se déclara autorisé à se concerter aussitôt avec Canning sur les mesures à prendre ultérieurement.

Canning répondit (20 novembre) à ces deux documents d'une manière officielle et confidentielle (1), comme les deux diplomates en étaient également convenus. Il proposa, en même temps, de communiquer la partie officielle de leur correspondance mutuelle des derniers jours aux cours alliées, qu'on engagerait à accéder formellement au protocole, ou du moins à agir indirectement en faveur du but qu'on s'y était proposé. Dans la partie officielle de sa réponse, Canning attachait le plus grand prix à la coopération de toutes les cinq puissances et même à celle d'autres cours; mais, dans sa lettre confidentielle, il fit la déclaration, telle que Lieven la désirait et sous une forme très-précise, en disant « que « l'exécution du protocole ne devait, en aucune façon, « dépendre de l'accession des autres puissances. »

(1) Cf. *Portfolio*, t. IV, p. 560.

Ce fut ainsi qu'on expédia (22 novembre) ces ouvertures aux cours alliées. Le même jour, Canning donna aussi à son cousin de nouvelles instructions (22 novembre), d'après lesquelles l'ambassadeur devait ajourner ses prochaines démarches formelles et officielles jusqu'au moment où il recevrait les premières informations au sujet des résolutions des cours amies, et même jusqu'à un nouvel ordre de choses, si ces cabinets ne se montraient pas disposés à adhérer au protocole. Mais, en attendant, Stratford devait faire à la Porte, au nom de son gouvernement seul, des propositions confidentielles au sujet d'une médiation et d'une suspension d'armes.

Les hommes d'État russes, pleins de méfiance, trouvaient que le langage de ces secondes instructions, envoyées à Stratford au mois de novembre, était beaucoup plus craintif et plus indécis que celui des premières instructions du mois de septembre. Ils en crurent trouver l'explication dans la supposition que l'Angleterre, dont les appréhensions au sujet d'une guerre s'étaient bien calmées depuis le traité d'Akerman, était devenue beaucoup plus tiède relativement à l'exécution du protocole.

Cependant, déjà dans ses premières intructions et précisément pour le cas où les négociations d'Akerman auraient une issue favorable, Canning avait enjoint à son ambassadeur de différer ses démarches jusqu'à l'arrivée de M. de Ribeaupierre. Le ministre anglais avait toujours les mêmes illusions au sujet de l'influence anglaise auprès de la Porte. Il s'agissait donc surtout pour lui d'obtenir un résultat quelconque, si c'était possible, *avant* que les représentants des autres cours accrédités à Constantinople eussent reçu leurs instructions. En effet,

dès que l'Angleterre n'aurait pu retirer de gloire du succès de son initiative, Canning n'eût pas été bien pressé de faire des démarches ultérieures.

Les démarches auprès des cours alliées.

Jusqu'à l'époque qui précédait immédiatement l'arrivée des expéditions de Londres du 22 novembre, le prince Metternich avait été complétement satisfait de l'état des affaires. Il avait reçu de Berlin des informations erronées (1), d'après lesquelles la Russie aurait déclaré ne vouloir coopérer à la médiation anglaise que dans la mesure et de la manière indiquées par les dispositions plus ou moins favorables des autres cours. C'était là matière à se moquer et à triompher de Canning, pris dans ses propres filets.

Metternich était de nouveau plus fortement irrité contre lui, parce qu'il voyait, par sa conduite récente dans les affaires d'Espagne et du Portugal, qu'il était entièrement rejeté dans les voies de la révolution. Cependant le prince se consola, même sous ce rapport, par la conviction que précisément cette manière d'agir du ministre anglais devait d'autant plus sûrement détourner le gouvernement français de l'Angleterre, le rendre hostile aux projets et aux principes de cette puissance et l'attacher d'autant plus fortement à la politique de l'Autriche. Il trouva que la bonne entente entre la France et l'Autriche faisait des progrès visibles, malgré le séjour même de Canning à Paris, où, selon le prince, il n'avait pu « qu'effleurer » ce qui s'y faisait et se disait. Son écho, le prince Hatzfeld, disait dans ses rapports (18 novembre), avec la plus grande assurance, que

(1) Dépêche du comte Bernstorff, du 9 novembre 1826. MS.

l'union la plus parfaite régnait entre les cabinets de Paris et de Vienne.

A ce moment arriva (5 décembre) la dépêche de Londres qui désabusa Metternich au sujet des espérances qu'il avait fondées sur la Russie. Immédiatement après, l reçut de Paris une nouvelle qui lui prouva, à son grand effroi, jusqu'à quel point Canning avait *approfondi* l'état des choses dans cette capitale. On lui annonça que, peu de jours après avoir reçu les communications de Londres, le baron Damas avait déclaré (18 décembre) que le roi y adhérait, et, qu'en même temps, le ministre avait proposé officiellement de transformer le protocole en traité (1).

Après ce nouveau mécompte qui lui était si amer, l'alliance ne semblait plus exister que nominalement aux yeux du grand chancelier; et même le moment lui paraissait être venu où il faudrait, sans appel, décider la question de savoir lequel des deux devait remporter la victoire, du principe monarchique ou du principe révolutionnaire. Ce qu'il y avait au moins de certain, c'était que, dans ce duel politique entre Canning et Metternich, le prince avait reçu une nouvelle blessure à ajouter aux anciennes cicatrices.

Dans ces mêmes jours et dans ces mêmes semaines, il allait être frappé d'une manière encore beaucoup plus sensible dans sa personne et dans sa politique. En effet, à cette époque, on voyait circuler, dans les cercles diplomatiques, un écrit sur lequel nous aurons à revenir ailleurs. C'était une lettre (du 14 novembre) adressée par le comte Münster, qu'on avait toujours cru un vieil ami

(1) Cf. *Portfolio*, t. V, p. 161.

du grand chancelier, au comte Meerveldt à Vienne (1), et dans laquelle Münster mettait, sur un ton réellement outrageant, tout le système odieux de Metternich, pour ainsi dire, au pilori diplomatique. Il y flagellait entre autres aussi l'absurde manie des principes, manie qui ne voyait dans les esclaves grecs réduits au désespoir que des libéraux et des révoltés, soulevés contre leur gouvernement légitime.

Puis, quelques jours seulement après que le grand chancelier eut reçu les documents de Londres, Canning prononça son fameux discours du 12 décembre sur les affaires du Portugal (Cf. t. X, p. 307), discours qui, aux yeux de Metternich, touchait au délire et d'après lequel le prince se figurait le ministre anglais assis sur un baril de poudre, une torche à la main et convoquant les révolutionnaires de tous les pays pour embraser l'univers.

Ces deux faits, si différents entre eux, indiquaient à la sagacité de Metternich que Canning devait, à ce moment, avoir la confiance entière du roi, et qu'on ne pourrait plus rien faire à Londres pour miner son influence. Mais, avec un zèle d'autant plus grand, il chercha à profiter de la politique incendiaire du ministre anglais, pour la contrecarrer auprès des autres cours. Il essaya d'abord, avec une grande promptitude, de prendre le cabinet de Berlin par le sentiment de la fidélité qu'il devait à l'Alliance, afin d'empêcher cette fois-ci, si c'était possible, la cour de Prusse de se montrer, comme toujours, empressée de se rendre aux désirs de la Russie.

Déjà auparavant, le comte Bernstorff avait exprimé à l'ambassadeur anglais, à Berlin (Temple), la satisfaction

(1) Cf. Hormayr : *Lebensbilder*, t. II, p. 338.

avec laquelle il avait vu que par le protocole, en tant qu'on y réclamait le concours des puissances, on était revenu aux voies de l'Alliance. Mais Canning l'avait fait renseigner (19 septembre) sur la grande différence (1) entre les principes de l'Angleterre, qui acceptait une médiation *réclamée*, et ceux de l'Alliance, qui avait l'habitude d'imposer sa médiation *sans qu'elle fût demandée.*

Le comte Bernstorff était probablement encore sous le coup de l'irritation produite par cette leçon, lorsque, en accédant aux désirs de Metternich, il exposait (21 décembre) au roi son maître, dans le projet de réponse (2) à faire aux communications du cabinet de Londres, « que « l'Angleterre et la Russie elles-mêmes ne semblaient « plus penser sérieusement à l'exécution du protocole, et « que, par conséquent, l'accession sans réserve aux pro- « jets des deux puissances n'était nullement indiquée, « d'autant moins qu'elle embarrasserait et isolerait « l'Autriche et qu'elle ne serait pas à conseiller, ne fût- « ce que par considération pour la forme de la démarche « et pour la dignité du gouvernement. En signant le « protocole sans inviter les autres cabinets à se joindre à « elles, les deux puissances, ajoutait le ministre prussien, « avaient violé l'Alliance dans ses formes extérieures; il « semblerait donc indispensable que les autres puis- « sances n'y adhérassent qu'après en avoir préalablement « délibéré, afin que de cette manière toute l'affaire fût « ramenée au véritable esprit de l'Alliance. » Ce langage était parfaitement en accord avec la politique très-simple

(1) Cf. *Canning and his times*, p. 481.
(2) Au roi, en date du 21 décembre 1826. MS.

du roi, qui avait toujours fait dépendre son concours de l'unanimité de tous les alliés.

A la même époque, Metternich fit (22 décembre) sa réponse (1) aux ambassadeurs d'Angleterre et de Russie, en disant à chacun son fait. Il s'y déclara, avec une grande véhémence, contre tout emploi de mesures coercitives dont l'empereur, son maître, n'avait pas le droit de menacer seulement la Turquie. « Il prêterait volon- « tiers son concours, disait-il, à des mesures qui, dans « des formes jugées convenables, auraient pour but de « pacifier l'Orient, pourvu toutefois qu'on pût résoudre « les objections relatives à la question de droit. Si un « accord désirable ne pouvait s'établir à ce sujet, l'em- « pereur coopérerait néanmoins avec les autres puis- « sances, mais *sur une ligne indépendante.* »

Il écrivit (24 décembre) dans le même sens à ses ambassadeurs à Londres et à Saint-Pétersbourg (2) : « L'empereur, disait-il, ne saurait vouloir imposer à une « puissance souveraine des conditions qu'en théorie et en « pratique il ne se laisserait jamais appliquer à lui- « même, comme l'Angleterre ne se les laisserait pas « imposer non plus. Cependant, comme il n'y avait pas « d'esprit plus exempt de préventions que celui de l'em- « pereur, ajoutait le prince, on serait disposé à coopérer « avec les puissances, mais dans des formes particulières « à l'Autriche, tandis que d'autres cabinets pourraient « suivre leurs propres voies. »

(1) Note adressée au bailli de Tatistchev, et une autre absolument conforme adressée à Wellesley, en date du 22 décembre 1826. MS.

(2) Dépêche adressée à M. de Bombelles à Saint-Petersbourg, en date du 24 décembre 1826. MS.

A la Russie seule il disait (1), en comptant sur l'effet de l'impression encore toute récente laissée par le discours de Canning, « que, pour y attirer l'Angleterre, « l'empereur d'Autriche ne sacrifierait au rétablissement « de l'Alliance générale aucun des principes immuables « consacrés par elle, en faveur de certaines doctrines « qu'on avait le regret de voir appliquées par le gouver- « nement anglais, comme ce dernier venait de le faire, « par exemple, dans la question de la médiation fondée « sur l'appel qui lui avait été adressé par les rebelles. » En même temps il indiqua à la Russie les autres voies, « les formes particulières », que l'Autriche pourrait se trouver amenée à proposer, et les recommanda à la sage considération du czar.

Mais c'étaient là absolument les mêmes propositions avec lesquelles le grand chancelier avait déjà auparavant ennuyé les hommes d'État de Saint-Pétersbourg et trompé ceux de Constantinople : il voulait qu'on déterminât le sultan à proposer, de son propre mouvement, un projet de pacification. Metternich envoya (30 décembre) ses dépêches du 24 décembre à l'internonce, auquel elles devaient servir d'instructions (2); il lui enjoignit encore de ne pas blâmer le protocole, ni de le justifier ni même de le discuter, mais de le traiter simplement comme un fait existant, et d'insister vivement auprès du reïs-effendi, aux premières démarches des ambassadeurs anglais et russe, sur la nécessité d'une prompte pacification entreprise en commun avec les puissances.

(1) Dépêche réservée, adressée à M. de Bombelles, en date du 24 décembre. MS.

(2) Dépêche adressée au baron von Ottenfels, du 30 décembre 1826. Cf. *Portfolio*, t. V. p. 323.

Outre ces moyens ostensibles, Metternich, avec plus d'effronterie que jamais, mit en œuvre son art de calomnier secrètement les puissances, de faire planer les soupçons sur elles et de faire naître des inquiétudes au sein des cabinets, talent dont il se promettait les résultats les plus grands. De même que, dans d'autres temps, il avait excité la méfiance de l'Angleterre contre la Russie, il fit, au moment actuel, tous ses efforts pour aigrir la Russie contre l'Angleterre, soit par des moyens directs, soit par les suggestions de la Prusse. Il espérait que le discours de Canning du 12 décembre aurait fait sur l'esprit du czar la même impression que sur l'empereur d'Autriche, qui croyait que les paroles du ministre anglais devaient nécessairement réveiller l'attention de tous les princes et exciter l'orgueil blessé de toutes les nations.

Dans un entretien rapporté par Tatistchev (8 janv. 1827), l'empereur François, en faisant allusion à Canning sans cependant le nommer, avait parlé à l'ambassadeur de Russie de l'esprit anarchique qui commençait à se fortifier; il avait demandé à son interlocuteur jusqu'à quel point il pourrait compter sur l'appui du czar pour combattre de nouvelles menées révolutionnaires. A cette même époque, l'empereur François disait, dans un entretien avec Hatzfeld, que l'Angleterre voulait usurper le protectorat sur la Grèce et s'emparer de tout le commerce du Levant, le seul qui manquât encore à sa domination commerciale.

L'empereur d'Autriche espérait peut-être que ses paroles trouveraient d'elles-mêmes leur chemin jusqu'à Saint-Pétersbourg. Mais, un peu plus tard, il se servit des voies de Berlin pour attirer d'une manière tout à fait expresse l'attention des hommes d'État russes sur une er-

reur funeste qui dérangeait tous les calculs politiques (1) C'était, d'après lui, l'opinion fausse des ministres russes qui croyaient « tenir l'Angleterre », préjugé à la faveur duquel Canning « profitait de toute la liberté que, sans « aucun doute, il croyait pouvoir s'arroger après la con- « clusion de la convention, afin de miner de plus en plus « tout l'ordre social ! »

Metternich montra une effronterie bien plus grande encore dans tout ce qu'il faisait pour exciter la jalousie de la France à l'égard des autres puissances, et pour aigrir celles-ci contre le cabinet de Paris. Tantôt il excitait le gouvernement français contre l'Angleterre, qui, disait-il, n'avait d'autre but que de brouiller la France avec l'Égypte; tantôt il faisait naître dans l'esprit des diplomates russes des soupçons sur les intentions du gouvernement français. « Le cabinet de Saint-Pétersbourg, disait-il, ne pouvait ne pas avoir remarqué dans la réponse faite par le gouvernement français, après la communication des documents de Londres, l'intention non avouée « d'enchaîner » la Russie en même temps que l'Angleterre.

Au même moment, le grand chancelier fit agir sur Villèle pour le maintenir précisément dans cette même voie; il lui inspira la pensée de demander, outre les garanties nécessaires pour le nouvel État grec, avant tout un traité garantissant *à la Turquie* le maintien de ses possessions actuelles. Mais tout cet ingénieux tissu de faussetés fut déchiré par l'empereur russe, qui avait profité des enseignements de l'expérience et qui, après avoir

(1) Dépêche adressée au comte Zichy, à Berlin, du 19 mai 1827. MS.

pénétré depuis longtemps le but et les desseins de la politique autrichienne, était enfin décidé à les percer à jour.

Le czar Nicolas fit donner les meilleures assurances à l'empereur François au sujet de l'appui qu'il lui prêterait contre les menées révolutionnaires (1). Il adressa même une rude mercuriale à Canning au sujet du langage révolutionnaire qu'il avait employé dans son discours sur les affaires du Portugal (2). Mais le jour même (21 janv.) où cette dépêche partit pour Londres, Nesselrode adressa une seconde lettre secrète au prince Lieven (3) et, quelques jours après, une réponse directe à Vienne par laquelle il coupa court à la fois aux contre-propositions ouvertes de Metternich et à ses intrigues secrètes à Paris.

Lorsque, dans les délibérations avec les ambassadeurs de Russie et d'Angleterre, Villèle mit, pour la première fois, sur le tapis la proposition de garantir l'intégrité de la Turquie, « comme indispensable pour tranquilliser une « certaine cour », Pozzo, qui ne savait pas si l'Angleterre n'y était pas pour quelque chose, ne voulait pas se prononcer tout de suite. Cependant lord Granville lui délia aussitôt la langue, car il savait fort bien que Canning était aussi peu disposé que la Russie à garantir une chose aussi impossible que la durée de l'empire turc (4).

---

(1) Dépêche adressée à Tatistchev, janvier 1827. Cf. *Portfolio*, t. III, p. 282.

(2) Dépêche de Nesselrode, du 21 janvier 1827. Cf. *Portfolio*, t. IV, p. 267.

(3) Cf. *Portfolio*, t. V, p. 439. Elle est plus complète dans le nouveau *Portfolio*. Londres, 1843, t. II, p. 325.

(4) Cf. *Canning and his times*, p. 486.

Pozzo écarta ensuite la proposition de Villèle d'une manière très-nette, et la dépêche secrète adressée à Lieven, dont nous avons parlé plus haut, prépara cet ambassadeur à repousser cette idée avec la même netteté également à Londres, si elle venait jamais à y surgir. Il y était dit « que, fidèle à un de ses principes immua-« bles, la politique russe ne pouvait laisser s'établir entre « la Russie et la Porte une espèce d'intervention des « cours étrangères, telle qu'elle serait justifiée par une « semblable garantie; la Russie avait besoin de la même « influence prépondérante à Constantinople que celle « que l'Angleterre maintenait en Portugal. Quelque peu « que la Russie eût intérêt, ajoutait-on, à hâter la chute « de l'empire ottoman, il y avait pourtant une grande « différence entre l'absence de cet intérêt et un engage-« ment formel de maintenir cet empire qui tombait si « visiblement en décadence. »

Au contraire, la proposition du cabinet français, d'après laquelle il s'agissait de transformer le protocole en traité, fut acceptée par la Russie avec une promptitude à laquelle on ne s'était attendu ni à Vienne ni à Berlin; le cabinet de Saint-Pétersbourg envoya un « canevas » à Lieven, en le chargeant de s'entendre à ce sujet avec Canning. La dépêche disait que les contre-propositions de l'Autriche étaient déjà « jugées d'avance » par une longue expérience. Cette même déclaration, conçue dans un langage qui ménageait assez peu les termes, fut adressée (26 janv.) directement aussi à Vienne (1).

On disait « que la Russie ne s'opposerait certainement

(1) Dépêche adressée à M. de Tatistchev. Saint-Pétersbourg, 26 janvier 1827. MS.

« pas à une pacification entreprise spontanément par le « sultan, pourvu toutefois que les concessions de la Porte « fussent placées sous une garantie sans laquelle elles « devraient paraître illusoires aux yeux des Grecs. Ce- « pendant, il s'agissait moins de la forme de ces conces- « sions que des concessions elles-mêmes. Les Grecs « avaient accepté à peu près les articles du protocole ; « mais il n'y aurait que les moyens les plus énergiques, « les menaces, les mesures coercitives, et ces dernières « *même plus étendues que celles sur lesquelles on était* « *jusqu'alors tombé d'accord*, qui pussent amener aussi « la Porte à accepter ces articles, puisque le sultan avait « toujours résisté à toutes les démonstrations purement « diplomatiques. Ces considérations, ajoutait-on, méri- « taient une attention d'autant plus grande que la France « proposait, à ce moment, de donner au protocole un « caractère plus solennel. L'empereur approuvait cette « proposition ; mais il ne le faisait qu'à la seule condi- « tion qu'on serait décidé à ne pas s'arrêter à des demi- « mesures. »

Dans la dépêche mentionnée plus haut, qu'on avait envoyée à Londres, à Lieven, le cabinet russe avait donné déjà une forme plus concise à cette condition. Il insistait pour que les trois puissances, après avoir transformé le protocole en traité, fixassent, dans leurs propositions, un terme précis à l'expiration duquel la Porte ferait connaître ses résolutions ; puis il demandait que les flottes alliées, observant une attitude « d'hostilité négative », empêchassant Ibrahim-Pacha de recevoir de nouveaux renforts dans la Morée.

On voyait, par toutes ces démarches, quel zèle la Russie déployait pour continuer à battre le fer pendant

qu'il était chaud. Néanmoins, Metternich ne renonça pas à tout espoir de déterminer la Russie à faire une convention sur d'autres bases. On avait envoyé à Vienne le *canevas* du traité proposé, en y joignant l'invitation d'y accéder et de lui donner la préférence sur le projet de traité présenté par la France Ce fait ne semblait pas annoncer la meilleure intelligence entre la Russie et l'un de ses alliés; mais les renseignements qu'on reçut de Constantinople semblaient encore bien moins indiquer une entente cordiale avec l'autre de ses alliés.

Démarches faites à Constantinople.

A Constantinople, Stratford Canning avait eu soin de convaincre la Porte qu'elle ne devait pas conclure du silence observé par la Russie, à Akerman, sur les affaires grecques, qu'à Saint-Pétersbourg on voulait renier cette cause. Au milieu même des négociations d'Akerman, l'ambassadeur anglais s'était un jour présenté (10 sept. 1826) chez le reïs-effendi, afin de le préparer, par une lettre confidentielle, à des démarches que feraient bientôt les deux puissances pour exécuter leur protocole. Stratford n'avait nullement l'intention d'obtenir un résultat quelconque en agissant ainsi; Minciaky disait que cette démarche était précipitée, parce que, au moment actuel, la Russie ne saurait en aucune façon l'appuyer.

Une pareille manière d'agir désorientait entièrement la diplomatie des puissances allemandes qui étaient ainsi amenées à croire que la Russie n'appuyerait en réalité la médiation anglaise qu'en tant que les autres cours seraient prêtes à s'y associer. Elles étaient surtout confirmées dans cette opinion, lorsqu'elles virent Stratford Canning faire d'autres démarches plus graves et plus formelles, sans attendre l'arrivée prochaine de Ribeaupierre.

Dès que les deux cours se furent entendues sur les détails de leur convention, et aussitôt que l'ambassadeur anglais eut reçu ses premières instructions (du 6 sept.), il avait résolu d'agir immédiatement par considération pour la triste condition de la Grèce. Dans ce dessein, il avait envoyé des lettres à Odessa, au-devant de M. de Ribeaupierre, pour lui représenter que le moment actuel, où l'hiver imposait une suspension d'armes aux parties belligérantes, était très-favorable aux négociations, et pour le prier, en même temps d'appuyer les démarches de l'Angleterre par un acte officiel, ou bien d'autoriser M. de Minciaky à en faire. Ribeaupierre n'avait encore reçu ni autorisation, ni instructions; mais le cabinet russe se hâta d'enjoindre (24 déc.) à Minciaky de se conformer à tous les désirs de l'ambassadeur anglais et lui laissa la plus grande latitude pour agir comme il l'entendrait (1).

Au sujet de ces relations confidentielles, on dupa l'internonce dans les formes les plus grossières. Depuis qu'il avait reçu ses dernières instructions, Minciaky était presque tous les jours en conférence avec Stratford Canning. Lorsque les diplomates s'en enquirent, il leur avoua confidentiellement toute la vérité; il leur dit qu'il avait été mis à la disposition entière de l'ambassadeur anglais, et que, dans les affaires grecques, la Russie irait beaucoup plus loin que les alliés ne pensaient; à l'internonce seul, il dit qu'il était entièrement sans instructions pour cette affaire, réservée à M. de Ribeaupierre.

La première démarche confidentielle par laquelle l'ambassadeur anglais voulut reconnaître le terrain, fut faite

---

(1) Cf. *Portfolio*, t. V, p. 236.

(23 janv. 1827) en secret et à l'insu des autres ambassadeurs : il remit au reïs-effendi une Note verbale, écrite en turc, dans laquelle il réitéra l'offre formelle d'une médiation anglaise sur la base des propositions faites par les Grecs. Cette Note devait être suivie d'un Mémorandum officiel préparé longtemps d'avance ; Minciaky devait offrir son concours quand on le remettrait; on invita aussi les représentants de la France, de l'Autriche et de la Prusse à l'appuyer officiellement. Sur leur refus d'entrer dans ces propositions avant l'arrivée de Ribeaupierre, Stratford allait avoir une délibération orale avec les ambassadeurs, lorsqu'il fit déclarer au ministre turc qu'il ne lui ferait pas la visite qu'il avait déjà fait annoncer. En effet, sur ces entrefaites, il avait reçu (31 janv.) du reïs-effendi un refus qui semblait plutôt lui causer de la satisfaction que de la mauvaise humeur.

Peu de jours après (5 févr.), on communiqua aux trois ambassades le texte d'une nouvelle Note anglaise (1) et celui d'instructions russes (2) qui devaient être remises ensemble ; on s'en rapporta entièrement aux ambassadeurs pour décider s'ils voulaient les appuyer, ou non. La Note anglaise, abondant en remarques bien calculées et empreinte d'un ton de conciliation pleine de dignité, exposait, pour la première fois, en détail les conditions auxquelles les Grecs avaient offert de se soumettre, et recommandait encore une fois l'œuvre de la pacification sous la médiation anglaise.

Immédiatement après que cet Acte eut été remis,

(1) Note officielle présentée à la Haute-Porte par l'Ambassadeur de Sa Majesté Britannique, en date du 5 février 1827. MS.

(2) Instructions adressées par le chargé d'affaires de Russie au Sieur Franchini, même date. MS.

Ribeaupierre arriva (11 févr.). Ce jour-là même, Stratford se rendit auprès de lui, afin de s'excuser et pour justifier ses démarches isolées par ses instructions qui, dans le cas où les alliés ne voulaient pas s'y associer, l'autorisaient à faire des propositions à la Porte au nom de son gouvernement seul. Cependant, disait-il, il avait différé la remise du protocole jusqu'à l'arrivée de l'ambassadeur russe, pour qu'elle fût le signal de cette démarche à faire en commun. Ribeaupierre arriva muni de ces instructions (1) dans lesquelles on avait consigné la profession franche et nette de la politique russe et de ses intérêts, profession à laquelle nous nous en sommes référé déjà plusieurs fois.

Le cabinet russe lui avait indiqué, « comme le but im- « médiat de la politique de sa cour », de maintenir à Constantinople l'influence prépondérante de la Russie, de sauver d'une destruction imminente la nation grecque dont la ruine lèserait la Russie dans ses idées religieuses et dans sa prospérité commerciale, et enfin de travailler avec plus d'énergie à obtenir le concours de l'Angleterre pour arriver à ce résultat. De cette mission découlait pour l'envoyé russe la tâche immédiate : de stimuler l'ambassadeur anglais à déployer une activité aussi grande que possible et de pousser, de fait, l'Angleterre à se mettre au premier rang d'où elle ne pût plus se retirer. Dans le cas où il trouverait que les instructions de Stratford auraient enjoint à celui-ci de rester inactif, l'ambassadeur russe, dès le commencement même de son appa-

(1) Dépêche ostensible et dépêche réservée adressées à M. de Ribeaupierre, en date du 11/23 janvier 1827. MS. — La dernière se trouve aussi : *Portfolio*, t. V.

rition sur la scène de l'action politique, ne devait plus, vis-à-vis de la Porte, faire un secret du protocole ni des obligations mutuelles qu'il imposait aux deux puissances.

Toutes ces choses dont Ribeaupierre était préparé à chercher la solution dans tous leurs détails, Stratford les lui apporta dans une seule parole, au moment de leur première rencontre ; l'ambassadeur russe comprit bien que Stratford n'avait pas besoin, en effet, de stimulants artificiels ; ses manières, son caractère et ses instructions d'une grande latitude suffisaient pour le faire agir.

Rien ne s'opposait donc à leur action commune. Dans son premier entretien avec le reïs-effendi (20 févr.), Ribeaupierre attaqua la question grecque sans tout autre préambule, mais de la façon la plus cordiale et la plus persuasive : cependant le ministre turc refusa simplement de l'entendre. Dès ce moment, le reïs-effendi se fit l'écho d'une assertion qui avait été souvent répétée, en disant qu'à Akerman la Russie avait formellement renoncé à la pacification. Ribeaupierre déclara que c'était tout simplement une erreur, puisqu'on avait toujours considéré la répression des troubles en Grèce comme le complément *nécessaire* du traité d'Akerman. Comme l'ambassadeur russe insista sur cette nécessité, le reïs-effendi lui opposa la complète impossibilité du fait. Dès lors, les deux ambassadeurs remirent (9 mars) le protocole tout entier à la Porte, mais encore d'une manière confidentielle ; cette fois-ci tous les autres ambassadeurs les appuyèrent.

La Porte tarda à faire une réponse par écrit ; mais elle répondit d'une manière très-éloquente par des faits, lorsque le reïs-effendi Saïda, homme conciliant et paci-

fique, reçut son congé, comme on le disait, à cause de sa santé délabrée. Son successeur, Mehmed-Pertef-Effendi, qui jusqu'alors avait été son *beïlikdji* (sous-secrétaire d'État), créature de Sadik-Effendi et partisan rigoureux du vieux parti turc, avait été à peine investi de ses fonctions (22 mars), que Stratford lui demanda la réponse qu'on lui devait encore.

Cette démarche n'ayant eu aucun résultat, les deux ambassadeurs annoncèrent (30 mars) à la Porte que, dès ce moment, elle avait à considérer comme officielle la communication du protocole qui jusqu'alors n'avait eu qu'un caractère confidentiel. On n'informa les ambassadeurs des deux puissances allemandes de cette démarche qu'après qu'elle avait été faite, de même que de la démarche suivante à laquelle l'ambassadeur français s'associa déjà; l'anniversaire de la signature du protocole (4 avril), on adressa à la Porte la demande d'une suspension d'armes.

Le nouveau reïs-effendi fit une réponse pour le moment verbale, en disant « que le protocole, par lequel « les deux puissances avaient arbitrairement disposé des « droits d'un autre souverain, n'était aux yeux de la « Porte qu'une feuille blanche dont elle ne se mettait « pas en peine; la communication confidentielle de ce « papier avait été une insulte et la communication offi- « cielle un outrage ». Aussitôt on annonça à la Porte que le protocole bilatéral avait été transformé en convention trilatérale; on la menaça de prendre des mesures ultérieures et on demanda, en même temps (18 avril), une réponse écrite aux dernières ouvertures. Avec une opiniâtreté insolente, le reïs-effendi la retarda, jusqu'à ce que l'internonce (17 mai), à l'occasion de la

présentation de son nouveau drogman, M. von Hussar, rappelât vivement au ministre turc la nécessité de répondre aux puissances, et que Stratford Canning mît la Porte encore une fois en demeure de lui faire une réponse.

On la remit enfin (9 juin) à toutes les cinq puissances sous la forme d'une Déclaration (*beyan-name*) (1). On y indiquait les raisons et les principes d'après lesquels la Porte se voyait obligée de décliner de la manière la plus formelle toute espèce d'immixtion, c'étaient : les droits de souverain du sultan, l'indépendance de tout gouvernement dans l'intérieur de ses États et, enfin, le caractère divin des lois de l'empire turc. Puis on se plaignait dans ce document des secours donnés par les philhellènes : « *Au commencement* de la révolte, disait« on, quelques-uns des ambassadeurs avaient même « offert à la Porte une assistance active contre les insur« gés; *plus tard*, en revenant de Vérone, lord Strang« ford, parlant au nom des puissances, avait reconnu à la « Turquie le droit d'en finir, avec les affaires grecques, « comme bon lui semblerait, et, *enfin* à Akerman, la « Russie avait déclaré officiellement qu'une immixtion « ne s'effectuerait pas. »

Ce dernier point donna lieu (12 juin) à une dénégation réitérée de Ribeaupierre (2) qui, à son tour, provoqua une réplique de la Porte (19 juin) dans laquelle les ministres turcs maintenaient leur affirmation en disant « que les témoins étaient là et que les protocoles prou-

(1) Déclaration remise par le Reïs Effendi aux Dragomans de France, etc. 9 juin 1827. MS.

(2) Instructions adressées par l'Envoyé de Russie au premier Dragoman, le 12 juin 1827. MS.

« vaient la vérité de leur déclaration! » Lorsque l'ambassadeur russe protesta (22 juin) encore une fois contre cette erreur, dans laquelle la Porte avait été probablement induite par les suggestions perfides de l'Autriche, il ne reçut pas de réponse.

Metternich essaye de nouveau de brouiller les puissances.

Au premier commencement de cette action diplomatique à Constantinople, l'espérance renaissait dans le cœur de Metternich lorsqu'il voyait Stratford Canning hâter ses démarches avant l'arrivée de Ribeaupierre, manière d'agir qui lui semblait absurde et inspirée par la méfiance. Mais la belle concorde qui, dans la suite, régnait entre les deux ambassadeurs, dissipa encore cette illusion du prince d'une manière si désagréable, que tout le talent déployé par lui dans d'autres moments pour garder bonne contenance ne suffisait plus pour maîtriser l'inquiétude secrète qui s'était emparée de lui. Quelqu'un de son entourage disait dans une lettre que, *pour la première fois*, le prince semblait avoir cessé de vivre d'espérances. Mais le sort cruel se plaisait à lui préparer toujours de nouveau le tourment de Tantale, par une alternative continuelle entre les images trompeuses de l'espérance qui flattaient son amour-propre et les plus amères déceptions.

Le spectacle de l'entente cordiale entre les deux puissances signataires du protocole, spectacle que Metternich avait contemplé en faisant bien mauvaise mine, fut troublé, au milieu même des négociations que nous venons d'exposer. Nous voulons parler d'un intermède (en mars) qui rendit au prince toutes les mêmes espérances auxquelles il venait de renoncer peu de temps auparavant; mais ce bonheur ne dura qu'un seul instant,

il est vrai. Cet intermède fut un premier effet de la méfiance réciproque qui régnait entre les deux puissances alliées; il fut produit par les instructions pleines de méfiance données à Ribeaupierre et mis en scène par le caractère passionné de Stratford Canning.

Malgré sa qualité d'étranger, ce diplomate devint, plus tard, pendant la longue durée de sa position officielle auprès de la Porte, très-populaire parmi les basses classes du peuple turc. Sa réputation s'était répandue jusque dans l'intérieur de l'Asie : tout le monde voyait en lui le protecteur ouvert et droit de tous ceux qui étaient les victimes de l'injustice, de l'arbitraire et de l'oppression. Il était le puissant soutien de l'œuvre de la réforme turque et devenait, presque comme lord Strangford avant lui, peu à peu turcomane et grand ennemi de la Russie, qu'il haïssait profondément. Stratford était, à cette époque, dans un âge où il avait encore à reconnaître le terrain sur lequel il devait agir; il lui fallait encore développer le caractère et l'intelligence qui pouvaient lui servir pour son action diplomatique.

Beaucoup de Francs et de Turcs haïssaient l'ambassadeur anglais; il passait pour être méfiant parce qu'il savait être froid et plein de réserve; on le considérait comme un esprit étroit et mesquin, parce qu'il était ordinairement très-irritable. Mais il sortait de la meilleure des écoles; sans avoir besoin d'instructions, il devinait avec une grande justesse les intentions de son cousin. Il avait, entre autres, très-bien compris le double sens du protocole avec lequel, en agissant en faveur des Grecs, Canning voulait, en même temps, refréner l'ambition de la Russie.

D'autre part, Ribeaupierre arriva à Constantinople

avec des instructions et des préventions qui lui faisaient croire que toute sa mission était de stimuler et de pousser en avant l'Angleterre et son ambassadeur qui serraient la bride. Il lui était enjoint de communiquer à Stratford les dernières instructions d'un ton plus sévère qu'on avait envoyées à Lieven et dans lesquelles on pouvait reconnaître les résolutions de la Russie; en cas de besoin, Ribeaupierre devait même avancer tout seul. Sans parler, sans se passionner et plein de calme, il devait à chaque occasion laisser deviner ces résolutions par l'attitude qu'il prendrait en entamant la question grecque. Il serait d'un bon effet, lui disait encore le cabinet russe, si Stratford, dont les premières impressions étaient toujours très-vives, voulait communiquer à son gouvernement le résultat de ces démarches.

Cette manière de procéder était très-bien calculée; mais elle devenait encore beaucoup plus efficace lorsque Stratford, par une voie non officielle, eut connaissance du contenu de la dépêche, adressée par Nesselrode à Tatistchev en date du 26 janvier (Cf. p. 282); elle devait le confirmer dans l'opinion que la Russie voulait dépasser les mesures concertées entre les deux puissances et contraindre la Turquie par la guerre. Comme il se voyait, en outre, repoussé au second plan par les dehors séduisants de Ribeaupierre et par les succès que ce dernier obtenait grâce à sa manière d'agir dans toutes les affaires courantes, Stratford conçut tout à coup la crainte que l'Angleterre ne se laissât dépasser par la Russie.

Un jour, la mauvaise humeur du diplomate anglais déborda à un tel point qu'il se laissa aller, devant le témoin le plus mal choisi, devant l'internonce, à des épan-

chements pleins de violence sur l'attitude de la Russie. Il se plaignit amèrement de ce qu'on méconnaissait les desseins de l'Angleterre; en signant le protocole, disait-il, elle n'avait pourtant pas eu d'autres intentions que de retenir la Russie et de sauver la Porte à la conservation de laquelle elle était si vivement intéressée. Fort égayé en observant cette mésintelligence qui, produite par des malentendus, cessa bientôt; heureux comme un roi, en lisant les rapports du chargé d'affaires de Prusse à Constantinople qui dépeignait l'ambassadeur anglais comme atteint de folie, Metternich saisit le moment propice pour se jeter encore une fois entre les puissances brouillées, afin de voir s'il ne réussirait pas à prévenir la conclusion de la triple alliance par la force de ses contre-propositions.

Le grand chancelier déclara à l'ambassadeur russe à Vienne (1) qu'il adhérait à la proposition que, sans d'autres façons, il attribua à la Russie et dont le but était d'ouvrir à Londres une conférence centrale où tous les alliés pourraient s'entendre. En même temps, il réchauffa l'idée de déterminer le sultan à se charger, de son propre mouvement, de la pacification. De même, il répéta (25 mars), à Londres (2), une proposition, inspirée par le cabinet de Paris, et dont le but était d'offrir une garantie des puissances en faveur des deux parties belligérantes. Il réitéra (27 mars) encore d'une manière directe (3) à Saint-Pétersbourg la tentative par laquelle

(1) Note verbale adressée à M. de Tatistchev, mars 1827. MS.

(2) Instructions pour le prince Esterhazy. Vienne, le 25 mars 1827. MS.

(3) Dépêche adressée au comte de Bombelles à Saint-Pétersbourg. Vienne, le 27 mars 1827. MS.

il voulait prévenir la Russie contre les motifs, si odieux au prince, de la médiation anglaise.

Quand, dans sa dépêche, adressée à Londres, il prenait en considération l'emploi de mesures coercitives, et qu'il donnait la préférence à la menace d'une rupture formelle avec la Porte, Metternich semblait vouloir adhérer aux mesures énergiques proposées par les trois puissances alliées. Mais, dans un post-scriptum, il se montrait de nouveau effrayé de cette concession; car, disait-il, il avait la confiance que, si la menace restait inefficace, les puissances se réuniraient pour une délibération ultérieure, avant de procéder à l'exécution.

En faisant communiquer (29 mars) aussi au cabinet de Berlin (1) cette même dépêche ainsi conçue et destinée pour Londres, le prince sentit et dit qu'on pourrait reprocher à la mesure proposée de retomber dans le néant, si elle ne réussissait pas. Mais ce défaut, disait-il plus explicitement en s'adressant à Berlin, était dans la nature des choses, c'est-à-dire dans cette infraction aux lois de la nature dont les puissances s'étaient rendues coupables; en effet, ajoutait-il, elles étaient intervenues en faveur de rebelles, ce qu'elles n'auraient jamais dû faire; elles avaient laissé à la révolution le temps nécessaire de se développer et elles s'étaient décidées à faire une démarche insoutenable devant le tribunal de la raison.

On peut s'étonner qu'au milieu même de ces négociations entre les puissances, et pendant qu'elles étaient en pleine marche, Metternich ait cru pouvoir arriver à

(1) Dépêche adressée au comte Zichy à Berlin. Vienne, le 29 mars 1827. MS.

un résultat quelconque, à l'aide de ces moyens usés. En effet, on ne s'explique cette confiance qu'en songeant à la vanité sans bornes de cet homme qu'une influence traditionnelle avait habitué à jouer toujours le premier rôle, et dont l'esprit avait été troublé lorsque, pendant tous ces derniers temps, il s'était vu relégué au dernier rang.

A Berlin même on se demandait, avec étonnement, ce que signifiait tout cela; si l'Autriche voulait sincèrement marcher en avant avec les puissances; si, en feignant de les dépasser, elle voulait les forcer à reculer, ou si elle voulait faire éclater au grand jour les discordes secrètes qui régnaient entre elles. Les autres cabinets ne pouvaient plus guère douter que même ces dernières tentatives n'eussent d'autre but que de poursuivre toujours les premiers desseins de l'Autriche; les diplomates étaient persuadés qu'elle voulait traverser la marche des alliés, empêcher la conclusion de la convention, arrêter les démarches imminentes d'un caractère plus énergique et offrir son concours pour menacer la Porte de ces mesures coercitives, afin d'en déjouer d'autant plus sûrement l'exécution.

Or, si toute cette manœuvre n'était dans ses points essentiels que la continuation des intrigues menées par l'Autriche pendant les conférences de Saint-Pétersbourg, elle ne pouvait pas manquer d'être accompagnée à Constantinople du même système d'imposture que dans la capitale russe. Guilleminot soupçonnait de plus en plus l'internonce d'entretenir la résistance de la Porte, tout en feignant d'appuyer les puissances; le baron Miltitz apprit que M. von Ottenfels avait approuvé en face de la Porte la déclaration turque en date du 9 juin, tandis

qu'il l'avait blâmée en présence des ambassadeurs.

A Vienne même, les plus sagaces d'entre les diplomates étrangers étaient tout à fait convaincus que Metternich ne croyait pas à la pacification entreprise spontanément par le sultan; ils étaient persuadés qu'il la désirait encore bien moins, quoiqu'il assurât toujours que, si on lui en donnait l'autorisation, il accomplirait la pacification en moins de temps qu'il n'en faudrait aux puissances pour tomber seulement d'accord (1). Les nouvelles successives qui lui parvenaient de Constantinople et qui lui apprenaient que toutes les démarches faites auprès de la Porte avaient échoué agitèrent le prince de transports de joie. Il dissimula si peu sa satisfaction, que ceux qui ne se laissaient pas duper (2) ne doutèrent pas que Metternich ne voulût absolument pas autre chose que l'insuccès complet de toute négociation quelconque, quand même elle serait conduite sur la base de ses propres principes légitimistes.

Pendant ce temps, la France avait envoyé à tous les cabinets son projet de traité que Canning, en le comparant au *canevas* russe, était occupé à transformer en une troisième combinaison, lorsque Esterhazy reçut ses nouvelles instructions. Mais toute l'atmosphère diplomatique, et surtout les rapports entre Canning et Lieven, durent

(1) Dépêche adressée au comte Zichy, en date du 15 avril 1827 MS.

(2) De ce nombre était le jeune baron Maltzahn, qui, après la mort du prince Hatzfeld (en février), avait été mis provisoirement à la tête de l'ambassade de Prusse à Vienne, jusqu'à l'arrivée de son frère, le comte Maltzahn. Dans les documents simples et clairs, sortis de sa plume, et qui montrent un rare talent politique et psychologique, on respire, comme dans les rapports du baron Bülow de Londres, un air pur, tel qu'on le trouve à peine dans les productions des diplomates anglais.

bientôt convaincre l'ambassadeur d'Autriche qu'on tournait dès lors, avec une grande détermination, le dos à son cabinet.

Lorsqu'il dit à Lieven que sa cour consentait à faire de Londres le centre de réunions où tous les alliés pourraient s'entendre, l'ambassadeur russe lui déclara avec toute la précision possible (1) « qu'il ne s'agissait plus « de négociations. Les cabinets, disait-il, n'avaient plus « l'intention de provoquer des délibérations entre cinq « puissances, dont trois étaient déjà d'accord; mais ils « voulaient simplement savoir jusqu'à quel point irait le « concours des deux autres cabinets qui ne s'étaient pas « encore joints à eux. L'expérience de six ans avait « montré que la Porte ne *voulait* pas pacifier la Grèce, « ou que, si elle le voulait, elle ne le *pouvait* pas; il fau« drait donc qu'elle *laissât* faire cette pacification par les « autres puissances. La Russie était résolue d'agir, en « se fondant sur le principe d'une nécessité incontes« table, et le sentiment de cette nécessité ne se laissait « pas concilier avec les objections élevées contre *les* « *seuls moyens* qui pussent conduire au but. »

Le refus que Canning fit essuyer à Esterhazy fut encore plus péremptoire. A l'ambassadeur d'Autriche, qui avait demandé si les trois puissances concluraient leur convention sans attendre les résolutions des deux autres cours, Canning répondit sans plus de façon d'une manière affirmative. « Car, disait-il, le principe de la mé« diation sur la base de l'appel fait par la Grèce à

(1) Observations faites par le prince de Lieven.— Feuille sans date, dont le sujet est une conversation tenue à cette époque entre Lieven et Esterhazy. MS.

« l'Angleterre, principe que rejetait l'Autriche, était « une *conditio sine quâ non* pour le cabinet britannique. » Par ce choc d'un principe contre l'autre, l'Autriche avait été éconduite, d'après les notions diplomatiques, avec aussi peu de ménagements que possible.

Malgré tout cela, on aurait dit, pendant un instant, qu'il allait se former à Londres un centre de délibérations entre les cinq puissances, au moment où le baron Heinrich von Bülow arriva (mi-avril) en Angleterre pour remplacer, comme ambassadeur de Prusse, le comte Maltzahn. Contrairement à ce que voulaient la plupart de ses compatriotes, Bülow était très-désireux de voir la Prusse renoncer au rôle muet qu'elle avait joué jusqu'alors dans ces affaires. Il aurait voulu venir muni de pleins pouvoirs qui lui eussent permis d'accéder à la triple alliance, et il essaya de tous les moyens pour les obtenir encore après son arrivée à Londres. Mais, comme le roi de Prusse, dans son entêtement, n'avait voulu l'autoriser à signer un traité que conjointement avec toutes les autres quatre puissances, l'ambassadeur prussien mit tout en œuvre pour déterminer Esterhazy, et par lui Metternich, à adhérer à la convention. Il fit tout ce qu'il put pour décider Lieven et pour le faire décider par le gouvernement prussien à engager l'Autriche à prendre part aux négociations; pour agir sur Polignac, afin qu'à Paris on ne précipitât pas les choses, et, enfin, pour persuader le ministère anglais de présenter le projet du traité à une conférence, avant de l'envoyer à Paris pour le faire signer.

Polignac lui promit d'exercer toute son influence pour qu'on ne signât pas à Paris avant que les cabinets de Vienne et de Berlin eussent eu le temps de prendre une

résolution. Mais malgré les instructions que Bülow avait obtenues pour Lieven, celui-ci reçut, immédiatement après (comm. de mai), un nouvel ordre d'accélérer la marche des affaires. Quant à l'Angleterre, qui préférait de beaucoup l'exclusion de l'Autriche à son accession et la triple à la quintuple alliance, lord Dudley déclara sans façon à l'ambassadeur de Prusse « qu'on ne pourrait « pas proposer des modifications dans le projet du traité « pour l'amour de l'Autriche, dont les intentions étaient « plus qu'équivoques ».

C'était à l'époque où l'influence et le pouvoir de Canning étaient à leur apogée. Liverpool, malade, avait dû sortir du ministère, de sorte que Canning se trouva placé à la tête du gouvernement. L'animosité que Metternich ressentait pour lui arriva à son comble, lorsqu'il apprit que Canning avait été élevé à ce poste important, et que Peel et Wellington avaient quitté le ministère. Esterhazy ayant, sur l'instigation de Bülow, demandé de nouvelles instructions à Vienne, reçut une réponse tellement virulente qu'il n'osa pas même la communiquer à Lieven. Après avoir été informé du contenu du traité, il comprit que sa cour n'y adhérerait pas, bien qu'il fût lui-même d'avis qu'il faudrait qu'elle le fît.

Au risque de déplaire à son cabinet, Bülow, suivant sa profonde conviction, exprima dans les rapports qu'il envoyait à Berlin le désir et l'espérance d'être autorisé à accéder à la convention, après que le cabinet français eut envoyé le traité à Berlin et à Vienne, en invitant les deux cours à le signer aussi. Il y fit surtout ressortir qu'une convention partielle des trois puissances devait être considérée comme une dissolution fort grave de l'Alliance, et qu'une politique d'isolement était beaucoup

plus dangereuse pour la Prusse que pour l'Autriche.

Mais il reçut de Berlin, comme de Vienne, des réponses (fin de) juin dans lesquelles on déclinait ses propositions. Par suite de nouveaux refus essuyés tout récemment à Saint-Pétersbourg, Metternich avait fait une réponse au nom de l'Autriche, à proprement parler, déjà un mois auparavant. Dans une circulaire, Nesselrode (1) s'était exprimé (3 mai) avec une grande énergie sur le prix de l'alliance entre la Russie et l'Angleterre et sur le caractère indispensable, avantageux et salutaire du protocole. L'Autriche pouvait y voir déjà une réponse distincte aux dernières propositions qu'elle avait envoyées à Saint-Pétersbourg, avant même que la réplique directe arrivât (fin de mai), qui rejetait purement et simplement les propositions de l'Autriche, par la raison qu'une déviation de la base du projet dégagerait l'Angleterre de ses obligations.

En même temps, on annonça le départ de la flotte russe pour la Méditerranée. Aussitôt Metternich reprit la position qu'il avait indiquée, dans sa déclaration du 22 décembre de l'année précédente, comme celle qu'il prendrait probablement, c'est-à-dire la coopération « sur une ligne indépendante ». On annonça (26 mai) cette intention, en même temps qu'on envoya cette dépêche russe à Esterhazy, à Londres. A Berlin, Metternich avait fait tout son possible pour maintenir la cour fidèle à sa politique. En se servant de toute espèce d'invectives et de calomnies, il avait mis le cabinet prussien sur ses gardes contre la sirène française qui désirait ardemment attirer la Prusse de son côté et l'engager à accéder au

(1) Cf. *Portfolio*, t. VI, p. 7.

traité. En même temps, il avait essayé d'imposer à Berlin par toute la majesté de sa politique conservatrice (1).

« Dans ce labyrinthe, disait une de ses lettres, nous « reposerons sur nous-mêmes. Plus d'une fois nous « n'avons pas craint de nous placer comme un roc au « milieu d'une mer agitée ; nous nous y sommes habi- « tués à repousser les vagues et nous les avons vues se « briser contre nous, sans que rien eût été changé dans « notre être. Nous sommes en train de renouveler l'expé- « rience. » Metternich atteignit son but. Son ami allemand fort débonnaire n'eut pas le courage de repousser, pour ainsi dire, aux yeux de tout le monde, l'Autriche de l'Alliance par une quadruple convention, et de la représenter ainsi comme l'alliée secrète de la Porte. Le roi écrivit personnellement à l'empereur Nicolas, afin d'entourer de formes aussi conciliantes que possible son refus d'accéder au traité.

Le traité du 6 juillet.

Dans le premier article du traité, tel qu'il avait été envoyé à Paris pour y recevoir la signature du cabinet français, il était stipulé que les trois puissances offriraient en commun leur médiation à la Porte, pour arriver ainsi à la réconciliation entre elle et la Grèce, et qu'elles exigeraient en même temps une suspension d'armes immédiate. Les autres articles ne contenaient, pour la plupart, que la répétition de ce qui avait été fixé dans le protocole.

Cependant, avant d'être revêtu des signatures (6 juill.), ce document subit encore quelques modifications. Quant

(1) Dépêche adressée au comte von Zichy à Berlin, du 19 mai 1827. MS.

aux motifs, toutes les trois puissances avaient fini par se placer sur la même ligne, tandis qu'auparavant lès motifs qui faisaient agir l'Angleterre avaient été séparés des autres et placés au commencement. Cette modification avait été occasionnée par le fait que le gouvernement de Zaïmis avait, par l'intermédiaire de M. de Rigny, fait parvenir à Guilleminot la demande de combiner son intervention avec celle de l'ambassadeur d'Angleterre. Une certaine proposition, relative aux garanties à donner à l'œuvre de pacification des puissances, fut omise dans la rédaction définitive; puis, une série d'articles secrets sur les mesures à prendre après un nouveau refus de la Porte fut en partie entièrement écartée, sur l'avis des jurisconsultes de la Couronne en Angleterre, et en partie placée dans les instructions pour les ambassadeurs et les amiraux (1).

Les instructions (2) données aux trois ministres à Constantinople étaient, en premier lieu, accompagnées de la formule toute rédigée d'une Note collective (3) que les ambassadeurs devaient, en premier lieu, présenter, telle qu'elle était, à la Porte, et dans laquelle on lui proposait la médiation et une suspension d'armes, en même temps qu'on fixait le délai d'un mois pour la remise de la réponse. Si, à la fin de ce terme, la démarche des puissances n'avait pas eu de résultat, une seconde déclaration, dont on avait encore ajouté la formule (4) aux

---

(1) Les documents relatifs aux transactions suivantes se trouvent dans Martens et Murhardt : *Nouveau Recueil de traités*, t. XII, p. 1-265.

(2) *Ibidem*, p. 2.

(3) *Ibidem*, p. 6.

(4) *Ibidem*, p. 7.

instructions, devait annoncer à la Porte les mesures destinées à obtenir les effets immédiats d'une suspension d'armes, sans cependant devoir troubler pour cela les rapports amicaux entre les puissances et la Turquie. Si les ambassadeurs étaient forcés de remettre cette seconde Note, ils devaient en même temps donner communication de cette démarche aux amiraux, afin que ceux-ci prissent immédiatement les mesures prévues dans leurs instructions.

Les premières de leurs instructions (1) leur confiaient les mêmes démarches à faire, auprès des Grecs, que celles que les ministres devaient faire auprès de la Porte. Il s'agissait « de proposer en commun une suspension « d'armes ; après son acceptation, on emploierait, encore « en commun, les moyens les plus propres et les plus « prompts pour faire cesser l'effusion du sang. Si la « Porte refusait la pacification et la suspension d'armes, « les amiraux devaient se mettre en rapports amicaux « avec les Grecs et empêcher que les ennemis ne re- « çussent, par leurs flottes, des renforts en hommes et « en armes ; mais ils devaient, en même temps, avoir « le plus grand soin que ces mesures ne dégénérassent « pas en actes d'hostilité contre la Porte. Ils devaient « avoir recours à la force seulement dans le cas où les « Turcs s'acharneraient à maintenir ouvertes, par des « moyens violents, les communications coupées par les « alliés. Les instructions, disait-on, ne pourraient évi- « demment pas prévoir tous les cas possibles ; il faudrait « aux amiraux une certaine latitude *qu'on leur accordait* « *d'avance ;* il s'agissait seulement de leur donner con-

(1) Martens : *Nouveau Recueil de traités*, t. XII, p. 8.

« naissance parfaite des intentions des puissances, aussi
« bien que des moyens qu'elles comptaient employer, et
« de convaincre les amiraux de la parfaite union entre
« les trois cabinets; en supposant ces trois points bien
« connus des amiraux, il serait très-facile, ajoutait-on
« encore, de vaincre toutes les difficultés qui pourraient
« se présenter (1). »

On n'avait pas perdu de temps à expédier ces instructions; les ambassadeurs mirent le même empressement à les exécuter. A peine les instructions furent-elles arrivées de Londres et de Paris à Constantinople (12-14 août), que les trois ambassadeurs remirent à la Porte leur Note collective (16 août), qu'ils prièrent les ministres plénipotentiaires de Prusse et d'Autriche de vouloir bien appuyer. L'ambassadeur de Prusse promit son concours; mais l'internonce le refusa, sous le prétexte de manquer d'instructions; il se contenta de notifier (19 août), par l'intermédiaire de son drogman, au reïs-effendi cette invitation des trois ministres et son refus.

Cette attitude de l'ambassadeur d'Autriche fortifia les ministres turcs dans la résolution qu'ils avaient déjà prise d'accueillir les propositions de médiation avec une grande roideur. Dès qu'on lui avait annoncé, pour la première fois, que les puissances venaient de conclure leur convention, le reïs-effendi avait parlé, à qui voulait l'entendre, d'un soulèvement général du peuple, et il avait refusé d'écouter toute représentation calme.

En effet, tout l'aspect de la guerre de l'insurrection était à ce moment-là tel, que la Porte devait, plus que jamais, être résolue de s'opposer à cette attaque contre

(1) Seconde instruction pour les amiraux. *Ibidem*, p. 12.

son indépendance. Athènes venait de tomber; la seule chose à faire encore, c'était de porter un dernier coup à Hydra, et la flotte égyptienne se mettait, à ce moment, en mouvement pour le frapper. A ces motifs il fallait ajouter encore que, depuis l'été dernier, une nouvelle guerre avait éclaté entre la Russie et la Perse, guerre dans laquelle la Russie avait, déjà avant l'époque actuelle, reçu plusieurs échecs, et qui, à ce moment, venait de prendre de nouveau une tournure défavorable pour cette puissance. Enfin, le sultan, que l'heureuse issue de ses réformes avait rempli d'une confiance en lui-même qui allait jusqu'à lui donner le vertige, était plus que jamais décidé à se montrer très-opiniâtre.

Les drogmans trouvèrent donc le plus mauvais accueil lorsqu'ils s'acquittèrent de leur mission (16 août). Le reïs-effendi n'accepta même pas leur Note; ils la laissèrent non décachetée sur le sofa lorsqu'ils partirent. Lorsque M. von Hussar avait remis la notification de l'internonce au reïs-effendi, celui-ci s'était exprimé devant lui de la manière la plus violente sur les propositions des puissances, « qui n'avaient, disait-il, d'autre but que de « chasser les musulmans de leurs foyers dans la Morée, « d'abandonner aux Infidèles les mosquées et les fondations pieuses et de permettre aux popes de supplanter « les kadis! Quelle idée se faisait-on en Europe de l'esprit national et religieux des Ottomans? *Ce grand et* « *ce petit Canning* étaient-ils donc si mal renseignés sur « ce qui faisait la force nationale des Osmanlis? »

Les trois ambassadeurs virent une atteinte à leur dignité dans cette manière d'agir et de les traiter. Ils retranchèrent quinze jours du délai d'un mois accordé dans le principe, ce que leurs instructions les autori-

saient à faire, et demandèrent (30 août) une réponse immédiate au reïs-effendi. Celui-ci leur fit dire « qu'on « n'avait d'autre réponse à leur faire que celle qui était « contenue déjà dans le *beyan-name* du 9 juin ; la ré- « ponse nette, absolue, définitive, immuable et éternelle « de la Porte était qu'au sujet des Grecs elle n'acceptait « pas de propositions (1). »

Aussitôt (31 août), les ambassadeurs remirent à la Porte leur seconde Note, telle qu'ils étaient chargés de la présenter, et dans laquelle les puissances annonçaient au divan qu'elles imposeraient une trêve aux parties belligérantes par la force des armes. Le ministre du sultan refusa encore de la recevoir; cependant le drogman français trouva une occasion pour la lire en turc au reïs-effendi qui l'écoutait. Celui-ci demanda alors qu'on l'informât exactement de la nature des mesures dont on menaçait la Porte; il voulut savoir s'il s'agissait d'une déclaration de guerre.

L'intelligence turque du ministre ne vit que confusion et contradiction, quand on lui donna l'assurance des sentiments les plus pacifiques des puissances, et quand, dans la même minute, on lui parla d'amitié hostile et d'hostilité amicale : « C'était, disait-il, mettre le feu à « côté du coton ! » Il répéta son refus et ne voulut pas recevoir la Note; lorsque les drogmans la laissèrent encore sur le sofa, il les blâma vertement, en appelant leur manière d'agir un pur enfantillage. Cependant il désira que chacun des trois drogmans lui fournît des éclaircissements précis sur les intentions ultérieures des alliés.

Ils se rendirent donc (9 septembre) encore une fois

(1) Cf. Martens, *loco cit.*, p. 31.

tous les trois auprès de lui, munis d'instructions collectives (1), afin de lui expliquer « que, si la médiation était « déclinée, les puissances se rapprocheraient des Grecs « en nommant d'abord des consuls, et, si la suspension « d'armes était refusée, les flottes alliées l'obtiendraient « de vive force, en empêchant tout arrivage d'armes et « de soldats par mer, et en opposant la violence à la « violence ». Le reïs-effendi répéta, encore cette fois-ci, que les principes éternels de la Porte l'empêchaient d'accepter une médiation. Il n'était donc pas possible de s'entendre. Ce jour-là, de même que les deux jours suivants, on continua à tourner dans un cercle de questions et d'explications réciproques, par lesquelles on cherchait à éviter une rupture qui était déjà au fond de l'âme de tous les négociateurs.

Les faits eux-mêmes montrèrent que cette rupture était déjà accomplie. Chacun des trois ambassadeurs fit provisoirement connaître (6-8 septembre) l'état critique des choses aux négociants de sa nation. Ribeaupierre fut informé (21 septembre) des mesures que prendrait l'amiral Greigh dans la mer Noire, afin de mettre en sûreté l'ambassadeur et sa famille. On apprit que deux divisions russes s'approchaient du Prouth.

Dès que les ambassadeurs eurent remis leur seconde Note (31 août), ils avaient envoyé leurs ordres à Smyrne aux trois amiraux des escadres alliées dans la mer Méditerranée. Le contre-amiral Codrington avait reçu un renfort de deux vaisseaux de ligne; le gouvernement français envoya quatre vaisseaux de ligne à de Rigny. Immédiatement après la signature du traité de juillet,

(1) Cf. Martens, *loco cit.*, p. 54.

une flotte russe, forte de huit vaisseaux de ligne et de huit frégates, et commandée par l'amiral Seniavine, avait fait voile pour l'Angleterre, afin d'envoyer de là dans les eaux grecques une escadre de quatre vaisseaux de ligne, de quatre frégates et de deux bricks, sous les ordres du comte Heyden.

Nouvelles intrigues de l'Autriche.

Toute cette époque, pendant laquelle on négociait à Constantinople, avait été une alternative continuelle des plus fortes émotions pour l'homme d'État à Vienne, resté spectateur de ce qui se passait. Ne pouvant pas exercer son influence sur la marche des faits dont on l'avait écarté, Metternich, en recevant le projet du traité avant qu'il fût conclu en juillet, ne pouvait se lasser d'exprimer son opinion sur la pitoyable absence de toute idée et de toute maturité des projets dans cette œuvre difforme. Elle fourmillait, disait-il, de mensonges et de paroles vagues et indécises; elle était nulle et ne poursuivait aucun but, ou bien elle tendait à anéantir la Turquie et à provoquer l'émancipation politique des Grecs (1).

Il y eut, du reste, un moment où l'on pouvait croire que l'Autriche voulait s'opposer, par d'autres moyens que par des injures, à l'œuvre des trois puissances. Un décret de l'empereur, daté de Laxenbourg (4 juin), ordonna de compléter les cadres de l'armée, dont les compagnies ne comptaient plus que cinquante hommes au lieu de cent vingt, et de la mettre ainsi sur le pied de paix. Il était bien naturel qu'on rapprochât cet événement de la situation politique du jour. On savait que le ministère des finances avait été offert à Wessenberg,

(1) Observation de l'Autriche sur le traité. MS.

l'homme d'État le plus considérable dont l'Autriche pût disposer. On savait, en outre, que beaucoup d'officiers supérieurs demandaient qu'on occupât la Bosnie et la Servie, dans le cas où l'armée russe entrerait dans les Principautés. Mais l'empereur et Metternich étaient tout à fait opposés à des projets semblables, parce qu'ils auraient jeté un désordre complet dans les finances de l'Autriche.

Bientôt on apprit que le décret de l'empereur reposait seulement sur une ordonnance assez ancienne, à l'exécution de laquelle les archiducs avaient poussé depuis longtemps, et qu'il ne s'appliquait qu'à l'infanterie régulière de ligne qu'on appelait allemande. En outre, en ne nommant pas, après tout, Wessenberg ministre, on prouva qu'on ne voulait pas sérieusement rétablir l'armée, dont aucune partie n'était sur le pied de guerre, si ce n'étaient les corps en Italie et les dix-sept bataillons des soldats des Confins Militaires.

Metternich préférait entrer en campagne contre les alliés avec les armes qu'il maniait si bien, c'est-à-dire avec les calomnies et les soupçons. Aucune expression, aucun moyen ne lui était trop énergique pour faire remarquer de tous les côtés, mais surtout à Berlin, le caractère méprisable et misérable du gouvernement français, sur les intentions duquel il essayait, en même temps, de faire planer des soupçons. « Les ministres français, « disait-il dans une de ses dépêches (1), semblaient « croire que l'union entre la Russie et l'Angleterre était « contre nature; qu'elle n'avait pu s'effectuer que par

(1) Dépêche réservée adressée au comte von Zichy à Berlin, du 14 juin 1827. MS.

« suite d'un système où l'on trompait, tout en étant « trompé, et que la France avait dû se joindre à ces « puissances, afin de neutraliser ce système ; mais, ajouta « le chancelier, c'est peu réalisable, peu honorable et « décidément dangereux. Jeter la confusion dans le « chaos et se précipiter dans le désordre, afin de l'aug « menter, ce n'est certainement pas le bon moyen de se « mettre à l'abri des coups de cette anarchie : *ce serait « plutôt utile à celui qui se tient en dehors de cela.* » Metternich caractérisait parfaitement bien par ces paroles son rôle et sa position *à lui*, qui n'étaient ni utiles ni honorables, et réalisables seulement au prix de la honte et du mépris.

D'une pareille manière, le prince dénonça dès lors aussi la politique de la Russie d'une façon directe et dans la personne même de l'empereur qu'on voyait s'abandonner aux séductions d'une ambition sans contrainte. L'empereur François appelait Nicolas un jeune homme sans expérience, qui n'écoutait plus les conseils, après être victorieusement sorti de la crise qui l'avait menacé à son avénement au trône. Des insinuations de ce genre s'ébruitèrent à Saint-Pétersbourg où l'on en voulait au grand chancelier; mais à Vienne on niait tout. A l'égard de l'Angleterre, le prince montra une maladresse absurde, en voulant exciter les autres puissances contre elle. Il communiqua, sans d'autres façons, au cabinet de Saint-Pétersbourg l'opinion que Stratford avait imprudemment exprimée à l'internonce, au sujet des intentions réelles que l'Angleterre avait eues en signant le traité.

Metternich exhorta, en même temps, la Russie à se tenir sur ses gardes, au sujet des desseins de l'Angleterre qui voulait étendre son protectorat aussi sur la

Grèce, ce qui avait été le but constant des desseins de Canning, but que le ministre anglais avait atteint avec une habileté qu'on ne pourrait qu'admirer. Dans une dépêche envoyée à Paris, Metternich disait « que l'en« semble des clauses du traité n'offrait pas d'autre signi« fication pratique, ni d'autre résultat définitif que « l'émancipation politique des Grecs, par laquelle on « préparerait la victoire à une révolution européenne, « en donnant en même temps à l'Angleterre toute la « prépondérance dans l'Orient et dans la Méditerra« née (1). »

Devant le comte Maltzahn, au contraire, et avec une appréciation très-juste du caractère du roi de Prusse, le prince disait que l'objet principal de Canning avait été, en concluant le traité, de montrer au monde la dissolution de l'Alliance, de pousser la confusion en Orient jusqu'au dernier point et de s'emparer du protectorat sur la Grèce. Dès le mois de mai, le grand chancelier avait voulu faire croire au comte que de cinq à six cents navires hydrio-spetsiotes avaient, dans les trois derniers mois, arboré le pavillon de Cerigo.

En essayant d'exciter ainsi les puissances de l'Occident les unes contre les autres, Metternich continuait, comme auparavant, à mener ses intrigues en Orient. Pendant tous les derniers temps, il avait sans cesse fait tous ses efforts pour décider la Porte à poursuivre énergiquement et de son propre chef la pacification de la Grèce. Les ménagements avec lesquels Rechid-Pacha traitait les paysans de l'Attique étaient une conséquence de ces conseils de l'Autriche. On avait, en outre, enjoint

(1) Dépêche adressée au comte Appony, en date du 11 juin 1827. MS.

au général turc d'inviter les Rouméliotes, qui erraient encore çà et là dans le Péloponèse, à rentrer dans leurs foyers, où ils devaient trouver protection et pardon qu'on leur promettait s'ils voulaient revenir.

Nous verrons plus tard qu'Ibrahim aussi essayait, depuis le printemps, d'un système de modération et de moyens pacifiques pour soumettre les Grecs. En même temps, le patriarche à Constantinople présenta à la Porte un Acte de soumission signé par quelques capitaines, Acte dont le style faisait naître, dans l'esprit de lecteurs sagaces, des soupçons sur son origine qu'on attribuait à la cour de Vienne.

Il y eut autre chose encore. Dès que, dans leurs projets de traité, les alliés avaient seulement commencé à parler de leur dessein de se rapprocher des Grecs, Metternich avait cru devoir les prévenir par une démarche de ce genre. Ce fut au moment même où Dandolo avait reçu ses instructions qui lui prescrivaient d'agir avec plus de modération dans l'Archipel; où l'on permit, au grand étonnement de tout le monde, de faire, même à Vienne, des quêtes en faveur des Grecs, et où un capitaine de vaisseau et un consul d'Autriche se présentèrent (février) devant les membres du gouvernement grec à Aigina, afin de leur donner l'assurance que l'empereur d'Autriche était plein de bienveillance pour eux, et afin de leur conseiller de faire un appel à sa compassion.

Mais les Grecs repoussèrent avec dédain cette haute faveur si inattendue de l'empereur d'Autriche, aussi bien que la grâce du sultan; en revanche, ils eurent bientôt à sentir de quelle manière Dandolo commença à reprendre le système brutal de son prédécesseur Paulucci. Lorsque toutes ces démarches furent demeurées sans

résultat, que le traité fut signé et que les négociations auprès de la Porte furent imminentes, on recommença, à Constantinople, le même jeu faux et astucieux qui a fait plus de tort à la Porte que toute l'arrogance de l'Angleterre et que toute l'ambition de la Russie ; c'est-à-dire qu'on appliqua le système par lequel Metternich confirmait la Porte dans sa résistance passive contre les puissances et la berçait des illusions d'une fausse sécurité.

L'internonce, comme nous l'avons vu déjà, avait refusé d'appuyer les propositions des trois puissances alliées. Dans toutes les dépêches ostensibles (1), Metternich exprimait le regret que, dans cette affaire, M. von Ottenfels se fût séparé du baron Miltitz, le représentant de la Prusse, bien que ses instructions antérieures l'eussent parfaitement autorisé à marcher d'accord avec lui.

Mais bientôt les journaux anglais contenaient de fâcheuses allusions au sujet des instructions qui, d'après eux, auraient guidé l'internonce dans ses démarches. Damas l'accusa d'avoir, sans façon, conseillé à la Porte de traîner les négociations en longueur. M. von Ottenfels se vantait même, dans ses rapports (2), d'avoir atteint « ce but principal » ; il raconta aussi d'une manière confidentielle au baron Miltitz qu'il n'avait jamais eu ordre de recommander à la Porte d'accepter les propositions des puissances, ce dont le cabinet de Vienne avait cependant donné l'assurance aux alliés. Même

(1) Metternich à M. von Werner à Berlin, le 15 septembre. — A Tatistchev, le 8 septembre. — Au comte Appony, le 28 septembre. — Dépêche circulaire du 15 septembre 1827. MS.

(2) Le baron von Ottenfels au prince Metternich, en date du 24 novembre 1827. MS.

lorsque Metternich désavoua publiquement l'internonce, celui-ci pouvait facilement se consoler, parce que, dans une lettre particulière, le grand chancelier avait mis à couvert toute la responsabilité de son ambassadeur.

La conduite que tenait, à cette occasion, le chargé d'affaires de Prusse était plus fâcheuse encore. Bien que ses instructions lui eussent expressément prescrit d'appuyer la médiation et qu'il fût même légitimé par ses démarches ostensibles (1), il avait néanmoins en secret influencé la Porte. Suivant les accusations portées contre lui par les diplomates des alliés, il avait agi ainsi en essayant, avec un zèle encore plus grand que celui de l'ambassadeur d'Autriche, de la rendre hostile aux puissances. En agissant ainsi, il s'était donc mis en opposition directe avec les ordres de son gouvernement, absolument comme l'avait fait à Lisbonne Royer, qu'on accusait, à cette même époque, d'avoir suivi une politique tout à fait individuelle (2).

On ne peut guère s'expliquer cette manière d'agir du diplomate prussien qu'en supposant qu'il se laissait influencer directement par Metternich, par les mains duquel passaient, à cette époque, presque tous les rapports que Miltitz envoyait à sa cour. Dès que le grand chancelier s'était assuré de la Prusse quant à la question du traité, il s'était mis dans la tête que les deux puissances, placées en dehors de la confusion pourraient agir avec plus d'efficacité à Constantinople; il crut que les alliés,

(1) Instructions données par le chargé d'affaires de Prusse à son drogman, du 17 août 1827. Cf. Martens, t. XII, p. 27.

(2) Cette manière d'agir, ainsi que d'autres fictions que Miltitz s'était permis de faire, lui coûtèrent sa place.

s'apercevant de l'inutilité de leurs efforts, que lui, l'homme d'État autrichien, s'efforçait de rendre stériles, finiraient par être obligés d'invoquer encore les bons offices des deux cabinets « corrects ».

Ces espérances téméraires, prononcées à une époque où elles étaient voisines de la folie, semblaient, immédiatement après, beaucoup plus justifiées par suite d'un événement qu'on n'avait certainement pas pu prévoir. Quelques semaines seulement après la conclusion du traité et avant que les négociations eussent été même entamées à Constantinople, George Canning vint à mourir (8 août).

Aussitôt le grand chancelier, qui, en manifestant une grande admiration pour le défunt, cachait ainsi la joie que lui faisait éprouver ce soulagement inespéré de son cœur, se laissa de nouveau tenter par son ancien péché qu'il ne se lassait pas de flageller dans Pozzo, dans Canning et même dans le faible gouvernement français. Il se laissa aller à son ambition de primer partout, et il entreprit cette course au clocher pour arriver à jouer le premier rôle, comme si, dans les affaires politiques, il ne s'agissait pas de savoir *ce que* l'on faisait, mais *par qui* se faisaient les choses.

A Saint-Pétersbourg, on s'était empressé d'annoncer à toutes les cours la ratification du traité qui n'avait été faite qu'après la mort de Canning (1). On avait fait cette démarche avec une si grande promptitude, afin de prévenir tous les doutes et toutes les suppositions que ce fâcheux incident aurait pu faire naître, et pour couper

(1) Le comte Alopeus à Bernstorff, le 10 septembre 1827. — Nesselrode à Tatistchev, de la même époque. MS.

court à toute espérance que l'affaire mise en marche pourrait subir de nouveaux retards.

Mais Metternich ne se laissa pas déconcerter. Il espérait regagner son influence perdue, par la seule force de ses paroles, au moment où, comme le disait un des diplomates qui, à cette époque, jouaient un rôle actif dans ces affaires, tous les esprits exempts de préventions « ne « voyaient depuis longtemps, dans ces mêmes paroles de « Metternich, rien que des bulles de savon ». Le prince espérait rétablir cette influence au moment même où, comme le disait un autre de ces diplomates, les flottes des alliées étaient dans la Méditerranée et les Russes sur le Prouth, « arguments plus puissants que les dépêches « de Metternich, les Notes de l'internonce et les discours « de M. von Hussar ».

Le prince persévéra donc, pour le moment, dans sa politique *à lui*, qui était de confirmer la Porte dans sa politique *à elle*, par laquelle elle cherchait à faire traîner les choses en longueur et à gagner du temps, système qui, même dans l'opinion d'Esterhazy, conduisait par le chemin le plus droit à la guerre qu'il devait prévenir. A Berlin, on était tout à fait persuadé qu'après que les négociations auraient échoué, la Russie insisterait pour qu'on donnât une nouvelle vigueur aux mesures coercitives. Cependant Metternich se fiait à sa longue expérience et à sa connaissance des différents corps politiques et de leurs forces relatives. Il se consolait par la pensée (1) que l'Angleterre ne pourrait jamais recourir à la mesure extrême d'une guerre contre la Porte sans se jeter dans un abîme d'embarras, dont la témérité de Can-

(1) Au comte Appony, le 28 septembre 1827. MS.

ning n'avait pas sondé toute la profondeur et dont aucun de ses successeurs ne se sentirait la force de retirer l'Angleterre. Tout en s'abandonnant à des réflexions de cette nature, Metternich savourait son bonheur en lisant les rapports de ses ministres serviles à Londres, à Paris et à Constantinople. Après que la Porte avait repoussé, avec rudesse, toute médiation, ces ambassadeurs faisaient entendre au grand chancelier, par leurs allusions, que les alliés commençaient réellement déjà à rechercher l'Autriche ; on lui disait que ces derniers voudraient bien rebrousser chemin et considérer comme non avenues les démarches faites par eux, et qu'ils se montreraient faciles et bien disposés si la Porte faisait seulement la moindre concession.

Or il semblait à Metternich qu'on pouvait très-aisément concilier cette concession avec les efforts qu'il faisait lui-même pour se mettre de nouveau à la tête du mouvement diplomatique. Il modifia donc sa position par rapport aux puissances ; il désavoua l'attitude prise par l'internonce dans cette affaire de la médiation ; il engagea (9 oct.) la Porte à se montrer facile et fit suggérer au reïs-effendi, par M. von Hussar, l'idée de *rechercher la médiation de l'Autriche entre la Turquie et les alliés.*

Effectivement, les trois ambassadeurs remarquèrent que tout à coup on pouvait voir dans la manière d'agir des ministres turcs des dispositions beaucoup plus conciliantes et que l'opiniâtreté du sultan semblait diminuer. En effet, le grand vizir écrivit au grand chancelier une lettre confidentielle (1) dans laquelle il demanda à la

(1) Lettre confidentielle du Grand Visir Mehemet Soliman Pacha à S. E. le Prince de Metternich, 24 octobre 1827. MS.

cour d'Autriche, cette amie et voisine bien-aimée de la Porte, d'employer ses bons offices pour mettre un terme aux démarches des puissances. Le projet de cette lettre fut élaboré le 20 octobre. Mais, singulier coup du sort! le destin jaloux ne cessait pas encore de poursuivre sans pitié cette politique, peu digne d'envie cependant, de l'homme d'État autrichien!

Le même jour, un événement remarquable et d'une portée immense, qui se produisit sur le théâtre de l'insurrection, déchira ce nouveau et faible réseau des intrigues autrichiennes et ébranla la nouvelle confiance pleine d'espérance du grand chancelier d'une manière beaucoup plus violente que lorsque le même désastre l'avait frappé à l'époque du congrès de Vérone. Lors de cette dernière réunion, l'entrée de Canning au ministère des affaires étrangères avait empoisonné les triomphes de Metternich; au moment actuel, Canning était mort, mais son esprit hantait encore ces lieux qui avaient été l'objet de ses derniers travaux.

Il nous faudra donc jeter un coup d'œil rétrospectif sur le théâtre de la guerre.

FIN DU TOME QUATORZIÈME



TABLE DES MATIÈRES

DU TOME QUATORZIÈME

VII. — INSURRECTION ET RÉGÉNÉRATION DE LA GRÈCE (SUITE)

1. — LES PHILHELLÈNES ET LES ÉGYPTIENS (SUITE)

B. — La guerre dans les années 1824 *et* 1825 (Suite)

C. — État des négociations diplomatiques entre les puissances.

L'intermède de la révolte militaire à Saint-Pétersbourg

L'intermède de la révolte militaire à Constantinople

D. — La guerre dans les années 1826 *et* 1827

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES

PARIS. — IMPRIMERIE POUPART-DAVYL ET Cᵉ, 30, RUE DU BAC.





